

Le Monde

idées

LA «NORMALISATION» EN POLOGNE

Le sable et le sang

Il y a tout juste un mois, le 13 décembre 1981, l'état de guerre était proclamé en Pologne par le général Jaruzelski. Daniel Singer n'en reste pas moins convaincu que les grévistes de Gdansk ont ouvert une brèche à travers laquelle passeront un jour tous les travailleurs de l'Europe de l'Est. Jacques Ellul prêche pour des sanctions radicales contre les responsables du coup de force. Quant à Jean Bruhat, il redoute que le drame de la Pologne n'ait le même effet de division sur la gauche française d'aujourd'hui que celui de l'Espagne sur le Front populaire.

« L'ORDRE règne à Varsovie... O-laqals stupides, votre « ordre » est bâti sur le sable... » Les paroles de Rosa Luxemburg, écrites à un autre moment tragique, s'appliquent à son pays natal et s'adressent à ses dirigeants bottés. Les grévistes de Gdansk n'ont pas seulement détruit le mythe du parti communiste porte-parole incarné de la classe ouvrière. Ils ont aussi montré que l'ordre néostalinien en Europe de l'Est repose sur le sable et sur l'injustice sociale. La tâche du général Jaruzelski est de prouver qu'il peut néanmoins être maintenu par des balonnettes. Mais pour combien de temps ?

Notre rage devant la tragédie polonaise est à la mesure de nos espoirs déçus. (Je ne parle évidemment pas des hypocrites faisant l'éloge des syndicats en Pologne tout en les détestant chez eux... ou vice versa). Deux données nouvelles, intimement liées, nourrissent cette espérance. Les événements de Pologne marquent la rentrée spectaculaire des ouvriers sur la scène politique de l'Europe de l'Est. Ils esquissent, par la même occasion, la possibilité d'une transformation, non pas sans heurts mais globalement pacifique des sociétés du bloc soviétique.

Solidarité à la rescousse du socialisme ? Ricaneront certains. Même si l'épopée de Gdansk, avec les ouvriers présentant leurs intérêts comme « les intérêts révolutionnaires de la société dans son ensemble », sortait tout droit des pages de Marx, je ne veux point suggérer qu'elle était l'œuvre de révolutionnaires marxistes. Après trente-cinq ans d'identification mensongère du régime avec le socialisme, cela aurait tenu du miracle. Solidarité a donc fait du socialisme comme M. Jourdain faisait de la prose. Il est d'autant plus intéressant de constater que le syndicat était poussé dans cette direction à la fois par le cadre et les circonstances.

DANIEL SINGER (*)

Dans un pays où les moyens de production sont nationalisés et où, pour emprunter une boutade, personne n'envisage sérieusement de rendre les chantiers de Gdansk à la famille de Lénine, le problème de la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes se pose rapidement au mouvement. En Pologne cette prise de conscience a été accélérée par la crise économique. L'autogestion s'est imposée comme thème non pas à partir de débats théoriques, mais sous le poids des réalités économiques. Par une ironie de l'histoire, au lendemain de sa victoire, il s'agissait d'imposer des restrictions au prolétariat polonais. Qui pouvait obliger les ouvriers vainqueurs à se serrer la ceinture sinon eux-mêmes, en devenant effectivement les maîtres de l'usine et de l'économie dans son ensemble (ou du moins en croyant le devenir ?)

La question de la «nomenklatura»

L'existence d'un conseil ouvrier authentique dans l'entreprise posait immédiatement la question de la «nomenklatura» et celle du pouvoir. Elle dessinait en même temps les contours d'un compromis vraiment historique entre Solidarité, représentant l'immense majorité des travailleurs polonais, et le P.O.U.P., symbolisant les impératifs catégoriques de l'histoire et de la géographie. L'autogestion fournissait même un cadre potentiel pour l'institutionnalisation de ce double pouvoir provisoire : le parti gardant sa position prépondérante à la Diète, son poids aurait été équilibré par une seconde Chambre, émanation des conseils ouvriers à l'échelle nationale. La révolution, autolimitée, ne pouvait être que rampante, la conquête des pouvoirs graduelle et, dans le meilleur des cas, la voie était très étroite.

Dire, cependant, comme on le dit les propagandistes polonais en uniforme et leurs émules, que le compromis a été empêché par l'intransigence de Solidarité dépasse les bornes. Le 4 novembre, lorsque Wlasek rencontre Jaruzelski en présence de l'archevêque Glomp, le syndicat, peut-être naïvement, pense encore à un accord partiel. Dans les jours suivants, la presse polonaise le dément. Il n'était jamais question de parti. Au puissant mouvement social on offre un strapontin, un siège sur sept dans un Front de réconciliation nationale, les six autres allant au P.O.U.P., à ses pantins et poches. Le parti avait fait son choix. Menacé d'avoir à partager son pouvoir avec des travailleurs, il a préféré abdiquer (provisoirement ?) en faveur de sa branche militaire. Plutôt le sabre que des Soviets !

La tâche ainsi confiée à Jaruzelski est énorme. Il doit briser la résistance ouvrière, non seulement détruire les accords de Gdansk, mais encore regagner tout le terrain conquis par le mouvement dans le sang en 1956, 1970 et 1976. Une fois le syndicat soumis, on peut lui octroyer certaines concessions, à condition d'avoir prouvé que dans ce système il n'y a pas de place pour un contre-pouvoir venant de la base, pour un mouvement ouvrier autonome. (Jaruzelski et ses porte-parole affirment que les circons-

tances sont maintenant plus propices à une «réconciliation nationale» ; ils doivent ainsi leur conception et du compromis et d'un syndicat « indépendant et autogéré ».) J'avais suggéré plus haut que, dans la crise polonaise, seuls les travailleurs eux-mêmes pouvaient s'imposer l'autorité. La junte doit maintenant prouver que les mitrailleuses peuvent accomplir la même fonction. Comble d'hypocrisie, l'autogestion sera conjuguée avec le commandement militaire.

Même avec les tanks, il n'est pas facile d'exorciser la mémoire collective. Historiquement, la junte est condamnée ; mais, avant que le verdict de l'histoire ne tombe, on peut perpétuer des dommages irréparables. Même en ce moment tragique, je reste convaincu que les grévistes de Gdansk ont ouvert une brèche à travers laquelle passeront, à plus ou moins longue échéance, tous les travailleurs de l'Europe de l'Est, y compris les prolétaires soviétiques, pour devenir à leur tour les acteurs de leur propre destin. Mais quand et avec quel degré de violence ? Parmi les crimes imputés aux putschistes polonais et à leurs commanditaires, le fait d'avoir écorché le fragile espoir d'une transition pacifique ne sera pas le moindre. L'ordre défendu à la fois par Jaruzelski et par ses maîtres du Kremlin est bâti sur le sable. Leur système est condamné. Ils font tout en ce moment pour que sa chute finale s'accomplisse par le feu et dans le sang.

(*) Auteur de *The Road to Gdansk*.

Espagne 1936, Pologne 1982 ?

par JEAN BRUHAT (*)

TOUTE entente des forces de gauche en France est-elle condamnée à buter et finalement échouer sur les problèmes de politique extérieure ? Je songe d'abord à 1936. Le Front populaire triomphait. Si les communistes n'avaient pas cru devoir participer au gouvernement, ils le soutenaient, selon la formule de Vaillant-Couturier, « le ministère des masses ». Tout semblait pour le mieux. Les travailleurs qui avaient occupé les usines avaient terminé la grève quand leurs revendications essentielles avaient été obtenues. La C.G.T. avait reconstitué son unité. En quelques jours, des réformes revendiquées pendant des années par les ouvriers étaient satisfaites.

Ce printemps était lourd d'une vaste espérance. Tout un peuple semblait « aller au-devant de la vie ». Mais voici que le 17 juillet 1936 débute la guerre civile espagnole. Dès le 8 août, Léon Blum défend la non-intervention sous la pression de quelques ministres radicaux et surtout de « la gouvernante anglaise ». En dépit des efforts d'un ministre comme Pierre Cot, malgré certaines aides clandestines, et le départ de quelques Français pour les Brigades internationales, le gouvernement républicain espagnol est, en fait, abandonné, alors que ses agresseurs sont soutenus par les puissances fascistes. Ce comportement est l'une des causes de la défection du Front populaire. Les communistes ne peuvent approuver l'attitude des gouvernements français.

Certes, l'effondrement du Front populaire à des causes internes mais il est incontestable que la crise espagnole contribue à l'expliquer. En la circonstance, la responsabilité première retombe sur le parti socialiste, même si, pour se justifier, il met au avant des arguments dont quelques uns méritent considération. En août 1939, la signature du traité germano-soviétique approfondit le fossé, et cette fois le parti communiste n'est pas innocent.

D'où un demi-siècle plus tard, une question angossante. Les événements de Pologne vont-ils, comme ceux de l'Espagne en 1936, compromettre en 1982 l'union des forces populaires ?

Certes, ce qui se passe en Pologne nous oblige à réfléchir sur le fameux « socialisme réalisé ». C'est une autre question, fondamentale sans doute, mais qui, pour l'heure, échappe à notre propos. Que l'état de guerre soit supprimé en Pologne, que les libertés y soient rétablies, voire consolidées, et on pourra espérer que la Pologne ne jouera pas en 1982 le rôle de « diviseur » que l'Espagne a joué en 1936.

Il faut faire vite. On aperçoit déjà dans l'opinion de gauche (la droite ne m'intéresse pas) des lignes de fractures qui peuvent aller s'approfondissant et mettre sérieusement en cause « l'état de grâce », dû pour une large part, au consensus des forces populaires.

(*) Historien, membre du P.C.F.

La lâcheté

par JACQUES ELLUL

J'ai laissé passer du temps avant d'écrire quoi que ce soit sur la Pologne. Il était inutile d'ajouter un voix à tant d'autres. Maintenant l'affaire est close. Nous avons eu droit à tous les discours imaginables et contradictoires des politiques, à toutes les manifestations artistiques, chansons et Chopin, parfaitement dérisoires, à des défilés et des meetings exprimant des sentiments d'indignation et tout, mais qui n'ont pas de sens... Tout ce qui pouvait satisfaire notre conscience nous donner bonne conscience a été fait. Mais rien qui puisse avoir un effet, rien qui aide effectivement les Polonais. Nous vivons en pleine autogestion. Car, quand il s'agit de passer à l'acte, il n'y a plus personne. Il ne faut pas se leurrer : il y a seulement trois sortes d'actions possibles ; si l'on excepte la guerre, impossible.

D'abord l'action clandestine pour aider Solidarité à se reconstruire dans l'ombre, mais cela ne peut être précisément que clandestin et, quoi que me paraissent indispensables, ne peut pas aboutir à un renversement du régime (voir l'Espagne de Franco) d'autant plus que cela permet, d'une part, toutes les infiltrations d'éléments antisocialistes (donc en réalité contre Solidarité), et, d'autre part, toutes les accusations des autorités communistes.

En second lieu une massive pression syndicale mondiale : si, on avait mobilisé vraiment le syndicalisme mondial contre la Pologne et l'U.R.S.S., cela aurait eu un impact terrible, mais seule la C.F.D.T. a du courage, seule elle a vraiment voulu passer à l'acte, et peut-être, ou bien pour-t-elle, servir de détonateur à tout le reste ? La question est ouverte.

En troisième lieu les sanctions économiques. Il est évident qu'un blocus total de la Pologne et de l'U.R.S.S. aurait eu un effet considérable, de choc psychologique et d'effondrement économique. Il aurait fallu prévoir (ce qui l'a été à un moment) une seule exception : la distribution de vivres à la population polonaise sous contrôle international. Et, dans des conditions qui seront effectivement des conditions de guerre, il n'y avait rien d'exorbitant à proposer des vivres contre l'exigence de ce contrôle.

Mais aussitôt qu'il a été question de prendre des sanctions économiques, partout des pleurs et des arguments raisonnables ! « Enfin, voyons, soyez sérieux ! ». Supprimer la vente du blé à l'U.R.S.S., pour les États-Unis, mais vous n'y songez pas ! Et nos producteurs de blé, qu'est-ce qu'ils vont devenir ? D'ailleurs, comme il s'agit souvent de contrats passés par des particuliers, nous, États, n'avons pas à intervenir ! Supprimer les exportations françaises vers l'U.R.S.S., mais vous n'y songez pas ! Et la balance de notre commerce extérieur ! Hein ! qu'est-ce que vous en faites ? Vous n'allez quand même pas exiger d'aggraver notre déficit ! Et en Allemagne ou en Angleterre, pareil, bien sûr. D'ailleurs, dans un beau geste, la C.G.T. proteste contre une telle sanction,

parfaitement d'accord avec le slogan du P.C.F. : « Nous n'avons pas nous faire tuer pour Dantzig ». « Vous vous rendez compte ! » Aller se faire tuer pour Dantzig ! S'il fallait être bête, cela avait parfaitement démontré les Français. Et, finalement, si l'armée française a été vaincue, c'est que le peuple ne voulait pas se battre. Je suis actuellement assuré que la Pologne de Mitterrand, c'est et se sera la réplique, aujourd'hui et pour l'éternité, de l'Espagne de Blum. Les gens sérieux et réalistes n'ont pas encore compris qu'au jeu de la lâcheté et de l'hypocrisie, on ne gagne jamais, on perd toujours. Munich n'a pas empêché la guerre. Actuellement, lâcher Solidarité et le peuple polonais en ne prenant pas des sanctions radicales nous coûtera sans doute d'ici dix ans une mainmise progressive de l'U.R.S.S. sur l'Europe occidentale, pièce par pièce, morceau par morceau. Dont aucun, en détail, ne vaudra jamais le risque d'un conflit.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 700 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1241 F 1620 F
ÉTRANGER
(par mandats)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (voir ci-dessus) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les notes, programmes, critiques d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Faure, directeur de la publication.
Claude Jadin.

Inprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 37 437

CORRESPONDANCE

Défense de Mgr Lustiger

M. Georges Lamizet, de Flayosc (83), nous écrit :
Place vient d'être faite (le Monde du 1^{er} janvier) à des « répliques » à Mgr Lustiger. Qu'il me soit permis d'y répondre à ses détracteurs et de lui dire, avec ma reconnaissance, mon respect.

Pacifique, je déplore qu'en France, dans la presse de gauche comme dans celle de droite, dans l'opposition comme au gouvernement, le pacifisme soit invariablement dénoncé. Et, alors que je ne suis pas chrétien, je sais gré au pasteur Martin Niemöller, à Mgr Lustiger, d'avoir tenu dans le Monde le langage qu'au moins les chrétiens devraient tenir de nos jours.

On peut trouver dans ce qu'a dit l'archevêque de Paris une sorte d'écho de ce qu'un philosophe, Alain, disait il y a un demi-siècle, face à Mussolini, au pouvoir en Italie, et à Hitler, sur le point d'arriver au pouvoir en Allemagne :

« Comme nous savons résister aux tyrans de l'intérieur, nous résisterons aux tyrans de l'extérieur. Cette guerre est neuve ; nous en comprenons mal les ressorts. Ce n'est même pas quelque chose comme la guerre d'Espagne, qui coûta si cher à Napoléon. C'est une guerre de refus ; mais encore une guerre où la masse se dérobe, se fait insaisissable et muette, ce qui ne veut pas dire qu'elle reste inactive.

CHOPIN ET L'INSURRECTION POLONAISE

M. H. Fornet, de Paris-III, nous écrit :

M. de Villefosse écrit (le Monde du 8 janvier) : « Fuyant cette servitude (il s'agit de l'insurrection de novembre 1830 à Varsovie) deux hommes de génie s'exilèrent en France... ». En réalité, Chopin quitta Varsovie trois semaines avant que n'éclate l'insurrection et il s'établit à Vienne. C'est par hasard qu'il resta, par la suite, à Paris, et il ne faisait pas partie de l'émigration polonaise, ainsi qu'en témoigne une lettre de Nicolas Chopin à son fils en date du 9 septembre 1844. Le père conseille au musicien de demander une prolongation de son passeport et précise : « Comme tu es parti avant les troubles et que tu n'y as eu aucune part, tu ne feras plaisir de prendre des renseignements à ce sujet à l'ambassade. Je t'avoue que je ne désirerais pas que par négligence tu te trouves mis au nombre des réfugiés. » (Extrait corresp. Chop. Sydon/Chaimyo).

CHAILLOT
JANVIER

GRAND THEATRE (EN ALTERNANCE)
FAUST • BRITANNICUS • TOMBEAU
POUR CINQ CENT MILLE SOLDATS •
THEATRE GEMIER • LE SONGE D'UNE
NUIT D'ETE • GRAND FOYER • ENTRE
TIEN AVEC M.SAID HAMMADI OUVRI
ER ALGERIEN (ESSAIS ET PORTRAITS, 1)
FAUST (PIECE POUR MARIONNETTES)

Après la représentation de l'Entretien avec M. Said Hammadi ouvrier algérien (Essais et portraits, 1), et en attendant le début du spectacle au Grand Théâtre ou au Théâtre Gemier, le public pourra se restaurer au buffet du Grand Foyer où des musiciens joueront tout au long de l'année.

RENSEIGNEMENTS • RESERVATIONS • 704 86 80

LA « NORMALISATION » EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

APRÈS LA MISE AU POINT DE L'ÉLYSÉE

Le rappel à l'ordre adressé à M. Cheysson ne remet pas en cause les décisions atlantiques

Les déclarations de M. Bérégovoy, mardi 12 janvier, à l'issue du conseil restreint consacré à la situation internationale et spécialement à la Pologne, ont été accueillies avec une certaine surprise. M. Cheysson, qui a été confidentiellement mis au courant de la situation internationale, a-t-il été surpris ? Il n'y a pas de doute. Mais il n'est pas non plus surpris par les déclarations de M. Bérégovoy. Les déclarations du secrétaire général de l'Elysée n'ont cependant fait l'objet d'aucune mise au point.

M. Bérégovoy a déclaré : « Le président de la République a rappelé ce qui a été la position de la France et a rappelé que la politique extérieure relève de sa responsabilité directe et qu'il lui appartient que la France soit d'une seule voix sur ces problèmes ».

Ce rappel à l'ordre, a-t-on indiqué dans l'entourage du président de la République, a été provoqué à la fois par la polémique sur la Pologne qui oppose M. Poperen (numéro deux du P.S.) et qui n'est pas membre du gouvernement) et M. Fiterman, ministre des transports, mais aussi par des prises de position de M. Cheysson, ministre des relations extérieures, également sur la Pologne. M. Cheysson, ministre du commerce extérieur, qui a préconisé la dénonciation de l'accord d'Helsinki et le boycottage de la conférence de Madrid, alors que le gouvernement entend les utiliser, serait également visé. M. Bérégovoy s'en tient d'ailleurs désormais à beaucoup de discrétion.

Deux passages des récentes déclarations de M. Cheysson sur le rôle de la Pologne ont été en cause.

● Avant de déclarer, dimanche, devant le grand jury R.T.T. le Monde (le Monde du 12 janvier) que l'essentiel dans le conflit Est-Ouest est la lutte contre le totalitarisme, et qu'il faut ne « démentir » la « vérité » et en « démentir » les « mécanismes », le ministre français avait fait adopter il y a quelques jours par l'Elysée une déclaration dénonçant « l'impact des systèmes totalitaires et ceux de l'Europe de l'Est ». Ce qui est reproché à M. Cheysson est moins la déclaration que les propos qui leur forme jugée à l'Elysée inutilement provocante pour les ministres communistes.

● Concernant la Pologne, M. Bérégovoy a déclaré après le conseil interministériel : « La France a déjà fait savoir ce qu'elle pensait des systèmes totalitaires (à Bruxelles). Elle a déclaré qu'elle continuerait sa coopération économique (avec la

sept unions locales et quatre-vingt sections ou syndicats de base de la C.G.T. avaient manifesté « leur désaccord » avec les prises de position du bureau confédéral sur la crise polonoise. Les déclarations de M. Cheysson ont été accueillies avec une certaine surprise. M. Cheysson, qui a été confidentiellement mis au courant de la situation internationale, a-t-il été surpris ? Il n'y a pas de doute. Mais il n'est pas non plus surpris par les déclarations de M. Bérégovoy. Les déclarations du secrétaire général de l'Elysée n'ont cependant fait l'objet d'aucune mise au point.

Près de cinq mille militants de la C.G.T. auraient déjà exprimé leur désaccord avec les positions du bureau confédéral

A l'appel de six organisations de la C.G.T. (1) et de plusieurs dizaines de sections, deux mille personnes — dont une majorité de jeunes — ont manifesté, mardi 12 janvier, à la Bourse du travail à Paris, leur « désaccord » avec les positions du bureau confédéral sur la crise polonoise. Les déclarations de M. Cheysson ont été accueillies avec une certaine surprise. M. Cheysson, qui a été confidentiellement mis au courant de la situation internationale, a-t-il été surpris ? Il n'y a pas de doute. Mais il n'est pas non plus surpris par les déclarations de M. Bérégovoy. Les déclarations du secrétaire général de l'Elysée n'ont cependant fait l'objet d'aucune mise au point.

Au cours de ce meeting, où l'on a remarqué la présence de quatre membres de la commission exécutive de la C.G.T. (Mmes Parent et Caumon et MM. Feuillet et Germon — membres du parti socialiste, — M. Raymond Charpiot, secrétaire général de la fédération des officiers de la marine marchande, a notamment dénoncé « l'apologie, le viol des consciences imposés à des millions d'hommes et de femmes en Pologne ». « Nous mettons en parallèle, a-t-il ajouté, l'attitude courageuse de la C.G.T. », lors des événements de Prague, « et ses déclarations successives », depuis l'éclatement de la crise polonoise.

De son côté, M. Kowalewski, affirmant que « la classe ouvrière polonoise a répondu à tous les coups par une détermination passive », a lancé un appel aux syndicalistes français : « Faites tout votre possible, a-t-il déclaré, pour réaliser l'unité syndicale et politique des travailleurs français, dans leur action de solidarité avec Solidarność et tout le peuple polonois ».

D'autre part, un représentant du syndicat des correcteurs a indiqué que la pétition de la « Coordination syndicale C.G.T. pour Solidarność » avait recueilli, à ce jour, quatre mille neuf cent trente-huit signatures et que six fédérations, vingt-six syndicats nationaux, vingt-cinq syndicats régionaux et départementaux,

(1) Fédération des capitaines et officiers de la marine marchande, syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne, syndicat de la région parisienne, syndicat de l'industrie, syndicat de l'enseignement, syndicat de l'Office des sciences et syndicat de quatre et seize.

Communistes et socialistes désirent limiter la querelle entre MM. Fiterman et Poperen

Le bureau exécutif du parti socialiste, qui se réunit mercredi soir 13 janvier, devant débattre du différend qui oppose MM. Jean Poperen et Charles Fiterman. Le numéro deux du P.S. a estimé, mardi, qu'en soulevant le P.C.F. de connivence avec la stratégie extérieure de l'U.R.S.S., il avait « tenu des hypothèses ». Il a, toutefois, considéré qu'un débat sur ce point devra avoir lieu. A l'inverse, M. Louis Mermaz avait affirmé dans nos colonnes l'indépendance du P.C.F. à l'égard de la politique extérieure de l'U.R.S.S. De son côté, M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S. et animateur du CERSS, a considéré que ces questions « doivent être posées avec le souci de favoriser des évolutions positives aussi bien en France qu'à l'est de l'Europe ».

Qui croire de M. Jean Poperen, qui soupçonne le P.C.F. de se fier par avance à un destin voulu par l'U.R.S.S., ou de M. Louis Mermaz, qui « croit » à la même P.C.F. d'un « postulat » : son indépendance par rapport à la politique étrangère soviétique ? Pendant les six premiers mois du pouvoir socialiste, ce sont plutôt les ministres socialistes qui avaient paru avoir quelques difficultés à accorder leurs violons, conduisant le chef de l'Etat à la rappeler à plus de prudence, et à leur enjoindre de ne rien annoncer qui n'ait été d'abord décidé par le conseil des ministres.

Cette fois, ce sont les « généraux » du P.S. qui alimentent un débat susceptible, s'il n'avait été maîtrisé, de mettre la coalition gouvernementale en difficulté.

A priori, rien n'est moins surprenant qu'un épisode conflictuel entre communistes et socialistes. Ne se sont-ils pas livrés jusqu'à l'élection présidentielle, à une formidable partie de « bras armés » ? Or, depuis le début de l'année, et pour une courte période, les deux partis sont de nouveau entrés, après six mois d'état de grâce, dans une période préélectorale : aux élections législatives partielles (les 17 et 24 janvier) succéderont les élections cantonales (des 14 et 21 mars). M. Louis Mermaz évoque dans nos colonnes (le Monde du 13 janvier) le nécessaire « débat à bras armés » qui doit poursuivre entre P.C.F. et P.S. A cet égard, les événements de Pologne n'ont pas seulement fourni l'occasion d'un tel

Ces derniers, en exprimant par la voix de M. Fiterman, ont clairement signalé aux socialistes que dans l'hypothèse d'un conflit — considéré par eux comme sérieux — ils n'abandonneront pas le port au niveau de la coalition gouvernementale.

Certains socialistes peuvent considérer que le ministre des transports, jouant le jeu de la coalition de l'union au point d'avoir accompagné M. Mauroy dans sa tournée électorale, — avait besoin, vis-à-vis de son propre parti, de se démarquer du P.S. Mais la rapidité de la réaction élyséenne témoigne que la première interprétation a prévalu.

Cette fois, ce sont les « généraux » du P.S. qui alimentent un débat susceptible, s'il n'avait été maîtrisé, de mettre la coalition gouvernementale en difficulté. A priori, rien n'est moins surprenant qu'un épisode conflictuel entre communistes et socialistes. Ne se sont-ils pas livrés jusqu'à l'élection présidentielle, à une formidable partie de « bras armés » ? Or, depuis le début de l'année, et pour une courte période, les deux partis sont de nouveau entrés, après six mois d'état de grâce, dans une période préélectorale : aux élections législatives partielles (les 17 et 24 janvier) succéderont les élections cantonales (des 14 et 21 mars). M. Louis Mermaz évoque dans nos colonnes (le Monde du 13 janvier) le nécessaire « débat à bras armés » qui doit poursuivre entre P.C.F. et P.S. A cet égard, les événements de Pologne n'ont pas seulement fourni l'occasion d'un tel

Cette fois, ce sont les « généraux » du P.S. qui alimentent un débat susceptible, s'il n'avait été maîtrisé, de mettre la coalition gouvernementale en difficulté. A priori, rien n'est moins surprenant qu'un épisode conflictuel entre communistes et socialistes. Ne se sont-ils pas livrés jusqu'à l'élection présidentielle, à une formidable partie de « bras armés » ? Or, depuis le début de l'année, et pour une courte période, les deux partis sont de nouveau entrés, après six mois d'état de grâce, dans une période préélectorale : aux élections législatives partielles (les 17 et 24 janvier) succéderont les élections cantonales (des 14 et 21 mars). M. Louis Mermaz évoque dans nos colonnes (le Monde du 13 janvier) le nécessaire « débat à bras armés » qui doit poursuivre entre P.C.F. et P.S. A cet égard, les événements de Pologne n'ont pas seulement fourni l'occasion d'un tel

M. Willy Brandt critique vivement les réactions françaises

De notre correspondant

Bonn. — Le président du S.P.D., M. Willy Brandt, a fait savoir, mardi 12 janvier, qu'il avait reçu, il y a quelques jours déjà, une lettre du général Jaruzelski. Dans ce message, le chef du conseil militaire de Varsovie demandait que l'on fasse preuve de compréhension « à l'égard de la situation présente en Pologne, et indique qu'il s'adresse à l'ancien chancelier parce que celui-ci a joué autrefois un rôle décisif dans la normalisation des rapports germano-polonois. Ce choix cause néanmoins un peu de surprise dans les milieux politiques : pourquoi le général Jaruzelski a-t-il jugé bon d'écrire au président du parti social-démocrate plutôt qu'au chef du gouvernement de Bonn ?

L'explication est sans doute que les dirigeants polonois attendent de M. Brandt une réaction un peu plus accommodante que de M. Schmidt. Mais, au fur et à mesure que l'état de guerre se prolonge en Pologne, même le président du S.P.D., particulièrement soucieux pourtant de ne pas ruiner la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, est amené à durcir son attitude.

Certes, M. Brandt, devant le comité directeur de son parti, vient à nouveau de vanter la « modération » du gouvernement de Bonn, d'exprimer son scepticisme à l'égard de sanctions contre la Pologne et l'Union soviétique, et de condamner la déclaration prise par les membres de l'OTAN de suspendre les négociations sur le remboursement de la dette polonoise. Mais la réponse que le président du S.P.D. se propose d'envoyer à Varsovie n'a cependant pas beaucoup de chances de satisfaire le général Jaruzelski. Celui-ci a répété, dans sa lettre, que les restrictions actuellement imposées aux droits de l'homme en Pologne sont « seulement » provisoires, et qu'il recherche une « base solide » pour sa propre politique.

Selon M. Brandt, les quelques accusations portées jusqu'ici à l'égard de la guerre ne suffisent pas, et il entend le dire clairement. En même temps, le président du S.P.D. s'en est pris très vivement mardi à l'attitude française. Celle-ci lui paraît inspirée essentiellement par des considérations de politique intérieure. A l'en croire, « les pays qui ont de grands partis communistes » s'emploient surtout à exploiter l'affaire polonoise contre les communistes de leur propre pays. « Cela ne signifie pas, a-t-il poursuivi, que l'on aide ainsi la Pologne. » A ses yeux, donc, la presse française est à la recherche d'un bon émissaire et profite de l'occasion pour « assener un coup de masse » sur la tête des Allemands.

JEAN WETZ.

Si le débat semble s'animer au sein du P.S., la volonté de son premier secrétaire est d'obtenir qu'il ne prenne aucun nouveau développement. A l'Elysée, on considère que le débat a été tranché, mardi, à l'issue d'un conseil interministériel restreint, par les propos de M. Bérégovoy, affirmant que le différend entre MM. Poperen et Fiterman n'est en aucune façon l'affaire du gouvernement. L'humanité publiée mercredi rend compte brièvement des interventions de MM. Bérégovoy et Mermaz. Pour sa part, M. Lajoinie déclarait mardi soir, à l'Assemblée nationale, que « l'affaire lui paraissait réglée ». M. Mermaz avait, selon le président du groupe communiste, « constaté une évidence ».

M. Mitterrand a, en effet, signifié à M. Fiterman que les membres du gouvernement doivent se tenir à l'écart de toute polémique entre les partis. Tel est le sens des propos de M. Bérégovoy, qui a souligné mardi que le différend entre MM. Poperen et Fiterman n'est « en aucune façon » l'affaire du gouvernement : il ne concerne donc que le P.C. et le P.S. Les ministres ne sont pas les représentants des partis, a ajouté le secrétaire général de l'Elysée.

Des difficultés à trois niveaux

Ce différend, pour inopportun qu'il puisse paraître, laisse une lumière crue sur les difficultés que le nouveau pouvoir doit constamment maîtriser à trois niveaux : celui de la cohésion de la coalition gouvernementale ; celui des rapports entre les deux principaux partis qui la composent ; celui enfin du parti socialiste lui-même.

Le président de la République privilégie sans conteste la solidarité gouvernementale. Les membres du gouvernement doivent veiller à l'union des forces qu'ils représentent, avertit-il en substance, le 4 janvier dernier, lors de la présentation des vœux du gouvernement. Si M. Fiterman a été prié de respecter cette consigne, cela n'a pas été sans contrepartie ni considération tactique. La contrepartie réside dans la critique adressée à M. Claude Cheysson, coupable aux yeux du chef de l'Etat de parler trop brutalement (trop sincèrement ?) du « totalitarisme » soviétique. Un tel message est bien sûr d'abord destiné à l'U.R.S.S. Mais il est aussi susceptible d'apaiser, ou de ménager, le P.C. et son électoral. La tactique consiste à associer le P.C. à un conseil extraordinaire restreint consacré à la Pologne : on ne saurait mieux réduire la marge de manœuvre du chef de file des membres communistes du gouvernement, ni mieux concilier, sur un sujet sensible, la solidarité gouvernementale.

Celle-ci s'accommoda, selon les termes du communiqué commun du 8 janvier, de « divergences » et de « différences » entre le P.C. et le P.S. A condition, a ajouté le P.C.P. dans la voix de M. Lajoinie (le Monde du 12 janvier), que cela reste à l'intérieur de certaines « limites ». Au reste, les quatre membres communistes du gouvernement avaient en plusieurs occasions de préciser aux socialistes ce qu'ils considéraient comme une ligne d'union (notamment lors d'un déjeuner à Matignon le 20 décembre) elles concernant le débat sur les pays de l'Est.

L'attitude des P.C. italien et espagnol montre bien l'ampleur que peut prendre un tel débat à la lumière des événements en Pologne : car il s'agit non seulement de l'échec économique d'un système, mais aussi du problème rhétorique que pose l'effacement du parti en tant que force politique dominante et autonome.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Achetez et écrivez :
41, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 234.34.45 - 508.86.45

« Le Monde » du 9 janvier (page 1) a reproduit un appel adressé au chef de l'Elysée par le président de l'université de cette invasion. Le L.C.R. conteste l'intervention des troupes du Kromin à Kaboul et l'occupation militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan, mais est en désaccord avec cet appel en ce qu'il ne demande pas la signature figure au bas de ce texte. Par contre, la L.C.R. sera présente à la manifestation du 16 janvier à Paris, pour exprimer sa solidarité avec la lutte des peuples de l'Afghanistan, pour le retrait des troupes du Kromin, pour la démission nationale et sociale de l'Afghanistan.

Dans ces conditions, les communistes, et notamment ceux d'enfer, qui sont le plus impliqués dans l'expérience de gauche ouverte le 10 mai, peuvent être fondés à attendre de leurs partenaires qu'ils respectent les « leçons de l'histoire ».

Telle n'est pas l'opinion d'hommes tels que M. Jean Poperen, qui sont d'avis que le P.S. doit exploiter sans tarder les difficultés de son partenaire. Tandis qu'un autre membre du secrétariat national, M. Didier Motchane, invite le numéro deux du P.S. à « veiller à éviter des propos qui favorisent la dissolution de l'union de la gauche, base de l'union populaire et condition nécessaire de toute nouvelle avancée démocratique ».

On peut d'ailleurs raisonnablement penser que M. Motchane s'adresse ainsi non seulement à M. Jean Poperen, mais aussi à M. Pierre Joxe : le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale ne favorise-t-il pas les contestataires de la C.G.T. ?

MM. Poperen et Joxe sont pourtant l'un et l'autre, parmi les plus unitaires : mais le différend entre MM. Poperen et Fiterman a peut-être fait resurgir un clivage ancien au sein du P.S. Pour les uns, le CERSS, notamment (dont M. Motchane est l'un des animateurs), il faut agir dans une perspective à long terme, celle d'un ancrage des communistes au gouvernement. Pour le CERSS, en effet, il faut conduire le P.C.F. à passer d'une union « imposée » à une union « consentie », cette dernière étant le meilleur gage de réussite de l'expérience gouvernementale. Deux ces conditions, mieux vaut favoriser, au sein du P.C.F., la tendance qui fait de la réussite de cette expérience le but ultime, et redressement du mouvement communiste. Agir autrement, c'est-à-dire en cherchant, comme MM. Poperen et Joxe, à aligner les conditions internes du P.C. serait favoriser ceux qui jouent le repli sur l'appareil communiste.

Autres, et ils sont sans doute majoritaires au P.S., est d'avis que les socialistes doivent saisir chaque occasion de creuser davantage l'écart qui les sépare du P.C.F. ; ils pensent ainsi assurer durablement la prééminence socialiste dans la gauche et au pouvoir.

Ainsi, le P.S. continue-t-il d'offrir au chef de l'Elysée de multiples leviers, à charge pour lui, comme il l'a toujours fait, de jouer des uns et des autres pour les conduire à l'issue dans une même direction : la prééminence du pouvoir socialiste.

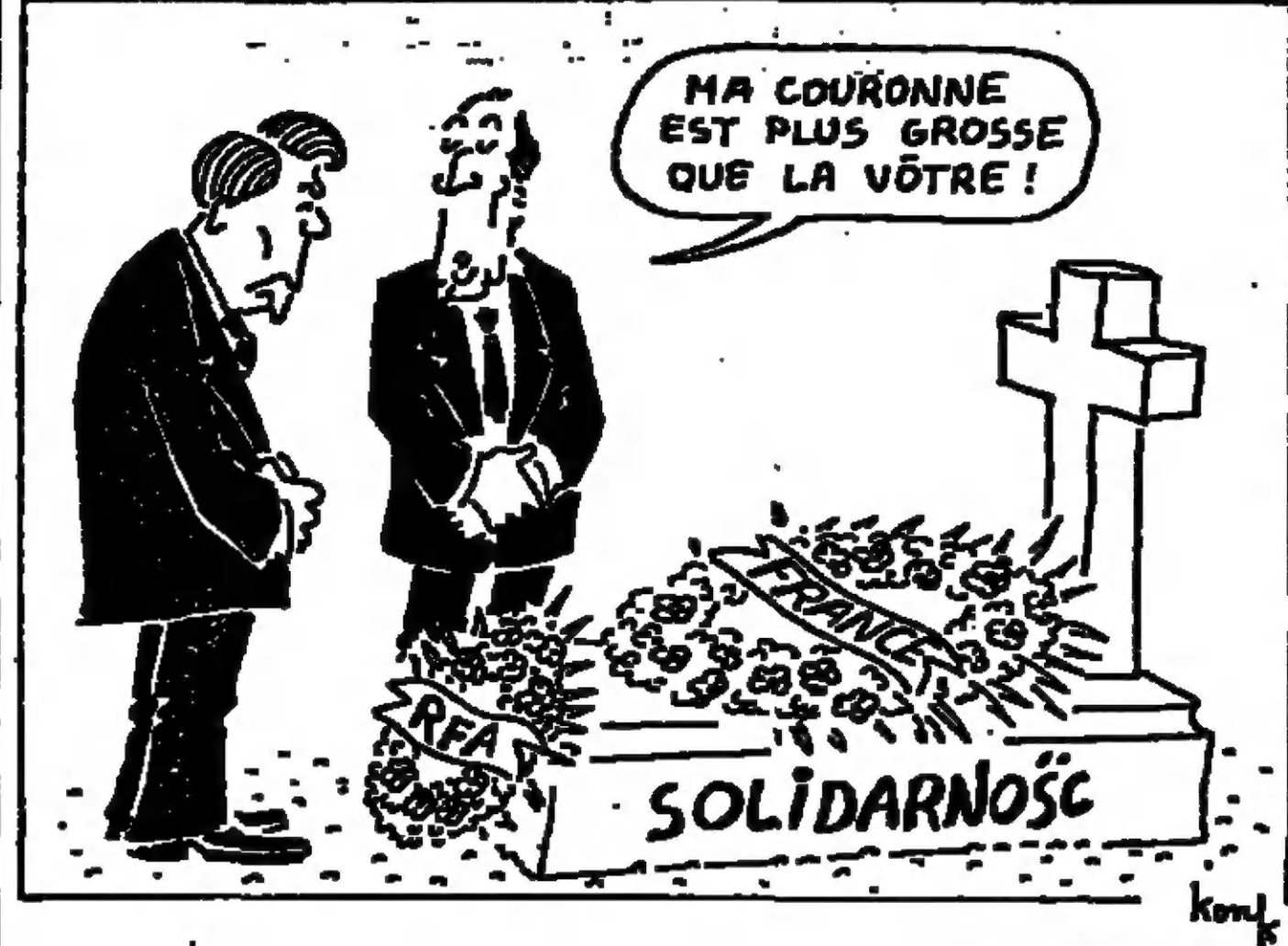
JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Mitterrand a reçu une lettre du général Jaruzelski

M. François Mitterrand a reçu, mardi 12 janvier, à l'hôtel de Lassay, par le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, la lettre adressée à M. Georges Marchais par le général Jaruzelski, qu'il avait, lui aussi, reçu une missive du premier secrétaire du comité central du POUP (Parti ouvrier unifié polonois), mais qu'il ne la rendrait pas publique.

M. Pierre Mauroy a, en de son côté, un long entretien avec M. Georges Marchais en présence de MM. Jack Halut, ministre de la santé, et Guy Harmer, député communiste des Bouches-du-Rhône.

Parmi les parlementaires de l'opposition qui avaient répondu à l'invitation du président de l'Assemblée nationale figurant notamment MM. Claude Labbé, président du groupe R.P., et Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F.



(Dessin de KONE.)

Tout en trouvant insuffisantes les explications du général Jaruzelski

M. Willy Brandt critique vivement les réactions françaises

De notre correspondant

Bonn. — Le président du S.P.D., M. Willy Brandt, a fait savoir, mardi 12 janvier, qu'il avait reçu, il y a quelques jours déjà, une lettre du général Jaruzelski. Dans ce message, le chef du conseil militaire de Varsovie demandait que l'on fasse preuve de compréhension « à l'égard de la situation présente en Pologne, et indique qu'il s'adresse à l'ancien chancelier parce que celui-ci a joué autrefois un rôle décisif dans la normalisation des rapports germano-polonois. Ce choix cause néanmoins un peu de surprise dans les milieux politiques : pourquoi le général Jaruzelski a-t-il jugé bon d'écrire au président du parti social-démocrate plutôt qu'au chef du gouvernement de Bonn ?

L'explication est sans doute que les dirigeants polonois attendent de M. Brandt une réaction un peu plus accommodante que de M. Schmidt. Mais, au fur et à mesure que l'état de guerre se prolonge en Pologne, même le président du S.P.D., particulièrement soucieux pourtant de ne pas ruiner la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, est amené à durcir son attitude.

Certes, M. Brandt, devant le comité directeur de son parti, vient à nouveau de vanter la « modération » du gouvernement de Bonn, d'exprimer son scepticisme à l'égard de sanctions contre la Pologne et l'Union soviétique, et de condamner la déclaration prise par les membres de l'OTAN de suspendre les négociations sur le remboursement de la dette polonoise. Mais la réponse que le président du S.P.D. se propose d'envoyer à Varsovie n'a cependant pas beaucoup de chances de satisfaire le général Jaruzelski. Celui-ci a répété, dans sa lettre, que les restrictions actuellement imposées aux droits de l'homme en Pologne sont « seulement » provisoires, et qu'il recherche une « base solide » pour sa propre politique.

Selon M. Brandt, les quelques accusations portées jusqu'ici à l'égard de la guerre ne suffisent pas, et il entend le dire clairement. En même temps, le président du S.P.D. s'en est pris très vivement mardi à l'attitude française. Celle-ci lui paraît inspirée essentiellement par des considérations de politique intérieure. A l'en croire, « les pays qui ont de grands partis communistes » s'emploient surtout à exploiter l'affaire polonoise contre les communistes de leur propre pays. « Cela ne signifie pas, a-t-il poursuivi, que l'on aide ainsi la Pologne. » A ses yeux, donc, la presse française est à la recherche d'un bon émissaire et profite de l'occasion pour « assener un coup de masse » sur la tête des Allemands.

JEAN WETZ.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Achetez et écrivez :
41, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 234.34.45 - 508.86.45

« Le Monde » du 9 janvier (page 1) a reproduit un appel adressé au chef de l'Elysée par le président de l'université de cette invasion. Le L.C.R. conteste l'intervention des troupes du Kromin à Kaboul et l'occupation militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan, mais est en désaccord avec cet appel en ce qu'il ne demande pas la signature figure au bas de ce texte. Par contre, la L.C.R. sera présente à la manifestation du 16 janvier à Paris, pour exprimer sa solidarité avec la lutte des peuples de l'Afghanistan, pour le retrait des troupes du Kromin, pour la démission nationale et sociale de l'Afghanistan.

M. Mitterrand a reçu une lettre du général Jaruzelski

M. François Mitterrand a reçu, mardi 12 janvier, à l'hôtel de Lassay, par le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, la lettre adressée à M. Georges Marchais par le général Jaruzelski, qu'il avait, lui aussi, reçu une missive du premier secrétaire du comité central du POUP (Parti ouvrier unifié polonois), mais qu'il ne la rendrait pas publique.

M. Pierre Mauroy a, en de son côté, un long entretien avec M. Georges Marchais en présence de MM. Jack Halut, ministre de la santé, et Guy Harmer, député communiste des Bouches-du-Rhône.

Parmi les parlementaires de l'opposition qui avaient répondu à l'invitation du président de l'Assemblée nationale figurant notamment MM. Claude Labbé, président du groupe R.P., et Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F.

Jeudi 14 janvier 1982

Desirent limiter la querelle française et Popere

Le ministre des Affaires étrangères, M. Fabius, a déclaré mardi 12 janvier, au cours d'une conférence de presse, que la France ne se laisserait pas entraîner dans une querelle avec Israël. Il a souligné que la France était prête à dialoguer avec Israël, mais qu'elle ne pouvait pas accepter les tentatives de manipulation de la situation par certains groupes israéliens. M. Fabius a également déclaré que la France était prête à dialoguer avec les Palestiniens, mais qu'elle ne pouvait pas accepter les tentatives de manipulation de la situation par certains groupes palestiniens.

Les difficultés à trois niveaux

Le ministre des Affaires étrangères, M. Fabius, a déclaré mardi 12 janvier, au cours d'une conférence de presse, que la France ne se laisserait pas entraîner dans une querelle avec Israël. Il a souligné que la France était prête à dialoguer avec Israël, mais qu'elle ne pouvait pas accepter les tentatives de manipulation de la situation par certains groupes israéliens. M. Fabius a également déclaré que la France était prête à dialoguer avec les Palestiniens, mais qu'elle ne pouvait pas accepter les tentatives de manipulation de la situation par certains groupes palestiniens.

STERN
GRAVURE
Pour votre plaisir
papier à l'aspect et
impression de haute qualité
Le premier
des journaux illustrés
en France
100 pages
100 photos
100 dessins

STERN
GRAVURE
Pour votre plaisir
papier à l'aspect et
impression de haute qualité
Le premier
des journaux illustrés
en France
100 pages
100 photos
100 dessins

EUROPE

Danemark

**M. JOERGENSEN
REPRÉSENTE DES PROJETS
QUI AVAIENT PROVOQUÉ
LA CRISE EN AUTOMNE**

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le Parlement danois a élu mardi 12 janvier, au cours d'une séance officielle, M. Anker Jørgensen, premier ministre. M. Jørgensen a été élu à la tête d'un cabinet minoritaire social-démocrate. Il a promis de poursuivre la politique de dialogue avec Israël, mais de ne pas accepter les tentatives de manipulation de la situation par certains groupes israéliens.

Grande-Bretagne

**A l'élection partielle
de Glasgow**

M. ROY JENKINS SERA LE CANDIDAT DE L'ALLIANCE SOCIAL-DÉMOCRATE ET LIBÉRALE.

(De notre correspondant.)

Londres. — M. Roy Jenkins sera, dans quelques semaines, le candidat de l'Alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux dans la circonscription de Glasgow-Hillhead, dont le siège a été laissé vacant par la mort d'un député conservateur. L'ancien chancelier de l'Echiquier, ancien président de la commission des Communautés européennes à Bruxelles, et l'un des quatre fondateurs du S.D.P., a finalement accepté, après quelques hésitations, de tenter une nouvelle fois de retrouver un siège aux Communes.

Egypte

Nouvelles libérations et réhabilitations d'opposants

Correspondance

Le Caire. — Vingt-sept personnes, dont deux évêques et deux prêtres orthodoxes, placés en garde à vue depuis septembre dernier, ont été libérés mardi 12 janvier au Caire. Cette mesure, qui touche pour la première fois des prêtres orthodoxes, porte à cent quatre-vingt le nombre de personnes libérées depuis novembre dernier sur les mille cinq cent trente-six qui avaient été arrêtées sur ordre du président Sadate. Bien accueillies par les milieux coptes, elles n'ont toutefois pas dissipé la déception provoquée par le fait que, contrairement à divers rumeurs, le pape Chénout de III n'ait pas été réhabilité à l'occasion de la Noël copte, le 7 janvier.

**Les dossiers
n'ont pas été classés**
Les deux premiers évêques libérés sur les huit placés en détention préventive sont NN.SS. Fane et Seymen. D'autre part, deux autres ont été libérés sur les treize arrêtés en septembre. Cependant, les dossiers concernant ces vingt-sept personnes, accusées de favoriser la « sédition confessionnelle », n'ont pas été classés. « Le procès de ces personnes, dirigées pour des raisons de santé ou humanitaires, se poursuit en fonction des preuves déjà réunies », a précisé l'adjoint du procureur général. Quatre-vingt une personnes, pour la majorité des jeunes étudiants intégrés musulmans, avaient été libérées dimanche dernier.

Le chef de l'Etat a, d'autre

Iran

POUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES Les États-Unis sont le seul « ennemi juré » de la République islamique

La République islamique d'Iran est désireuse de développer des relations amicales avec les États du golfe, l'O.R.S.E. et les pays d'Europe occidentale, mais elle n'établira en aucun cas de relations avec son « ennemi juré », les États-Unis, a déclaré mardi 12 janvier à Téhéran le nouveau chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati. Il a souligné que ce propos que l'Iran « avait pour principe de ne pas intervenir dans les affaires des autres pays, si petits soient-ils », et que « l'exportation de la révolution était une affaire culturelle et idéologique, qui ne consistait en aucun cas à exporter des canons, des chars ou des combattants ». Il a aussi dénoncé les amis et les ennemis de l'Iran : « Les amis proches sont la Syrie, la Libye, l'Algérie, le Sud-Yémen, la Mauritanie, et la plupart des pays islamiques et non alignés. Nous avons de bonnes relations avec nos voisins turc et pakistanais, de même qu'avec les émirats du golfe, malgré les tensions artificielles. » « Notre ennemi numéro un, c'est Israël », a-t-il ajouté.

M. Velayati a affirmé le souhait de l'Iran d'améliorer ses relations avec les pays occidentaux, tels que la France et la R.F.A., s'ils ne mènent pas d'actions hostiles contre Téhéran. Rendant hommage à la « culture » de ces pays, il a souligné que ces relations pourraient se développer dans la mesure où ils ne subiraient pas les États-Unis, notamment dans le cadre de l'OTAN. Il a démenti que Téhéran ait décidé un boycottage des produits américains, à la suite d'informations sur la présence d'instructeurs français dans les bases aériennes en Irak.

Le représentant du Cheikh

ASIE

Pékin veut que l'ensemble de la question des ventes d'armes américaines à Taiwan soit examiné

Le gouvernement taiwanais a réagi avec modération à la décision des États-Unis de ne pas lui fournir d'avions de chasse perfectionnés (« Le Monde » du 13 janvier). Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré, mardi 12 janvier, la décision de Washington, mais a exprimé l'espoir que les États-Unis fourniraient à Taïwan des armes défensives pour que l'île conserve une « capacité militaire suffisante » pour résister aux communistes, « qui n'ont jamais modifié leur intention de s'emparer de Taïwan par la force ».

De notre correspondant

Pékin. — La Chine a critiqué, mardi 12 janvier, la décision du président Reagan concernant les ventes d'armes à Taïwan par les États-Unis. Le mécontentement exprimé par Pékin est double : en premier lieu, le gouvernement chinois proteste, « évidemment », contre le fait que cette décision ait été annoncée au moment où M. Holdridge, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Asie et du Pacifique, se trouve à Pékin, où il y a même, selon le ministère des Affaires étrangères, des entretiens bilatéraux avec la partie chinoise précisément sur cette question. En second lieu, et surtout, Pékin exprime son désaccord contre une mesure arrêtée unilatéralement par Washington, alors que « l'ensemble de la question des ventes d'armes américaines à Taïwan est une question majeure qui touche à la souveraineté de la Chine ». Cette mauvaise humeur s'explique dans la mesure où, dans cette affaire, les États-Unis, effectivement, n'ont guère tenu compte du désir de la Chine d'être consultée préalablement. Les explications fournies lundi à Washington par le porte-parole du département d'Etat ne laissent pas beaucoup de place pour de véritables discussions bilatérales, telles que Pékin aimerait en avoir à l'avenir sur le sujet avec Washington. La condamnation de principe formulée par les Chinois exprime-t-elle pour autant la totalité de

leur point de vue sur la question ? Rien n'est moins sûr. Quel qu'en soit publiquement le gouvernement de Pékin, les nouvelles annonces par Washington lui donnent, en effet, partiellement satisfaction. Les États-Unis n'ont-ils pas accepté de s'en tenir à la limite de la vente d'armes au niveau technologique de l'armement de Taïwan, alors qu'ils étaient soumis à des demandes de livraison de matériel plus perfectionné ? N'était-ce pas là un des buts recherchés par Pékin ? La perspective d'une prolongation de l'accord américano-taiwanais pour la coproduction d'avions de combat F-5B sur l'île même ne peut certes satisfaire la Chine populaire, mais, à tout prendre, une telle intention est encore préférable, de son point de vue, à une réduction technique des capacités de combat de l'armée nationaliste. Politiquement, et c'est sans doute le plus important, la décision de Washington indique que, pour Pékin, la ligne administrative américaine a tenu compte, malgré tout, de ses préoccupations. Reste à savoir si le gouvernement chinois se satisfera de ce compromis. La protestation émise lundi affirme qu'« il n'acceptera jamais une quelconque décision unilatérale du gouvernement américain », mais elle ne contient, concernant l'avenir des relations entre les deux pays, aucune menace concrète.

MANUEL LUCBERT.

Sourd, Ronsard voulait que ses plus beaux poèmes deviennent des chansons



une œuvre à la fois
tendre et sensuelle

LES AMOURS DE PIERRE DE RONSARD

Édition conforme à l'édition de 1584
enrichie des ultimes corrections de l'auteur
et augmentée de la musique originale
qui agrémentait l'édition princeps de 1552
dont la Sorbonne et Strasbourg
restituèrent naguère
les captivantes harmonies.

Voici les plus beaux poèmes de cet amour de la mélodie et de la poésie conjugués est d'autant plus extraordinaire que Ronsard avait subi les premières atteintes de la surdité en 1540. Il avait alors seize ans. Ce qui ne l'empêcha pas, comme on voit, de chanter en vers et en musique Cassandre, Marie, Hélène et ses amours nombreuses et folâtres avec la sensualité vigoureuse et le franc-parler propres à son temps et à sa nature.

Si la restitution des partitions originales est un des agréments de notre édition, on y trouve aussi en deuxième annexe le fameux et rare « Discours de la vie de Pierre Ronsard » par son ami Claude Binet. Voici la description de l'ouvrage : reliures plein cuir de mouton tête-de-nègre d'une

seule pièce, plats ornés à entrelacs et fleurs de lys venant en gauffrage à froid, décor du dos « aux amours » poussé à l'or 22 carats avec pièce de titre centrée en pâte rouge, gardes or à motifs floraux tête-de-nègre, médaillons en frontispice, composition en cochin corps 10, portique encadrant chaque page, tranche de tête dorée à l'or 22 carats, tranches files et signet tressés...

deux forts
volumes
grand
in-octavo
(14 x 21 cm)

GARANTIE PERMANENTE DE RACHAT
Douceur tiède et odeur suave du cuir véritable dont chaque année antérieure la palette à l'usage de nos clients, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils doivent à l'acheteur éclairé des satisfactions indélébiles. Ne publiez que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petites détails, qui prennent de la valeur avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Man de Bonnot

Bon d'examen gratuit

à renvoyer à
Jean de Bonnot
7, fg Saint-Honoré
75392 Paris Cedex 08

Vous m'envoyez, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des « Amours de Ronsard », auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 130 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'envoyerez le second volume, le mois suivant, au même prix.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE COMPLÈTE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
SIGNATURE _____

technique
PICARD
évalue

1 CLE + 1 CODE
PROTECTION
RENFORCÉE

(Publié)

POUR UN ISRAËL EN SÉCURITÉ

Dans Fernand publicitaire paru dans « Le Monde », daté 10-11 janvier, il fallait lire :

SAVEZ-VOUS

Que la Syrie a rejeté depuis toutes propositions d'Israël de faire la paix, et

« on est obligé de constater que par égolisme national personnel, en France ni ailleurs, n'est prêt à « mourir pour la Pologne », comme personne d'autre n'acceptera de « mourir pour Israël ».

Mouvement Sioniste SIONA
52, rue Richier, 75009 Paris

AMÉRIQUES

Canada

M. Trudeau procède à une « réorganisation » technique de son cabinet

M. Pierre Elliott Trudeau a procédé, mardi 12 janvier, à une « réorganisation » de son cabinet affectant les secteurs des affaires étrangères et de l'industrie.

M. Mark MacGuigan, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a été nommé ministre de l'Industrie, et M. Ed Lamy, responsable du commerce extérieur, et M. Pierre De Baul, responsable du commerce intérieur, ont été nommés à la tête du ministère de l'Industrie.

Le ministre de l'Expansion économique régionale, qui dirigeait M. De Baul, est remplacé par M. Herb Gray, qui était jusqu'ici ministre de l'Industrie et du commerce.

Le titre de secrétaire d'État aux affaires étrangères, en Canada, a été celui de ministre des affaires étrangères. M. Trudeau maintient donc sa confiance, contrairement aux rumeurs, à M. MacGuigan pour diriger la diplomatie canadienne. D'autre part, la création d'un ministère de l'Expansion industrielle régionale, qui n'avait jamais existé, n'est pas une nouveauté, mais elle est le résultat d'un dialogue avec les riches provinces de l'Ouest.

Haïti

Un second groupe d'opposants a débarqué dans l'île de la Tortue

Un nouveau groupe d'une quarantaine d'opposants au régime de M. Jean-Claude Duvalier a débarqué le mardi 12 janvier dans l'île de la Tortue, a-t-on appris de source officielle à Port-au-Prince où la situation reste normale.

Un premier groupe d'opposants avait débarqué samedi dernier à la Tortue et aurait été, selon les autorités, capturé. La télévision nationale a même annoncé, mardi soir, dans un bulletin spécial, que « trois terroristes » avaient « succombé à leurs blessures » dans la région nord-ouest d'Haïti. La télévision n'a donné aucun autre détail sur les circonstances de la mort de ces trois hommes.

A Port-de-Paix, sur la côte nord-ouest, en face de l'île de la Tortue, des soldats ont pris position aux points stratégiques.

En République Démocratique, un porte-parole militaire a démenti qu'un autre groupe d'opposants au régime de M. Duvalier soit prêt à intervenir en Haïti.

M. Jean-Claude Duvalier a lui-même confirmé mardi devant une délégation de parlementaires américains, le second débarquement de mardi et il a affirmé que son régime n'était pas en danger.

« Nous sommes à l'aise », a-t-il déclaré, « tout a fait normale ». — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

LES KEMERS ROUGES auraient réoccupé leur principale base dans le nord du pays, a-t-on appris à Bangkok. Située en pleine jungle dans la région des « trois frontières » (Thaïlande, Laos, Cambodge), elle avait été évacuée par ses défenseurs à la mi-décembre, après avoir été violemment attaquée et bombardée par l'artillerie lourde vietnamienne, qui avait causé de lourdes pertes. Cette attaque, la plus importante depuis des mois, avait pour but de désorganiser la logistique khmère rouge. — (A.F.P.)

Colombie

M. NICOLAS LE FLOHIC, l'un des fils de M. Alain Le Flohic, conseiller de M. François Mitterrand, a été tué mardi dans cette ville au cours d'une fusillade provoquée par des trafiquants de drogue, qui a fait cinq autres victimes. M. Nicolas Le Flohic, âgé de vingt-trois ans, passait des vacances en Colombie. — (A.F.P.)

Espagne

LE GOUVERNEMENT AUTONOME BASQUE a demandé, mardi 12 janvier, à la population du Pays basque espagnol de ne pas céder à l'intimidation et au chantage que représentent les séquestrations et l'extorsion des « soi-disant impôts révolutionnaires ». Après avoir condamné l'enlèvement, revendiqué par l'organisation indépendantiste basque ETA militaire (ETA-M), de l'industriel José Lippereche, le communiqué du gouvernement de Vitoria souligne la « grande contradiction » de l'ETA-M, qui « d'un côté réclame l'abolition de l'impôt sur le revenu des citoyens et de l'autre soumet des citoyens à la torture morale ». L'enlèvement, mardi dernier, de M. Lippereche est interprété par la police comme un coup d'état de l'ETA-M destiné à montrer aux chefs d'entreprise ce qu'ils attendent s'ils refusent de payer « l'impôt révolutionnaire ». — (A.F.P.)

Union soviétique

M. ANDRÉ BAKHAROV demande, dans une lettre adressée à la conférence de Madrid sur la C.S.C.E. la libération de son collègue Youri Orlov, condamné en 1978 pour « activités antisoviétiques » à sept ans de camp suivi de cinq ans de rééducation. « Un schéma des déclarations pour obtenir la libération, écrit-il, ferait peser une ombre noire sur un document compromis » qui serait conclu à Madrid entre les trente-cinq signataires des accords d'Helsinki. M. Orlov avait été l'un des fondateurs du groupe moscovite de surveillance de l'application de ces accords en U.R.S.S. — (A.F.P.)

États-Unis

M. Reagan part en guerre contre les « fuites »

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan a fait savoir, mardi 12 janvier, qu'il serait impitoyable avec les membres de son administration qui provoqueraient des fuites en matière de politique extérieure ou de sécurité nationale. « Tous les moyens possibles » seront employés pour mettre fin à cette hémorragie.

La mesure a été annoncée huit jours après l'arrivée à la Maison Blanche du nouveau conseiller pour les questions de sécurité nationale, M. William Clark. On lui en attribue donc la paternité, même si le projet date en fait de plusieurs mois.

Concrètement, les fonctionnaires au courant d'informations classées « secrètes » (classified information) ne pourront s'entretenir avec des journalistes sans autorisation préalable. Et ils devront faire ensuite un compte rendu de leur entretien. La règle s'applique aux serveurs de la Maison Blanche, aux employés du Conseil national de sécurité, du département d'État, du Pentagone et de la C.I.A. En cas de fuite, les autorités gouvernementales se réservent le droit de déclencher une enquête, administrative ou judiciaire, sur chacun des fonctionnaires qui auraient eu accès au dossier incriminé.

Invitera-t-on les suspects à se sou-

mettre au test de détection des mensonges ? La Maison Blanche refuse de répondre à cette question, naturellement saugrenue : le Washington Post révèle que plusieurs hauts fonctionnaires du Pentagone, dont M. Frank Carucci, vice-secrétaire à la défense, viennent de se soumettre à ce test, après la parution d'une information budgétaire très confidentielle dans le Washington Post.

D'après le porte-parole du Pentagone, le ministre lui-même, M. Caspar Weinberger, s'est dispensé du test parce qu'il était pas présent à la réunion restreinte au cours de laquelle fut prononcé le fameux chiffre.

Les révélations de la presse sont l'une des données essentielles de la vie politique à Washington. Tous les étrangers qui ont pour mission de recueillir des informations diplomatiques, journalistiques, ou espions — passent ici beaucoup de temps à épulser les quotidiens ou les revues spécialisées. Il existe même des scoops à date fixe : chaque week-end ou presque, le New York Times fait, en première page, une révélation de politique étrangère s'appuyant sur « des sources » gouvernementales. Révélation généralement mineure, mais toujours exacte.

Après une année passée à Washington, M. Reagan n'en est pas encore revenu. « Vous ne pouvez même pas penser à un sujet sans aussitôt le lire ou l'entendre dans les médias », déclarait-il le mois dernier à l'hebdomadaire U.S. News. Le président en a conclu que cette ville est « une oreille gigantesque ». Mais il affirme ne pas y résouder, car les fuites peuvent « compromettre des négociations très délicates sur la scène internationale ». Le dernier exemple en date — cité mardi par le porte-parole de la Maison Blanche — est l'annonce anticipée, par une chaîne de télévision et un quotidien, de la vente d'armes à Taiwan (le Monde du 12 janvier).

M. Reagan n'est pas le premier président des États-Unis à dénoncer les fuites. L'un de ses célèbres prédécesseurs, M. Richard Nixon, avait même engagé des espions pour savoir d'où elles venaient. Ces « plombiers » contribuèrent à sa chute, sans boucher pour autant la « gigantesque oreille ».

En fait, l'équipe Reagan est la première à organiser des fuites. C'est au plus haut niveau — à la Maison Blanche, au département d'État, au Pentagone, parfois même à la C.I.A. — que s'expriment les fameuses « sources ». Soit pour tancer des ballons d'essai, soit pour préparer l'opinion à une décision importante. On ne connaît pas une seule mesure importante prise depuis un an (de la levée de l'embargo sur les céréales, nouvelles sanctions contre l'U.R.S.S.) qui n'ait été annoncée à l'avance dans la presse américaine. C'est un jeu très complexe auquel journalistes et fonctionnaires de Washington sont habitués depuis longtemps. Il semble bien que M. Reagan ne veuille pas le laisser, mais seulement le restreindre au niveau qu'il juge le plus sûr : le sommet de l'État.

ROBERT SOLE

LE PRÉSIDENT SOUHAITE QUE PORTO-RICO DEVIENNE LA CINQUANTE ET UNIÈME ÉTAT

Washington (A.F.P.). — M. Reagan s'est prononcé, le mardi 12 janvier, pour « le droit à l'autodétermination » de Porto-Rico, en déclarant qu'il est prêt à accepter l'annexion d'un État libre de Porto-Rico, à condition que leur ne devienne la cinquante et unième État de l'Union, a déclaré M. Reagan dans un communiqué.

« Je crois que le Congrès et que le peuple de ce pays accepteront ces propositions favorables », a-t-il déclaré.

M. Reagan a cependant déclaré que son gouvernement « respectera le choix qui sera fait par le peuple de Porto-Rico, quel qu'il soit ». M. Reagan a mis en garde contre toute « ingérence » étrangère, faisant allusion à Cuba. « Le statut de Porto-Rico », a-t-il dit, « est un problème qui doit être résolu par les peuples de Porto-Rico et des États-Unis. Il ne doit pas y avoir d'ingérence dans ce processus démocratique ».

M. Reagan a publié cette déclaration à l'occasion d'une visite à la Maison Blanche du gouverneur de Porto-Rico, M. Carlos Romero Barceló.

(Cuba) conteste le mouvement indépendantiste portoricain, mais soutient dans l'île. Porto-Rico a, depuis 1952, le statut d'État libre associé aux États-Unis. Les Portoricains élisent leur gouverneur et leur Assemblée législative, mais ne participent pas à l'élection présidentielle, et leur représentant au Congrès n'a pas le droit de vote.

AFRIQUE

Le président Chadli Bendjedid a procédé à un remaniement ministériel restreint

De notre correspondant

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a procédé, mardi 12 janvier, à un remaniement ministériel restreint de caractère technique. M. Mohamed Yala, ministre des Finances et Boualem Benhamouda, ministre de l'Intérieur, tous deux membres du bureau politique du F.L.N., ont été nommés à la tête de leur département. Le secrétaire d'État à la formation professionnelle, occupé par M. Mohamed Nadi, est élevé au rang de ministre, preuve de l'importance accordée à ce secteur par le chef de l'État. Un nouveau secrétaire d'État rattaché au premier ministre, M. Abdelhak Benbouhadj, a été nommé à la tête de l'Assemblée nationale. Le geste se veut sans doute exemplaire, au moment où le Parlement discute un projet de code de la famille qui suscite de vives controverses (le Monde du 9 janvier).

Mais là n'est pas le plus important. Il s'agit d'un remaniement dans l'équipe ministérielle de deux hommes, un militaire et un civil : le colonel Kaddi Merbah et le colonel Kaddi Merbah. M. Abdelmadjid Meziane, tandis qu'un autre militaire, le colonel Larbi Belkheir, est nommé secrétaire général de la présidence.

Cet officier, dont l'ascension a été très rapide depuis l'accession au pouvoir du président Chadli Bendjedid, est l'un de ses conseillers les plus écoutés. Il assurait jusqu'à présent les fonctions de secrétaire permanent du Haut Conseil national de défense, et il remplissait, sans que cela ait été annoncé officiellement, la tâche de chef du cabinet présidentiel. Il n'est donc pas surprenant qu'il soit nommé secrétaire général de la présidence en remplacement de M. Abdelmalek Benhabylle, un ancien diplomate qui avait notamment occupé du temps de Boumedienne les fonctions de ministre de la Justice.

Tout autre est le profil du colonel Kaddi Merbah, qui fut l'un des plus proches collaborateurs du président défunt et dirigeait un organe essentiel de la sécurité militaire. Éliminé de ce poste-clé par le président Chadli Bendjedid pour se voir confier le secrétariat du Haut Conseil national de défense, il a été réaffecté au poste de vice-ministre de la Défense (1), ce qui ne lui donnait plus aucun rôle précis. Il est appelé maintenant à des fonctions plus importantes, à des postes-clés de la Défense nationale.

Celui-ci faisait partie, avec M. Abdelmalek Benhabylle et Ghossein, du comité de la Défense nationale, qui est le conseil suprême de la Défense nationale. Le gouvernement avait dû dernièrement voter une subven-

Algérie

Un signe d'ouverture

M. Abdelmadjid Meziane, l'un des universitaires algériens les plus connus, devient ambassadeur de l'Algérie à l'étranger. M. Meziane, qui avait été chef de cabinet du président Ben Bella et occupait le secrétariat général du ministère de l'Intérieur (2) au moment du « retournement révolutionnaire » du 19 juin 1965, était depuis tenu à l'écart de toute activité politique, se consacrant à l'Université. Sa nomination il y a deux ans comme recteur de l'université d'Alger avait surpris, car il était alors toujours considéré comme un ami de M. Ben Bella. Sa promotion au gouvernement peut donc être considérée comme un signe d'ouverture politique, sans peut-être par les défenseurs de la langue berbère car M. Meziane est, dit-on, un paria des milieux de l'Université. Sa nomination à la tête du Haut Conseil national de défense, ou en tant que vice-ministre de la Défense, ou en tant que ministre de l'Énergie et de l'Industrie, ou en tant que ministre de la Planification.

Les détenteurs des portefeuilles les plus importants restent en fonctions, qu'il s'agisse du premier ministre, M. Abdelkader Bouhadjar, du ministre des Affaires étrangères, M. Benhabylle, ou du ministre de l'Énergie et de l'Industrie, M. Benhabylle. Mais il y a par ailleurs la réputation d'un homme de dialogue et se fait volontiers le promoteur d'un islam ouvert et émancipateur.

(1) Le ministère de la Défense nationale est dirigé par M. Meziane, qui est le ministre de la Défense nationale. (2) M. Ben Bella assurait alors lui-même les fonctions de ministre de l'Intérieur.

DANIEL JUNQUA.

Tchad

Les autorités s'inquiètent de la percée militaire des forces de M. Hissène Habré

Le président Goukouni Oueddei a regagné N'Djamena, mardi 12 janvier, après une visite officielle de quatre jours au Soudan, au cours de laquelle il a obtenu l'assurance que les autorités de Khartoum ne soutiendraient pas le mouvement de libération du Tchad (F.L.N.).

Le Soudan et le Tchad, indique-t-on de source officielle dans la capitale tchadienne.

Le communiqué officiel tchadien indique notamment que le Soudan apporte un soutien total au gouvernement tchadien dans sa détermination à réaliser l'unité nationale. Le communiqué, qui est adressé au peuple tchadien, indique que le Soudan n'accordera son aide à aucune force tchadienne dissidente, y compris les F.A.N.

Le Soudan et le Tchad, indique-t-on de source officielle, ont décidé la création de deux commissions mixtes : la première sera chargée d'examiner les « intérêts communs » des deux pays, la seconde veillera aux « problèmes frontaliers » entre le Tchad et le Soudan.

De source officielle tchadienne, on précise encore à N'Djamena que ni le président Goukouni ni les membres de la délégation qui l'accompagnait, n'ont eu, au cours de leur séjour à Khartoum, de contacts avec des représentants des forces armées du Nord d'Hissène Habré.

Le président soudanais Nemeiry aurait, d'autre part, accepté une invitation officielle à se rendre « dans les meilleurs délais », au Tchad.

L'éventualité d'un retour de M. Hissène Habré à N'Djamena provoque cependant l'apparition d'une vive tension au sein de l'état-major politique et l'arrêt de la reprise économique enregistrée en novembre, lors du départ des militaires libyens, constaté-t-on à N'Djamena. A la séance du conseil des ministres, l'attention a été attirée sur la position officielle (« on ne négocie pas avec Hissène Habré », fait place, avec chaque jour plus d'acuité, l'insécurité devant la percée militaire des forces armées du Nord (F.A.N.) vers la capitale. Chaque manifestation officielle, à laquelle prend part le président Goukouni, donne lieu à une défilé inhabituel de la police militaire. Par ailleurs, le régime du pré-

LE NOUVEAU CABINET

Voici la nouvelle composition du gouvernement algérien :

Premier ministre : M. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani ;
Ministre conseiller de la présidence de la République : M. Ahmed Taleb Ibrahimi ;
Finances : M. Boualem Ben Hamouda (*) ;
Affaires étrangères : M. Mohamed Yala ;
Intérieur : M. Mohamed Yala (*) ;
Justice : M. Boualem Nadi ;
Industries légères : M. Said Ali Hassouedine ;
Tourisme : M. Abdelmadjid Alla-houm ;
Agriculture et révolution agricole : M. Salim Saadi ;
Transport : M. Salah Goudji ;
Santé : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Travail : M. Mohamed Oummeslam ;
Habitat et construction : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Éducation et enseignement fondamental : M. Mohamed Cherif Kharroubi ;
Enseignement et recherche scientifique : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Énergie et industries pétrochimiques : M. Belkacem Nadi ;
Hydraulique : M. Mehdi Benham ;
Planification et aménagement du territoire : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Anciens combattants : M. Bakhti Nemiche ;
Information : M. Boualem Benhabylle ;
Commerce : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Industrie lourde : M. Kaddi Merbah (*) ;
Affaires sociales : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Jeunesse et sports : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Travaux publics : M. Mohamed Kaddi ;
Religion : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Formation professionnelle : M. Mohamed Nadi ;
Culture : M. Abdelmadjid Meziane (*) ;

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Forces et reboisement : M. Mohamed Benbouhadj ;
Pêche et transport maritime : M. Ahmed Ben Fekha ;
Enseignement secondaire et technique : M. Mohamed Larbi Ould Khalifa ;
Après le premier ministre, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative : M. Djelloul Khabib ;
Commerce extérieur : M. Ali Oummeslam ;
Affaires sociales : M. Abdelhak Benbouhadj ;
Secrétaire général du gouvernement : M. Mohamed Taleb ;

(*) Ministres changeant de fonctions.

(**) Nouveaux ministres.

Maroc

VINGT ET UN ÉTUDIANTS, accusés d'avoir trahi l'ordre public lors de la vague d'agitation de novembre et décembre 1981, ont été condamnés, le mardi 12 janvier par un tribunal de Rabat, à des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Parmi eux figuraient trois membres du comité exécutif de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) et trois jeunes filles. — (A.F.P.)

Le Monde

Numéro de janvier

LES IMMIGRÉS

L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN

Le numéro : 4,50 F
Abonnement un an (10 numéros) : 45 F

Jeudi 14.1.82

Algérie

Boudjadj a procédé ministériel restreint

Correspondant

Le chef de l'exécutif algérien, le général Boudjadj, a présidé, mardi, à Alger, un conseil ministériel restreint. Les ministres présents ont discuté de la situation économique et sociale du pays, ainsi que des mesures à prendre pour améliorer les conditions de vie de la population.

Un signe d'ouverture

Le chef de l'exécutif algérien, le général Boudjadj, a déclaré, mardi, à Alger, lors d'un entretien avec des journalistes, que le gouvernement algérien était prêt à ouvrir des négociations avec les forces armées libyennes pour mettre fin à la situation d'urgence qui règne dans le pays. Il a souligné que l'Algérie cherchait une solution pacifique à ce conflit.

LE NOUVEAU CABINET

Le nouveau cabinet algérien, annoncé hier, est composé de 22 membres. Il est présidé par le général Boudjadj. Les ministres sont :
- Affaires étrangères : M. Boumedienne
- Intérieur : M. Boumedienne
- Défense : M. Boumedienne
- Économie : M. Boumedienne
- Agriculture : M. Boumedienne
- Pêche : M. Boumedienne
- Industrie : M. Boumedienne
- Commerce : M. Boumedienne
- Travaux publics : M. Boumedienne
- Énergie : M. Boumedienne
- Santé : M. Boumedienne
- Éducation : M. Boumedienne
- Culture : M. Boumedienne
- Sports : M. Boumedienne
- Jeunesse : M. Boumedienne
- Travail : M. Boumedienne
- Sécurité sociale : M. Boumedienne
- Urbanisme : M. Boumedienne
- Environnement : M. Boumedienne
- Tourisme : M. Boumedienne
- Transport : M. Boumedienne
- Communication : M. Boumedienne

Tchad

Les autorités s'inquiètent de la percée des forces de M. Hissène Habré

Les autorités tchadiennes s'inquiètent de la percée des forces de M. Hissène Habré vers le sud du pays. Elles ont demandé l'aide internationale pour faire face à cette situation.

Maroc

Le Maroc a reçu, mardi, une délégation internationale pour discuter de la situation humanitaire en Algérie. Les représentants ont convenu de fournir une aide matérielle et médicale aux réfugiés algériens.

Le Monde

LES IMMIGRÉS

L'AMÉRIQUE

DE M. REAGAN



CAMBODGE

VOUS POUVEZ ENCORE LES SAUVER !

Récoltes désastreuses, occupation militaire, guerillas, marches forcées, familles séparées, 200 000 réfugiés. Chaque jour, encore, des Cambodgiens, à bout de forces, traversent clandestinement la frontière thaïlandaise avec l'espoir de survivre. Espoir vain parfois.

Malgré l'immense effort de la Communauté internationale, de l'UNICEF, de la Croix-Rouge, du H.C.R., du peuple thaïlandais et des associations de volontaires, le Cambodge, ce n'est pas fini ! Bien plus, l'opinion mondiale s'en désintéresse.

Aujourd'hui il est urgent de créer, tout de suite, au lieu précis d'Aryana Pratet à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge, une réserve de riz, de tentes, de vêtements, de couvertures, de médicaments pour ceux qui ne cessent d'arriver. Déjà, au mois de Décembre, les besoins en moustiquaires et en couvertures ont pu être satisfaits pour 4000 familles.

Tous ces produits seront achetés sur place, en Thaïlande, avec les dons des Français et des Françaises, par les représentants bénévoles d'Action Internationale contre la Faim, qui garantiront l'acquisition, la gestion et la distribution aux réfugiés.

Avec 100 F vous donnerez à un Cambodgien une deuxième vie !

MEMBRES FONDATEURS : ALFRED KASTLER, PRIX NOBEL, PATRICK ARFI, JACQUES ATTALI, DANIELE DE BETAK, XAVIER BROWAEYS, JEAN-MARTIN COHEN SOLAL, FRANÇOISE GIROUD, MAREK HALTER, GILLES HERTZOG, REMY LESTIENNE, BERNARD-HENRI LEVY, MARIA ANTONIETTA MACCIOCHI, JACQUES ANDRE PREVOST, ROBERT SEBAG, PATRICK SIEGLER LATHROP, GUY SORMAN, MARC ULLMANN.

AICF

ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

OUI, je participe à l'aide d'urgence aux réfugiés Cambodgiens.

Nom

ADRESSE

et vous adresse ma participation (de) : _____ par chèque bancaire : à l'ordre de A.I.C.F. 156, rue de Rivoli, Paris 1^{er}
par C.C.P. : 4997 16 A PARIS, ou en BELGIQUE : A.I.C.F. LIEGE, 4655 Chaineux, compte SGB 248-0048998-43.

Le Monde

politique

M. Claude Labbé (R.P.R.) : la duplicité du pouvoir abuse les Français

A l'issue de la réunion du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, mardi 12 janvier, M. Claude Labbé, président, a souligné que, pour ses collègues gaullistes, « la multiplication des sessions extraordinaires du Parlement constitue une déviation de l'esprit et de la lettre de la Constitution et risque d'aboutir à un retour à la IV^e République, où l'Assemblée légifiait toute l'année. Cet abus de législation n'est une bonne chose ni pour le gouvernement, ni pour le Parlement, ni pour le pays ».

Les députés R.P.R. ont examiné le programme de la session extraordinaire du Parlement qui s'est ouverte la même jour.

● **PROJET DE LOI SUR LE LOGEMENT** : « Le R.P.R., a dit M. Labbé, n'a pas l'intention de dresser propriétaires et locataires les uns contre les autres. Il s'agit d'éviter certaines déviations et d'empêcher que des textes trop restrictifs n'entraînent une relance de la construction. »

● **STATUT DE LA CORSE** : « Le R.P.R. défend le principe de l'unité nationale, auquel adhèrent d'ailleurs les trois députés de Corse appartenant à la majorité, et qui souhaitent, tout comme M. de Rocca Serra, député R.P.R., un statut de droit commun. Nous demanderons que tout ce qui s'appliquera à la Corse s'applique également aux autres régions françaises. »

● **NOUVELLE-CALÉDONIE** : « Les réformes par ordonnances ont un objectif politique et électoraliste. Il s'agit, pour le gouvernement, de casser la majorité actuelle dans ce territoire. C'est une entreprise néocoloniale, où, comme sous la III^e République, tout ce qui concourt à l'unité nationale est régi par décret. Les interventions scandaleuses de l'Australie ne provoquent aucune protestation du gouvernement français. » Le groupe R.P.R. note « une certaine contradiction entre l'attitude plus réservée de M. Nucci, haut commissaire, et celle de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM ».

● **COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE SAC** : « Si l'apparition de la commission de cette commission recouvre l'absence de l'Instruction judiciaire en cours à propos de l'affaire de la tour d'Auriol, la présence des députés de l'opposition dans cette commission se poserait. »

● **LE « TOURNIQUET » DE LA LISTE DIFE** : M. Labbé doit demander à MM. P.-B. Cousté, député du Rhône, et V. Anquet, député de Vendée, de démissionner soit de leur mandat européen, soit de leur appartenance au groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale. Il a indiqué que le groupe R.P.R. avait jugé avec la « plus grande sévérité les membres de la liste DIFE qui refusaient de souscrire l'engagement formel et signé qu'ils avaient pris de se soumettre au système du « tourniquet ».

Enfin, M. Labbé a souligné les « paradoxes » que relève le R.P.R. dans les comportements de M. Dele, « qui prend des positions presque libérales », et de M. Fabius, « qui prône le collectivisme », ou encore celui de M. Poperen, « qui rejoint Marie-France Garaud pour condamner le communisme », et ceux de MM. Mitterrand et Mauroy, « qui, tout en condamnant la dictature, s'accrochent à la présence des communistes à leurs côtés ». M. Labbé a ajouté : « Cette duplicité crée une situation floue qui semble pour le moment abuser les Français. »

M. François Léotard (P.R.) : L'OPPOSITION DOIT ÊTRE LE VECTEUR DU RENOUVEAU LIBÉRAL

Le Collège pour une société de participation (C.S.P.), club d'opposition gaulliste, que préside M. Daniel Richard, a organisé, mardi 12 janvier, un débat sur le thème : « Opposition, comment préparer la relève ? ». Pour animer ce débat, avaient invité MM. François d'Aubert, député U.D.F.-P.R. de la Mayenne, François Léotard, député U.D.F.-P.R. du Var, Alain Juppé, secrétaire général du Club 89 et Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, qui, retenu à l'étranger, s'était fait excuser.

Devant quelque deux cents personnes, il ont parlé de la nécessité d'une « opposition utile, ouverte et intelligente », qui, selon M. Léotard, « a le bon goût des idées » et devra être « le vecteur du renouveau libéral ».

Interrogé sur le rôle futur de M. Giscard d'Estaing, le député du Var, Alain Juppé, a répondu : « Les républicains étaient partagés entre leur fidélité pour l'homme » et « l'exigence du combat ». « Nous devons, a-t-il dit, agir par nous-mêmes, sans attendre un coup de téléphone de la rue François-I^{er}. La permanence de M. Giscard d'Estaing nous pousse à nous pourrions être l'humus dans lequel il (l'ancien président de la République) pourra enfoncer quelques racines ». M. Juppé a tenu, lui, à rappeler ce mot de M. Olivier Guichard, député R.P.R. de Loire-Atlantique : « Un leader de l'opposition, cela ne se désigne pas, cela s'affirme. »

● **RECTIFICATIF** : « Un « mastro » a rendu incomprenable, dans nos éditions du 13 janvier, la fin de l'article intitulé : « Le P.C.F. en appelle à la solidarité gouvernementale contre la lutte politique et idéologique ». Le dernier paragraphe doit être ainsi révisé : « La déclaration de M. Fierman démontre que les dirigeants communistes entendent jouer jusqu'au bout l'atout que constitue leur présence au gouvernement pour se protéger des attaques auxquelles les exposent leurs propres contradictions. »

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

Le P.C.F. fera campagne « pour la poursuite de la politique nouvelle »

Le comité central du parti communiste, réuni le mardi 12 janvier, a examiné, sur le rapport de Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique, la préparation des élections cantonales des 14 et 21 mars prochains. Les thèmes de campagne, mis en avant par le rapporteur, détaillent l'orientation du P.C.F. que résume le titre sous lequel il présentera ses candidats : « Pour la poursuite de la politique nouvelle engagée par la majorité et le gouvernement de gauche ».

La Pologne a été présente, également, dans les débats du comité central, puisque celui-ci a pris connaissance, « avec attention et intérêt », de la réponse du général Jaruzelski à la lettre que M. Georges Marchais lui avait adressée le 23 décembre dernier. Le message du premier secrétaire du parti polonais devait être rendu public, par le P.C.F., mercredi après-midi.

Le passage du rapport de Mme Vincent consacré à la Pologne confirme l'analyse et les positions du P.C.F. sur la situation dans ce pays. Les dirigeants communistes français estiment que la solution des « problèmes de la liberté et de la démocratie » suppose que soient réalisées, au préalable, des « réformes adaptées à l'état du développement de la société socialiste ».

La question des relations avec le P.S. n'est pas évoquée dans le texte du rapport de Mme Vincent. En revanche, le comité central a rendu public le chiffre des adhérents du P.C.F. pour 1981 : 710 424, contre 709 000 à la fin de 1980, 90 000 adhésions nouvelles ayant été réalisées, le nombre d'adhérents qui n'ont pas repris leur carte en 1981 est donc d'environ 89 000. — P. J.

Mme Vincent a rappelé, dans son rapport, la position du P.C.F. sur la situation en Pologne : « Le bureau politique, a-t-elle dit, continue à penser qu'il n'y aura pas de solution durable en Pologne sans de grandes réformes économiques, sociales, démocratiques, ce qui est indissociable de l'analyse et de la correction des lourdes fautes commises. A ce sujet, je veux dire que nous mesurons, en effet, l'importance des problèmes de la liberté et de la démocratie. Mais, pour permettre à celles-ci de trouver leur plein épanouissement, il est indispensable d'entreprendre à temps, les réformes adaptées à l'état du développement de la société socialiste, afin de répondre de façon efficace aux nouveaux problèmes que celle-ci pose de façon insurmontable. Les travailleurs étant naturellement associés intimement à l'élaboration de ces réformes et à leur mise en œuvre. »

Abordant la préparation des prochaines élections cantonales, Mme Vincent a déclaré qu'elles se dérouleront « dans une situation marquée par une bataille de classe intense ». Constatant que « malgré l'héritage giscardien, de premières mesures de relance produisent leur effet », Mme Vincent a souligné que deux objectifs demeurent essentiels aux yeux des communistes : « Le relèvement du SMIC et des bas salaires, permettant d'améliorer la situation des plus défavorisés ; le maintien réel du pouvoir d'achat des autres catégories de salariés. »

Mme Vincent a souligné la nécessité d'une relance de l'agriculture. Elle a déclaré, à ce sujet : « Pour compenser la baisse continue des revenus paysans, le gouvernement a pris de premières mesures, mais il reste évidemment à mettre en place une nouvelle politique agricole garantissant aux exploitants familiaux des prix rémunérateurs correspondant à leurs charges de production. »

Évoquant les propos tenus par M. Yvon Gattaz, qui pourraient « nuancer un assomplissement de l'attitude d'opposition frontale à la nouvelle politique économique », le rapporteur a déclaré : « Les dernières déclarations du président du C.N.P.F., si elles traduisent (...) un certain réalisme du patronat, n'en restent pas moins très explicites sur la volonté des patrons de tenter d'enlever le rôle pilote que doivent avoir les industries nationalisées. Il dépend aujourd'hui de l'intervention des travailleurs que ces mesures entrent pleinement en application, qu'elles ne soient ni vidées de leur contenu ni amoindries, mais au contraire rendues plus efficaces. »

Mme Vincent a souligné que les conseils généraux, tels qu'ils seront composés après les élections cantonales, disposeront de « droits et prérogatives nouveaux » grâce à la loi de décentralisation. Elle a énuméré, ensuite, les thèmes de la campagne que le P.C.F. engagera en faveur de ses candidats.

Mme Vincent a déclaré d'autre part, que l'ensemble des résultats des vingt élections cantonales partielles qui ont eu lieu depuis juin 1981 « indique une perte de 4 points par rapport aux élections correspondantes de 1976 et 1979, ce qui ne traduit absolu-

ment pas une aggravation par rapport aux résultats de 15 juin 1981 ». Elle a ajouté : « La loi de décentralisation, en donnant de nouveaux droits et pouvoirs aux départements, renforce la nécessité d'un mode de scrutin proportionnel pour l'élection des conseillers généraux. Tout en maintenant un caractère local à l'élection, par le scrutin de liste au niveau des arrondissements que nous proposons, la proportionnelle permettrait d'assurer dans les conseils généraux la juste représentation de la population. »

À propos du découpage cantonal, Mme Vincent a déclaré : « Les mesures annoncées corrigent certaines inégalités, mais des injustices demeurent. Elles ont suscité les interventions des députés communistes de plusieurs départements où de nombreux citoyens, répondant pourtant aux critères démographiques prévus, restent, en dehors des découpages. »

Le rapporteur a indiqué en conclusion : « Naturellement, dans la situation actuelle, là où les candidats communistes ne seront pas en tête, nous proposerons qu'ils se désistent, au second tour, pour le candidat de gauche qui le sera. »

L'ÉCRIVAIN DENIS ROCHE PROTESTE CONTRE LA PRÉSENTATION D'UNE INTERVIEW DANS L'HEBDOMADAIRE COMMUNISTE « RÉVOLUTION »

L'écrivain Denis Roche proteste contre la présentation, qu'il juge « infamante », d'un entretien sur la liberté dans l'art, publié par l'hebdomadaire communiste « Révolution », daté du 8 janvier. Il demande la publication d'un droit de réponse, qui, indique-t-on à « Révolution », paraîtra dans le prochain numéro de l'hebdomadaire.

Denis Roche souligne que, en « ouverture » de son entretien, figurent quelques portraits allant de M. François Mitterrand à Sartre, en passant par Franco, Brejnev, de Gaulle, Argon et Malraux, répartis autour de sa photo et « choisis et commentés par la rédaction comme si cela avait été fait par moi ». Il juge les légendes « capiteuses, incohérentes, et à l'usage de la propagande ». Il conclut en disant : « Vous faites donc, une fois de plus, la preuve que vous n'avez d'autre politique culturelle que celle qui consiste à détourner la pensée des autres, à manipuler sciemment la création intellectuelle de vos contemporains. » Il s'élève contre « ce comportement de mépris absolu du droit moral de la personne interviewée ».

Denis Roche rappelle que l'engagement avait été pris de lui soumettre, avant publication, le texte définitif. Or l'entretien n'est paru qu'en partie, avec le titre « Vous faites donc... » et un « chapitre » de la rédaction. Enfin, l'entretien, prévu en août, avait été retardé au point que Denis Roche avait déclaré, mais en vain, dit-il, d'en interdire la publication.

GALERIES LAFAYETTE

Le Champion

Cette chemise Champion mérite vraiment le titre de champion "toutes catégories" : 65% polyester, 35% coton, 2 longueurs de manches, 2 coloris, ciel ou blanc, 5 formes de col.

79F

Galerias Lafayette GALFA CLUB

week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Guilla, 75016 PARIS ou téléphoner au 526.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
ville

APR 1982

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

DES ÉLECTIONS CANTONALES pour la poursuite de la politique nouvelle.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue. Pour la première fois, le conseil cantonal de la Haute-Savoie est élu par les citoyens. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

Le conseil cantonal de la Haute-Savoie, élu le 14 janvier, est le premier scrutin de la politique nouvelle. Les candidats de l'opposition ont obtenu la majorité absolue.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES DES 17 ET 24 JANVIER

Douzième circonscription de Paris : « Pour la France » ou « Pour la France qui bouge » ?

Pour la quatrième fois, M. Pierre de Bénouville, député invalidé (app. R.P.R.), et M. Stélio Farandjis (P.S.), candidat de la gauche, s'affrontent dans la douzième circonscription de Paris (partie du douzième arrondissement). Cinquante-quatre voix les séparent le 21 juin 1981. Cet écart a été réduit à quarante-huit voix par le Conseil constitutionnel qui a invalidé M. de Bénouville au motif qu'il avait, par affiches, le jour du vote, appelé les « Jobertistes » à se prononcer en sa faveur.

M. de Bénouville appelle « tout simplement » à « voter pour la France ». M. Farandjis demande aux électeurs de « mettre leur arrondissement à l'heure de la France qui bouge ».

D'un côté, un baroudeur, un ancien des tout débuts de la Résistance. Un battant qui se plaît à rappeler son passé de guerre, quand « l'honneur vaut plus que la vie », et sa fidélité au général de Gaulle « qui nous a fait traverser l'histoire ». Un amoureux de la vie qui se propose d'aller une fois encore « galement aux urnes ».

De l'autre, un théoricien. Un professeur venu à la politique active par le vote du militantisme. Un moraliste aussi qui croit à la gravité de la chose publique. Un ancien de la Convention des institutions républicaines qui rassemblait les premiers fidèles de M. François Mitterrand.

Le général ne sera pas « roi ». Le sort en a décidé autrement et la couronne se pose sur une autre tête. Dans ce petit bistrot ami de la rue de Madagascar, M. Pierre de Bénouville partage la traditionnelle galette de l'Épiphanie. Chaque jour, avant le vote du 17 janvier, il va, un matin, avec M. Jacques Chirac, maire de Paris, le lendemain, avec M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., le jour suivant avec M. Jacques Fauriol, député U.D.F. de la circonscription voisine, faire sa tournée, dire un « petit bonjour aux habitants de la douzième ». Combien de mains a-t-il serré, aujourd'hui, combien de fois a-t-il présenté ses vœux, combien de portes a-t-il poussées ? Il ne le sait pas. Mais en fin de matinée, il tire un peu plus la jambe, cette jambe blessée à la guerre et qui le fait encore souffrir.

Peu de fausses notes dans ce parcours : il y a bien eu « obstinés » qui refusent, par deux fois, de lui serrer la main et répètent : « Je ne vous connais pas », ou cet opticien immanquablement absent quand le candidat vient le voir. Peu importe, le général rit et repart. Quand il le faut, il va même chercher à forcer la sympathie. Il lance en entrant : « Nous ne sommes pas des Prussiens » ou encore « ce n'est pas un hold-up » et monte à l'assaut des bastions les mieux gardés. Le Beuriste, la blanche-seuse, l'épicier morose devant l'étal presque vide de son petit commerce qui se meurt, le boucher, le coiffeur, le photographe, le caniche - ils sont nombreux dans la douzième ! - chacun a droit à un petit mot. Qui peut résister ? Sous la neige, il manque la barbe et les grandes bottes fourrées pour que le général devienne le père Noël qui intimide les enfants et fait sourire les vieilles gens.

Une opposition « constructrice »

La politique ? On l'oublierait presque. Pourtant, dans toutes les rues, des affiches proclament : « Bénouville pour la France » tandis que circulent des trispartites étalant sur quatre des faces de leur gros cube, la photo du candidat.

Nationalisation ou prise de participation ?

M. de Bénouville, bras droit de M. Marcel Dassault, a assisté, en octobre 1981, aux entretiens avec le premier ministre, dont il a apprécié les « égards » et la « courtoisie » dans les discussions sur la prise de participation de l'Etat dans la société Dassault-Breguet. Au terme de ces négociations, l'Etat, qui détient 20 % de l'entreprise, a reçu en donation 26 % des actions que M. Marcel Dassault possède en propre. M. de Bénouville, adversaire de l'étatisation, s'est félicité de cet accord. Quant à M. Lionel Jospin, il propose aux électeurs d'aller plus loin que le gouvernement en choisissant, dans la douzième circonscription, une prise de participation, majoritaire cette fois, c'est-à-dire l'élection de M. Farandjis.

La politique, il n'en parle pas beaucoup. Se contentant de diffuser très largement le supplément à son journal d'information locale - 12^e Union - qui contient sa profession de foi : non au socialisme, non à l'étatisation de l'économie et de la santé, non à la bureaucratie, non aux bouleversements qui vont ruiner le pays. Oui, à une « opposition constructive ». Constructrice parce que, M. de Bénouville le reconnaît, « le parti dominant n'a pas pris que de mauvaises mesures ». Et de rappeler que lui, député de l'opposition, a approuvé le relèvement des bas salaires, des allocations familiales ou vieillesse et voté le budget de la défense.

Bénouville pour la France, Bénouville à l'Assemblée, c'est un député qui « pourra éclairer le pouvoir » et « empêcher de commettre trop d'erreurs », alors que la voix d'un deux cent soixante-dixième député socialiste sera « sans portée dans les grands débats à venir ».

Bénouville dans la douzième, c'est aussi « préserver l'unité et l'efficacité de l'ancienne majorité à la mairie de Paris », comme le soulignait M. Jacques Chirac. Et c'est poursuivre l'effort de rénovation de l'arrondissement. M. de Bénouville ne se dit pas plus écologiste que les écologistes ? Ne promet-il pas une enquête publique pour la restauration de l'Îlot Chalois ? Ne s'engage-t-il pas à aménager à Bercy un espace de 17 hectares, à faire du bassin de l'arsenal le port de plaisance de Paris ?

La politique ? Ce sera aussi le 14 janvier à la Chaux-de-Roy, dans le bois de Vincennes, la « réunion privée » organisée par le général et à laquelle participent Mme Alice Sannier-Séité (U.D.F.), MM. Jacques Chirac, Jean Lecanuet et Paul Pernin. Point fort de cette campagne, réservé aux électeurs qui auront reçu un carton d'invitation et à qui l'on offrira gracieusement un service d'antennas !

« Je mérite cette victoire »

Plus difficile à connaître, plus secret, est l'adversaire. Sa bonne grosse moustache ne parvient pas à masquer la gravité du visage, cette espèce de rigidité qui semble maintenir l'interlocuteur à distance. Pourtant, M. Stélio Farandjis refuse d'être l'« homme de marbre ». Il se veut l'« homme qui s'enflamme ». Le professeur qui, parait-il, captivait à la Sorbonne ses étudiants en sémantique, le défenseur de la langue française (1), le croisé de la communication, qui lutte pour la « déverbalisation de l'information » et s'inquiète de l'avenir d'une société où « une poignée de sœurs régneraient sur une foule de meurtres ».

Sans doute peut-on appliquer à cet homme réservé, pètri de convictions et armé de persévérance ce mot de Talleyrand à son cocher : « Allez lentement, je suis pressé » mot que M. Farandjis aime rappeler.

Quand il parle de lui, le candidat de la gauche évoque ses origines modestes, son père, ouvrier en chaussures, et sa mère, couturière, ses années d'enseignement à Beauvais, à Saint-Germain-en-Laye - quand il était professeur d'histoire - et enfin à la Sorbonne. Ses premiers meetings quand il « faisait le mur » pour aller écouter Pierre Mendès France, en 1954 ; son engagement à l'UNEF, au SNES et au SNES-Sup et le « choc » de sa rencontre avec le candidat Mitterrand en 1965.

C'est en 1966 qu'il entre au bureau politique de la Convention des institutions républicaines et en 1967 qu'il fonde Démocratie et université, ce club de pensée qui s'attachera, avec un certain succès, à rapprocher les étudiants et les universitaires du monde politique. En 1971, il est au congrès d'Épinay et participe à la naissance de l'appel national « Pour l'union dans les luttes ». Ce qui lui vaut, dans cette campagne de 1982, le soutien et l'amitié d'un très large éventail de courants, du M.R.G. à la L.C.R. (le Monde du 8 janvier).

Le P.C., qui mène toute une campagne d'affichage en faveur de M. Farandjis, organise, de son côté, jeudi 14 janvier, dans le préau d'école de la rue Bignon, un meeting avec Paul Laurent, membre du bureau politique. Le P.C. expliquera, à cette occasion, ses prises de position et les raisons de son appel au vote pour le candidat de la gauche.

Pour triompher cette fois, M. Farandjis compte sur son passé de militant et de théoricien. Son obstination pourrait être encore un meilleur atout. Quant aux chiffres, ils reculent un signe favorable : ils n'ont cessé de progresser en sa faveur depuis 1973. Il avait alors obtenu, au premier tour, 17,5 % des suffrages exprimés. En 1978, 22 % et 45,9 %

aux premier et deuxième tours. En 1981, 39 % et 49,9 %.

« Je mérite cette victoire », n'hésite-t-il pas à dire au cours de réunions publiques. Réunions publiques fort nombreuses qu'animent tour à tour les membres du gouvernement. Pas tous, mais on n'en compte pas moins de huit pour cette douzième circonscription ! Belle illustration d'une saine utilisation des compétences ministérielles d'amis politiques.

Huit ministres pour une élection-symbole dans une circonscription difficile qui, depuis 1958, a accordé ses voix à la droite. D'abord à M. Pierre Bourgeois, puis à M. de Bénouville en 1970 qui, depuis, a retrouvé son siège à chaque scrutin (2).

De la Bastille au bois de Vincennes, cette circonscription populaire, cet ancien village hors les murs, qui semble avoir été délaissé par les urbanistes, a son milieu artisan avec le faubourg Saint-Antoine, son quartier d'immigrés avec l'Îlot Chalois et la place d'Aligre, son quartier résidentiel aux abords de la gare de Lyon et, un peu partout, des personnes âgées, peut-être plus nombreuses qu'ailleurs.

M. Stélio Farandjis multiplie les rencontres avec les associations, les comités de défense. Son projet est ambitieux. De sa victoire éventuelle, il veut que naisse l'occasion de réaliser, dans l'arrondissement, un exemple de ce que peut être le nouveau type de société cher aux socialistes. Il veut échapper à la logique de la spéculation foncière et élaborer un « projet inter-culturel et multiracial ». Au service de cette ambition, la création d'une maison de l'audiovisuel, d'un pôle mondial du vin, d'un quartier de logements sociaux de type pavillonnaire où se retrouveraient artistes et petits créateurs.

Voilà pour la politique locale, politique qui a reçu un écho favorable dans la Brèche, bimestriel d'expression locale du douzième. Ce journal, dans lequel s'expriment des associations de quartiers et de défense de l'environnement, tout en précisant : « qu'il n'approuve pas tout ce que le pouvoir socialiste a engagé jusqu'à présent », appelle à voter pour le candidat Farandjis qui « a pris l'engagement d'instaurer avec les habitants du 12^e et leurs associations des rapports qui aillent au-delà des petits et parfois grands cadeaux ».

La « politique des cadeaux », « du don », c'est bien le reproche qui revient le plus souvent dans les discours de M. Farandjis. Celui-ci estime que « quand on a fait de la résistance, on a droit, bien sûr, à des égards mais aussi à des devoirs ». « On ne peut, précise-t-il, être le résistants et le veau d'or ». Et de déplorer « les rapports de bienfaisance » que veut instaurer M. de Bénouville avec ce qu'il semble considérer comme « sa clientèle » et sa faible participation aux débats de l'Assemblée nationale. Mais il laisse à son entourage le soin de rappeler, à l'envi, les foies gras gracieusement offerts « aux concierges chargés de distribuer Jours de France - journal que dirige le député invalidé - ou les cigares et les parfums envoyés aux commerçants qui s'estimeraient lésés... Le général n'est plus alors que « l'homme de l'argent, le sous-marin de M. Marcel Dassault » dont on dénonce le mépris de la morale politique.

Les « déçus du 10 mai »

Entre ces deux hommes si différents qui incarnent des politiques si opposées, les trois autres candidats ont bien du mal à se faire entendre. Qui sont-ils ? On peut sans schématiser parler pour Mme Catherine Bonnel et M. Jean-Louis Croquet des « déçus du 10 mai ».

La candidate d'Eco 82 - qui regroupe le Mouvement d'écologie politique dont elle est la présidente, et les Amis de la terre - entend dénoncer la politique du gouvernement socialiste qui « a trahi ses promesses électorales et dont le programme nucléaire notamment reste dans la ligne de l'ancienne majorité ». M^{me} Catherine Bonnel connaît toutefois de sévères difficultés, puisque la commission de propagande vient de refuser ses bulletins de vote imprimés sur papier blanc mais avec de l'encre verte ! Le langage du candidat sans étiquette, M. Jean-Louis Croquet, exprime la même déception mais dans un autre domaine, celui des radios libres. Ce « digne des médias », fondateur de R.F.M. avec Patrick Meyer, qui se présente dans la deuxième circonscription de Paris, veut protester contre le principe « archaïque » du monopole et le refus du gouvernement d'ouvrir le dialogue ».

Hommes grands - hommes forts



les vendredi 15, samedi 16, lundi 18, mardi 19 janvier
74 bd de Sébastopol Paris 3^e, 272.25.09

Sulka
COSTUMES, VESTES, PANTALONS, IMPERMEABLES, VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS, CHEMISES. ACCESSOIRES

SOLDES
du 13 au 16 janvier

2 rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260.38.08)
Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

La Grande Encyclopédie Larousse (dernière édition)

Un investissement sûr, aussi fructueux pour les parents que pour les enfants.

- 1) Une encyclopédie monumentale : 22 volumes totalisant plus de 13 500 pages grand format (avec un index riche de 400 000 références) et, en plus, un Atlas général et le Larousse de la langue française en cadeau.
- 2) La totalité des connaissances humaines : sciences et technologies, médecine et biologie, histoire universelle, géographie et cosmos, arts et lettres, hommes et femmes célèbres, sciences de l'homme et de la nature, économie et institutions, religions...
- 3) Nouveau : grâce au « Supplément 1981 », qui s'ajoute désormais aux 20 volumes et à l'Index, La Grande Encyclopédie est à l'avant-garde du savoir, capable de répondre à vos questions les plus actuelles.
- 4) La plus belle et la plus colorée : harmonieusement illustrée en couleurs (plus de 15 000 illustrations dont 500 cartes, 4 000 dessins et 10 000 photographies), La Grande Encyclopédie Larousse est revêtue d'une magnifique reliure en Skintux (matière synthétique renfermant des fibres de cuir).
- 5) La plus accessible : ses 8 000 articles-dossiers, aboussés de l'immense expérience de Larousse, vous donnent toutes les définitions et les explications claires et précises que vous cherchiez en vain jusqu'à présent.
- 6) Les 3 engagements de Larousse pour vous faciliter l'acquisition de La Grande Encyclopédie :
 - Essai sans risque : pendant 10 jours, examinez librement le tome I sans rien payer, ni avant, ni après. Si vous souhaitez l'acquiescer, nous vous enverrons le tome I sans rien payer, ni avant, ni après. Si vous souhaitez l'acquiescer, nous vous enverrons le tome I sans rien payer, ni avant, ni après.
 - Un magnifique Atlas et le Larousse de la langue française en cadeau (voir ci-dessous).
 - Crédits sans frais Larousse possible : vous aurez le choix entre plusieurs modalités de paiement.

"L'ouvrage est, incontestablement, le plus sérieux, le plus équilibré, le meilleur dans sa catégorie." Le Monde.

Reliure Skintux

2 CADEAUX GRATUITS (de grande valeur)

1 - L'ATLAS GÉNÉRAL

en couleurs, qui complète parfaitement votre Grande Encyclopédie Larousse : 312 pages grand format, 232 cartes et graphiques en couleurs et un index de plus de 30 000 références. Reliure Skintux.

2 - LE DICTIONNAIRE LAROUSSE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Un magnifique dictionnaire en deux volumes qui définit 76 000 termes et comprend aussi une gamme alphabétique sans équivalent jusqu'à ce jour. Reliure Skintux.

Bon d'essai gratuit

Veuillez adresser le premier volume de La Grande Encyclopédie Larousse pour un examen de 10 jours sans obligation d'achat. Si je ne suis pas enthousiasmé, je vous le retournerai dans son emballage d'origine, et je n'aurai aucune explication à donner. Si je désire le conserver, je bénéficierai automatiquement des conditions d'achat les plus avantageuses (paiement échelonné par faibles mensualités) pour ce volume et pour les 21 autres et je recevrai l'Atlas général Larousse et le Larousse de la langue française (en 2 volumes) en cadeau. Ces conditions me seront précisées lors de l'envoi du tome I.

Nom _____

Prénoms _____

N° _____

Rue _____

Ville _____

Date _____

Signature indispensable

(signature de parents pour les mineurs)

Offrez valable pour la France métropolitaine, la Belgique et le Canada.

à l'exception d'une mention à paraître du 30.06.82.

Remettre des chèques ou des chèques de 100 000 F.

75264 PARIS CEDEX 10.

1010161 1010141

Credit sans frais possible

AIR FRANCE VACANCES

**COLLECTION 1982.
CREATIONS MAROCAINES.**

AGADIR.....	2205 F
CASABLANCA	1950 F
FEZ.....	1950 F
MARRAKECH	2075 F
RABAT.....	1950 F
TANGER	1745 F

ALLER-RETOUR

Sur les lignes d'Air France et de Royal Air Maroc, ces tarifs sont valables, sur certains vols, à compter du 1^{er} janvier 1982, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France ou à Royal Air Maroc.



COMMENT BÉNÉFICIER DE CES TARIFS ?

Ces tarifs sont valables pour tous pour des voyages individuels aller-retour.

Selon les destinations, ils sont applicables sur tous les vols ou sur certains vols seulement.

Ils impliquent une durée de séjour variable également selon les destinations.

La réservation, l'émulsion, le règlement du billet aller-retour se font obligatoirement en même temps soit dans une agence de voyage ou à Air France.

Les changements de réservation ou les annulations sont possibles avant le départ moyennant une pénalité variable selon les destinations. Elles sont impossibles une fois le premier parcours effectué.

Ces dispositions constituent une garantie pour nos passagers. Elles évitent en effet des réservations souvent annulées au dernier moment bloquant ainsi des places et privant d'autres passagers de possibilité de départ.

Ces tarifs particulièrement avantageux malgré la hausse constante du prix du carburant ont été obtenus en partie sur certaines destinations grâce à un aménagement particulier de la cabine et d'un service simplifié à bord.

AIR FRANCE VACANCES

NOUVEAUTÉ AFRICAINE.

DAKAR.....	2750 F
------------	--------

ALLER-RETOUR

Air France et Air Afrique vous proposent ce nouveau tarif Vacances, sur le vol du jeudi à compter du 17 décembre 1981, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France et à Air Afrique.



POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de loi sur les droits et obligations des bailleurs et des locataires Trouver le point d'équilibre

Les intentions du gouvernement sont bonnes, voire généreuses, mais les conclusions auxquelles il aboutit sont, pour l'essentiel, détestables, parce que manichéennes et sectaires. Telle est, en substance, la position exprimée par les députés de l'opposition à l'ouverture du débat sur la réforme du logement, mardi 12 janvier, à l'Assemblée nationale. Rien sûr, personne ne conteste que la situation qui a prévalu jusqu'à présent en matière de logement ait été marquée par des abus, au détriment des locataires. Il s'agit donc de retrouver le point d'équilibre entre les droits des bailleurs et ceux des locataires. Le gouvernement, soutenu par sa majorité, prétend y être parvenu.

Le projet Quilliot, du nom du ministre de l'urbanisme et du logement, qui en est la traduction, consacre un nouveau « droit de l'habitat ». Pas du tout, répond M. Clément (U.D.F.), il institue un « droit de concession perpétuelle » pour les locataires, un nouveau déséquilibre apparaît, et les propriétaires en sont les victimes. Au bout du compte, ceux que le gouvernement entend protéger, les locataires, vont pâtir du système mis en

place, c'est-à-dire d'un coup d'arrêt à l'investissement locatif.

Traditionnels soupçons : les représentants des associations de locataires font la loi dans les associations du pouvoir, et le gouvernement qui — bien entendu — n'a cure de la reprise de l'investissement, veut rançonner les propriétaires, les ligoter. Il s'agit donc d'une vengeance politique et, si l'on en croit M. Micaut (U.D.F.), l'hydre du « collectivisme » est, plus que jamais, vivace.

La majorité, de son côté, se contente de remarquer l'étrange similitude de l'argumentation des porte-parole des groupes R.P.R. et U.D.F. avec celle des représentants des associations de propriétaires. Fort heureusement, au-delà des accusations et des sous-entendus, les vraies questions ont déjà été posées. M. Tibéri et Mme Missoffe (R.P.R.) insistent, à bon droit, sur le danger qu'il y aurait à ne pas distinguer entre les propriétaires qui ne sont pas tous, selon le mot de M. Wolff (U.D.F.), des « nantis ou des exploitateurs ». Leurs préoccupations rejoignent celles de M. Quilliot et celles de plusieurs députés de la majorité.

Le groupe socialiste semble d'ailleurs vouloir faire preuve de réalisme. La proposition d'un « bail à deux vitesses », que la commission des lois a fait sienne, la volonté, exprimée par Mme Osselin (P.S.), de ne pas faire des locataires des « assistés », la souci d'institutionnaliser une véritable concertation entre bailleurs et locataires, sont là pour en témoigner. La discussion des articles du projet, qui s'est engagée ce mercredi, devrait montrer que, pour le groupe communiste, il est possible d'aller encore un peu plus loin dans la protection des locataires. Mme Horvath (P.C.) a clairement exprimé que les communistes se situent aux côtés du « plus grand bailleur de France », l'Union des H.L.M.

Volontiers déboussolé, M. Quilliot a déjà montré qu'il savait manier l'humour. Face à la lutte d'intérêts en présence, le ministre du logement devra souvent faire appel à une telle arme rhétorique pour conserver au débat parlementaire l'aspect d'une « réflexion sereine ».

LAURENT ZECCHINI

Mardi 12 janvier, l'Assemblée nationale, réunie en session extraordinaire, commence l'examen du projet de loi relatif aux droits et obligations des bailleurs et des locataires. Ce texte a été analysé dans le Monde des 6, 9 et 12 janvier.

Après l'intervention de M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, le débat s'est ouvert sur le projet de loi. M. Bocquel (P.S., Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, indique que la loi de 1948 est devenue « un véritable monstre juridique ». « C'est la spéculation à la rénovation, explique-t-il, a notamment vidé le centre des villes de sa population traditionnelle. » Dans le secteur libre, poursuit-il, on constate une « déperdition des logements locataires et bailleurs ». L'absence de réglementation dans ce domaine ne pouvait plus durer. « C'était le droit du fort qui régissait », déclare M. Bocquel. « On ne pouvait laisser le logement en ruine quelque part entre le dix-neuvième siècle et 1948 », souligne-t-il.

M. Bocquel rappelle que la commission suggère que les loyers évoluent en fonction d'un indice « mixte », adapté, « que l'indice des coûts de la construction.

M. Malandain (P.S., Yvelines), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, déclare que le projet, « ou matérialiser le droit au logement pour tous », il explique que l'on envisage, à l'apogée du temps « un déséquilibre à l'profit du bailleur ». « Ne pouvant négocier le contrat et le montant du loyer, ajoute-t-il, le locataire se trouve dans un état d'infériorité qui entraîne des abus. » Il ajoute : « Comment peut-on affirmer que le projet entraînera la « fin de la spéculation » alors que celle-ci, de 1973 à 1980, a connu une libération absolue pour les propriétaires, a chuté de 25 % ». M. Malandain estime souhaitable que l'investissement privé ne soit pas encouragé par des avantages, du point de vue du revenu comme du capital, sans pour autant que l'épargne en vienne à se stériliser dans la terre. Pour lui, l'indice de construction doit être maintenu comme référence.

Mme Frachon (P.S., Yvelines) assure que l'introduction des hausses abusives des loyers entraînerait une stabilisation des prix à la vente et se félicite que, par ce texte, la concertation soit « institutionnalisée ».

Mme HORVATH (P.C.) : l'impératif du profit

Dans la discussion générale, Mme Horvath (P.C., Gard) affirme que le projet est « très positif dans sa rédaction initiale » et déclare se situer aux côtés « du plus grand bailleur de France », c'est-à-dire l'Union des H.L.M. Le député communiste met l'accent sur la « différence » qui existe entre les petits propriétaires et les grands propriétaires immobiliers. Les premiers observe-t-elle, peuvent comprendre la nécessité d'une évolution modérée et non spéculative des loyers car ils subissent l'insécurité de leurs loyers. Les seconds, très grands détenteurs de la propriété immobilière, ne lui lucratif, ne répondent qu'à l'impératif du profit.

Mme Horvath indique que le groupe communiste insistera notamment sur la fixation d'un « loyer scientifique », c'est-à-dire le plus juste possible. Elle déclare qu'il est indispensable de revenir aux anciennes aides à la pierre, puis, parlant du « bon sens », elle souligne qu'en adoptant cette formule, l'Assemblée « prête le flanc aux pressions de quelques grands propriétaires ». Selon elle, la formule du bail de six ans devrait être assortie de « garde-jours qui limiteraient les intentions spéculatives et la volonté d'abus envers le locataire ». Enfin, dans le cas du propriétaire qui souhaiterait occuper son appartement, résilie le contrat de son locataire, la loi, indique-t-elle, devrait prévoir un délai d'occupation minimal de trois ans après la résiliation du bail, et sanctionner les fraudeurs.

M. Clément (U.D.F., Loire) affirme que le projet est « très positif dans sa rédaction initiale » et déclare se situer aux côtés « du plus grand bailleur de France », c'est-à-dire l'Union des H.L.M. Le député communiste met l'accent sur la « différence » qui existe entre les petits propriétaires et les grands propriétaires immobiliers. Les premiers observe-t-elle, peuvent comprendre la nécessité d'une évolution modérée et non spéculative des loyers car ils subissent l'insécurité de leurs loyers. Les seconds, très grands détenteurs de la propriété immobilière, ne lui lucratif, ne répondent qu'à l'impératif du profit.

M. TIBÉRI (R.P.R.) : « Ne faites pas des uns les bourgeois et des autres les martyrs. »

M. Tibéri (R.P.R., Paris) conteste l'image caricaturale que le projet entend donner, selon lui, du propriétaire, à savoir « un homme qui, toujours, a tenté d'abuser de son locataire et de tourner la loi ». Après avoir plaidé en faveur de « la vieille personne qui possède deux ou trois appartements » et de « un ménage qui a acquis un appartement de deux ou trois pièces et y loge un couple de jeunes cadres », M. Tibéri déclare : « Le législateur ne doit-il pas, de plus, préserver le sort de certaines catégories — professions libérales, artisans, agriculteurs — qui ne disposent pas ou ne disposent que d'un régime de protection sociale et qui, pourtant, se voient constituer un capital de revenus — modestes et non spéculatifs — pour leur assurer une vieillesse convenable ? » Il ajoute : « Ne faites pas des uns les bourgeois et des autres les martyrs, ne dressés pas un ensemble de batteries légales, tous armés, au motif de quelques abus rares, isolés et circonscrits. »

dée par un juge du tribunal d'instance. Parant de la démocratisation de la gestion des H.L.M., il propose de substituer au mode de désignation actuel des conseils d'administration, marqué, selon lui, par l'autoritarisme et le centralisme, une composition tripartite comportant en nombre égal des représentants des locataires, des élus locaux et des personnalités attachées au logement social.

M. Wolff (U.D.F., Fuy-de-Dôme), tout en reconnaissant que le projet est « généreux », indique : « Cette générosité n'est que partielle, votre secteur, car pour assurer la sécurité des locataires, elle ampute celle des bailleurs. »

M. Suchaut (P.S., Dordogne), évoque les descriptions « quasi-apocalyptiques » des effets de ce projet qui, selon lui, recommandent de faire « le droit à l'habitat ». Il s'agit de rétablir l'équilibre entre bailleurs et locataires, souligne-t-il, et le gouvernement ne propose ni le maintien dans les lieux ni le logement des loyers.

Mme Missoffe (R.P.R., Paris), parle de la diversité des propriétés, que l'on ne peut plus « passer à l'aveugle » et qu'il faut « décrire par Buisson ou dessiner par Dumas ».

M. Galley (R.P.R., Aube) exprime que les grandes réparations qui souffriront d'une réduction des loyers. Le député R.P.R. assure en conclusion : « Votre loi se voudrait ouverte sur

l'avenir ; elle est en fait fermée sur les réalités économiques, fermée sur l'évolution et la maîtrise des charges, fermée sur ce qui serait un climat démocratique de concertation entre les différentes parties. »

Mme Osselin (P.S., Nord) approuve le principe selon lequel un locataire de bonne foi privé de ressources par la maladie ou le chômage peut être maintenu dans les lieux. Mais, ajoute-t-elle, « cela posera de difficiles problèmes d'application : ainsi, à partir de quel moment sera-t-il considéré comme n'ayant plus les moyens de payer son loyer ? En arriver à une société assistée, ce serait aller tout à fait contre le sens de développer le sens des responsabilités. »

M. Micaut (U.D.F., Aube) reconnaît que certains articles du projet « méritent d'être considérés ». Il ajoute cependant : « Il s'agit en fait de rompre avec le libéralisme et d'y substituer votre politique collectiviste. » Répondant aux orateurs, M. Quilliot déclare que le premier ministre lui a adressé une lettre dans laquelle il s'engage à proposer, dans un délai d'un an, un projet de loi pour préciser les conditions d'indemnisation des propriétaires. Les ressources qui seront affectées à cette indemnisation et les modalités du logement éventuel du locataire.

La séance est levée, mercredi 13 janvier, à 0 h 10, la suite de la discussion étant renvoyée à 15 heures.

AU SÉNAT

Recherche d'une conciliation sur le projet de décentralisation

Le Sénat a commencé, mardi 12 janvier, l'examen en seconde lecture du projet de décentralisation, présenté par M. Gaston Defferre, sur lequel il se prononcera le 14 ou, au plus tard, le 15 janvier.

La discussion se présente dans de meilleures conditions qu'en octobre-novembre derniers, la commission des lois ayant renoncé aux trois articles additionnels (répartition des compétences entre communes, départements, régions et administrations centrales ; conséquences de ces transferts de compétences ; financement) dans lesquels le ministre d'État, ministre de l'intérieur, en de la décentralisation, voyait un contre-projet qu'il refusait (le Monde des 6 et 9 novembre).

Ces dispositions, que la commission a accepté de désigner, pourraient être reprises, a indiqué le rapporteur M. Michel Girard (R.P.R., Val-de-Marne) lorsque viendront en discussion les textes qui doivent compléter celui sur la décentralisation.

L'examen de ce dernier projet a été précédé d'un bref débat au cours duquel M. Cizeau (U.n., Centre, Allier) a regretté que l'usage des sessions extraordinaires, qui devrait, à-t-il dit, rester l'exception, devienne la règle. La session de janvier, a souligné ce sénateur, entrave les travaux des conseils régionaux et des conseils généraux.

Malgré l'esprit de conciliation dont témoigne, semble-t-il, la majorité sénatoriale, de nombreuses divergences subsistent (180 amendements ont été déposés) qui ont contraint la commission des lois à se réunir et n'ont pas permis au Sénat de dépasser, mardi, le stade de la discussion générale.

Dans son intervention, le rapporteur a indiqué qu'en renonçant à 141 articles, « pour entrer dans la logique du gouvernement », la commission se situait plus forte pour défendre ses positions sur des points qui lui paraissent essentiels. Elle demande notamment la suppression de la « loi d'office » au budget commercial ; elle repousse la notion d'exécutif collégial pour le département et

tient à affirmer l'autorité du président du conseil général sur les services préfectoraux nécessaires à ses missions. La commission se prononce contre la transformation de la région en collectivité territoriale. M. Michel Girard demande enfin la suppression pure et simple des articles traitant du rôle de la discipline budgétaire et financière devant laquelle les élus pourraient être traqués.

Répondant au rapporteur, M. Gaston Defferre, exprime le désir de voir voter définitivement le projet au cours de la présente session, pour qu'il soit applicable après les élections cantonales de mars. Il se réserve de préciser sa position sur les amendements proposés au moment de la discussion des articles.

En séance de nuit, M. de La Verpillière (Ain), intervenant au nom des républicains indépendants, s'inquiète des intentions gouvernementales concernant les finances locales. M. Dumont (P.C., Pas-de-Calais), reproche à la commission des lois son hostilité de principe à l'égard des interventions économiques des collectivités locales. Plusieurs orateurs centristes critiquent la création d'un « quatrième niveau de responsabilité » (la région) et déplorent que l'État se décharge sur les collectivités locales de certaines de ses responsabilités économiques. M. Schiélé (U.n., Centre, Haut-Rhin), avec d'autres orateurs centristes, voudrait des précisions sur le mode de représentation des régions à la Haute Assemblée : y aura-t-il des sénateurs régionaux ?

MM. Bégault (Côtes-du-Nord) et Delmas (Dordogne), apportent, au nom du groupe socialiste, leur soutien au projet gouvernemental. Ils expriment aussi des réserves sur la dotation globale d'équipement (D.G.E.) que réclame le rapporteur, et annoncent qu'ils défendront un amendement tendant à faire du département l'échelon privilégié des solidarités locales.

« Je crois », déclare M. Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, qu'un débat entre Jacobins et Girondins ne se substitue en aucun cas entre régionalistes et départementalistes. — A. G.

JELIOL50

LE NATIONALE

Logiques des bailleurs et des locataires
Point d'équilibre

Le groupe parlementaire socialiste de la Région parisienne a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les membres du groupe ont discuté de la situation du logement social en Île-de-France. Ils ont constaté que les bailleurs sociaux ont des logiques différentes de celles des locataires. Les bailleurs sociaux ont tendance à privilégier la construction de nouveaux logements, tandis que les locataires ont tendance à privilégier la rénovation des logements existants. Cette divergence de logiques peut entraîner des tensions et des conflits entre les bailleurs et les locataires.

Le groupe parlementaire socialiste de la Région parisienne a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les membres du groupe ont discuté de la situation du logement social en Île-de-France. Ils ont constaté que les bailleurs sociaux ont des logiques différentes de celles des locataires. Les bailleurs sociaux ont tendance à privilégier la construction de nouveaux logements, tandis que les locataires ont tendance à privilégier la rénovation des logements existants. Cette divergence de logiques peut entraîner des tensions et des conflits entre les bailleurs et les locataires.

Le groupe parlementaire socialiste de la Région parisienne a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les membres du groupe ont discuté de la situation du logement social en Île-de-France. Ils ont constaté que les bailleurs sociaux ont des logiques différentes de celles des locataires. Les bailleurs sociaux ont tendance à privilégier la construction de nouveaux logements, tandis que les locataires ont tendance à privilégier la rénovation des logements existants. Cette divergence de logiques peut entraîner des tensions et des conflits entre les bailleurs et les locataires.

Le groupe parlementaire socialiste de la Région parisienne a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les membres du groupe ont discuté de la situation du logement social en Île-de-France. Ils ont constaté que les bailleurs sociaux ont des logiques différentes de celles des locataires. Les bailleurs sociaux ont tendance à privilégier la construction de nouveaux logements, tandis que les locataires ont tendance à privilégier la rénovation des logements existants. Cette divergence de logiques peut entraîner des tensions et des conflits entre les bailleurs et les locataires.

Le groupe parlementaire socialiste de la Région parisienne a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les membres du groupe ont discuté de la situation du logement social en Île-de-France. Ils ont constaté que les bailleurs sociaux ont des logiques différentes de celles des locataires. Les bailleurs sociaux ont tendance à privilégier la construction de nouveaux logements, tandis que les locataires ont tendance à privilégier la rénovation des logements existants. Cette divergence de logiques peut entraîner des tensions et des conflits entre les bailleurs et les locataires.

AU SÉNAT

Recherche d'une conciliation
sur le projet de décentralisation

Le Sénat a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les sénateurs ont discuté du projet de décentralisation. Ils ont constaté que le projet de décentralisation est complexe et qu'il nécessite une conciliation entre les différents acteurs concernés. Les sénateurs ont décidé de poursuivre leurs travaux afin de trouver une solution satisfaisante pour tous.

Le Sénat a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les sénateurs ont discuté du projet de décentralisation. Ils ont constaté que le projet de décentralisation est complexe et qu'il nécessite une conciliation entre les différents acteurs concernés. Les sénateurs ont décidé de poursuivre leurs travaux afin de trouver une solution satisfaisante pour tous.

Le Sénat a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les sénateurs ont discuté du projet de décentralisation. Ils ont constaté que le projet de décentralisation est complexe et qu'il nécessite une conciliation entre les différents acteurs concernés. Les sénateurs ont décidé de poursuivre leurs travaux afin de trouver une solution satisfaisante pour tous.

Le Sénat a tenu, le 11 janvier, une séance de travail. Les sénateurs ont discuté du projet de décentralisation. Ils ont constaté que le projet de décentralisation est complexe et qu'il nécessite une conciliation entre les différents acteurs concernés. Les sénateurs ont décidé de poursuivre leurs travaux afin de trouver une solution satisfaisante pour tous.

Le Monde

ÉDUCATION

GRÈVE DANS UN COURS PRIVÉ PARISIEN

Révolte à Rimbaut

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

Il s'agit d'une grève dans un cours privé parisien. Les élèves ont décidé de se révolter contre leur professeur. Ils ont refusé de payer les frais de scolarité et ont organisé une grève. Le professeur a tenté de rétablir l'ordre, mais les élèves ont continué à se révolter. La situation est devenue très tendue.

La mort de « Farid », l'autonome

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

Il s'agit d'une mort dans un mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire a perdu un de ses membres. La mort de « Farid » est une perte importante pour le mouvement. Les membres du mouvement ont décidé de continuer leur lutte.

DÉFENSE

POINT DE VUE

Dépenses militaires : un effort continu

par M.-T. PATRAT (*)

DANS un point de vue intitulé « Dépenses militaires : la peine », paru dans les colonnes du 2 janvier 1982, M. Jacques Chaurmont, sénateur R.P.R. de la Sarthe, analyse le budget de la défense pour 1982.

Une politique claire

Le gouvernement a donc pris une décision de bon sens qui a l'avantage de placer l'année 1983 dans le cadre de la programmation avant que ne soit lancée la planification couvrant les années 1984 à 1988. Ainsi est évitée l'erreur commise au cours du précédent septennat, lorsque l'année 1978, prise en sandwich entre deux lois de programmation, s'était avérée désastreuse pour le budget des armées.

Aujourd'hui, le premier ministre, conscients du fait qu'un effort de défense ne s'entend que sur plusieurs années, a d'ores et déjà décidé que le budget 1983 atteindrait au moins le chiffre de 3,94 % du produit intérieur brut marchand (soit une progression de 0,045 % du P.I.B. par rapport à l'année en cours). Pour mieux marquer encore cette intégration de l'année 1983 à la loi de programmation, M. Charles Hernu n'a pas hésité, au cours de la discussion du budget 1982, à prendre des engagements portant sur l'année suivante, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait eu le courage de faire. Ainsi, nos armées commanderont, en 1983, cinquante AMX-30, soixante-trois AMX-10 RC, quarante-trois mille fusils Famas, qui achèveront la réalisation des objectifs prévus par la loi de programmation.

L'armée de l'air commandera trente Mirage-2000 en 1983. Elle aura atteint alors les objectifs fixés par la loi quant au nombre des avions de combat, compte tenu des commandes de Mirage F1 que le précédent gouvernement avait substituées aux commandes de Mirage-2000.

Quant à la marine, les 14 805 tonnes de commandes inscrites au budget 1982 sont conformes à la loi de programmation. La baisse du tonnage de la « royale » est loin d'être un fait nouveau ; elle n'est que la conséquence du vieillissement de notre flotte, qui ne fut pas renouvelée à temps lorsque vint l'heure de la réforme pour les bâtiments construits avec l'aide du plan Marshall.

Quel gouvernement la France lorsque les commandes de la défense furent gérées ? Naturellement, pas les socialistes et les communistes. Enfin, M. Chaurmont évoque les prévisions dont souffre le budget d'équipement (titre VI) au profit du budget de fonctionnement (titre III). Au cours de l'examen de la deuxième loi de finances rectificative pour 1981, les députés, toutes tendances confondues, ont effectivement critiqué cette conséquence d'une décision prise par M. Barre en juillet 1980, lorsqu'il avait estimé que le ministère de la Défense avait financé dorénavant « sous enveloppe » — et donc sur son budget d'équipement — les hausses de rémunérations consenties à ses agents lorsque celles-ci dépassaient les prévisions budgétaires.

Comme M. Chaurmont, l'estime qu'il ne doit pas y avoir de prélèvements sur le titre V en cours d'exercice ; l'ajoute que le gouvernement, d'importantes dépenses pour les soins de ses militaires, ne renouvellerait certainement pas les erreurs de ses prédécesseurs.

Enfin, M. Chaurmont se demande si le budget de la défense pour 1982, derrière son aspect anodin, ne cachait pas des remises en cause fondamentales, et notamment un choix vers l'armée de métier.

Les mesures que ce même budget contient en faveur des appelés (augmentation du prêt, hiérarchisation de ce prêt, création d'une prime de service en campagne, etc.), apportent le meilleur des éléments. Pourvu qu'il y ait un tel effort en faveur de la conscription si c'était pour l'abandonner ? La commission de la défense de l'Assemblée nationale a été saisie par le premier ministre et par le ministre de la Défense de divers projets tendant à réformer profondément le contenu du service national. Est-ce là l'attitude d'un gouvernement qui jetterait la conscription aux oubliettes ? Je ne le pense pas. Le président de la République humaine, répondant aux vœux des armées, vient de rappeler que « le service national reste nécessaire ».

En définitive, M. Chaurmont est prisonnier d'une conception étroite des dépenses militaires. La politique de défense, présentée par le gouvernement de la gauche, est claire. Elle n'est obscure que pour ceux qui ne veulent pas la voir.

(*) Député socialiste du Rhône, secrétaire de la commission de la Défense.

MÉDECINE

Le débat sur la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

M. Jack Ralite, ministre de la santé, fera connaître, ce mercredi 13 janvier, les modalités exactes de suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics. Cette réforme — la première mise en œuvre par le ministre de la santé — a d'ores et déjà suscité de très nombreuses réactions, en particulier dans les milieux hospitaliers. Depuis plusieurs années, la possibilité offerte à certains médecins de pratiquer en sein de structures publiques une activité privée lucrative de vivre polémique. Initialement annoncées pour le 31 décembre (« le

Une meilleure médecine

choix du secteur privé par les malades soit moins une question d'argent que de température... certaines couches aisées de la société s'accommodent parfois fort bien du régime hospitalier commun.

« Quel qu'il en soit, si l'usage du secteur privé est dénoncé comme un privilège — et ce serait un privilège accablant — à tous (hors le domaine très limité des « grands patrons ») s'il n'était pas lié au paiement à l'hôpital des soins médicaux, il n'y a pas de quoi vouloir le supprimer au lieu de l'abandonner à tous ? — ce qui serait un nivellement par le haut... »

« Il faut que vos lecteurs sachent que, dans l'application de la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics, il s'agit d'un choix politique qui est dans la logique du 10 mai. Mais il faut qu'ils cessent de croire qu'il se prépare ainsi, à coup sûr, une meilleure médecine. »

Dr Louis REYMONDON.

(Centre hospitalier intercommunal de Préfou-Saint-Basile.)

EXPOSITION

• Une exposition « Recherche et technologie : un choix pour l'avenir » a rassemblée à la Maison Alden-Kennedy, à Paris (10^e), plus de cent organismes de recherche, universités, grandes écoles, centres techniques, entreprises nationales ou privées, P.M.I., P.M.E., association « socio-culturelle », ministères, musées. Ouverte du 10 h. à 18 h. les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 janvier, cette exposition sera l'occasion de rencontres spécialisées — grand public, de démonstrations dans des domaines qui touchent la vie quotidienne et d'animations destinées aux jeunes (entrée gratuite).

• Une exposition « Recherche et technologie : un choix pour l'avenir » a rassemblée à la Maison Alden-Kennedy, à Paris (10^e), plus de cent organismes de recherche, universités, grandes écoles, centres techniques, entreprises nationales ou privées, P.M.I., P.M.E., association « socio-culturelle », ministères, musées. Ouverte du 10 h. à 18 h. les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 janvier, cette exposition sera l'occasion de rencontres spécialisées — grand public, de démonstrations dans des domaines qui touchent la vie quotidienne et d'animations destinées aux jeunes (entrée gratuite).

• Une exposition « Recherche et technologie : un choix pour l'avenir » a rassemblée à la Maison Alden-Kennedy, à Paris (10^e), plus de cent organismes de recherche, universités, grandes écoles, centres techniques, entreprises nationales ou privées, P.M.I., P.M.E., association « socio-culturelle », ministères, musées. Ouverte du 10 h. à 18 h. les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 janvier, cette exposition sera l'occasion de rencontres spécialisées — grand public, de démonstrations dans des domaines qui touchent la vie quotidienne et d'animations destinées aux jeunes (entrée gratuite).

CARNET

Naissances

Naissances

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. François **MALKOVSKY**,
survenu à Lyon, le samedi 9 jan-
vier 1982, dans sa quatre-vingt-
treizième année.
Selon les vœux du défunt, son
corps sera inhumé au cimetière
du cimetière de Jacheralles (33, rue
Marcel-Saint, 93450 Villemante),
le samedi 13 janvier 1982.
Ses frères et amis sont invités à
lui rendre un dernier hommage.
A partir de 8 h. 15.

— La société I.R.S.,
Et son conseil d'administration,
ont la douleur de faire part de la
perte cruelle de
M. Abraham OUAKEINE,
fondateur et administrateur
de la société I.R.S.,
et demande à tous ceux qui l'ont
connu de le garder toujours présent
en leur mémoire.
I.R.S.,
134, rue de Vaugrand,
75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de **Henri RONDOT**,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 22 décembre 1961, à l'âge
de quatre-vingt-sept ans.
Les obsèques ont eu lieu en l'église
de Moreauz (Doubs), et l'inhumation
à Mâche (Doubs).

De la part de :
Mme Henri Rondot, née Lemoine,
son épouse,
Et de toute sa famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Le Puits »,
06330 Roquefort-les-Pins.

— M. Philippe Visseriat,
son époux,
Mlle Florence Visseriat,
sa fille,
M. François Visseriat,
son fils,
M. et Mme Cauredny,
ses sœur et beau-frère,
ont la profonde douleur de faire

Mme Adrienne VISSERAT,
survécant à l'âge de cinquante ans,
le 10 janvier 1932.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le 14 janvier, à 15 h. 45, en
l'église Notre-Dame-de-la-Gare (place
Jeanne-d'Arc, Paris-13°).

L'inhumation aura lieu au cime-
tière du Père-Lachaise, dans le
caveau de famille.

65, rue du Javelot,
75045 Paris Cedex 13.

— On nous prie d'annoncer le décès du
professeur Robert WOEMS,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Paris,
médecin honoraire des hôpitaux,
membre de l'Académie de médecine,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 11 janvier 1952, dans sa
quatre-vingt-deuxième année.

En 4^e le 24 mars 1960 à Paris, Robert Worms a fait ses études et obtenu son diplôme de docteur en médecine à Paris. Médecin des hôpitaux de Paris, professeur à la faculté de médecine, il a dirigé de 1945 à 1970 le service de médecine générale de l'hôpital Lariboisière.

Robert Worms a consacré l'essentiel de sa carrière à la médecine générale et à l'étude des maladies infectieuses, en particulier celles qui sont causées par le staphylocoque. Il a publié, tant en France qu'à l'étranger, de nombreux travaux

Remerciements

Monsieur Jacques LANGE
Et toute la famille de
Jean-Paul KAYSER
Maire adjoint
du conseil général du Val-de-Marne
Le conseil général du Val-
de-Marne

touchés par les témoignages de sympathie et d'affection qui leur ont été adressés après sa disparition, font part de leurs vives remerciements.

— Mme Michelle Martelli remercie de l'affection et de la sympathie qui lui ont été témoignées après la disparition de
Jean-Paul KAYSER.

Les familles Nicolini, Levrat, Michaux, sont touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de **JACQUES NICOLINI**, priant toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil d'accepter leurs sincères condoléances.

Amicalement

— L'office religieux d'anniversaire de regret.

Jean-Jacques TOUPOUL

aura lieu le dimanche 12 janvier, à 17 heures, au temple de la zone des Abondances, à Boulogne-sur-Mer.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT
Université de Paris-IV, samedi
16 janvier, 14 h. 30, salle Louis-
Liard, M. Jean-Claude Lambert :
« Démocratie et Révolution selon
Tocqueville ».

— Université de Paris-IV, lundi
18 janvier, à 14 heures, salle Louis-
Liard, Mme Anne-Marie Pagnin-
Naffakh : « Le cliché de style en
français moderne : nature stylisti-
que et rhétorique, fonctions poé-
tiques ».

Communications diverses

— Concert exceptionnel à partir
Dame de Paris le dimanche 27
à 18 h 45, P.E. 1000
Rakuler-Wickham.
An programme : 1. Symphonie
n° 28 de Beethoven
2. L'Enfer de Verdi
3. L'Enfer de Verdi
4. L'Enfer de Verdi

[illegible]

Mémoires	Mariages	Morts
<p>M. et Mme Jeanne LEBLANC, 85 ans, 10 rue de la République, à Paris, décédée le 10 janvier 1982.</p> <p>M. et Mme Jeanne LEBLANC, 85 ans, 10 rue de la République, à Paris, décédée le 10 janvier 1982.</p>	<p>Philippe LEBLANC, 35 ans, 10 rue de la République, à Paris, marié le 10 janvier 1982.</p> <p>Philippe LEBLANC, 35 ans, 10 rue de la République, à Paris, marié le 10 janvier 1982.</p>	<p>M. et Mme Jeanne LEBLANC, 85 ans, 10 rue de la République, à Paris, décédée le 10 janvier 1982.</p> <p>M. et Mme Jeanne LEBLANC, 85 ans, 10 rue de la République, à Paris, décédée le 10 janvier 1982.</p>

TRANSPORTS

LA GUERRE DES TARIFS AÉRIENS SUR L'ATLANTIQUE NORD

Les compagnies régulières ont engagé la bataille contre le Congrès américain et les transporteurs indépendants

Une nouvelle réunion est organisée, depuis le 13 janvier, à Hollywood, en Floride, sous l'égide de l'Association internationale du transport aérien (IATA), pour continuer d'élaborer une nouvelle politique tarifaire applicable aux compagnies aériennes sur l'Atlantique nord. Le principe en avait été arrêté par les patrons de cent treize compagnies aériennes, lors de la

dernière assemblée générale de l'IATA, en octobre 1981 à Cannes (« Le Monde » daté 1^{er} 2 novembre 1981), et les représentants de vingt-sept d'entre elles s'étaient retrouvés, à la fin de l'année, à Genève, pour établir un programme de travail (« Le Monde » daté 13-14 décembre 1981).

Depuis 1970, sur les lignes nord-atlantiques, les transporteurs ont enregistré des pertes qui ont pris dans un passé récent un tour catastrophique : en 1981, 650 millions de dollars de déficit, soit les deux tiers de l'ensemble des pertes d'exploitation enregistrées par l'aviation civile mondiale (plus de 900 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 1 200 millions de dollars d'intérêts non honorés). Cette situation tient à deux causes : une politique tarifaire irréaliste née d'une concurrence déloyale, et une offre de sièges excessive qui empêche les exploitants de remplir suffisamment les avions pour en tirer profit.

Aussi simples que paraissent les remèdes, leur application reste difficile. Réduire l'offre ? Quel transporteur a envie d'abandonner l'exploitation, si coûteuse soit-elle, d'une route aussi prestigieuse, ou même seulement de diminuer les fréquences ou la taille des avions qu'il y aligne et dont il ne sait souvent que faire ailleurs ? Instaurer des tarifs couvrant dans tous les cas au minimum les prix de revient ?

Mais comment faire respecter une quelconque règle du jeu par les francs-tireurs qui ont su profiter de la politique de libéralisation lancée en 1978 par les Etats-Unis pour s'installer sur un marché qu'ils considéraient jusqu'alors comme fermé ? C'est pourtant à ce travail d'adaptation que l'IATA entend s'atteler d'abord en recréant un cadre tarifaire cohérent qui tienne réellement compte des coûts des services offerts. Rapports fait-il, s'affranchir des deux obstacles majeurs à toute coopération : le manque de tarifs et l'administration américaine et les compagnies étrangères à l'IATA.

Malgré le retour des deux principaux transporteurs internationaux américains — Pan Am et TWA — dans le giron de l'association, les redresseurs de torts rendus à Hollywood doivent encore compter avec la surcapacité des autorités de Washington. Si le gouvernement américain accepte, depuis 1940, que le transport aérien échappe aux lois anti-truste — tout en favorisant les initiatives concurrentielles lancées de temps à autre, — le Congrès, lui, se montre, depuis quelques années, beaucoup plus rigoureux. Son bureau de l'aéronautique civile (C.A.B.) s'est même mis en tête par une « ordonnance de justification » (*show cause order*), de déclarer illégale toute entente sur les tarifs intéressant les Etats-Unis, et, par la suite, n'importe quel accord réalisé quelque part dans le monde et susceptible de léser les intérêts d'un citoyen américain. Cette guillotine devait tomber le 15 septembre 1981. Le président Reagan a obtenu un sursis du C.A.B., d'abord jusqu'au 15 janvier, puis jusqu'à la fin février. Mais la menace subsiste : si la Chambre des représentants suit le président, le Sénat demeure favorable à l'application du « show cause order ».

Des divergences dans l'attitude américaine sont apparues, le mois dernier, dans les négociations menées, non plus par les compagnies, mais par les autorités aéronautiques d'Europe occidentale (Commission européenne de l'aviation civile) et les Etats-Unis. Les Européens avaient proposé la fixation de « zones de tarifs ». Il s'agissait de fourchettes à l'intérieur desquelles pourraient varier les prix appliqués par les compagnies pour chaque classe de passagers ; tout tarif sortant de ces plages devait faire l'objet d'un accord bilatéral entre les Etats concernés. Au nom des Etats-

Unis, le C.A.B. avait donné un accord de principe à cette proposition, mais en l'assortissant d'une grille tarifaire tellement excessive qu'elle contredisait en fait cette acceptation de façade. Les deux parties se sont quand même promises de continuer, à partir du 25 janvier, leur longue marche vers un compromis.

Laker et les autres

La deuxième difficulté, pour l'IATA, consiste à « amener à la raison » les compagnies non membres de l'association et dont le C.A.B. s'est largement servi pour promouvoir sa politique de libéralisation totale des services aériens. Celles-ci ont, dans la bataille, gagné leurs lettres de noblesse : modestes transporteurs régionaux ou à la demande, elles ont soudain acquis une stature internationale, s'appropriant à bon compte la meilleure part du trafic. Tout ce qui pourrait s'apparenter à un retour au régime antérieur de partage du ciel entraverait leurs positions. Mais sont-elles si fortes ? Quelques-uns de ces conquérants réputés invincibles ont déjà perdu la possibilité de leur prospérité : la compagnie texane Braniff International a payé très cher son ambition immodérée. Le bouillonnant Freddie Laker lui-même, jadis pourfendeur des « rentiers » de l'Atlantique nord, a quelque peine à honorer ses échéances. Et aujourd'hui, c'est la compagnie néo-zélandaise de la déréglementation qui est touchée : Air Florida, le petit transporteur local devenu subitement grand, trop grand, perd de l'argent et se voit contraint de vendre une partie de ses avions et de licencier du personnel. Même si le Congrès américain ne le subside pas, la bataille pour la déréglementation va-t-elle cesser faute de combattants ?

JAMES SARAZIN.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES CHANTIERS DU PRÉSIDENT (suite)

Aucune décision n'a été annoncée au terme de la réunion organisée à l'Elysée, le mardi 12 janvier dans la soirée, au cours de laquelle M. François Mitterrand a pris connaissance des études menées sur plusieurs grands projets d'aménagement concernant la capitale (« Le Monde » daté 12 janvier). Il a été « fermement » décidé qu'on ne prendrait aucun retard — pour terminer le quartier de la Défense, notes a indiqué M. Paul Guinand, conseiller du président de la République. M. Mitterrand devrait se rendre prochainement sur place pour visiter le site, avant une nouvelle réunion prévue le 26 janvier.

M. Robert Lion, directeur du cabinet du premier ministre, qui avait été chargé en septembre dernier, de proposer, en liaison avec MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement et Jack Lang, ministre de la culture, la définition d'un « équipement public » pour le quartier du quartier de la Défense, a présenté l'état actuel du dossier. Il semble qu'on ait confirmé l'impossibilité de construire le nouvel opéra à la Défense et que la place de la Bastille convienne mieux.

Reste à définir précisément le projet de « centre de la communication », très loin à l'heure actuelle, qui pourrait être proposé pour la Défense : le secteur de l'audiovisuel, la télévision et le cinéma seraient concernés, mais on voit mal comment on pourrait monter ce centre sans y insérer une institution véritablement nécessaire, comme l'IDREC.

Pour le démantèlement du ministère des finances, l'un des terrains visités par les ministres, et qui retient particulièrement l'attention, est la caserne Duplexe digne le 19 janvier). (cf. non Ségur, comme nous l'indiquons dans le dossier de la semaine).

A ce propos, M. Raymond

VERS UN ÉCLATEMENT DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES ?

Les deux départements savoyards renforcent leurs liens

De notre correspondant

Grenoble. — Les conseils généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie, réunis séparément, lundi 11 janvier, se sont prononcés à l'unanimité sur le principe d'une « entente » qui devrait se concrétiser, dans quelques mois, par la formation d'un syndicat interdépartemental à vocation très large.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des projets de décentralisation du gouvernement, affirmant les présidents des deux assemblées, qui se sont toutefois appuyés sur deux lois anciennes pour asseoir juridiquement leur proposition : l'article 91 de la loi du 10 août 1871 et la loi du 9 janvier 1936.

Lors de la création de la région Rhône-Alpes en 1978, une pétition pour la formation d'une région « Savoie », reprenant les limites de la province rattachée à la France en 1860, avait recueilli deux cent mille signatures. Mais elle ne fut pas suffisante. M. Joseph Fontanet, président (M.R.P.) du conseil général de Savoie, et M. Pierre Cot (apparenté P.C.) s'étant opposés à une initiative soutenue déjà à l'époque par M. Louis Besson, actuel président socialiste du conseil général de Savoie. Une simple « commission inter départementale », sans pouvoirs et sans moyens, avait alors été constituée entre les deux conseils généraux.

La décentralisation ouvre de nouvelles perspectives. « Le temps est venu d'effectuer un grand pas en avant qui donnerait une consistance à la personnalité régionale de la Savoie », a proposé, en octobre 1981, M. Besson. Si nous le voulons, nous pouvons, sans plus attendre, constituer l'union des pays de Savoie. Son collègue haut-savoyard, M. Bernard Pellier (P.R.), président d'une assemblée radicalement opposée politiquement à la Savoie, a aussitôt répondu favorablement à cette initiative. De part et d'autre, on reconnaît qu'il s'agit bien d'une démarche régionaliste mais qui, pour l'heure, met entre parenthèses l'aspect institutionnel du régionalisme.

Les deux départements savoyards entendent promouvoir, selon le président du conseil général de la Savoie, « un cheminement d'étape » organisant aujourd'hui « une réunion préparatoire qui ne nécessiterait pas plus les structures régionales que les structures départementales » à la française, mais qui, les dépassant, assureraient l'authen-

téité savoyarde des garanties d'avenir.

Et M. Besson avertit que si, dans cette voie, les pouvoirs publics ne consentent pas à reconnaître cette entité savoyarde, « la Savoie ne pourrait admettre de voir Lyon se substituer à Paris », par une centralisation, sur la capitale régionale, de toutes les structures administratives ou techniques à vocation pluri-départementale.

Une commission de douze membres comprenant six élus de chaque département présentera, au cours du printemps prochain, aux deux assemblées, un projet de statut pour la nouvelle institution inter-départementale. Elle devra s'occuper de domaines communs aux deux départements, comme le tourisme, l'université de Savoie, la culture, la défense du patrimoine, la protection de l'environnement. Dotée de moyens propres, cette institution deviendra gestionnaire des réalisations communes aux deux départements.

Si ce projet d'union du pays de Savoie a reçu aussitôt le soutien de mouvements régionalistes locaux, il ne semble pas, en revanche, du goût des autres élus de Rhône-Alpes. Ainsi M. Louis Mermes, président du conseil général de l'Isère et président de l'Assemblée nationale, a indiqué le lundi 11 janvier, devant le club de la presse de Grenoble, que l'union interdépartementale Savoie-Haute-Savoie, était pas contradictoire avec l'existence de Rhône-Alpes, mais qu'il était, compte tenu de son poids économique, favorable au maintien en l'état de la région de Rhône-Alpes, « immense région plus pérenne que la Suisse ».

CLAUDE FRANCLION.



L'EXPÉRIENCE DE LA RÉUSSITE PROFESSIONNELLE

L'ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'I.S.G. a publié les résultats de son enquête
« salaire annuel 1^{er} emploi I.S.G. » au 31 mars 1981 : 3^e cycle F 125.000 - 2^e cycle F 84.000
(cf. l'Expansion de juin 1981 pour le salaire du 2^e cycle classique I.S.G. : F 81.000).

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INTÉGRÉ A LA VIE ASSOCIATIVE

• 37 associations autonomes sont liées à la vie associative de l'I.S.G., elles sont représentées au sein d'un conseil permanent garant d'une politique éducative liée à l'expérience directe et à la responsabilité :

• A caractère régional ou national : I.S.G. Conférences, I.S.G. Débats, Gala des Grandes Écoles, I.S.G. Création d'Entreprises, I.S.G. Avenir (Association pour la valorisation dans l'entre-

prise de l'innovation et de la recherche », I.S.G. Promotion du titre, Congrès national de la vie associative, Journées nationales du 1^{er} emploi.

• A objectifs internationaux : I.S.G. Tiers-Monde, Europe Étudiants Entreprises, Rencontres Internationales, Accords internationaux (emplois, missions d'études, cycles universitaires en Amérique, Afrique, Asie, Europe, dont plus de 1.200 I.S.G. ont bénéficié à ce jour.

Seul établissement français ayant une représentation permanente en Afrique et aux U.S.A.

• A vocation éducative, culturelle, et de formation : A.S., I.S.G., I.S.G. Informatique, I.S.G. Entreprise, I.S.G. Concerts, Enseignement alterné en Europe, la Fête de l'Écriture...

• Des services « I.S.G. » animés par les enseignants et les étudiants : Forum Gestion, Recherche, I.S.G. Entreprise...

LES VALEURS ET LA PÉRENNITÉ D'UN RÉEL ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

• UN CORPS PROFESSORAL GARANT DE LA QUALITÉ PÉDAGOGIQUE

Les enseignants sont cooptés par l'association des professeurs. Ils organisent et gèrent « le temps pédagogique ».

des liens étroits avec le monde professionnel : l'enseignement alterné la responsabilité directe des étudiants : la vie associative

l'action associative et la continuité d'une formation au plus haut niveau
APRÈS le diplôme I.S.G. : l'éducation continue.

• LES MOYENS D'UNE GESTION EFFICACE

- L'I.S.G. dispose d'un véritable campus urbain équipé des moyens informatiques et audiovisuels, d'une bibliothèque et des services indispensables à sa pédagogie active.
- Par des accords préférentiels pour les prêts étudiants avec la BNP, le Crédit Lyonnais et la Société Générale : garantis pour l'avenir par la Mutuelle Centrale d'Assurances.
- Par les fonds reçus au titre de la taxe d'apprentissage intégralement consacrés à l'action pédagogique.

- Par une gestion rigoureuse avec une responsabilité de tous les « I.S.G. ».
L'I.S.G. affirme son INDÉPENDANCE en garantissant une réponse à toutes les actions pédagogiques au plus haut niveau pour ses 1180 étudiants.

1981 : 3515 candidats et postulants. 1982 : prévision 4500

LES CONCOURS 1982

2^e cycle classique

Elèves des classes préparatoires au haut enseignement commercial
Clôture des inscriptions le 29 janvier 1982

2^e cycles alternance

Elèves des classes préparatoires littéraires et scientifiques, DUT, BTS, 1^{er} cycle universitaire, licence

3^e cycle

Ingénieurs, maîtrises, IEP, diplômés de l'enseignement supérieur

Informations : par leur université, leur école, les IUT, les CIO et

Centre d'Orientation et d'Information de l'Institut Supérieur de Gestion, 45 rue Spontini, 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 553.60.27

Avis d'ouverture des concours 1982 (cf. au règlement pédagogique)

2^e cycle classique

Mai 1982
100 places (1981 : 100)

2^e cycles alternance

Sessions de Juillet et Septembre
300 places (1981 : 280)

3^e cycle

Sessions de Juillet et Septembre :
120 places (1981 : 100)

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION



8 rue de Lota, 75116 PARIS
(1) 553.87.46

AUTONOME - EFFICACE

L'I.S.G. est une association d'éducation, organisme d'intérêt général à caractère éducatif. Etablissement libre d'enseignement supérieur : reconnu par l'Etat, diplôme visé par le Ministère de l'Éducation nationale.

L'I.S.G. affirme que la valeur du diplôme I.S.G. est basée sur

- son indépendance dans ses actions pédagogiques
- la valeur de ses enseignements au plus haut niveau
- la place des I.S.G. dans la vie professionnelle
- son implantation permanente aux USA.

UNE SIGNATURE POUR L'AVENIR
LE DIPLÔME I.S.G.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

LES LENDEMAINS DE L'ARCHITECTURE

Un éternel retour

TOUT n'est pas rose en ce royaume, et ceux qui, peu ou prou, ont gardé quelque intérêt pour l'architecture ont aussi des raisons de lui garder leur inquiétude. La culture, elle, fait grand bruit. Son ministre, M. Jack Lang, après avoir trouvé auprès de l'Assemblée un crédit qu'on n'osait plus espérer, multiplie les initiatives pour redonner au domaine qui l'occupe un égal crédit dans la population. Il y a des coups heureux. Il y a des maladroits, mais tout va bouillir et fermenter assez pour qu'on espère voir à nouveau, un jour, ce pays envivé, l'esprit vif, au lieu de la mine grise, académique, astringente qu'il avait prise ces dernières années. Mais le ministre de la culture ne s'occupe plus, sinon de manière indirecte, de l'architecture depuis que la direction en est passée à son confrère chargé de l'environnement et du cadre de vie, pour rester maintenant dans les mains du ministre de l'urbanisme et du logement. Ce n'est peut-être pas la raison, mais l'architecture est triste, l'architecture continue de se traîner, lourde, lente, fatiguée. Et les griefs qu'on pouvait concevoir contre ses manifestations ordinaires paraissent devoir se renouveler.

Depuis dix ou douze ans, il s'était passé bien des choses pourtant, qui laissent espérer un après 10 mai plus heureux. Sans doute avant cette date la manière dont la promotion utili-

saient un nombre restreint d'architectes pour accéder dans le même élan un profit possible de mépris, puisqu'il ne s'agit que rarement des lois, et une construction, disons-le net, honteuse, ne s'était-elle modifiée que sous l'effet de difficultés extérieures. En fait, dans la ville, le film de Francesco Rosi, que la télévision a récemment diffusé, a pu, à cet égard, révéler des souvenirs acquis, même tressés dans une saine Italianité. Pour tant et les bonnes amitiés de tel maître et de tel architecte, de tel potentat local ou national et de tel maître d'œuvre continuant de sévir, une certaine tempérance s'est manifestée et l'un s'est pris à moins ignorer les gens (parfois les clients), leur habitat et leur paysage. Des mesures spectaculaires ont été prises qui autorisent, par exemple, l'architecture à être modeste, pourvu qu'elle ne dépasse pas une certaine hauteur, ni ne s'approche à moins d'une dis-

tance précise de l'architecture respectable, celle des siècles passés. Comment mieux confirmer l'irresponsabilité de l'architecture, de ses auteurs ou de ses responsables qu'en lui imposant des limites ou des règles pareilles ? Les professionnels étaient-ils si sûrs qu'ils leur faillie de semblables garde-fous ? Même les styles, CAUS aidant, ont été codifiés, ce qui laisse imaginer l'affection qui unit le pays à ses constructeurs.

De cette affection-là, et du malaise que le chômage s'y mêlant de surcroît, les architectes ont commencé à ressentir, l'ordre était à sa façon le garant. Car hormis le rôle d'assureur et celui de garde-barrière d'un corps dans lequel, elles savent pour quoi, certains s'obstinaient à vouloir s'insérer sans en avoir les « compétences », quelle aura bien pu être la fonction de cet ordre — dont l'existence est d'ailleurs plus ou moins menacée aujourd'hui ?

Après 1968

Des mesures spectaculaires ont été prises, on l'a vu. Mais des efforts, plus simplement, ont été faits par certains responsables ou par certains édiles, des efforts dont les résultats ont montré qu'il ne fallait pas désespérer tout à fait. Ainsi l'habitat social, les « habitaclous » comme on dit, a-t-il été le théâtre de recherches nouvelles, de formes qui, entre les exigences des coûts et la localisation hasardeuse manifestaient une amélioration relative et, quelquefois, du talent. Un talent, aussi, sur lequel de rares édiles ont pris le risque de miser, notamment, il faut le souligner, dans certaines municipalités communales, même si c'est avec un succès variable. On entrevoit ici qu'il ne faut pas désespérer.

C'est que, depuis quelques années, à côté des rares révoltes de la première heure, un petit nombre d'architectes, d'enseignants, d'historiens qu'on qualifiera de post-soixante-huitards pour en résumer et les défauts et les qualités, s'est à son tour mis à penser que si l'on voulait de l'architecture, il fallait réinventer en paroles, et, par là, comme c'était en gros devenu l'usage, ne plus seulement se

préoccuper du statut social du maître d'œuvre et de la tenue de son traditionnel noué papillon — un accessoire en voie de disparition, notons-le.

Depuis quelques années, malgré un langage hésitant, volontiers hermétique, malgré une fascination souvent exaspérante pour tout ce que la pensée contemporaine a produit d'intellectualisme et de narcissisme du verbe, un mouvement s'est dessiné, multiforme, impossible à cerner ni à classer en catégories rassurantes de nous d'écoles ont fleuri ! L'histoire et la théorie de cet art, que les systèmes issus (mal) du mouvement moderne avaient sortis des consciences, sont réapparues.

Et si ces « supports » du métier n'ont pas notablement réintégré l'enseignement des unités pédagogiques d'architecture, maîtres et élèves se sont mis à butiner — dans certains cas à dévorer — ce qu'on trouvait de revues, de thèses, de livres sur le marché, avec une adhésion folle. Cette folie, hélas ! qui porte au dogmatisme ; ce dogmatisme qui, précisément, a tellement nui au mouvement moderne.

Après le 10 mai

Pourtant les querelles restaient d'actualité. La fin, croisant des ouvrages disponibles sur le marché, grâce à quelques maisons d'édition courageuses, l'Équerre, Mardaga, l'éternel Montier, Berger-Levrault et quelques autres, a aidé à mettre en place les conditions d'un renouveau sérieux, toutes les « tendances » y trouvant leur place. Des initiatives comme le PAN (Programme architecture nouvelle), un concours sans trop de préjugés destiné aux jeunes professionnels, ont permis à ces tendances de s'exprimer en dur, à la construction d'échapper un petit peu à une terrible sclérose des formes et des idées. Tout le petit monde qui s'occupait de ce se détachait bien un peu (on parlait déjà de monopoles de la parole ou de l'écrit), mais s'entendait finalement face à l'adversité : la lourdeur et la médiocrité de l'« appareil » architectural français. Ah ! les exemples de l'étranger !

On pouvait penser qu'après le 10 mai, ce bouillonnement latent permettrait à l'architecture de devenir, ou de redevenir, un fait culturel à part entière. Elle qui avait échappé à la

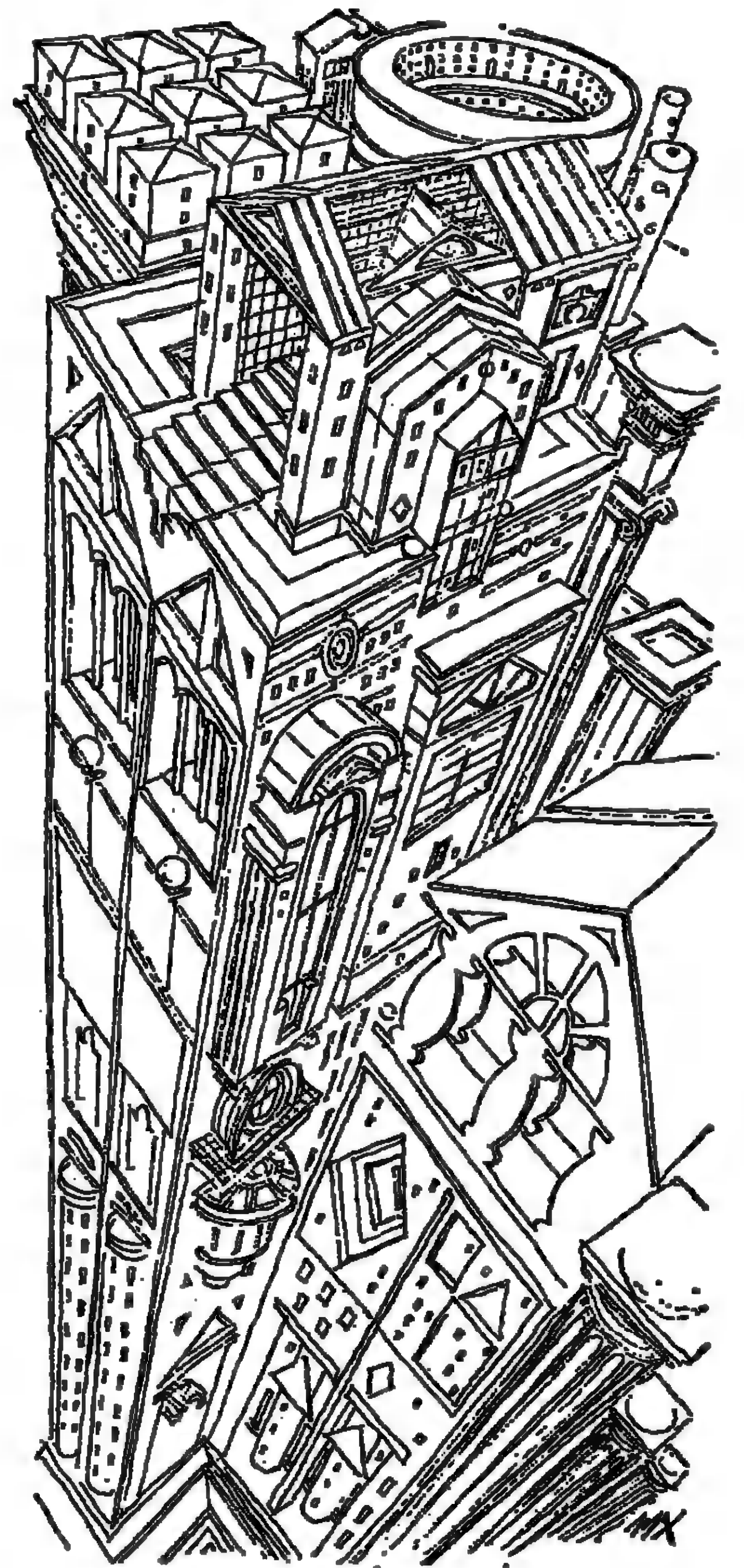
population française pendant tant d'années ou de décennies — non seulement pour ce qui est de sa conception, mais également sa simple connaissance — méritait, peut-on penser, un vaste projet, et plus : qu'on lui donne les moyens d'un formidable virage.

On espérait entendre : les Français ont maintenant le droit et le devoir de parler d'architecture comme ils parlent de musique, de danse, ou, plus bêtement, de la télévision. Ils ont le droit de la connaître, bien ou mal, de l'aimer ou de la critiquer, avec raison, ou bien avec passion. Elle ne sera plus la chasse gardée de ceux qui s'en prétendent les spécialistes, mais chacun, à l'école, à l'université, dans la rue, pourra s'y familiariser au lieu de la subir, l'approprier, au lieu de la tenir pour l'appareil de pouvoirs obscurs. On l'entendra plus : « Ça ont fait ça », ou « C'est rien qu'un béton » ou « La cote cuisine est formidable » (encore heureux !), non. L'architecture fera désormais partie de la culture ordinaire et extraordinaire de chacun. On espérait entendre là aussi un peu de générosité, puisque c'est

en définitive ce qui manquait le plus à l'architecture française.

Qu'a-t-on entendu, qu'a-t-on vu jusqu'à présent qui tranchait avec les discours et les actes des gouvernements précédents ? En fait, comme elle échappe aux Français, l'architecture, sinon les décisions qu'elle appelle, paraît devoir aussi échapper aux hommes politiques, aux pouvoirs. La finesse du jugement paraît, en ce domaine, devoir toujours céder devant l'arbitraire du prestige. Et la confiance mise (ou renouvelée) en quelques professionnels amis — de cœur ou de politique — aussitôt promise et démentie, semble devoir toujours l'emporter sur la prudence et la nécessité d'une profonde réforme. Ce n'est pas seulement un enseignement qu'il faut repenser, ce n'est pas un ordre qu'il faut supprimer, ou un architecte mégalomane qu'il faut remplacer par un autre à peu près du même type. C'est d'air et de chair qu'il faut rêver, ce sont les mesures qu'il faut envisager, de nouveaux rapports avec le public qu'il faut établir. De grandes choses ; mais aussi de plus petites, de plus simples puisqu'elles sont pratiques : alléger une réglementation terrifiante et sclérosante, réformer promptement le système des concours, redonner aux architectes, par quelques textes efficaces, la responsabilité de leur art, dans tous les sens du terme. Alors il sera temps de parler de modernisme ou, comme on dit aujourd'hui pour ne pas arrêter le progrès, de post-modernisme. D'ici là, parlons d'architecture.

FREDERIC EDELMANN.



<TOUT FEU TOUT FLAMME>, de Jean-Paul Rappeneau

La glace enfin rompue

UNE grand-mère qui semble sortir d'un livre de la comtesse de Ségur, deux sœurs, l'une à l'âge des caprices, l'autre à l'âge des béatitudes, plus de manant, et, au guise de père, un fantôme vagabond, toujours à l'autre bout du monde, grand spécialiste des fausses adresses et des cartes postales égarées.

A la tête de cette nichée, Pauline, vingt-cinq ans, la troisième sœur, l'aînée, Pauline le dragon, Pauline l'ange gardien, Pauline qui connaît le prix exact du chou-fleur et de la pomme de terre, non seulement parce qu'elle fait bouillir la marmite familiale, mais parce qu'elle est la conseillère prisée de notre ministre de l'Agriculture et qu'on discute de ces choses à Bruxelles.

Pauline sait-elle qu'elle est ravissante ? Oui, sans doute, Antoine, un jeune journaliste ne cesse de le lui dire, mais, entre la rue Moufflard, Pauline n'a guère le temps de s'occuper d'Antoine... Un roi, cette fille, un roi doublé d'un cerveau de polytechnicien, la raison, la sagesse, l'énergie, l'efficacité incarnées. Petite Minerve en tailleur strict et catogan, habituée depuis toujours à prendre ses responsabilités, à imposer ses décisions. A remplacer — c'est son destin — un père absent.

Celui-là, justement, perdons-en. Il vient de déserter au milieu des aléas, arrivant Dieu sait d'où, aussi fringant et désin-

volte que s'il était parti la veille. Il fait le clown, distribue des cadeaux, des promesses, explique son retour par un projet farineux qui doit lui apporter la fortune, bref, en quelques minutes, éduité tout son monde. Surtout Pauline garde la tête froide. Il y a longtemps qu'elle a jugé son père. De son immense tendresse de petite fille ne restant qu'une pitié vaguement méprisante et beaucoup de défiance. Pour l'avoir vu à l'œuvre avec sa mère, avec elle-même, elle sait que ce beau parleur est un menteur, un mythomane, un égoïste, un aventurier, peut-être un escroc, et que, s'il est là ce soir, c'est presque certainement parce qu'il mijote un coup de sa façon.

Comme dans le *Sauvage*, son précédent film, Jean-Paul Rappeneau reprend dans *Tout feu tout flamme* le thème classique de l'affrontement entre deux êtres qui tout oppose, que tout incite à se combattre, mais qui, au terme d'aventures plus ou moins extravagantes, tombent dans les bras l'un de l'autre. Le charme de la variante proposée ici naît du fait que les deux adversaires provisoires sont un père et une fille, et que c'est un vieil amour oublié, enfoui dans le passé, qui est reconquis.

Pour que la réconciliation se produise, pour que Victor donne à Pauline sa première leçon de bicyclette, pour que Pauline, dans une cabane abandonnée, devant un feu de bois, pose enfin sa tête sur l'épaule de son

père et se sente protégée par lui, il aura fallu qu'ils soient mêlés, d'abord l'un contre l'autre, ensuite l'un avec l'autre, à une démentielle histoire de captation d'héritage, de magouilles financières, de règlements de comptes belvédères, de châtiments obstinément poursuivis.

Les catastrophes provoquées par l'innocence et l'optimisme aveugle de Victor sont une source de gags en cascade souvent drôles, mais dont le caractère mécanique altère à la longue la nature du récit et le fait dériver dans une sorte de série noire vaudevillesque peu convaincante. En revanche, dès que Rappeneau ramène avec son vrai sujet — les rapports du père et de sa fille, — dès qu'il montre le lent cheminement de leur complicité à travers les querelles et les malentendus, dès qu'il passe de l'alégre furiosité à l'andante, il trouve le ton juste et fait mouchoir.

Au fond, ce que nous aimons dans ce film signifié, raffiné, comme le sont toujours les films de Rappeneau, c'est le personnage de Pauline, ce sont ses colères, ses rancunes, ses incertitudes et ses aveux maladroits. Tout cela qu'exprime à merveille Isabelle Adjani à un Yves Montand littéralement déchaîné, mais dont le numéro de faconde et de séduction aurait pu paraître à être davantage maîtrisé.

JEAN DE BARONCELLI.
(Voir films nouveaux.)

COMÉDIE-FRANÇAISE
salle Richelieu

JANVIER 1982

ANDROMAQUE
de RACINE
Mise en scène
Patrice KÉRBRAT

LES FEMMES SAVANTES
de MOLIÈRE
Mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

LES CAPRICES DE MARIANNE
de MUSSET
Mise en scène
François BEAULIEU

L'ÉPREUVE
de MARIYAU
Mise en scène
Jean-Louis THAMIN

LA DAME DE CHEZ MAXIM
de FEYDEAU
Mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

En alternance de 17h et 19h

1680

PROFESSIONNELLE

les résultats de son enquête
F 125.000 - 2° cycle F 84.000
Assique I.S.G. : F 81.000).

A VIE ASSOCIATIVE

Soleil établissement français...
• A vocation éducative, culturelle, et de formation : A.S.I.G., I.S.G., I.S.G. (Association pour le Service International de la Gestion)
• Des services : I.S.G. (Institut de Service de Gestion)
• Des services : I.S.G. (Institut de Service de Gestion)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNE GESTION EFFICACE

vision 4500

3° cycle

16 PARIS

DE GESTION

16 PARIS

46

AVENIR

S.G.

«Fontamara», un film de Carlo Lizzani

Un homme de la terre

CRITIQUE. Historien (il cinématographique, 1979), directeur de la Mostra de Venise jusqu'en août prochain, Carlo Lizzani, cinquante-neuf ans, est aussi, on l'oublie trop, un cinéaste de talent. Après avoir travaillé comme scénariste et assistant réalisateur de Roberto Rossellini sur Allemagne année zéro, de Giuseppe de Santis sur Ris amor, d'Alberto Sordi sur Le jour du pardon, il signe sa première réalisation en 1951 avec Achab, Banditi, qui lui vaut le Prix de la mise en scène au Festival de Karlovy Vary. Trois ans plus tard, Chronique des pauvres amants, son œuvre la plus célèbre, remporte le Prix du jury du Festival de Cannes.

Fontamara, achevé en 1980, a obtenu la même année le Grand Prix du Festival de Montreuil. Adapté d'un roman d'Ignazio Silone écrit au début des années 30, dans l'exil, le film de Carlo Lizzani décrit la misère d'une communauté paysanne dans les Abruzzes. C'est une œuvre d'art, selon l'expression consacrée, Berardo, joué par Michele Placido, conduit la révolte paysanne et découvre un jour la réalité politique. Fontamara sort sur nos écrans le 20 janvier.

« Fontamara est peut-être le projet le plus ancien du cinéma italien, déclare Carlo Lizzani. A la fin de la guerre, en 1945, on savait qu'il existait un livre traduit en trente langues, mais interdit sous Mussolini. C'était une sorte de manifeste contre le fascisme. Le néoréalisme perçait au cinéma avec des œuvres comme Rome, ville ouverte ou Poëza, mais à quelques rares exceptions (La terre tremble, de Visconti, Chasse tragique, de De Seta), il resta un mouvement urbain, centré sur le prolétariat, sur la vie des grandes villes, Rome, Milan. Toute l'Italie était dirigée vers le développement industriel, les problèmes de la terre étaient oubliés.

C'est seulement au cours des dernières années que l'Italie s'est mise à réfléchir sur son passé, sur le déséquilibre entre le Nord et le Sud. Un producteur de télévision m'a proposé d'adapter Fontamara. J'ai accepté avec enthousiasme. J'avais débuté dans la réalisation avec un documentaire sur le Midi, le Mezzogiorno.

Mais il y avait une raison plus profonde de ce retard à porter à l'écran le livre de Silone. Il avait été l'un des dirigeants du parti communiste italien dans les années 30, et, au début des années 50, il avait abandonné le parti. On se méfiait de son idéologie un peu social-chrétienne,

on était beaucoup plus radical dans l'immédiat après-guerre. Aujourd'hui, après la crise du schématisme marxiste que j'ai vécu moi-même — je suis encore marxiste, je me situe toujours dans la mouvance communiste — nous sommes devenus plus mûrs, plus souples, que dans les années 50. Nous avons découvert par l'expérience l'impossibilité de développer la réalité italienne en nous coupant des racines de la tradition chrétienne et paysanne du pays, et surtout du mouvement catholique, qui était très fort dans les régions du Midi. Un peu comme en Pologne.

Un autre facteur important, lié aux précédents, qui rend le livre important et actuel, c'est le fait que, dans le réalisme de

Silone, il y a un sens métaphorique, un sens de la parole (l'able), qui éveille notre attention aux problèmes de la conscience individuelle. Ce que je trouve grand dans le livre, ce que j'espère avoir traduit dans le film, en tout cas ce que j'ai souligné, c'est que la décision définitive revient à l'individu : si on ne fait pas la révolution on se laisse aller, on ne fera pas une grande révolution. Le personnage de Berardo, il est très moderne, il se situe toujours aux limites. S'il avait obtenu la terre, il aurait pu devenir un soldat du consensus fasciste. Car le fascisme était un mouvement populiste, un mouvement réformiste, qui proposait certaines réformes, surtout dans les zones rurales. Berardo pense d'abord à soi, à sa terre.

L'accent des Abruzzes

Quand il se rend compte que seul il ne peut pas lutter, qu'il est condamné à la défaite, il se réveille et réagit. Mais même là il traverse des moments de crise, de défaillance.

A la fin il comprend que, pour la première fois peut-être, on s'occupe de lui-même. En tournant Fontamara aujourd'hui, il me semble que je n'ai pas tenté une opération de récupération du néoréalisme cinématographique, mais que je m'inscris dans la tradition réaliste italienne. Le succès du roman, je crois, vient de ce qu'il osait aborder ce qu'on taisait d'ordinaire : cette différence de la campagne, des travailleurs ruraux, que même la révolution bourgeoise n'a pas encore résolue. Et en même temps cette espèce d'universalité du caïenne, qui est, dit Silone, comme le moujik, le coudie, le peone.

La chose importante du film, je tiens à y insister, c'est d'avoir mis l'accent sur le doute, sur l'incertitude. Quand les militants travaillent sur leur petit journal intitulé Che fare? (que faire?), le point d'interrogation n'est pas seulement légitime. L'expression prend un sens nouveau à un moment où toutes les idéologies traversent une période de crise. Il ne s'agit pas de chercher dans les livres, il faut regarder la réalité, vérifier dans les faits. Si quelque chose arrive, ils savent ce que faire. Cette espèce de rituel question-réponse.

Pour le tournage, j'ai eu la chance (pour moi, pas pour les habitants) de trouver un village qui avait été détruit par le tremblement de terre de 1914. La population a construit des

maisons à côté et a utilisé cet ancien village pour le détail. Il est conservé comme dans un musée. Les maisons sont restées telles qu'elles étaient jusque dans les années 30. Fontamara, ce n'est pas le vrai nom du village qui a servi de modèle à Silone : il s'appelle dans la réalité Pescina et aujourd'hui c'est une petite ville.

Pour ce qui est de la langue, Silone avait dit s'exprimer dans un italien correct, avec certaines constructions syntaxiques et certaines façons de raconter typiques. Dans le film, on a fait une opération familière à tout le cinéma italien : on reste lié à la langue parlée, on n'y a pas une langue italienne. On dit qu'à Florence on parle un italien très pur. En fait, le florentin est devenu un argot, c'est une langue tellement soignée, tellement délicate, que les Italiens eux-mêmes ne la comprennent pas toujours à cause de l'extrême richesse du vocabulaire. Chaque région a un accent particulier. Ce serait très intéressant, très littéraire, de faire parler les paysans dans une langue italienne universelle, comme on le pratique pour le doublage des films américains. Mes personnages parlent italien avec un fort accent typique des Abruzzes.

Le problème de la langue est le problème capital de notre cinéma. Nous n'avons pas eu en Italie tous les livres, toutes les pièces des pays qui se sont développés au cours des siècles en tant que nations. Dans les pays centralisés comme la France ou l'Angleterre existe une langue vraie et en même temps nationale. Nous n'avons pas de langue nationale, ou,

plutôt, personne ne la parle. Le cinéma, dès le néo-réalisme, a voulu rester fidèle à la réalité, être vrai. Mais en même temps, nous avons toujours fait l'effort de contribuer à la construction, à la naissance d'une langue italienne.

Les acteurs du film sont presque tous des acteurs professionnels, 80 % viennent de la région de Naples. J'ai pris un directeur du doublage originaire des Abruzzes, en particulier de Celano, à trente kilomètres de Pescina. Ils répétaient, répétaient, et il aidait les acteurs professionnels à prendre un accent acceptable. Les gens de Pescina ont compris que ce n'était pas très exact. Mais la majorité des Italiens ont accepté et apprécié ce travail.

J'voudrais préciser en guise de conclusion sur Fontamara que la raison première pour laquelle j'ai tourné ce film, la raison pour laquelle il vient naturellement dans ma carrière, c'est que, parmi la vingtaine d'œuvres que j'ai à mon actif, huit sont dédiées à l'histoire italienne, à l'antifascisme. J'ai montré presque toutes les couches sociales, presque tous les personnages du régime fasciste : des ouvriers aux leaders comme Mussolini, des paysans de Fontamara aux partisans de la montagne et de la ville.

Carlo Lizzani était présent en octobre dernier à Strasbourg à la rencontre de l'Art et Essai sur l'Europe et l'avenir du cinéma européen. L'Europe, pour lui, c'est par exemple une manifestation récente organisée à travers l'Italie, sous le patronage de la Biennale de Venise (qui, traditionnellement, poursuit ses activités toute l'année).

Le titre : « Viennese Berlin, Hollywood ». Soixante-dix films ont été retenus, « de tous les réalisateurs qui ont donné du sang à Hollywood ». « Je dis toujours, rappelle Carlo Lizzani, que nous ne sommes pas contre le cinéma américain, mais contre ces producteurs européens qui croient pouvoir résister à l'invasion américaine, à l'invasion de la langue anglaise, en faisant de grandes productions en anglais pour faire concurrence aux Américains. La ligne juste aujourd'hui, c'est la ligne de la culture française, qui consiste, non à boycotter la production américaine, mais à faire un cinéma national européen. Un cinéma qui soit le reflet de chaque pays européen, mais où on met en œuvre tous les moyens de s'aider les uns les autres. »

Propos recueillis par LOUIS MARCOTELLE.

* Voir les films nouveaux.

Mister Jelly Roll

Le seigneur

UN éditeur courageux, presque désintéressé — d'un type qui se fait rare, — a republié la version française d'un grand livre : Mister Jelly Roll, qu'Henri Parisot, qui fit un bout de chemin avec les surréalistes, avait traduit pour son plaisir, et que Flammarion offrit aux lecteurs, en 1964, quinze ans après qu'il fut écrit en américain par Alan Lomax. A l'époque de la première parution en notre langue, Roger Richard, dans les Cahiers du jazz, avait relevé, comme cela se fait toujours, quelques petites erreurs de transcription, quelques brouilleries qui ne comptent pas devant la respiration ample du texte, la phrase amoureuse et soignée de Parisot qui traite d'une région où « un grand fleuve vient laver ses pieds boueux dans l'eau bleue du golfe » et d'un temps qui fut celui d'une « extase culturelle », à nulle autre pareille, où « La Nouvelle-Orléans apparut comme une sorte d'Athènes de la musique populaire du monde ».

On apprend beaucoup, en cette œuvre. D'abord de Ferdinand La Menthe, dit Morton, très fier de son ascendance française, par les Péchet, Baudouin ou Monette — enfant, il ne parlait pas l'anglais — mais aussi, et peut-être plus encore, de la naissance d'un phénomène extraordinaire, dont Jelly Roll, « seigneur des touches d'ivoire », dit avoir été l'inventeur en 1903, mais dont la germination, la poussée, furent le résultat de multiples forces convergentes dans le contexte musical et social louisianais.

Aux dépens du pittoresque, l'ouvrage tue une idée reçue selon laquelle le jazz serait né dans les bordels de luxe, où il n'y avait, la plupart du temps, que des pianistes, « des loups solitaires », dont Jelly Roll, évidemment. Les Blancs ont joué du médium : cantiques, ragas, de l'Opéra, danses et chansons d'Europe. Les Noirs, outre leur propre matériel africain, appor-

tèrent la manière. Et, dans la ville entière, dans la campagne alentour, dans un espace « fera de pompes et de sanfores monstres », une musique neuve, écrit Lomax (à la façon de Satie), déclarait « que le monde est un drôle d'endroit, et qu'on s'en fout ».

Les Noirs, c'est vite dit. L'un des mérites de cet inestimable bouquin consiste à souligner l'hétérogénéité initiale de leur communauté. Celle-ci fut, d'abord, dichotomique. A La Nouvelle-Orléans, par exemple, il y avait, d'un côté, les foncés, qui habitaient « Uptown », et, de l'autre, les mulâtres, qui se trouvaient à « Downtown ». Entre ces deux régions urbaines passait une frontière invisible et réelle, dont le franchissement induisait les bagarres sanglantes, les tueries. Avant la guerre de Sécession existaient sur place quatre cent mille métis libres qui méprisaient les « niggers ». Ces métis, on les appelait, là-bas, « créoles ». Ils allaient chez l'instituteur, savaient déchiffrer la langue écrite, et les partitions. Les « peaux d'ébène », les « mulâtres », étaient exclus des institutions pédagogiques, restaient analphabètes, et ne lisaient pas, eux, la musique. Après les combats de 1861-1865, l'opposition se dilua. Le jazz pouvait advenir. Il fut, selon la formule de « Big Eye » Nelson : « Le savoir des créoles marié par le chagrin des Noirs ».

Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, pourtant, une distinction diabolique persistait. Les mulâtres musiciens se désignaient souvent comme artisans : Big Eye Dele-Nelson, boucher ; Manuel Perez, cigarier ; Armand Pirou, coiffeur ; Papa Bechet, sordonnier ; John Saint-Cyr, plâtrier. Les professionnels de la musique semblaient plus rares, tels George Baquet, Freddie Keppard, ou vinrent plus tard : Sidney Bechet, Oscar Simeon. Les plus distingués, les plus chicanos, ment polonais, que méprisait Jelly Roll, se trouvaient confinés en

A Saint-Étienne

Monsieur

ANTOINETTE VITEZ, pour apparaître (ou entrer) dans le personnage du docteur Faust, s'est donnée, en ce savoir, s'achève misérablement, lentement, effroyablement, solennellement, de la main qui traîne sur le plateau du mélancolique Théâtre de Chailiot. Il apparaît nu. Dénué au-delà de la nudité, il éveille ce respect qui serre la gorge à la vue de photographies de prisonniers dans les camps d'extermination. Il suscite cette émotion colée où vous plongez telle peinture d'une descente de croix.

Le traducteur de tant de poèmes, le professeur qui fut aussi au Conservatoire national d'art dramatique, l'édouardien, commentateur de haute précision, — le chercheur en théâtre reconnu inventeur, patron aujourd'hui de l'ancien

T.N.P. et que l'on encombre déjà du fantôme de Vilar, le Vitez qui a lu tous les ouvrages et qui a mérité, dit-on, est, là, nu. Se livrant, soudain aussi anonyme qu'un appelé du contingent passant parmi trop d'autres devant le conseil de révision. Vulnérable et calme comme le patient condamné prêt à être endormi sur une table d'opération où les chirurgiens vont risquer le tout pour le tout. Il a les yeux ouverts, il s'est débarrassé de toute « contenance » ou attitude. Dans ce dénuement d'humaine misère, Vitez, là, fragile, risque Antoine Vitez, sa personne d'artiste. Il semble offrir son être entier en quelque sacrifice rituel. Il met le spectateur dans la peau précieuse de notre chirurgien inquiet de ne pas réussir à mériter la confiance extrême de son patient.

Les illusions de l'amour

Or « l'intervention » relève du miracle. A la suite d'un tel tableau initial, ou à cause de celui-ci peut-être, le grand poème de jeunesse de Goethe, dans la transcription immense de Gérard de Nerval, atteint la clarté. Le bonheur, Vitez et ses amis « portent l'acte théâtral, au parole, son geste, son mystère à leur expression la plus haute » : Michel Cournot l'a dit (le Monde daté 15-16 novembre 1981).

Pas de chance pour Daniel Benoit si son propre rêve de Faust arrive juste après l'événement. Chailiot. Simultanément ou au hasard ? Elles sont toutes deux étranges et instructives ces coïncidences de « grandes rencontres ». Ce n'est pas en tout cas à la Comédie de Saint-Étienne que la saison Goethe pourra, dans l'histoire du théâtre, être marquée d'une pierre blanche. Là, il y a eu ratage. Pas d'autre mot.

On sera assez charitable pour

ne pas comparer point par point le vifon donné par Benoit du Faust avec celle qu'a montée aussi Vitez, et qui fut écrite donc entre 1776 et 1800. Benoit a voulu tenir une autre gagature. On le jugera sur ce point : montrer, ce que personne n'a jamais osé faire, non seulement le Faust mais dans un seul souffle et un même décor — comme une suite — le Faust II, cette seconde pièce que Goethe, entre 1780 et 1801, ne cessait de remettre sur le métier. (Ensuite, en 1882, il pourrait mourir.) Gruber, en 1975, dans son marionnette, à la Saint-Étienne, n'avait donné que quelques extraits de ce texte aux allures de livret d'opéra. A Saint-Étienne, les cinq actes exposés selon leurs dix-huit tableaux successifs projettent la tragédie du savoir qui, renonçant à la recherche de la vérité, passe pente avec le diable pour vivre les illusions et les désastres de l'amour, la condition des hommes du com-

THEATRE PETIT-FORUM

toute l'attente

Bleu

à partir du 12 janvier - 20h30

Rue du 3 Forum des Halles
Tél. 297 53 47

JEAN-PIERRE BISSON

STUDIO

DE LA CONTRESCARPE

5, rue Blainville (59) - 325-78-37

MOVIES LES HALLES

72, r. Saint-Denis (19) - 320-43-98

REMPARTS D'ARGILE

de Jean-Louis Bertuccelli

Prix Jean VIGO

- Un très grand film.
- Un film d'une étonnante sincérité et d'une grande beauté formelle.
- Une œuvre d'une sobriété exceptionnelle.

Jean de Baronecelli (LE MONDE).

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - LUCERNAIRE FORUM

les films du SEMAPHORE (A.C.R.I.S.) présentent :

qui chante là bas ?

une comédie de SLOBODAN SJUAN

PRÉSENTÉ PAR LA FONDATION PHILIP MORIS POUR LE CINÉMA

ODEON

THEATRE NATIONAL

du 7 janvier au 7 février

Une production du Théâtre National de Strasbourg

Le Palais de justice

Une audiodescription correctionnelle de Strasbourg

RIZLA+

Le papier pour bien rouler vos cigarettes

Mister Jelly Roll

Le seigneur

[illegible]

A Saint-Étienne

Monsieur

A SPECIAL WEEK has been set aside for the annual meeting of the American Society of Newspaper Editors, which will be held in New York City from September 15 to 19. The meeting will be held at the Waldorf-Astoria Hotel, which is the headquarters of the society. The meeting will be held in the city of New York, which is the headquarters of the society. The meeting will be held in the city of New York, which is the headquarters of the society.

1. The Commission is of the opinion that the Commission should be authorized to conduct a study of the problem of the distribution of the population of the United States.

[illegible][illegible]

1

des touches d'ivoire

Ces tâches de muscoveux. Ce fut le cas de Buddy Bolden, Monk Johnson, King Oliver, Mutt Cat, Jim Robinson, Louis Armstrong. L'un des drames de la vie de Jelly Roll, c'est d'avoir toujours voulu se tenir à distance des nègres et de l'avoir pas été accepté. Il a été forcé de se tenir à côté des meilleurs d'entre eux. Pour lui, le Satchmo était surfait, improvisateur de seconde zone, de modeste talent. Jelly Roll refusait, d'ailleurs, les répétitions. Connaître de sa chute d'octobre 1932, où il se dissocia les Red Hot Peppers. Il se dissalt victime de charisme.

L'image de la tribu

Cette vie commença mal, dit Lomax, pour Jolly Roll, trois fois puis, abandonné par le père, pour aller chercher la grand-mère, alors que le mameau était mort depuis longtemps. D'Ed. La Menthe, ce père, Jolly n'a jamais souffert non. Mais lorsque tian Lomax écrivit son livre, les Riato-Unis étaient en pleine vogue psychanalytique : il fallait donc qu'un père le hantât ! En voici, la preuve irréfutable : Jolly n'e cessait d'y faire allusion dans sa musique : « *E l'écrivait ses mélodies dans le langage des Riato-Unis* » (c'est une phrase de poète, qu'on ne permet de dire, ici, que Lomax diabolique complètement. La musique de Jolly, écrite dans le grave, ça peut être trombonistique, mais pas seulement, et Y regarder de plus près, ce qu'il rédigeait est connu comme si tout un orchestre allait l'interpréter. La main gauche fonctionnait : c'était un banjo, un tuba, et, acceptions-là, un trombone. La main droite était chargée d'obligations, cette dernière les dévies plus sages des autres aigus. En bref, La Menthe-Momton s'inspirait des « marching bands » et leur renvoyait leur image, non celle d'un père, mais celle de la tribu.

Il a souffert, Jolly, ça c'est vrai. Il s'est défendu. Il a tenté, comme le dit profondément Alphonse Weidmann à propos de nous les délinquants, de voir si une restauration du réel, une reconstruction de schéma, éproune, un effort de guérison. Il se protégeait par la folie des grandeurs, sans se soustraire du commerce avec le monde. Dans ce monde, il avait tout créé et surtout le jazz — le mot ne lui faisait pas peur. Il en avait énoncé l'expression, pour le révéler du *rythme*. Il avait engendré le *swing*, qui c'était le *swing* de la vie, de la joie, de ce jazz. Il avait imaginé le *brass*, belle surprise, le *brass*, vocalise en onomatopées, le *brass*, esaiementement épiot. Quant au jazz, ce ne fut d'abord, que l'effet de vibration, imitation du braillement de l'abeille : *du jazz ! du jazz !* (Voir le *Monde* du 29-10-1980.) Mais Jolly était à l'origine de tout cela, à l'en croire.

Lomax, conduisit, Jolly, Roll La Menthe-Momton, à la veille des années 40, pour enregistrer à la bibliothèque du Congrès, des notes de mal. C'est tellement fou, dit Lomax, que l'on doit remonter à toute chronologie

Dans le détail, sûrement. Dans le gros, on peut y prétendre. Jelly, tonnelier, quitte New York pour diriger une brasserie à bat. Mobilisé pendant la Seconde, champion du monde de billard (1905), vit à Chicago (1907-1918). Les grandes firmes se moquent du jazz. Des momos s'y intéressent : Ink Williams, Earl Moran, John J. Kasper, John Vocanet et les frères Weiss pour Gennett. Jelly chante : « *Amé, le central, donne-moi le docteur Jazz, v'la, t'en fais sûr, ce qu'il me faut* » (1926). C'est l'époque de l'opulence : Jelly est riche, il se fait une clientèle, il va aux fêtes-chauvesseaux, en passant par le corset constellé

In 1895, il devient maître de cérémonie dans une boîte de Washington, le Jungle Inn. Il reste surface avec le revivalisme des jeunes gens, des jeunes Blancs, qui s'opposent aux « Hipsters », autres jeunes, et à ceux qui ont quitté l'école à la mode. Jelly Roll se satisfait de cette guilde médiocre et de cette tristesse. L'embarquement avec Sidney Bechet en 1930 « Winin' Boy » — la « comédie », — est le tombeau d'esthétique. Le mariage de Mabel sera le 10 juillet 1941. Quelques jours avant, il avait écrit à sa femme. Mabel et intenté un procès contre ses gredins, les frères Melrose. Jelly avait eu un succès éblouissant, un gros brillant, mais il était en dépression, l'attribution d'une de ces inciviles centrales — coutumes d'époque chez les gens du spectacle. Il L. perdit, comme il perdit tout. A l'hôpital de Los Angeles, on ne s'occupait même pas de dentiers, car ils étaient sur commande, sur ce dévouement cadavre, sur ce dépouille. Acte misérable, triste, minable, de plus pauvres gens.

LUCIEN MALSEN.

★ *Mister Jelly Roll*, Alan Lomax traduit par Henri Parisot. Presses universitaires de Grenoble, avec une post-face de J. Bédaride. 383 pages.

« Portraits à Genève »



Portrait de François Simon, par Yves Meylan,
extrait de «Portraits à Genève», éd. Bernard Lott

Photographier des auteurs de bandes dessinées et regrouper ces photos dans un volume, quelle drôle d'idée, mais pourquoi pas ? On le fait bien, et beaucoup des derniers temps, avec des paysans, des artisans, pourquoi pas avec ces gens sants dans un rapport de visite superficielle ? Yves Moyon, qui a photographié des personnalités genevoises pour le compte de l'éditeur Bernard Letz, détourne cet embarras et gardant une distance non pas empruntée, mais avertie. Il n'est pas seulement le vifiteur poli, il est l'administrateur, le disciple, et c'est avec un grand plaisir qu'on retrouve dans une part choiale de leur intimité, les visages déra connus de François Simon, Jean Mohr, Michel Butor, Michel Soutier... — H. G.

Ícônes polonaises

graphiques et signatures autographes, dans une sorte de dictionnaire en images ? C'est à quel s'empole Claude Raymond-Divyon, photographe de l'agence Viva, qui s'est déjà illustré dans des portraits sur les familles transsexuelles, les travailleurs immigrés ou le monde non. Son album, sorti aux Editions Futuro-pole, n'est pas sans charme. Il y a là une délicatesse de lumière, une diversité de situation et de poses qui évitent la monotonie.

L'exercice du portrait est certainement chose difficile et l'on ne peut pas dire que Claude Raymond-Divyon la rendit la servilité, et s'en soit rendu curé, selon photo d'identité. Des grands fantasmes encombrants, de la rigueur anthropométrique de Sander au psychologisme de Cartier-Bresson et à la crudité blanche d'Arvedo, doivent s'interposer entre observateur et observé, sous le nom d'œuvre, d'acte, de l'ère hétéro.

Comment, dans ce livre, éviter

DANS le sasse de la grande ville, pour quelques jours, et à un moment stratégique où l'oubli guette les hommes, où la conscience s'apaise, entre la tête-chou de Louis de Funès (la Soupe aux choux), une revue de droite qui « casse » du rose et du rouge (l'identité sexuelle) et un dessin d'une remarquable vulgarité (l'ont et Vier à Bobino), une fanfane s'ouvre sur la Pologne. Deux photos en noir et blanc, sans slogan, sans inscription, juste des visages. Des photos silencieuses, absolument pas dramatiques : pas de chapeau, pas de petites découvertes dissimulées qui vacillent sous l'impact des balles, pas de croix hâsses, pas de héros, ni Walesa ni Jaruzelski, des regards anonymes. Un regard de femme, de bras, direct, frontal, interrogatif, et des regards cachés, en dedans, enroulés, de deux hommes, la tête dans la main le poing contre le temple, ils réfléchissent, peut-être ils luttent, peut-être ils préparent une prise, les uns et les autres sont frappés par quelque chose qui doit raviver notre conscience, nous-bonne pas la Pologne. D'abord, un peu suspicieux devant ces panneaux d'ordinaire « publicitaires », on se dit : « On va nous refaire le coup de Myriam l'enlève-le-bas », cette fois sur le visage des coloniaux. Mais non, c'est par là que se crée cette « campagne » l'ont fait bénévolement et tiendront l'anonymat jusqu'au bout. C'est bien.

HERVÉ GUIBERT

HERVÉ GUIBERT

Faust absent

mun. Exit Marguerite : la Gretchen ne fut qu'une expérience. De cette aventure-là Beno a donné une représentation plutôt abrégée (durée deux heures et demie).

On peut tout de même se demander pourquoi toute allusion au rajeunissement de Faust a disparu. Ici le savant déçu ne réclame rien à Méphistophélès pour partir sur les chemins de la sabbat : ici déjà on commence à se dire que le comédien Ber-^{trand} Frasson, comme victime d'une méprise sur son cas, s'est fait à côté du personnage. Il n'en est même pas l'ombre : homme noir, épais, bizzerrament résigné et bizzerrament sans désirs, il est absent du rôle de Faust. Pas là. Voilà qui est, tout de même, gênant.

Général, également, des cette première partie, la traduction esthétisée, la mise en scène, l'acrob' d'été, l'enfule toute mescoïtée Nerval démentait peut-être Goethe mais restituait à la française ses potères. Passons, oublions que l'chien géant aux ressorts de ferce n'est qu'un jeu d'acteur, qu'une ironie que le nonchalant et l'indolent, saint irlandais annonçant, à Saint-Exupéry, l'entrée en scène de Maphroséphes, l'homme plutôt qu'il est bon comédien Alain Moussay-Méphisto (il serait encore meilleur qu'il ne soit) n'est qu'un jeu d'acteur, qu'un mescoït, s'efforçant, Mado Marguerite — Martine Logier — est enfermée dans sa prison, un asile d'aliénés, une parme d'autres anciennes jeunes filles qui pouvaient comme elle, Marguerite, et que la vie est démolée. Bonne, donc, cette démultiplication du cas d'espèce, Marguerite n'avait qu'une chance de unique, et unique, de Fessé, d'écarter, d'échapper à la retrouver Son récher, sinon son récher, en sera augmenté. N'attend, Son récher récapitulé.

séjour dans la consolatrice-mère
nature imaginé par Goethe pour
marquer le pas entre le *Faust I*
et le *Faust II* On dirait aujour-
d'hui dépression, absence consé-
quente à l'absence d'amour

« Où l'on arrive — il y en aura-
 ra trois heures de plus — et
 « l'entreprise Benoit — et où il
 faut dire que le décor demandé
 au peintre Jean-Marie Poumey-
 rol, prenant d'ailleurs son es-
 que dans la première partie, est
 en soi une fort belle chose. »
 Quelqu'un au moins aura tiré
 avantage de ce spectacle :
 Poumeyrol dont les architectures,
 qu'elles soient dessinées ou
 peintes à l'aquarelle, ont déjà
 séduit les amateurs. Poumeyrol
 mentionnant s'est fait le nom au
 théâtre.

Benoin voulait une verrière, un peu comme celle qui fonctionnait dans le Canard sauvage d'Ibsen mis en scène par Lu-

dans Plaisir au Théâtre de la
 Ville Il a donc en premier
 lieu plan la figuration transparente
 d'une vaste veranda mobile,
 assemblant le cabinet de travail de
 Faust, de l'armoire, de ses tan-
 sames-magorées Cet endroit dé-
 taché de toute vraisemblance ité-
 raire a été un peu conquis
 par la scénographie de la Ville
 Mais Poumeyrol s'est de Bordeaux
 par sa construction fait songer
 au Sud-Ouest (une question de
 couleur peut-être dans ce pays
 la pierre s'est être belle) Il s'est
 inspiré de l'édifice d'un baguein de
 la région de Bordeaux, où il a
 fait des images aérées, lo-
 ques, lumineuses, une théâtre, ouvrit
 son ferme, selon, un théâtre dans
 le théâtre Derrière il y a la mer
 que l'on suppose Ce dispositif
 d'éléments graphiques permet de jouer
 sur la hauteur sur des faces révé-
 lées, sur des faces cachées, sur
 les faces qui se souviennent de son Hamlet
 (des ruines de Saintes...)

L'envers de Méphisto

Faust II commence par le couronnement du pape impérial : « L'ensemble est trop considérable et demande un régisseur comme il n'y en a guère », écrit-on en 1929 Goethe à son ami Eckermann, à propos de cette scène. Montier, celle-ci, est une scène d'opéra, l'« Evocation d'Elisabeth », la Naissance d'*Homunculus* — ce genre d'éléments, l'envers de Méphistophe, — puis le *Nuit classique* de *Walpurgis*, puis le *Retour d'Hélène* et cette alliance non durable du bonheur et de la beauté que sera son union avec Faust. Montier. Méphistopheles mène la guerre impériale, Faust, devant l'aveugle pour voir lui Philémon et Baucis, ses parents, sacrificia dans sa vaste entreprise de conquête de nouvelles terres, sa dernière volonté après la beauté, le pouvoir (dernière soit avant la justifica-

tion morale de toute une existence à la recherche de l'abolition, Manizha est voyage bien plus qu'elle ne l'est encore que celui du *Poème Symphonique*, on serait tenté de dire à un compositeur général une partition: appeler à la rescousse les plus grands musiciens du monde pour faire un grand opéra de cinéma. Ce serait, plus simplement, trouver une idée d'orgatrice.

Le mérite de la tentative de Manizha est de prouver qu'il y a des idées merveilleuses à pulvériser dans le Faust N. où le Mallin n'est pas qu'un adolescent, un valet d'opéra, un héros à la terrible chute, de l'homme Mals vu, l'ange n'est pas là. Il n'arrive qu'au moment de rentrer dans le tombeau. Mais pour Setan, c'est épouvanté de ne point trouver elle qui vive.

MATHILDE LA BARDONNIE

CENTRE CULTUREL DU MEYJUF
37 bis, av. Bouquet. T. - 558-79-15
14 ARTISTES MEXICAINS CHEZ
CLOT, BRAMSEEN, et GEORGES
Coevas Girouella, Nieto,
Soriano Toledo, Zorita...
LITHOGRAPHIES
T.J.J. (et dim.) de 10-18 h. sam. 12-18 h
Du 5 janvier au 12 février

GALERIE BERNHEIM JEUNE
52, faubourg Saint-Honoré (8^e)
MACCIÒ
peintures

**AU MUSÉE
DE L'HOMME
PLACE DU TROCADERO**

**L'Inde au quotidien
Les peuples
hymalayens :
scènes de la vie
ladakhi
et népalaise**

**REPORTAGE : HUGUES COSTA
Deux diaporamas**

**Vendredi 15 janvier 1982
samedi 16 et 22 janvier 1982
dimanche 17, 24 janvier 1982**

Une sélection de photographies
sans exposée au Musée de l'Homme,
5, rue de Ménilmontant (8^e)

Vernissage le 10 janvier 1982

GALERIE PANTHÉON-VISSAT
34, rue Tournesfort, PARIS (5^e)
Exposition
PEINTRES CONTEMPORAINS
CLAISSE - LAUSSUCQ
BRIAND - LAPEYRIERE
A partir du 16 janvier

GALERIE RICARDOS
98, rue de l'Université (7^e)
de 14 h. 30 à 19 h. (sauf lundi)
261-10-22

Pierre FICHET
Pierre BLANCHETTE

— IN CERCLE, CARRÉ, TRIANGLE —
du 9 au 31 janvier
Hôtel d'Escoville, CAEN
stanislas, cruz-dien, leobric,
haldorf, lebigre, leochareuil
molnar, pasquet, polre, quoniam,
rougement, scanreigh, sote, takis

— **GALERIE ISY BRACHOT** —
35, rue Guénégaud, PARIS (6^e) - 354-22-40
PHOTO-RÉALISME
"10 Ans Après"
— 13 JANVIER - 6 MARS —

GALERIE GENEVIÈVE ROLDE 11, RUE DE L'ÉCHAUDÉ, PARIS 6^e
 et 325.59.37

AMANDA LEAR

1^{re} EXPOSITION DE SES PEINTURES
 du 12 au 26 janvier

GALERIE DU MESSAGE
MANESSIER
19 décembre - 24 janvier
MUSÉE DE LA POSTE
34 boulevard de Vaugirard - Paris 15e
Montparnasse
MP

TELEVISION

SELECTION

EXPOSITIONS

Cinéma

« Mad Max », de George Muller

Le chevalier de la nuit s'éclate dans son bolide et éclate en flammes. Les flammes s'éclatent dans leurs voitures trafiquées et brûlantes. Les motards s'éclatent en acrobaties et s'envoient en l'air. Max a les yeux bleus et se venge. Un film éblouissant.

« Qui chante là-bas ? » de Slobodan Sijan

Trajet cocasse d'un autobus roux à travers la campagne yougoslave en 1941. Dans ce micro-cosmos briquebalaie, agitent vertes et noires, bonheurs et drames. Deux témoins ponctuent l'aventure en chansons. (Prix Georges Sadoul 1981.)

ET AUSSI : Conte de la folie ordinaire, de Marco Ferreri (interprétation fantasmagorique de Bukowski) ; L'Amour des femmes, de Michel Soutter (voyage aux bords de la nuit) ; Ragtime, de Milos Forman (saga gringante d'une Amérique de roman) ; le Rose et le Blanc, de Robert Pansard-Besson (les aventures du gangster Henry James) ; Fendouz, d'Albert Lewin (monument Kitch) ; Carmen Jones, d'Otto Preminger (un opéra populaire, un vrai) ; Méphisto, d'Istvan Szabo (la comédie de l'histoire).

Musique

Lyrique en province

Cependant qu'on attend au Palais Garnier le cygne qui doit apporter Lohengrin le 25 janvier, un large vent lyrique souffle sur la province.

A Nancy, il s'engouffrera dans les voiles du Vaisseau fantôme, mis en scène par Claude Regy (les 15, 18 et 21 janvier), tandis qu'à Bordeaux il s'inscrira dans la Fête enchanterée où l'on pourra applaudir le Poème de Valérie Maesterson (les 15, 17, 19 et 24 janvier).

Dans le même temps, les Toulousains, qui n'ont pas la mémoire courte, retourneront à la Halle aux grains revoir les mêmes Maîtres chanteurs qui les avaient réjouis — ou déçus — en novembre 1979 (les 14, 17, 20, 24 janvier). Mais les amateurs de bel canto ne voudront pas manquer Montserrat Caballé à Nancy, dans Gemma di Vergy (15, 17 janvier). Et cependant, c'est à Strasbourg qu'il faut aller si l'on veut découvrir quelque chose de vraiment neuf : un opéra plein de verve et d'allant, de Pierre Haegheghe, inspiré de Comme il vous plait, et dont la création aura lieu le 14 janvier (puis les 18, 22, 24 janvier, reprises à Colmar le 26 et à Mulhouse les 28 et 30 janvier).

« Le Monde - Dimanche » publie chaque semaine une sélection de disques.

Expositions

Maîtres anciens de la collection Thyssen-Bornemisza au Petit Palais

Van Eyck, Memling, Zurbaran, Boucher, Fragonard, Goya, et combien d'autres grande illustrations de la partie ancienne de cette collection dont cinquante-neuf peintures maîtresses sont présentées au Petit Palais, après un périple aux Etats-Unis et avant de retourner à leur port d'attache : la Villa Favorita, près de Lugano. Grand amateur d'art, Heinrich Thyssen (1875-1947), fils d'August Thyssen, qui édifie en Allemagne au siècle dernier un véritable empire industriel, est le fondateur de cette somptueuse collection dont les œuvres contemporaines avaient été exposées à Paris en 1978.

Théâtre

« Susn » à Aubervilliers

Au dernier Festival d'Avignon, elle a fait courir les foules et découvrir un nouveau lieu à la Chartreuse, le Tinel. Elle a cinq ans de sa vie — cinq comédiens pour un personnage — s'affronte à un homme enfantin qui écrit à l'univers glacé, à l'humour éblouissant de l'auteur Herbert Achternbusch, se colle la violence des années 80, celle de Hans Peter Cloos.

« Toute honte bue » au Petit Forum

Jean-Pierre Bisson écrit avec une franchise brute, des envolées de chansons, des plongées flévoles, pour son propre personnage d'acteur ingouvernable, pique une grande colère à propos de théâtre, fait un théâtre à corps perdu.

ET AUSSI : Palais de Justice à l'Odéon (les dérivations de l'hypermétamorphose), Dorel et moi au Petit Odéon (les subtilités de l'intelligence), le Bourgeois gentilhomme au T.E.F. (des flâneuses véritables du Magic Circus), Richard II au Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie (les barbares beautés de Shakespeare).

Rock

Orchestral Manœuvre in the Dark

Nouveau champion des hit-parades radiophoniques avec des titres comme Electricity, Ecstasy, Goy, Souvenir, Orchestral Manœuvre in the Dark est en passe de devenir l'un des principaux phénomènes commerciaux du moment. A l'Olympia, le lundi 15 janvier, à 21 heures. Tournées : Cherbourg (17), Paris (18), Lille (19), Strasbourg (20), Lyon (22), Marseille (24), Nice (26).

ET AUSSI : Björk, le vendredi 15 janvier, à 21 heures, au Théâtre Jean-Vilar, à Surinnes, place Stalingrad (le second concert du groupe parisien après la sortie du nouvel album, Björk Bop), en avant-première d'une tournée française. The Beat, le vendredi 15 janvier, à 19 h 30, au Palais (l'un des seuls groupes anglais qui a survécu au mouvement ska en renouvelant ses influences). Black Sabbath, Paris, hippodrome (16), Grenoble (17), Clermont-Ferrand (18), Strasbourg (19).

Danse

Rituel au Palais des glaces

Un « ludi » de la danse à du Palais des glaces au folklore et au rituel : Rite Wollaston cherche à transposer l'essence des danses africaines dans ses chorégraphies. Salvador Vargas présente un ballet flamenco qu'il veut épuré, le plus près possible de la tradition (18 janvier, à 20 h 30).

Magdalena Abakanowicz à l'Arc

A partir de sacs de jute, de fils et de cordes de sisal, elle construit d'impressionnantes « formes molles ». Artiste bien connue pour sa participation, notamment, aux biennales de Lausanne et sa contribution capitale au renouvellement de l'art textile, Abakanowicz, qui vit et travaille à Varsovie, échappe à l'évidence au domaine de la « nouvelle tapisserie ». Elle dessine aussi. Ses dessins sont exposés Galerie Jeanne Bucher.

ET AUSSI : Man Ray, Masson, Kowalski, au Centre Georges-Pompidou. Les fastes du gothique au Grand Palais. Manique d'Her et d'aujourd'hui, au Petit Palais.

Centres Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques : 277-12-12.

Sauf mardi, 13 h à 23 h : sam. et dim. de 10 h à 23 h. Entrée libre le dimanche.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, 16 h à 19 h : le samedi à 11 h, entrée du musée (billets gratuits) ; lundi et jeudi, 17 h : salons contemporains.

ANDRÉ MASSON. Œuvres des collections publiques françaises. Jusqu'au 15 février.

PIOTR KOWALSKI. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 6 février.

MURS, BOCHER, BOURGEOIS, PRIZE, LEWIT, PAPA, etc. Jusqu'au 6 février. Le 12 janvier, à 18 h 30 : ateliers de travail.

MAN RAY. — Jusqu'au 25 avril. Le 14 janvier, à 18 h 30 : Petite Salle et Man Ray, l'écriture dans le texte, la texture dans l'écriture, par Janus, Historien d'art.

TAKIS. Œuvres récentes. Jusqu'au 15 mars.

BADO. L'expérimentation du trait. — Jusqu'au 15 janvier.

ERWIN BLUMENFELD (1887-1969). Photographies. — Entrée libre. Jusqu'au 25 janvier.

HANISH FULCON. Photographies. — Entrée libre. Jusqu'au 25 janvier.

VERA LEHNDOFF. — ROLOGES TROUSSEAU. — Châles photo, musée au 3e étage. Jusqu'au 6 février.

L'ENFANT PHOTOGRAPHE. — L'atelier des enfants. Sauf mardi et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

C.J.J. — DES ARCHITECTURES DE TERRE ou l'avenir d'une tradition millénaire. — Jusqu'au 15 février.

LE DESIN. Sous presse. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.

R.P.I. — VOLCAN. — Entrée libre. Jusqu'au 15 janvier.

ARCHITECTURES EN FRANCE. Modernité/post-modernité. — Institut Français d'Architecture. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

LES CONCOURS DES MONUMENTS HISTORIQUES, de 1893 à 1979. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Louis. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 janvier.

LA VOLONTÉ IMAGINAIRE D'ARISTOTEL. — S.L.P.E. Tableaux, sculptures, dessins, photos, vidéos. — Centre culturel communal. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier.

COUSSEVOIE. La vie quotidienne à la fin du Moyen Âge et au début de la Renaissance. — Maison pour tous. 14, square de l'Hôtel-de-Ville. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

RELAND CULLEBERG. Peintures, sculptures, dessins. — Centre culturel municipal. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

VERREBES D'OPERE. — Centre culturel municipal. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

LE LIEU DE LA MARINE. — Le Louvre des antiquaires. 2, place du Palais-National. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 février.

PEINTURES VILLES ETRANGERES. Photographies. — American Center. 261, boulevard Raspail. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

CARDON, KESSELROU, VASQUEZ DE BOLA. Dessins. — Cité internationale des Beaux-Arts. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

LE MONTE SARTI. Gravures. — B.M.C. Galerie. 8, rue de l'Hôtel-de-Ville. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

ARTISTES MEXICAINS chez Chok. — Centre culturel de la ville de Mexico. 47 bis, avenue Bismarck. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

SALON DU SYNDICAT DE LA CRIEUXE PARISIENNE. — P.I.P. 20, rue de la Harpe. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

ENSEIGNEMENT DES ARTS FLAMANDS. — Centre culturel de la ville de Gand. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

GEORGES SIMENON. — Centre culturel de la communauté française de Belgique. 127-128, rue Saint-Martin. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 février.

PHOTO THEATRE. — Théâtre national de Chaillyot. Jusqu'au 15 février.

GEORGES SIMENON. — Centre culturel de la communauté française de Belgique. 127-128, rue Saint-Martin. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 février.

LE DESIN. Adam, Alechinski, Basaglia, Calista, etc. — Galerie Eclat. 40, rue Bonaparte. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

DES MARIONNETTES ET DES HOMMES. — Le Tribunal. 83, rue Saint-Denis. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

SIX FEMMES SCULPTEURS de Pauline Charpentier. — Galerie de la Maison des beaux-arts, 12, rue des Beaux-Arts. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

SANTOUARD (Espaces peintures 1978-1981) — FLORENCE HENRI (Photos/Vidéo 1978-1981). — Galerie de la Ville de Paris. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

PHOTO - REALISME et Dix ans après. — Galerie Ray Brachet. 25, rue Oudinot. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 mars.

MAGDALENA ABAKANOWICZ (Vidéo et dessin au feutre). — Galerie Jeanne Bucher. 83, rue de Seine. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

SEKKEL à la Monnaie de Paris. — 11, quai de Conti (238-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

ALFRED MANESSIER. — Musée de la Poste, 24, boulevard de l'Europe. Sauf dim. et jours fériés, de 10 h à 17 h. Entrée : 7 F ; dim. : 3,50 F. Jusqu'au 24 janvier.

LES CENTAURES. Dessins de Rodin. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 18 h, et de 14 h à 17 h. Entrée : 7 F ; dim. : 3,50 F. Jusqu'au 24 janvier.

MOULINS DE MONTMARTRE. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (238-01-11). De 14 h à 18 h. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 30. Jusqu'au 25 avril.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

LE MOISE ET LES POUPES, dix-huitième siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-1er-de-Serbie (720-55-40). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 17 h. 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 avril.

SALES PERMANENTES ET DONS RECENTS. — Musée des deux siècles, hôtel national des Invalides (salle Ney, entrée par le Musée de l'Armée) (851-83-02). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

ASSE. Gravures, huiles sur papier. — Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (232-54-06). Jusqu'au 14 février.

BOUJON. Peintures. — Galerie P. Pignatelli, 50, rue Jacob (230-86-31). Jusqu'au 6 février.

MICHEL BRIDENNE. Dessins. — Jardin de la Fontaine, 28, rue Casan (232-38-32). Jusqu'au 20 février.

ALEXANDRE DELAY. — Galerie Stadler, 51, rue de Seine (232-91-10). Jusqu'au 13 février.

NOEL DELIVRENE (Extinction). — Galerie Moulin-Georges, 6 bis, cité Vérois (232-72-25). Jusqu'au 20 janvier.

FASSIANOS. Peintures et poteries 1880-1910. — Galerie Beaumont, 22, rue du Bonaparte (271-20-50). Jusqu'au 15 février.

ROBERT VILLOU. — Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (271-38-57). Jusqu'au 23 janvier.

LALAN. — Galerie Schmitt, 28 bis, boulevard de Sébastopol (276-

Le cinoche d'Eddy Mitchell



« MÉMOIRES DE LA MINE »

Une émission dans son contexte

« Paroles et mémoires du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais » (1), tel est le titre de l'ouvrage que publient conjointement en ce début d'année la délégation régionale de l'INA et le Centre régional de documentation publique (C.R.D.P.) de Lille. Cet ouvrage comporte l'insé-
gration des interviews des hommes et des femmes des mines, dont une partie a servi à la réalisation des quatre heures d'émissions intitulées « Mé-
moires de la mine », diffusées sur TF 1 en novem-

bre et décembre derniers. Il s'agit d'un exemple assez rare d'émission revenant dans sa région d'origine avec divers prolongements. Les quatre films d'une heure sont loués par l'INA de Lille à tous les établissements scolaires, associations ou syndicats qui en font la demande. Ils seront pré-
sentés à nouveau très prochainement au Festival de Valenciennes. Chaque fois, ils sont à l'origine de débats — souvent passionnés — sur l'histoire de la mine.

Lille. — Dans la salle du sous-sol de la mairie de Lens, quelques dizaines de personnes assistent à la projection de la dernière émission des « Mémoires de la mine », réalisée par Jacques Renard. Les té-
moins sur l'écran sont aussi dans la salle. Ils ont dit sans façon la dureté du métier, les souffrances endurées, ils ont surtout parlé de cette redou-
table silhouette présente ce soir en quelques séquences vraies et émou-
vantes...

La silhouette ! « Quand on nous an-
nonce qu'on est silicose à 100 %, c'est comme si on nous annonçait la mort... », dit l'un d'eux dans le film. Le drame est toujours présent quand il n'éclate pas plus cruellement en-
core dans un quelconque coup de pous-
sier.

Le débat va maintenant s'ouvrir. M. Yves Louchez, député régional de l'INA, amorce la discussion. Après avoir revécu l'histoire de tant de générations sacrifiées au char-
bon, la question demeure : faut-il re-
lancer la mine ? Et surtout dans ce Nord-Pas-de-Calais, où, de l'avis de tous, le filon est difficile, fracturé, impropre aux techniques modernes. Est-ce vraiment possible ? Quelques syndicalistes de la C.G.T. et de F.O. affichent des positions fermes. D'au-
tres doutent. Tel ceux qui l'on voyait dans l'émission. Quelqu'un dit : « Ce film a été tourné avant le 10 mai, alors que les mineurs

De notre correspondant

avaient subi le matraquage gouver-
nemental sur la fin de la mine dans le Nord... »

Au beau milieu du débat, un homme jeune encore, mais déjà sil-
icose, intervient fortement dans son impatience : « Mon grand-père, mon père étaient mineurs... Eh bien, moi ! je vous dis que je suis content, content, content qu'on ferme la mine. J'ai amené mon fils ce soir pour lui faire voir ce que c'était. Jamais il n'ira à la mine... » Peu après il quitte la salle : « J'étais venu pour autre chose... » On parle de techni-
ques nouvelles, de gazéification. « Se bagarrer pour autre chose, oui, mais pour maintenir la mine telle que nous l'avons connue, non ! » On sent que la conviction n'y est pas, même si l'on fait miroiter un nou-
veau statut du mineur. Aujourd'hui, si les Marocains sont nombreux au fond de la mine, les jeunes Français n'y descendent pas. « C'est le fait des houillères », disent les uns, mais d'autres répondent : « Les plus acharnés à défendre la mine n'y enverront jamais leurs enfants... »

Les sept projections publiques ont donné lieu chaque fois à un débat utile et intéressant. Mais les réalisa-
teurs doutent. Tel ceux qui l'on voyait dans l'émission. Quelqu'un dit : « Ce film a été tourné avant le 10 mai, alors que les mineurs

marque : « Nous n'avons pas voulu faire œuvre d'histoire, nous avons donné la parole aux mineurs, pas aux dirigeants, ils ont témoigné de leur vie... » Le travail accompli est énorme, il aurait fallu six heures de projection au lieu de quatre pour tirer parti au mieux de dix-huit mois de travail à Aubry. Personne ne discute la réussite technique de ces films, on regrette cependant que l'on n'ait pas choisi un « échantillonnage » plus représen-
tatif de l'ensemble du peuple de la mine. Ce qui n'enlève rien, d'ail-
leurs, à la sincérité profonde des par-
ticipants retenus.

L'important est que cette œuvre faite pour la télévision revienne dans la région sous forme de débat pu-
blic, mais aussi d'émissions de radio, d'un recueil d'interviews, *Paroles et mémoires*, que publie l'INA, et aussi d'un remarquable ouvrage de photos de François Ede et Pierre Mercier. Pour les spectateurs moyens, « Mémoires de la mine » était un bon documentaire. Ici, dans le Nord-Pas-de-Calais, c'était beau-
coup plus que cela : un regard sur une histoire qui n'est pas écrite. Re-
lance ou abandon ? Le choix sera difficile.

GEORGES SUEUR.

(1) *Paroles et mémoires du bassin houiller*, 362 pages, 75 F, à l'INA, 7, rue de Fossé, à Lille, et dans tous les C.R.D.P.

VU

Le prix de la viande

Depuis le début de la semaine, à Antenne 2 Midi, on vient nous expliquer à l'heure du déjeuner — et on remet ça à « C'est la vie » avant le dîner — que chaque bou-
che de viande que nous avalons, c'est une poignée de riz, de haricots ou de mil que nous arrachons à des petits Indiens ou à des pe-
tits Africains. Avant, c'était les petits Chinois, au nom de qui des générations de petits Européens ont été incités à finir ce qu'il y avait dans leurs assiettes. Je n'ai d'ailleurs jamais compris en quoi le fait de s'empresser ici pouvait rassasier là-bas.

Maintenant, toutes ces môme-
ries, cette façon de se donner bonne conscience à bon compte, c'est fini, terminé. Maintenant on sait, on connaît le prix, le vrai prix, de ce veau, de ce porc, de ce poulet, gavage, dans l'univers concentrationnaire de l'élevage industriel, de céréales produites par des pays pauvres au détriment de leurs cultures ancestrales. Pour être exportées dans des pays riches où le niveau de vie se mesure aux kilos de « bio-
chène » consommés par an et par personne : environ 100. Dans le livre qui a servi de prétexte à la dernière émission de Polac, le *Grand Massacre* — livre, il est sensationnel — on a fait le calcul suivant : si chaque Français rédui-
sait de 100 grammes sa ration de viande quotidienne, ça économiserait de 20 à 40 millions de protéines végétales, et ça permettrait de sauver entre 100 et 200 mil-
lions d'enfants du tiers-monde.

Alors, qu'est-ce qu'on attend ? On attend ce qu'on ne voit pas venir, pas du tout, même de loin. Une politique de concertation

mondiale seule capable de mettre un frein aux appétits dévorants des grandes multinationales et aux autres rois de l'agro-business qui règnent de New-York à Ham-
bourg sur le circuit de la sous- et de la suralimentation et des pe-
tits locaux qui, de la capitale de Bangkok à Rio, leur diront sur la misère de leurs concitoyens et s'enrichissent sur leur dos.

Ce qu'on nous montre en ce moment à la télé, ces reportages ramassés d'un peu partout, ces in-
terviews, ces enquêtes à notre bout du circuit, ici, chez nous, chez des éleveurs bretons prison-
niers du système, ce qu'on nous révèle de l'imaginaire. Au Brésil, au Honduras, partout, c'est pareil : des paysans chassés de leurs lopins de terre et jetés de force à la poubelle des villes sous la menace de pistolets, de tuteurs engagés par les gros propriétaires avec la complicité du gouverne-
ment pour permettre des regroupements propices à la culture in-
tensive du soja. Ou à l'élevage d'un cheptel qui a triplé en vingt ans alors que, au Honduras, la consommation de viande est tom-
bée à 5 kilos par an et par per-
sonne ! En Thaïlande, c'est au maïs, destiné à l'élevage de nos porcs, que l'on a sacrifié la fertilité des sols et la culture du riz. Un ma-
niac dont le prix fixé à la Bourse de Chicago rapporte de moins en moins gros au fur et à mesure.

qu'on s'écarte du centre de déci-
sion, et qu'on se rapproche, tout au bas de l'échelle, du petit ex-
ploitant thaï.

Dernier exemple, mais il y en a d'autres d'ici à la fin de la semaine : le Bangladesh, avec ses 50 % de « sans-terre », comme on les appelle, le Bangladesh, où nos services gratuits de lait en pou-
dre ont créé une accoutumance dangereuse à ce mélange sans res-
pecter les proportions (des eaux douteuses) et coûteuses (les dons ne suffisant pas aux besoins surs créés, on nous achète au-
jourd'hui ce que, hier, nous don-
nions).

Je voudrais signaler pour finir, toujours sur Antenne 2, et traitant sous un autre angle et sous une autre forme du même sujet, l'aide aux pays du tiers-monde, une série de trois excellents reportages — ils passent l'après-midi, dom-
main — intitulés « Laurence, mé-
decin de brousse » et tournés un peu en araseur par une petite équipe au Sénégal et au Congo. C'est clair, bien fait, bien expli-
qué, un peu trop joli peut-être par moments, mais toujours instauré, intelligent. Et ça montre bien la voie à suivre, la voie de l'assistance douce, respectueuse des traditions locales, sur le plan médical en l'occurrence. Les ré-
sultats obtenus dans la lutte contre la mouche tsé-tsé et la maladie du sommeil, par exemple, sont tels qu'à l'évidence l'avenir est là tout tracé, enfin à l'écoute des véritables besoins du deman-
deur et non pas des faux besoins du bienfaiteur.

CLAUDE SARRAUTE.

A Voir

LE CŒUR EN BANDOULIÈRE SUR TF 1.

La lutte

« La carrière scientifique ne doit pas dépendre d'un homme, mais des publications des autres, de la valeur de ce qu'il a de-
claré, apprécié par la commu-
nauté scientifique mondiale. » Ces mots prononcés par le prix Nobel de médecine, Roger Guille-
min, en novembre 1977, alors même que l'université de Dijon lui remettait son diplôme de docteur honoris causa, firent l'effet d'une bombe dans le monde de la mé-
decine et de l'université. Et Roger Guillemin d'en profiter pour dé-
noncer les structures « trop pa-
triarchales et protectrices d'inté-
rêts personnels peu justifiés ».

Une critique sévère, grave, un sujet explosif, presque tabou ; et un reportage passionnant bâti tout entier autour de la person-
nalité d'un homme, le docteur An-
drew Winning, témoignage éton-
nant, réalisé il y a plus de trois ans, qui illustre parfaitement les excès dénoncés par le pro-
fesseur Guillemin, mais qui passe au-
jourd'hui à l'écran.

Nommé externe des hôpitaux à l'âge de dix-neuf ans, lauréat de

plusieurs concours et prix (dont celui de l'Académie nationale de médecine), médaille d'or des hôpitaux, auteur de nombreux tra-
vaux, le docteur Winning avait décidé de consacrer son existence à la recherche et à la chirurgie. Plus qu'une passion, il s'agissait d'une vocation, d'un apostolat, et le jeune docteur Winning fit très vite partie de ces gens auxquels on prédit une carrière brillante, pleine d'avenir. Pourtant, 1973 fut l'annonce d'une lente rupture, ou le début d'un long cauchemar pour cet humaniste qui n'a dé-
cider rien compris (ou voulu com-
prendre) à un jeu dont les pseudo-règles, tacites, ne souf-
frent pas d'être dénoncées.

Une notoriété internationale, des mérites professionnels re-
connus, le soutien d'amis vérita-
bles et d'une partie de la profes-
sion n'ont pas suffi à empêcher la mutation du chirurgien brillant en un homme privé et triste. Depuis sept ans, il passe sa vie en dépla-
cements, vivant de remplace-

ments dans les cliniques de ses confrères. Sept ans d'ennui et de blessures, sept ans de lutte pour s'expliquer et pour comprendre ; et sept années perdues pour ses travaux.

De loin en loin, de ville en ville... le reportage de Roland Martin et Stany Corlier est bien mené, bien filmé, bien présenté. Les auteurs ont constitué un dossier clair, que l'on suit comme une enquête, dont on exige de savoir plus à mesure qu'elle se poursuit. Comment le docteur Winning e-
t-il pu en arriver là ? Les éléments de la réponse apparaissent peu à peu, et l'on comprend surtout que compétence ne signifie pas tou-
jours succès, que, dans le sys-
tème des « grands patrons » de médecine, il ne fait pas bon ne pas être malléable, résister ou lieu de s'adapter, ni même porter, comme le médecin de ce film, « le cœur en bandoulière ».

ANNIK COJEAN.

« Les Infidèles » : le Cœur en bandoulière, jeudi 14 janvier, A 2, 16 heures.

Rappel des émissions

Mercredi 13 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Les mercredis de l'information. Une émission de J.-M. Cavada et M. Toulouan. La parapsychologie à l'université. La création du premier laboratoire de parapsychologie à l'université qui étudie les phénomènes paranormaux.
- 21 h 30 Concerts Brahms. L'orchestre de Paris. Direction Z. Mehta, sol. D. Barenboim. Interprète le « Concerto n° 1 », de Brahms.
- 22 h 25 Document INA : Un lieu, un regard. Le chant du gogard. Folklore, tradition, commémoration autour de Napoléon en Belgique, Tchecoslovaquie, etc.
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Feuilleton : Chroniques martiennes. Les expéditions. Réal. M. Anderson. Avec R. Hudson, G. Hunsicker, M. Schell.
- 21 h 15 Série documentaire : La vie à vit. Préparation et aventure des premiers hommes sur la planète Mars. D'après le roman de R. Bradbury.
- 22 h 15 Série documentaire : La vie à vit. Parcours, conseils pas, de M. Grouzet. Une petite, ou une victime de l'assistance publique remonte

le cours de son passé. Elle a trente ans et se souvient de son enfance trébuchante de nourrice en nourrice, puis son passage à la délinquance. Tirée d'affaire, elle ne pardonne pas...

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 30 Cinéma 16 : Je tue il. de P. Boustou. Avec P. Vanock, N. Borgeaud, M. Renoir, F. Perrot.
- 22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h La musique et les hommes : G. Bryan, Sherlock Holmes de la nouvelle musique anglaise.
- 22 h 30, Nuits magiques : San Francisco.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné en l'église Saint-Martin à Paris le 11 octobre 1980) : œuvres de Gershwine, Constant, Schaefer par le Deller Consort. Ensemble Ars Nova.
- 21 h 30, La nuit sur Franco-Manique, 22 h 30 : Igor Stravinsky par lui-même, œuvres de Pergolèse, Scarlatti, J.-S. Bach, Gershwine ; 0 h 5, L'Orléans et l'ail.

Jeudi 14 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 Réponse à tout.
- 12 h 25 Une minute pour les femmes.
- 12 h 30 Les visiteurs du jour.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Objectif santé : Vieillesse et maladies corporelles.
- 14 h Émissions pédagogiques.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 L'été aux enfants.
- 18 h 50 Ces chers disparus. Mistinguett.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Libre expression : Forcés ouvriers.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Aide-toi, de J. Cosmès. Les aventures de Lucien Leclerc, employé de banque, licencié pour avoir distribué la parole biblique.
- 22 h 5 Document : Au-delà de l'histoire. Les métaux de la préhistoire. Visite guidée par des archéologues à travers une France où il y a 4 000 ans on travaillait déjà le bronze.
- 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 10 h 05 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 45 Série : Les amours des années grises. Marcel, recherché par les Allemands, découvre une imprimérie clandestine.
- 14 h Aujourd'hui madame. Reproducteur des études.
- 15 h Série : La famille Adams. John Adams parcourt l'Europe pour obtenir des soutiens politiques.
- 16 h Document : Infodrames. Le cœur au bandoulière.
- 16 h 50 Série : Laurence, médecin de brousse. Fétichisme et guérisseurs. Un médecin européen aux prises avec les médecines africaines et les sorcelleries au Congo.
- 17 h 20 La télévision des télespectateurs.
- 17 h 50 Récit A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les gens d'ici.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Magazine : Situation 82. de P. Dumayet et L. Barrière. Étas-Unis : le poids de la morale, une enquête de D. Torres. Il y a New York et la Californie, et puis... une autre Amérique, le pays profond, où depuis deux années maintenant les hommes de la « majorité morale », ceux qui ont été le pré-
sident Reagan, s'acharment à établir un « ordre » aux relents religieux bien contrastés au rêve d'un « nouveau monde ».
- 21 h 40 Variétés : Les enfants du rock. Avec Alice Cooper. Le grand chahuteur du début des années 1970 — qui a pris de la bouteille — et France Gall, ici filmée à Londres.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes. L'ours Paddington : Cuisinez sans cuisiner : glace à la banane ; les métiers de la télévision : scripte.
- 18 h 55 Tribune libre. Le parti communiste.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Cinéma : le Marchand des quatre saisons. Film allemand de R.W. Fassbinder (1971). Avec H. Hirsch-

muller, I. Hermann, H. Schygolka, I. Caven (v.a. sans-titres). Un brave type malchanceux, devenu marchand des quatre saisons, cherche à échapper à sa vie grise et monotone, à l'échec et au désespoir. Un mélodrame déconçue, dans un style un peu maniériste, le caractère oppressif des rites, des préjugés et des tabous sociaux. L'une des premières œuvres — caractéristiques — ayant révolté Fassbinder en France.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Mathématiques : Au musée des sciences de l'éducation de Rouen ; comment devient-on poète.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les socialistes russes 1880-1920 (les doctrines à l'épreuve de l'histoire) ; à 8 h 32, l'homme et l'abeille : le lustrateur ; à 8 h 50, Pages obliques.
- 9 h 7, Mathématiques : la littérature.
- 10 h 45, Questions au zig-zag... avec Jean Raspail.
- 11 h 2, Tiro à cordes de Paris Plus : Concert Balif, Togni et Mozart donné au Havre en mars 1981 (et à 17 h 32 : Beethoven, Mozart).
- 12 h 5, Agnès.
- 12 h 45, Passerons, avec J.-M. Pelt.
- 13 h 30, Renaissance des organes de France : Orgue de Saint-Martin, à Paris-Montparnasse.
- 14 h, Sans à l'école.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Le Bel Antonio », de V. Brancati.
- 14 h 47, Départementale à Quimper.
- 15 h 2, Le monde au singulier.
- 15 h 30, La radio sur la place : Comment les écoles vivent la saison de patinoires culturelles.
- 16 h 30, Le rendez-vous de 16 h 30.
- 17 h, Rose Hère : corps en quatre mouvements.
- 18 h 30, Feuilleton : Le hussard sur le toit, d'après J. Giono.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Les secrets de la biologie et de la médecine : la science étonnante du nouveau-né.
- 20 h, Une enquête au pays, de D. Charli.
- 22 h 30, Nuits magiques, San Francisco.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique du matin : Œuvres de Marais, J.-S. Bach, Monty, Mozart et anonyme.
- 8 h 7, Quatrième Musique.
- 9 h 2, L'œuvre en collages.
- 9 h 17, D'une oreille à l'autre : Œuvres de Hindemith, Schoenberg, R. Strauss, Chopin, Schubert ; 12 h, Le royaume de la musique : Œuvres de Mozart.
- 12 h 35, Jazz à l'antenne (Éditions) et Lester (Young).
- 13 h, Musique légère : Œuvres de Walberg, Gérard, Forte et Romani-Respighi.
- 14 h, Vues avec des images : Œuvres de Palestrina, Monteverdi, Cavalli, Lully, Couperin et J.-S. Bach.
- 17 h 2, Le jeu des miroirs : Œuvres de Chostakovich.
- 18 h 30, Soirée-concert-jazz : « Jazz classique » : Les Happy Feet.
- 19 h 35, Jazz.
- 20 h 5, Accroché lyrique.
- 20 h 30, Opéra (donné au théâtre Fraschini à Pavie par les lauréats du concours Maria-Collas, le 29 juin 1981) : « Luisa Miller », de Verdi, opéra en trois actes, par les chœurs et l'Orchestra symphonique de la RAI de Milan ; solistes : S. Alaimo, N. Antinori, A.-M. Fichera, Olympe, C. Desideri, C.K. Voz-
ki, O. Mammato, chef des chœurs, M. Bordignon, dir. G. Gavazzoni.
- 22 h 15, La nuit sur Franco-Manique : Studio de créations radiophoniques, œuvres de Kanner ; 0 h 5, Musique de nuit, œuvres de Marais, Berg.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 13 JANVIER

— M. Anicet Le Pors, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, participe à l'émission « Face au public » de Franco-Inter, à 19 h 10.

— M. André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, répond aux questions des journalistes de TF 1, à 20 heures.

JEUDI 14 JANVIER

— M. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopé-
ration et du développement, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

Saisie de la télévision-pirate Canal 35

La police a saisi, mardi 12 janvier en début de soirée, le matériel d'émission de Canal 35, une télévision-pirate lancée dans la nuit du 27 au 28 novembre dernier (le Monde du 27 et daté 29-30 novembre 1981). Il s'agit de la première saisie de matériel audiovisuel depuis le 10 mai.

Dès le début des émissions, une information judiciaire avait été ouverte par le parquet de Paris, sur plainte de Télédiffusion de France (T.D.F.). L'enquête avait été confiée au quatrième cabinet des dé-
légations judiciaires de la P.J., spé-
cialisé notamment dans les infrac-
tions en matière de presse. Selon un responsable de Canal 35, des repré-
sentants de l'émetteur de télévision clandestin W.A.D.C. (1) avaient été entendus mardi après-midi par la police judiciaire, quelques heures avant la saisie.

Avant les fêtes de Noël, indigne-
ment mardi soir au ministère des P.T.T., une réunion interministé-
rielle, présidée par M. Robert Llon, directeur du cabinet du premier mi-
nistre, avait eu lieu pour examiner le problème des télévisions-pirates. M. Pierre Mauroy avait transmis des consignes de « fermeté », étant donné que le nombre des canaux de télévision disponibles est beaucoup plus limité que celui des radios. Il n'existe cependant qu'un autre exemple de telle télévision-pirate, ou « libre » : l'expérience de Canal 22 à Lyon (le Monde du 13 janvier).

(1) W.A.D.C. : Association pour le développement des télécommunications. Les studios étaient installés dans les locaux de Capitain Vidéo, avenue Paul-Doumer, dans le 8^e arrondissement.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

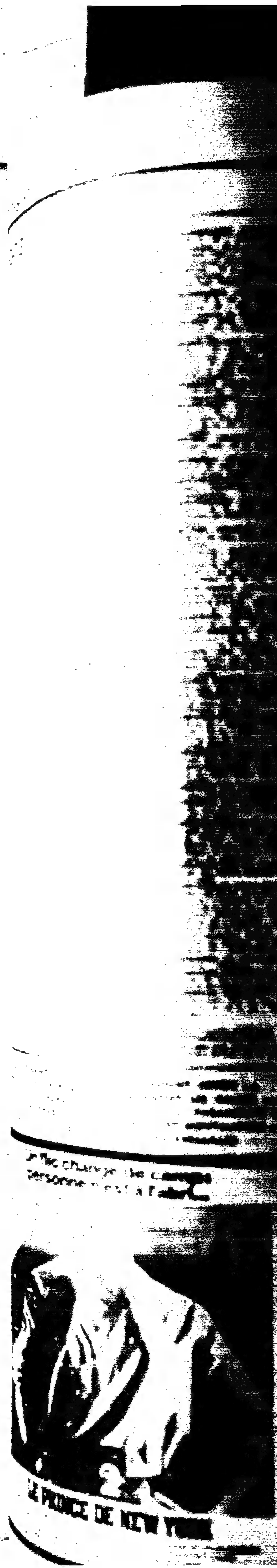
Le Monde

présente une

Sélection
hebdomadaire

Il y trouveront une
sélection des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen
sur demande.



THEATRE

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

et municipales

OPERA (723-47-77), reichste.
SALLE PAVÉE (285-12-30), reichste.
COMEDIE FRANCAISE (285-12-20),
le 12, 18, 20 h 30 : les Caprices de
Chaprin, 17, 19, 21 h 15 : le
30 h 30 : la Dame de chez Maxim ;
les 18 et 20, 2 h 30 : les Femmes
de bien, 17, 19, 21 h 15 : le
24 h 30, les 18 et 19, 20 h 30 : 20
Andromaque.
OPERA COMIQUE (239-31-15), Grand Thèâ-
tre : les 13, 20 h 30 : le Comba-
pour 500 000 soldats ; les 14, 15 et
16, 2 h 30 h 30 : Britannicus ; les 18
et 19, 20 h 30 : le Comba pour 500
000 : Faust. — Salle Gémier (D. soir-
L), 30 h 30, mat. dim., 18 heures :
le Comba pour 500 000 ; le Grand
Foyer, le 18, 2 h 30 h 30 : Podes-
avec J. Bonenfant ; les 19 et 20, 2
h 30 h 30 : le Comba pour 500 000.
ODEON (225-70-32), D. 19, 20 h 30
h 30 h 30, mat. dim., 18 heures : le
FRUIT ODEON (225-70-32), (L.

[illegible]

SPECTACLES

NOUVEAUX

OLYMPIC MAN, Centre Georges
Climpant (21-12-33), 20 h 30
(12).

VIE ET MORT DU ROI BOU-
THOU, Fondation Deutsch de
la Meuse (26-12-33), 20 h
(12).

AIN SAIK, Episcopa (27-12-30),
20 h.

LES JOIES DE LA VIE, Théâtre
Noir (29-45-15), 20 h 30 (15).

LES FEMMES DE LA MONTAGNE,
Maison de la culture (29-48-
54-50), 20 h 30 (15).

ARRIVÉE DANS
LA LUNE, Théâtre 13 (707-15-
20), 20 h 30 (15).

LA FEMME COMME CITÉ IN-
ternationale, Grande salle
(29-56-59), 20 h 30 (14).

CHASSE AUX ÉTOILES (29-58-32),
20 h 30 (14).

TRANSFONDS, Montparnasse (30-
56-20), 20 h 30 (15).

SUSUS, Théâtre de la Com-
mune (32-16-16), 20 h 30 (15).

ÉVOQUER AVEC M. SAÏD
HAMMADI, Châlet, Grand
Foyer (27-51-15), 18 h 15 (15).

LES ÉTOILES DE LA MONTAGNE,
Carnegie, Centre Georges Clu-
sion, Courbiérade de la Tampe-
re (32-36-36), 20 h 30 (15).

LA FEMME COMME CITÉ IN-
ternationale, PASTON DU
"PROFESSEUR FORENSTEIN",
1777, Théâtre des Quatuor-
ze (32-57-43), 20 h 30 (15).

LES ÉTOILES DE LA MONTAGNE,
Carnegie, Centre Georges Clu-
sion, Courbiérade de la Tampe-
re (32-36-36), 20 h 30 (15).

OR THÈRE, TU ES EN AVANT,
Carnegie, Centre Georges Clu-
sion, Courbiérade de la Tampe-
re (32-36-36), 20 h 30 (15).

HÔRS PARIS

LILLIE, Kie, programme par la
Compagnie du Monocle-mouche,
(20) 80-30-33, du 19 au 30 jan-
vier.

MARCELLE, la Vie de Galilée,
par le M.T.M. La Crée, (21)
94-74-44, du 19 janvier au
18 février.

[illegible][illegible][illegible]

En région parisienne

[illegible][illegible]

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (44-46), 21 h. : mat. dim. 15 h. 30 : Achater Francoise.

Le music-hall

FORTE SAINT-MARTIN (607-37-50) les 13, 17, 14 h. 30 : les 14, 20 h. 30 : 21 h. 30 : 22 h. 30 : 23 h. 30 : Violetta Impériaux.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) (D. noir, 20 h. 45, mat. Dim. 16 h. 15 : Val. Elise-Fouchain.

LES FOLIES-BERGERES (237-68-08) le 15, 16 h. 30 h. 30 : Parlocha.

RESEAUX (237-68-08) (D. 21 h. 30 : 22 h. 15, mat. Dim. 16 h. 15 : M. Sennin : 22 h. 15 : G. Pier.

FONTAINE (324-74-40) (D.), 21 h. : Lacombe - Asselin.

LES FOLIES-CAPIVARD (D. noir, 21 h. : mat. Dim. 18 h. 15 : le Gr. Orchestre du Splendid.

LUX-EMBAIE (237-68-36) (D. 20 h. 30 : la Fête à Boris (D. 16 h. 18) : 21 h. : Manolo Morin.

MUTUALITE (326-12-86), le 16 h. 30 h. 30 : Boys of the Lough.

OPERA (232-62-64) (D. 21 h. : mat. Dim. 17 h. 15 : Rena.

OPERA-NIGHT (326-62-64) (L. M. 21 h. : mat. Dim. 17 h. 15 : Rena.

PALAIS DES CONGRES (752-26-30) 21 h. : mat. Dim. 16 h. 30 : Gen. Lenneman (dors. le 17).

PALAIS DES GLACES (607-40-40) Grande Salle (L.), 20 h. 30 : 20 h. 30 : 21 h. 30 : 22 h. 30 : 23 h. 30 : 24 h. 30 : 25 h. 30 : 26 h. 30 : 27 h. 30 : 28 h. 30 : 29 h. 30 : 30 h. 30 : 31 h. 30 : 32 h. 30 : 33 h. 30 : 34 h. 30 : 35 h. 30 : 36 h. 30 : 37 h. 30 : 38 h. 30 : 39 h. 30 : 40 h. 30 : 41 h. 30 : 42 h. 30 : 43 h. 30 : 44 h. 30 : 45 h. 30 : 46 h. 30 : 47 h. 30 : 48 h. 30 : 49 h. 30 : 50 h. 30 : 51 h. 30 : 52 h. 30 : 53 h. 30 : 54 h. 30 : 55 h. 30 : 56 h. 30 : 57 h. 30 : 58 h. 30 : 59 h. 30 : 60 h. 30 : 61 h. 30 : 62 h. 30 : 63 h. 30 : 64 h. 30 : 65 h. 30 : 66 h. 30 : 67 h. 30 : 68 h. 30 : 69 h. 30 : 70 h. 30 : 71 h. 30 : 72 h. 30 : 73 h. 30 : 74 h. 30 : 75 h. 30 : 76 h. 30 : 77 h. 30 : 78 h. 30 : 79 h. 30 : 80 h. 30 : 81 h. 30 : 82 h. 30 : 83 h. 30 : 84 h. 30 : 85 h. 30 : 86 h. 30 : 87 h. 30 : 88 h. 30 : 89 h. 30 : 90 h. 30 : 91 h. 30 : 92 h. 30 : 93 h. 30 : 94 h. 30 : 95 h. 30 : 96 h. 30 : 97 h. 30 : 98 h. 30 : 99 h. 30 : 100 h. 30 : 101 h. 30 : 102 h. 30 : 103 h. 30 : 104 h. 30 : 105 h. 30 : 106 h. 30 : 107 h. 30 : 108 h. 30 : 109 h. 30 : 110 h. 30 : 111 h. 30 : 112 h. 30 : 113 h. 30 : 114 h. 30 : 115 h. 30 : 116 h. 30 : 117 h. 30 : 118 h. 30 : 119 h. 30 : 120 h. 30 : 121 h. 30 : 122 h. 30 : 123 h. 30 : 124 h. 30 : 125 h. 30 : 126 h. 30 : 127 h. 30 : 128 h. 30 : 129 h. 30 : 130 h. 30 : 131 h. 30 : 132 h. 30 : 133 h. 30 : 134 h. 30 : 135 h. 30 : 136 h. 30 : 137 h. 30 : 138 h. 30 : 139 h. 30 : 140 h. 30 : 141 h. 30 : 142 h. 30 : 143 h. 30 : 144 h. 30 : 145 h. 30 : 146 h. 30 : 147 h. 30 : 148 h. 30 : 149 h. 30 : 150 h. 30 : 151 h. 30 : 152 h. 30 : 153 h. 30 : 154 h. 30 : 155 h. 30 : 156 h. 30 : 157 h. 30 : 158 h. 30 : 159 h. 30 : 160 h. 30 : 161 h. 30 : 162 h. 30 : 163 h. 30 : 164 h. 30 : 165 h. 30 : 166 h. 30 : 167 h. 30 : 168 h. 30 : 169 h. 30 : 170 h. 30 : 171 h. 30 : 172 h. 30 : 173 h. 30 : 174 h. 30 : 175 h. 30 : 176 h. 30 : 177 h. 30 : 178 h. 30 : 179 h. 30 : 180 h. 30 : 181 h. 30 : 182 h. 30 : 183 h. 30 : 184 h. 30 : 185 h. 30 : 186 h. 30 : 187 h. 30 : 188 h. 30 : 189 h. 30 : 190 h. 30 : 191 h. 30 : 192 h. 30 : 193 h. 30 : 194 h. 30 : 195 h. 30 : 196 h. 30 : 197 h. 30 : 198 h. 30 : 199 h. 30 : 200 h. 30 : 201 h. 30 : 202 h. 30 : 203 h. 30 : 204 h. 30 : 205 h. 30 : 206 h. 30 : 207 h. 30 : 208 h. 30 : 209 h. 30 : 210 h. 30 : 211 h. 30 : 212 h. 30 : 213 h. 30 : 214 h. 30 : 215 h. 30 : 216 h. 30 : 217 h. 30 : 218 h. 30 : 219 h. 30 : 220 h. 30 : 221 h. 30 : 222 h. 30 : 223 h. 30 : 224 h. 30 : 225 h. 30 : 226 h. 30 : 227 h. 30 : 228 h. 30 : 229 h. 30 : 230 h. 30 : 231 h. 30 : 232 h. 30 : 233 h. 30 : 234 h. 30 : 235 h. 30 : 236 h. 30 : 237 h. 30 : 238 h. 30 : 239 h. 30 : 240 h. 30 : 241 h. 30 : 242 h. 30 : 243 h. 30 : 244 h. 30 : 245 h. 30 : 246 h. 30 : 247 h. 30 : 248 h. 30 : 249 h. 30 : 250 h. 30 : 251 h. 30 : 252 h. 30 : 253 h. 30 : 254 h. 30 : 255 h. 30 : 256 h. 30 : 257 h. 30 : 258 h. 30 : 259 h. 30 : 260 h. 30 : 261 h. 30 : 262 h. 30 : 263 h. 30 : 264 h. 30 : 265 h. 30 : 266 h. 30 : 267 h. 30 : 268 h. 30 : 269 h. 30 : 270 h. 30 : 271 h. 30 : 272 h. 30 : 273 h. 30 : 274 h. 30 : 275 h. 30 : 276 h. 30 : 277 h. 30 : 278 h. 30 : 279 h. 30 : 280 h. 30 : 281 h. 30 : 282 h. 30 : 283 h. 30 : 284 h. 30 : 285 h. 30 : 286 h. 30 : 287 h. 30 : 288 h. 30 : 289 h. 30 : 290 h. 30 : 291 h. 30 : 292 h. 30 : 293 h. 30 : 294 h. 30 : 295 h. 30 : 296 h. 30 : 297 h. 30 : 298 h. 30 : 299 h. 30 : 300 h. 30 : 301 h. 30 : 302 h. 30 : 303 h. 30 : 304 h. 30 : 305 h. 30 : 306 h. 30 : 307 h. 30 : 308 h. 30 : 309 h. 30 : 310 h. 30 : 311 h. 30 : 312 h. 30 : 313 h. 30 : 314 h. 30 : 315 h. 30 : 316 h. 30 : 317 h. 30 : 318 h. 30 : 319 h. 30 : 320 h. 30 : 321 h. 30 : 322 h. 30 : 323 h. 30 : 324 h. 30 : 325 h. 30 : 326 h. 30 : 327 h. 30 : 328 h. 30 : 329 h. 30 : 330 h. 30 : 331 h. 30 : 332 h. 30 : 333 h. 30 : 334 h. 30 : 335 h. 30 : 336 h. 30 : 337 h. 30 : 338 h. 30 : 339 h. 30 : 340 h. 30 : 341 h. 30 : 342 h. 30 : 343 h. 30 : 344 h. 30 : 345 h. 30 : 346 h. 30 : 347 h. 30 : 348 h. 30 : 349 h. 30 : 350 h. 30 : 351 h. 30 : 352 h. 30 : 353 h. 30 : 354 h. 30 : 355 h. 30 : 356 h. 30 : 357 h. 30 : 358 h. 30 : 359 h. 30 : 360 h. 30 : 361 h. 30 : 362 h. 30 : 36

AC
du 13 au 31 janvier
SCARFACE ENSEMBLE
ANTOINE & CLEOPATRE
tragédie musicale d'après
SHAKESPEARE
MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX - CRETEIL
TEL. 899.94.50

C^{IE}RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT
10 dernières
**L'AMOUR
DE L'AMOUR**
d'après
Agnès La Fontaine Mollière
création
à partir du 3 février
ANTICONE

**ANTIQUE,
EQUIPMENT**

100 JOURS
de Pierre Bourgoise
d'après Sophocle
en alternance
OH
LES BEAUX JOURS
de Samuel Beckett
mise en scène Roger Blin
décor Mathias
avec Madeleine Renaud

PETIT BOND-POINT

VIRGINIA
Edna O'Brien / Guy Dumar
mise en scène Simone Bennessa
en alternance

**DE TOUTES
LES COULEURS**
du Guy de Maupassant
mise en scène Yves Lafabvre

lundi 18 janvier 20 h 30

MARIKENA MONTI
(Argentine)

Jusqu'au 15 janvier
(Salle de la M.L.T.)

SANT-SIMON
C. Drost / D. Pedersen / S. Macintosh

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. - PARAMOUNT ODÉON v.o.
PARAMOUNT MONTPARNASSE v.o. - GAUMONT LES HALLES v.o.
STUDIO MÉDICIS v.o. - PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PARAMOUNT OPÉRA
PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f.
PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - CYRANO VERSAILLES

**Un flic change de camp:
personne n'est à l'abri...**

SIDNEY LUMET
Meilleur Réalisateur
Prix de la Critique New Yorkaise

LE PRINCE DE NEW YORK

"LE PRINCE DE NEW YORK" Avec **THOMAS WILLIAMS** Producteur Exécutif **JAY PRESSON ALLEN**
Produit par **BERT HARRIS** Scénario de **JAY PRESSON ALLEN** et **SIDNEY LUMET**
D'après le livre de **ROBERT DALEY** Réalisé par **SIDNEY LUMET**

© 1982 Warner Bros. Entertainment Inc. All Rights Reserved. "Warner Bros." et "Warner Bros. Entertainment Inc." sont des marques de Warner Bros. Entertainment Inc. "Le Prince de New York" est une marque de Warner Bros. Entertainment Inc. "Warner Bros. Entertainment Inc." est une marque de Warner Bros. Entertainment Inc.

Distribué par Warner Columbia Film.

LE TRANGER DANS LA MAISON
de Richard Dameray

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**eaux
profondes**

Un film de Michel DEVILLE

Un suspense
à la Hitchcock
pour le couple
Huppert - Trintignant.

(JOURNAL DU DIMANCHE)

Gumont

En v.o. : MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ
En v.f. : FRANÇAIS PATHÉ - MONTPARNASSE 83 - FAUVETTE NATION
CLICHY PATHÉ - GAUMONT OUEST

Divine créature

un film de
GIUSEPPE PATRONI GRIFFI
avec LAURA ANTONELLI TERENCE STAMP
MARCELLO MASTROIANNI

CINEMA

Les grandes reprises

ARENES ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action Christiane, P. (332-63-71)
ATTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : 3 Hausmann, P. (770-47-35)
LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A. v.o.) : Action Ecoute, P. (332-63-71)
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) (C.) : Elysees Point-Show, P. (225-47-35)
LA BELLE NE FAIT PAS LE MOINE (A. v.o.) : Elysees Point-Show, S. (225-47-35)
LES 12 POESCHTES (Pol.) (A. v.o.) : Studio de la Harpe, S. (334-64-83)
CORDELLA'S D'OR (A. v.o.) : Action Christiane bio, P. (332-22-18)
DEBUTANCE (A. v.o.) (C.) : Studio Galande, S. (334-61-71) ; Saint-Lambert, 15° (334-61-68) H. Sp. ; Botte & Fiuma, 17° (332-44-21) H. Sp.
DES DOUBLES DE WILCO (Pol. v.o.) : Studio de la Harpe-Studio, S. (334-61-68)
LE DENTISTE NARAB (A. v.o.) : Champollion, S. (334-61-68)
DEUX (A. v.o.) : 3 Hausmann, P. (770-47-35) ; Cin'Ac Italiana, P. (225-30-27) ; Gloria, 18° (227-30-20)
LES (A. v.o.) : 3 Hausmann, P. (770-47-35) ; 3 Hausmann, P. (770-47-35)

[illegible]

plais : L. : 1. En Su de la honte :
mer. : le héros scélérat.
KUROSAWA (v.o.), 14-Juillet-Fran-
co, 62 (329-58) : mer. dim.
12 : SACROZANNE (v.o.), 14-Juillet-
Viv. : mer. : héros. 20.
MUSSETTINI (v.o.), Action Le
Payette, 97 (878-80) : mer.
20 : Ziegfeld Follies : le Pirate :
mer. : le héros scélérat.
le Chant du Mésour : dim. : Un
Américain à Paris : lux. : Gigi :
dim. : 14.
DUCLOS SIMON, Studio-65, 67 (770-
63) : mer. 20 h. ven. sam.
20 h. : le héros scélérat.
des saur : mer. ven. 20 h. :
20 h. lux. 22 h. : l'Atlante :
mer. 32 h. ven. 20 h. dim. 16 h.
20 h. : le héros scélérat.
sam. 18 h. dim. 20 h. : Monsieur
Tart : lux. sam. 20 h. sam. 14 h.
20 h. : le héros scélérat.
jeu. 22 h. sam. 16 h. dim. 14 h.
l'Etrange désir de M. Bard.
DUCLOS SIMON, FILM VOIR
100 : Olympe, 67 (770-63) :
mer. 20 h. : le héros scélérat.

mer. : Bonnie and Clyde : jeu. : Autopsie d'un meurtre : ven. : le Casse du Poncle Tom : sam. : le Point de non-retour : dim. : les Anges aux figures sales : lun. : Apportez-moi la tête d'Alfred Garcia : mar. : Gator.

ROBERT REDFORD (v.o.), Calypso 17^e (380-30-11) : 13 h. 30 : Des gens comme les autres : 15 h. 45 : Nos plus belles années : 17 h. 50 : Les Hommes du président : 20 h. : Gatsby le magnifique : 22 h. 30 : les Trois Jours du Condor.

BABY DOLL (A.) (v.o.) : Tempérah.
127-54-50. mer. 14 h. 30.
22 h. 30. 17. dim. 14 h. 30.
L'EMPIRE DES SENS (A.) (v.o.)
St-André-de-Aria. 55 (258-48-10).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.).
Renaudin. 126 (258-44-44). sam.
14 h. 30. 17. dim. 14 h. 30.
LES ENFANTS DU SOLEIL (Fr.).
St-Sévérin. 55 (254-50-51). mer.
14 h. et 16 h. 30. dim. 14 h.
LES ENFANTS DU CIEL (A.) (v.o.) : Rivoli-Cinéma.
55 (272-32-32). 14 h. 30.
GIMME SHERITTEN (A.) (v.o.) :
Vidéotexte. 55 (325-50-34). 14 h. 30.
LES GUEPARD (It.) (v.o.) : Rivoli-
Cinéma. 54 (272-32-33). 20 h.
LES GUEPARD (Fr.). 55 (325-50-34).
14 h. 30. 17. dim. 14 h. 30.
LES HOMMES PRÉFÉRENT LES
BLONDES (A.) (v.o.) : Action-
Cinéma. 55 (325-50-34). 14 h. 30.
L'INDIA SONG (Fr.) : Cine-Sépie. 55
(325-50-59). 15 h. 30 (af mer).
JUDY (A.) (v.o.) : Rivoli-Cinéma.

(A.) (r.o.) : Vidéotexte, 8° (225-60) 19.50.
 L'ÉTÉ DES ÉTOILES (A.) : Templiers, 3°
 (272-94) 50, mdr. jeu. vend. 1 juil.,
 14 h. (ven. 20 h.; dim. 14 h. 30).
 LA NÈRE MUETTE (Sor.) : Cosmos,
 6° (54-28) 30, mdr. mar. 30 h. 30.
 LES ÉTOILES DE LA MER (Olympe), 6°
 (222-87) 52, 12 h.
 OUT OF BLUE (A.) (ss) : Cino-
 Maubourg, 3° (271-82) 36, sam.
 PHANTOM OF THE PARADISE (A.)
 (r.o.) (*) : Clouches St-Germain,
 3° (271-82) 36, ven. 20 h. 40,
 22 h. 20, sam. 23 h. 40.
 PLAY TIME (F.T.I.) : Templiers, 3°
 (272-94) 50, mdr. jeu. vend. 1 juil.,
 14 h. 30.
 SALT O RAIN 23 JOURNÉES DE
 SOUSÈNE (L'E.) : Cino-
 Maubourg, 3° (271-82) 36, ven.
 19 h. 45, 21 h. 50, sam. 23 h.
 TRANSCAMERICA EXPRESS (r.o.)
 (A.) : St-André-des-Arts, 6° (226-

Les séances spéciales

U.G.C. ERMITAGE v.o. - U.G.C. MARBEUF v.o. - U.G.C. ROTONDE v.o. - U.G.C. DANTON v.o. - LE GRAND REX v.f. - U.G.C. OPÉRA v.f.
MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - ST-CHARLES CONVENTION v.f. - U.G.C. GOBELINS v.f. - 3-MURAT v.f. - FRANÇAIS Enghien - STUDIO Parly-II
ARGENTEUIL - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - BUXY Val-d'Yverres - 4-TEMPS La Défense - ULIS ORSY
FLANADES Sarcelles - MÉLIS Montreuil - U.G.C. Poissy - PARAMOUNT La Varenne - CLUB Les Mureaux - 4-PERRYAY St-Geneviève-des-Bois
U.G.C. Confiance

Les festivals

TICK AVILEY (v.o.) : Cinq-Beau-
s.

BUSTER KEATON, Maria, a. (27-47-56) : mer. dim. 14 Dernier Sound
a. dim. 14.

Sherrylog Jr. : sam. les Trois
Aglacks Jr. : les Leds de l'Europe
a. dim. 14.

Le Capitaine : le Mécano de
Gueulard.

CHAMPAGNE FAIREBANKS, Maria, a.
(27-47-48) : mer. dim. 14. Le Pirate
noté : Jeu. sam. lun. : la Volonté
de l'Europe.

MARY SROTHERS (v.o.), Nickel-
Scales, a. (32-37-47) : mer. : Es-
sai. dim. 14. Le Jetté : la Soupe
au canard : ven. a. dim. 14.

grand magasin : sam. : Un Jour
de l'Europe.

un couple : les Nots de cano-
a. dim. 14.

Chercheur : ven. a. dim. 14.

On suit l'Opéra : ven. a. dim. 14.

CHAMPAGNE (v.o.), Noclama-
brailles, a. (35-34-42-34) : mer. sam. :
les Luxembes de la ville : ven. lun.
a. dim. 14.

le Dictateur : ven. a. dim. 14.

L'ESPÉRANTE DE L'ACROBATE : ven.
a. dim. 14.

Martin Brando, Com-
parce, a. (12-13-12, 14, 14) : le
Fervant : 17-18-30 : le Raboteur :
ven. a. dim. 14.

**la Ven-
geance aux deux vilains** : ven. a.
dim. 14.

BETTY DAVIS (v.o.), Olympi-
cisme, a. (32-37-47) : mer. dim. 14.

le Jetté : ven. a. dim. 14.

Mister Skerflington : mer. dim.
14.

WIM WEEDKES (v.o.), 14-Juillet-
Farnasse, a. (32-38-50) : mer. dim.
14.

au 14 : Aue dans les villes :
ven. a. dim. 14.

du Pain : ven. a. dim. 14.

dim. : au 14 du temps : mer. :
l'Anglais du gardien de but au
14.

MIZOGUCHI (v.o.), 14-Juillet-Far-
nasse, a. (32-38-50) : mer. : la
vie "O" Rue de l'Europe.

les Amants crucifiés : ven. a.
dim. 14.

l'Empereur de l'Yong : ven. a.
dim. 14.

l'Empereur de l'Yong : ven. a.
dim. 14.

Contes de la Yang rang : ven. a.
dim. 14.




**PRIX SPÉCIAL
DU JURY**
**FESTIVAL
D'AVORIAZ**

FESTIVAL DE PARIS DU FILM FANTASTIQUE
 GRAND PRIX LICORNE D'OR et GRAND PRIX R.T.L. DU PUBLIC

**MAL
MAX**

QUAND LA VIOLENCE
 S'EMPRE DU MONDE
 PRIEZ POUR QU'IL SOIT LÀ...

WARREN BECK A. Warner Compagnies per il Campus (France)
 MEL GIBSON • JOANNE SAMUEL • HUGH HIA • BYRON STEVE BILLY
 TIM BURTON • ROGER WARD con "RECORDS"
 Produit per BYRON KENNEDY • Réalisé per GEORGE MILLER
 Musique de BRIAN KAT • Écrit per JAMES DILLIARD et GEORGE MILLER
 Distribuit per Warner per il Campus Film

GAUMONT COLISEE - NORMANDIE - PUBLICIS ELYSEE - PARAMOUNT OPERA - PUBLICIS ST-GERMAIN PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MAILLOT - GAUMONT RICHELIEU - HAUTEFEUILLE PATHE
WEPLER PATHE - MONT-PARNASSE PATHE - FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION - VICTOR-HUGO PATHE - GAUMONT GAMBETTA - SAINT-LAZARE PASQUIER - GAUMONT SUD - GAUMONT HALLES
GAUMONT OUEST Boulogne - GAUMONT Evry - BELLE-EPINE PATHE Thiais - PATHE Champigny - TRICYCLE Asnières - AVIATIC La Bourg - ARGENTEUIL - FRANÇAIS Enghien - ARIEL Rueil - PARINOR Asnien
ARTEL Roissy - CYRANO Versailles - VÉLIZY - 4-TEMPS La Défense - U.G.C. Poissy

REVUE
LES
IVISTES

STREET
Stijn
 W. A. H. H. H. H. H.
 H. H. H. H. H. H. H.

THE LADGES (1911)



Birthday

VARIETÉ

MICHELE MORE
COGNAC
CHEVAL
Collette
COGNAC
LEONARDO


Gammont

INFORMATIONS « SERVICES »

PRESSE

LA MAISON

Aux bains chez soi

Le bien-être procuré par un bain peut être grandement renforcé par un brassage de l'eau qui agit sur le corps comme un massage.

Sans prétendre remplacer les vertus thérapeutiques d'une cure en établissement thermal, le bain à hydromassage pris chez soi apporte une détente musculaire, voire un soulagement de douleurs provoquées par une vie sédentaire, et une amélioration de la circulation sanguine.

Nouvel équipement de la salle de bain, le bainoire de bainothérapie, fait son apparition en France. Utilisée déjà couramment aux États-Unis, elle a la forme et les dimensions d'une baignoire ordinaire, mais elle est dotée d'un système de brassage de l'eau. Agissant en circuit fermé, une pompe aspire l'eau de la baignoire et y propulse un mélange d'eau et d'air qui sort par des injecteurs répartis dans la baignoire.

La qualité de l'hydro massage - provoqué par ce brassage de l'eau - dépend de la pression et de la modulation de la puissance des jets. Des systèmes de sécurité, sur le groupe moteur-pompe (logé sous la baignoire) et sur la commande du mélange eau-air, évitent tout danger dû au fonctionnement. Une baignoire de bainothérapie (dans laquelle on peut prendre, bien sûr, un bain normal) coûte entre 10 000 et 25 000 F selon les modèles, plus l'installation de plomberie, qui ne nécessite pas de travail spécial.

Les baignoires d'Idéal-Standard, en acrylique, ont six injecteurs orientables disposés - par paires - à la hauteur des lombaires, des hanches et des cuisses et des mollets. La baignoire « Nagoya », de 185 x 105 cm, ainsi équipée vaut 14 515 F; l'« Arena », plus petite, 12 235 F. Les « Baignoires » de Jacob Delafont ont huit jets orientables, placés comme ci-dessus plus deux au niveau de la voûte plantaire. Elles sont en fonte émaillée (le Repas » et « Super-repas », à partir de 10 000 F) ou en céramique (25 000 F). Les baignoires Aquamass de la société belge Rupal ont également de six à huit jets orientables; elles sont en polyester armé de fibres de verre, avec corps de pompe en plastique et commande pneumatique. La gamme comprend six baignoires: rectangulaires, rondes ou d'angles, dont les prix vont en coloris gris, de 13 400 à 22 000 F.

Le système Grandform diffuse l'air pulsé par seize ou dix-huit injecteurs disposés dans des bai-

gnaires en fonte émaillée. Un circuit électronique, commandé par un clavier pneumatique, permet de régler la pression (quatre vitesses), le réchauffage de l'air injecté et la production d'ozone en décalé de cycle pour purifier l'eau (de 20 000 à 25 000 F selon le format de la baignoire). Ces baignoires, ainsi que celles de Jacob Delafont et d'Aquamass peuvent être essayées dans des salons d'exposition.

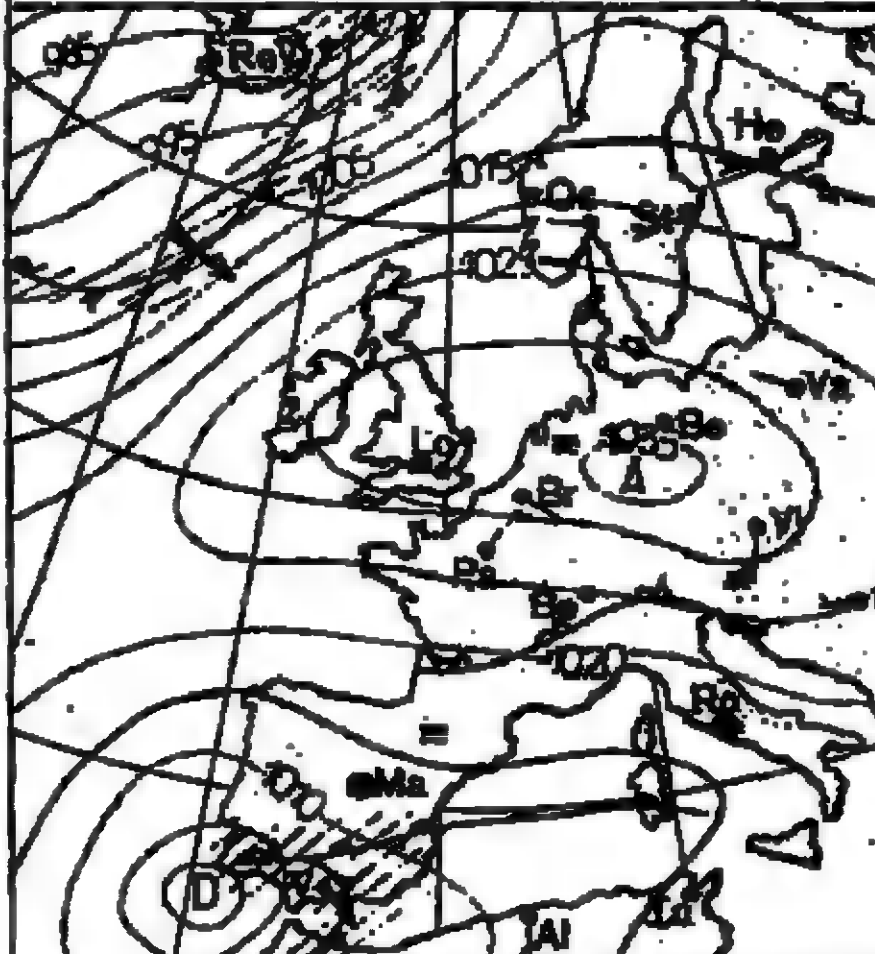
C'est par un réseau de vingt à vingt-quatre buses fixes, réparties sur toute la surface de la baignoire, que fonctionne le système Tonimer mis au point par Allis. Les circuits d'eau et d'air se règlent par commande manuelle à boîtier pneumatique. Tonimer équipe des baignoires en Marbrex, rectangulaires (le Club », 22 980 F) ou ovales, (l'Antinée », 23 900 F).

Tres en vogue en Californie, le « Hot-Tub » est un grand bac circulaire en bois empli d'une eau chaude propulsée par des jets. Fabriqué en France par un tonnelier de Cognac, le « Hot-Tub » s'installe dans une salle de bain ou à l'extérieur. Ce baquet en cédril rouge, doté d'un système pulsant l'eau par quatre jets, existe en 1,50 m, 1,80 m ou 2,10 m de diamètre (de 25 400 à 28 200 F); il est distribué par les membres du GIP, Groupement des installateurs-constructeurs de piscines. Il sera exposé au Salon de la piscine, au CNIT, du 16 au 25 janvier.

JANY AUJAME.
* Idéal-Standard, 149, bd Haussmann, 75008 Paris.
* Jacob Delafont, Sté générale de Fonderie, 8, place Léna, 75116 Paris.
* Aquamass, Francis Cayzeau, 15, rue Gerbier, 75011 Paris.
* Grandform, T.S.E., 77 bis, rue Michel-Ange, 75116 Paris.
* Allis, 61, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris.
* GIP, route de Marseille, 26200 Montélimar, tél. (75) 01-27-09, indique les adresses de ses membres. A Paris: Paris-Piscine, 80, rue de Montjau-Vert, Paris (14^e).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.01.81 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 13 janvier à 0 heure et le jeudi 14 janvier à 24 heures:

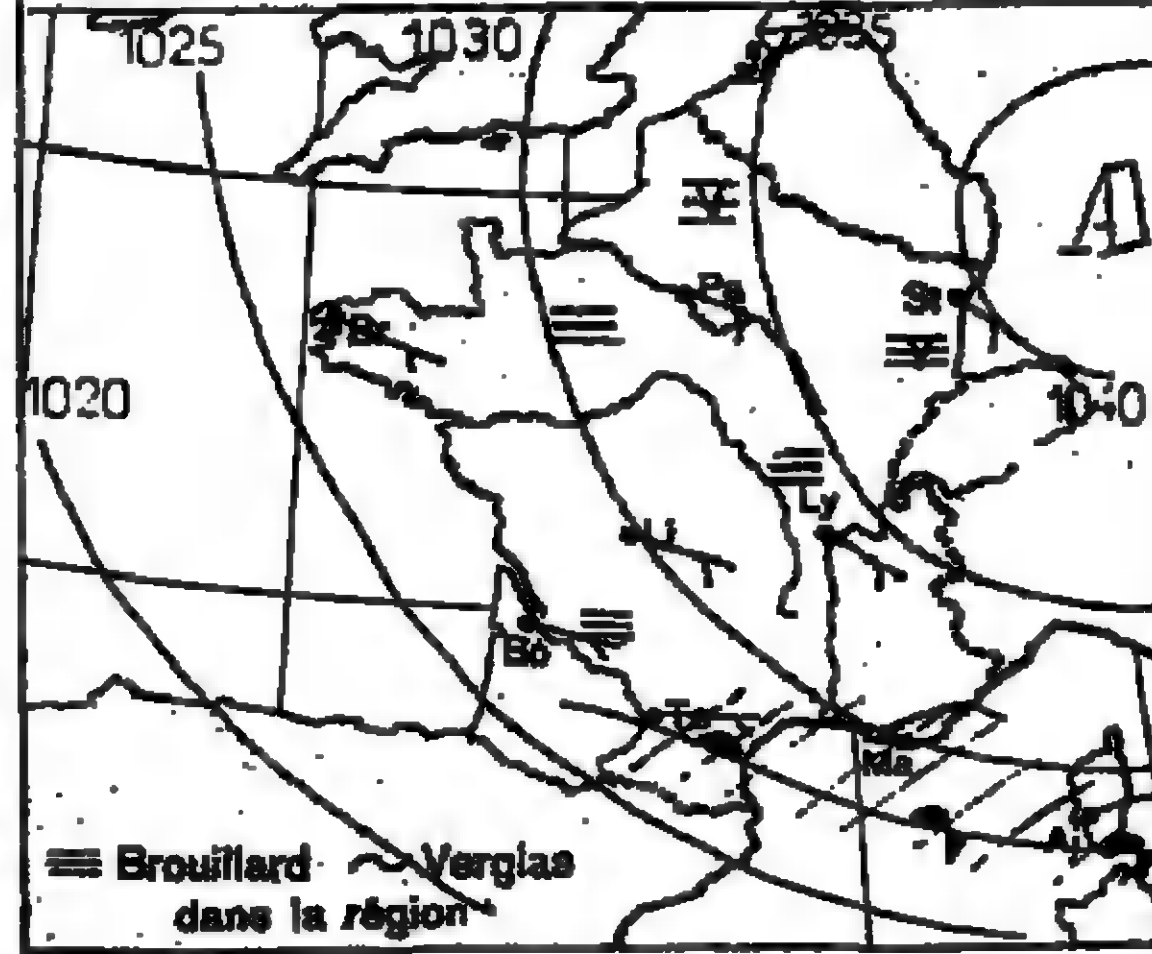
Les hautes pressions d'Europe maintiendront un temps froid et sec sur une grande partie de la France mais une perturbation méditerranéenne de faible activité affectera nos régions méridionales.

Jeudi, sur la moitié nord de la France, le froid restera vif avec des gelées matinales dépassant parfois -10 degrés mais, après dissipation de quelques brouillards givrants, le temps sera bien ensoleillé; les vents seront modérés d'est mais les températures maximales resteront au nord-est de la Seine. Sur nos régions méridionales, le temps sera souvent brumeux en matinée mais les gelées seront plus rares; dans la journée le ciel restera nuageux et des pluies éparées se produiront sur le pourtour méditerranéen, les températures varieront peu et les vents d'est seront assez forts près des côtes.

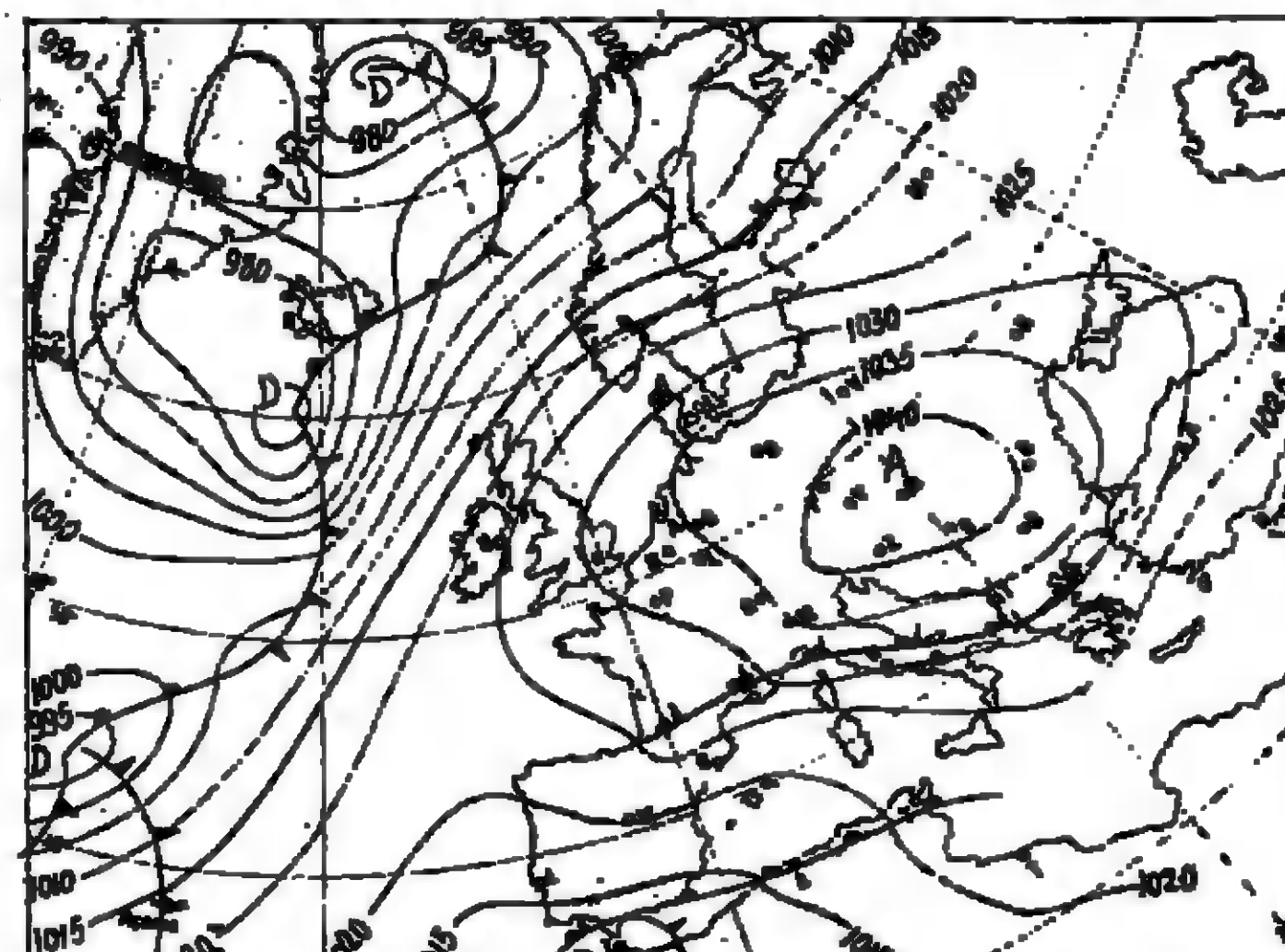
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 13 janvier 1982 à 7 heures, de 1 029,9 millibars.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 janvier; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 janvier): Ajaccio, mini. 3 degrés; Biarritz, 12 et 8; Bordeaux, 9 et 2; Bourges, 1 et -1; Brest, 4 et -1; Caen, 1 et -7; Cherbourg, 3 et -1; Clermont-Ferrand, 5 et 0; Dijon, 1 et -2; Greno-

PRÉVISIONS POUR LE 14-1-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



ble, 9 et 1; Lille, -3 et -19; Lyon, 7 et 0; Marseille-Marignane, 12 et 3; Nancy, -3 et -10; Nantes, 2 et -1; Nice-Côte d'Azur, 13 et 8; Paris-Le Bourget, -1 et -8; Paris, 12 et 7; Perpignan, 14 et 8; Rennes, 4 et -3; Strasbourg, -3 et -12; Tours, 0 et -3; Toulouse, 12 et 4.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 21 et 15 degrés; Amsterdam, 1 et -9; Athènes, 18 et 10; Berlin, -6 et -9; Bonn, -4 et -21; Bruxelles,

-6 et -11; Le Caire, 21 et 10; Les Canaries, 21 et 11; Copenhague, -4 et -10; Genève, 11 et 1; Jérusalem, 16 et 5; Lisbonne, 12 et 10; Londres, 2 et -5; Madrid, 11 et 6; Moscou, -7 et -18; Nairobi, 29 et 13; New-York, -8 et -14; Palma-de-Majorque, 18 et 12; Rome, 16 et 8; Stockholm, -8 et -11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

AUTOMOBILE

CONDUCTEUR EN ÉTAT D'IVRESSE. - Lorsque un conducteur en état d'ivresse provoque un accident, son assureur indemnise les victimes au titre de l'assurance aux tiers (assurance obligatoire). En revanche, les sociétés d'assurance refusent, en général, de faire jouer les garanties facultatives du contrat, telles que la garantie « dommages » (prévoient une indemnisation pour les dégâts causés au véhicule) et la garantie « personnes transportées » (prévoient le versement de prestations au conducteur et aux passagers blessés).

DOCUMENTATION.
INNOVATIONS SOCIALES. - Le Centre d'information sur les innovations sociales (C.I.I.S.) a une nouvelle adresse: 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Téléphone: 54-09.10.

Ce Centre permet de consulter sur place une documentation sur des réalisations dans le domaine de l'animation de la vie sociale et de recevoir des dossiers d'information sur ce même thème.

ÉDUCATION.
LICENCE D'ANIMATION CULTURELLE. - L'université de Paris-I (Sorbonne) est habilitée à décerner une licence d'animation culturelle et sociale, nouveau diplôme national visant à former non seulement des animateurs, au sens technique du terme, mais aussi des cadres culturels.

* MM. Jacques Coissard et Claude Beylie, U.E.R. d'art et d'archéologie, 3, rue Michel, 75006 Paris.

L'accent américain.
Apprenez l'anglais américain.

Cours d'adultes et d'enfants. Nouveaux cycles: janvier.

USA LANGUAGE
1, place de Rodéon
75006 Paris - 634.16.10

FORMATION PERMANENTE

ANIMATEUR EN GYMNASTIQUE. - La direction départementale Temps libre, jeunesse et sports de Paris et de Saint-Etienne et entre Paris et Genève. Pour tout renseignement sur la liaison avec Saint-Etienne on peut appeler, à Paris, le 346.12.12, et, à Saint-Etienne, le (77) 32.47.06.

Pour la liaison avec Genève, deux « points de remise » acceptent les colis à Paris: gare de Paris-La Chapelle, 81, rue de la Chapelle (18^e), téléphone: 203.40.52, et centre express de Paris-Lyon, 87, rue du Charolais (12^e), téléphone: 346.12.12.

* Direction départementale Temps libre, jeunesse et sports de Paris, 25, rue de Pontkien, 75005 Paris. Tél.: 359-01-69, postes 268, 216 et 203.

LES COURS DU CENTRE SÈVRES. - Le Centre Sévres, centre d'études de la Compagnie de Jésus, a ajouté cette année à ses cours du soir: des initiations à l'Islam, à la pensée chinoise, à la Chine contemporaine; un cours d'introduction à la musique du vingtième siècle, une étude d'iconographie chrétienne, une analyse de l'œuvre pour orgue de J.-S. Bach; un stage d'intuition à la spiritualité carmélite.

* 35, rue de Sévres, 75006 Paris. Renseignements tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf jeudi et samedi au 544-58-91.

TRANSPORTS.
LE TGV POUR LES COLIS. - Depuis le 4 janvier, deux nouveaux

— Publiés —
escargots, excuses et bons vœux

Que nos clients qui ont dû patienter longuement et ceux qui n'ont pu être servis veuillent bien nous pardonner. Au moment des Fêtes, la livraison de l'escargot est trop petite, mais pour éviter ces désagréments, nous conseillons à ceux qui ont un congélateur de s'approvisionner longtemps avant. En effet, plusieurs semaines de réfrigération ne modifient aucunement la qualité et la finesse de nos escargots.

Et nous vous souhaitons une année 82 remplie d'occasions de déguster les meilleurs escargots de Paris - vendus même le dimanche matin et tous les jours sauf le lundi, à LA MAISON DE L'ESCARGOT, 79, rue Fondary, X^{IV}, M^e E. Zola, BUS 80, Tél.: 5 7 5 3 1 0 9.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 15 JANVIER

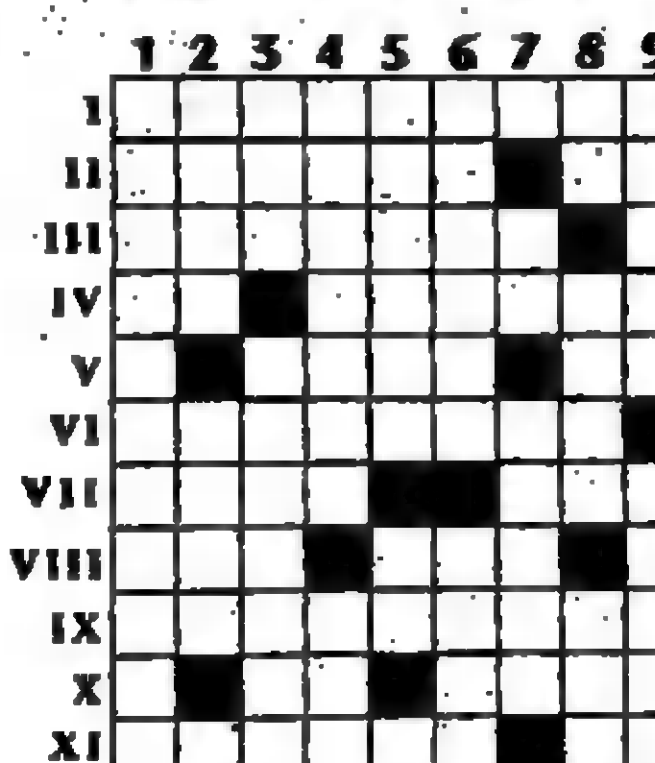
* Fêtes du gothique », 14 h 45, Grand Palais (Mme Angot).
* Architecture gothique », 15 h, Palais de Chaillot (Approche de l'art).
* La Bourne », 12 h, métro Bourne (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
* L'Opéra », 14 h 30, marches, côté gauche (Mme Hager).
* Les chefs-d'œuvre du musée », 14 h, musée du Louvre.
* Place Maubert », 14 h 30, métro Maubert (Paris pittoresque et insolite).
* Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
* Ruelles moyenâgeuses », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

18 h 30 et 21 h, centre Chaillot-Galléra, 28, avenue George-V: « Les Amis français, la France des DOM-TOM » (Projection).
18 h 15, Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt: « Introduction à l'informatique ».
19 h 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, dossier J.-C. de Tynowski: « Rythmes biologiques » (Université populaire de Paris).
20 h 15, 11 bis, rue Keppeler: « Dieu dans la nature et dans l'homme » (Loge unie des Théosophes, entrée libre).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3103



HORIZONTALEMENT

I. Produit non soumis à la politique de stabilisation. - II. Perpétuel fuyard. Cours que connaissent les vallons flamands. - III. Des cordes on des nœuds, mais non des cordes à nœuds. - IV. Ce qu'a fait Socrate au dernier acte. S'empare de celui qui ne se possède plus. - V. Résultat un problème de transfert de liquide. Le premier arrivé, mais non le premier venu. - VI. Assigner un domicile fixe. - VII. Agent de la perception chargé de recueillir les déclarations. Mauvais génie dans l'Avesta. - VIII. Invite à prendre connaissance. Il est très long chez les Soviétiques, mais elle est de taille au Japon. - IX. Se répandre en éclats. - X. Figueuse. Oxygène. - XI. Co-

lui de la Résistance mit à mal celui de la S.N.C.F. Personnel.

VERTICALEMENT

I. N'attend pas d'être invité pour vider les lieux. - 2. On l'attend surtout d'individus qui n'en ont pas. Engage même les plus sévères à fermer les yeux. - 3. Possessif. Permettent une vue détaillée des côtes. - 4. Effectue un vol en orbite. Flotte aérienne. - 5. Permet de se faire une image exacte de soi-même. Le langage que l'on tenait à Langogne. - 6. Tiercé dans l'ordre. Qualifie, non sans humour, le sexe d'un laideron. - 7. Personnel. Employé principal du premier hôtel de la ville. - 8. Tanneur de peaux ou coupeur sur une peau tannée. Hors du commun. Avec eux, un affamé mangera son héritage. - 9. Poids ou boulet. Tourne.

Solution du problème n° 3102

Horizontalement
I. Chasseur. - II. Ruinistes. - III. Ere. Np. Ma. - IV. Dé. Ogives. - V. Crue. - VI. La. Algues. - VII. Egal. Sp. - VIII. Macères. - IX. Elu. Irisé. - X. Ne. Étirer. - XI. Tannée (cf. « pâte »). Le.

Verticalement
1. Crédulement. - 2. Hure. Alfa. - 3. Aïe! Ecu. - 4. Sa. Orage. Ea. - 5. Singularité. - 6. Espéragerie. - 7. U. Sir. - 8. Remède. Sel. - 9. Sas. Sphère.

GUY BROUTY.

MERCREDI 20

PAR MURS
UN FILM
ENES VARDAS

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

DOCUMENTAIRE

SPORTS

AUTO-MOTO

Le rallye Paris-Dakar LES RECHERCHES CONTINUENT POUR RETROUVER MARK THATCHER

M. Thierry Sabine, organisateur du rallye Paris-Dakar, a demandé mercredi 13 janvier, les informations de l'A.F.P. datées d'Algérie, selon lesquelles Mark Thatcher, fils du premier ministre britannique et de sa coéquipière Anne Charlotte Verney auraient été localisés (nos dernières éditions). L'avion de l'organisation a survolé en vain, la zone où deux équipages du rallye les avaient vus pour la dernière fois, le vendredi 8, bloqués par le pont arrière cassé de leur véhicule, à 70 kilomètres environ au nord-est de Timiaouine. Selon les organisateurs, qui pensent que l'équipage franco-britannique a pu se déplacer par ses propres moyens, les deux concurrents seraient, à bord de leur véhicule, suffisamment d'eau et de provisions pour séjourner longtemps dans le désert, sans secours extérieur.

Selon le porte-parole du premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher « est très inquiète, mais ne cède pas à la panique », car son fils « peut être retrouvé à tout moment ». Les recherches entreprises ont permis de retrouver le notaire Serge Bacou, le principal rival d'Hubert Auriol l'an dernier. Les concurrents encore en course — cent vingt-huit autos et camions, et cinquante-trois motos, soit moins de la moitié des partants — bénéficient d'une journée de repos au cours de laquelle les recherches vont être intensifiées avec la collaboration des gendarmeries algérienne et malienne.

ÉDITION

M. PHILIPPE DE MARGERIE QUITTE LE GROUPE HACHETTE

M. Philippe de Margerie, qui dirigeait la branche littérature générale de Hachette, quitte le groupe. La branche littérature générale comprend quatre départements (dont Grasset, Fayard, Stock, Lattès, etc.). M. Jean-Claude Lattès, directeur de l'édition du groupe, préside et anime le comité éditorial qui réunit les « patrons » des maisons d'édition de la branche.

OMNISPORTS

Le Racing Club de France organise seize compétitions de prestige pour son centenaire

Créé officiellement le 20 avril 1982 par une poignée d'élites du lycée Condorcet qui investissent la salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare pour s'y livrer à de folles courses, le Racing Club de France (R.C.F.) a cent ans. Afin de célébrer cet anniversaire chacune de ses seize sections sportives du club organisera, tout au long de cette année, une manifestation de grande envergure.

Les plus spectaculaires seront la Coupe d'Europe des clubs champions de volley-ball (12 au 21 février), le relais mille fois 100 mètres en natation (12 et 13 juin), le match Saint-Etienne-Bayern de Munich de football (7 septembre), le National de tennis (13 au 19 septembre) et la rencontre de rugby qui opposera les Barbarians — sélection des îles britanniques — à une sélection du Challenge Du-Manoir (16 octobre).

En un siècle d'existence, le Racing Club de France s'est bâti un palmarès incomparable : cinquante-trois médailles olympiques, quarante championnats et records du monde, quatre-vingt championnats et records d'Europe, onze victoires en Coupe d'Europe des clubs champions et plus de mille neuf cents titres de champions de France. De quoi éveiller bien des jalousies. D'autant que les succès sportifs, son patrimoine est tout aussi enviable. Passé et présent font donc du Racing Club de France un club riche à tous égards.

Pour l'exercice allant du 1^{er} septembre 1980 au 31 août 1981, son budget global s'élevait à près de 40 millions de francs. Un peu moins de la moitié de cette somme est consacrée au fonctionnement des sections sportives, à l'encadrement technique et aux travaux d'entretien de leurs terrains d'entraînement. Le financement global est assuré pour la totalité par les vingt mille huit cents membres du club. Les trois quarts d'entre eux environ acquittent, en effet, des cotisations relativement élevées (2 300 francs pour jouer au golf, plus un droit d'entrée pour les nouveaux venus) qui donnent accès aux installations du Pré-Catelan — quarante-neuf courts de tennis, deux piscines — dans le bois de Boulogne ou à celles de la Boule — trois parcours de golf — à proximité de Versailles.

N'entre pas au Racing qui veut, a-t-on coutume de dire. Vrai, puisque davantage que le prix, c'est la liste d'attente et le filage sévère opérés par la commission d'admission qui découragent bon nombre d'adeptes du sport loisir. Sur ce plan, le Racing mérite, à n'en pas douter, sa réputation de club fermé.

En revanche, c'est faux pour

ce qui concerne les candidats aux activités plus populaires : jamais un jeune sportif apte à la pratique et désireux d'exercer ses talents sous les couleurs ciel et blanc ne s'est vu opposer une fin de non-recevoir.

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit des exploits des perchistes, des escrimeurs, des judokas, des tirailleurs et des quarante titres de champion de France gagnés au cours de la saison dernière, les résultats au plus haut niveau du Racing sont moins bons. La raison en est pour l'essentiel l'inevitable évolution du sport vers le perfectionnisme. Or viscéralement attachés à la notion amateurisme, les dirigeants du club centenaire n'ont pas voulu prendre ce virage. Ce faisant, ils ne choisissaient pas à l'évidence la solution de facilité. Rester ferme sur cette position, c'était cependant condamner le Racing à disparaître à plus ou moins brève échéance de l'avant-scène sportive.

Ses responsables ont donc opté pour une troisième voie. Elle consiste à aider les sportifs dans le besoin, en leur procurant un emploi, un logement. Notamment inadaptés dans certaines spécialités comme le football — pour lequel a été racheté le Racing Club de Paris — et le basket, ces mesures plus éducatives suffisent actuellement pour que dix-neuf équipes du Racing Club de France évoluent en première division. Il n'empêche que le changement de mentalité contraindra peut-être encore le Racing à faire de nouvelles concessions. Ce ne serait pas de gaieté de cœur. M. Roger Mégnard, président du Racing Club de France depuis 1968, n'a-t-il pas : « Sans équipes compétitives au niveau de l'élite, notre club perdrait sa raison d'être ».

JEAN-MARIE SAFRA.

HOCKEY SUR GLACE

Une équipe professionnelle pourrait évoluer à Paris

Optimisme à la Fédération française des sports de glace (F.F.S.G.) en ce début d'année 1982. Les championnats d'Europe de patinage artistique se dérouleront à guchets fermés du 30 janvier au 7 février prochain à la patinoire Charlemagne de Lyon, et Jean-Christophe Simond, qui continue son entraînement aux États-Unis, paraît avoir les meilleures chances d'enlever la médaille d'or.

En patinage de vitesse, l'ouverture régulière de l'anneau de vitesse de Grenoble, grâce à l'effort financier du ministère de la Jeunesse et des sports et de la municipalité, ainsi que l'arrivée en France du champion néerlandais Hans van Helden devraient donner un coup de fouet à la spécialité.

Les « bobbeurs » se réjouissent d'avoir prochainement à Thonon (Savoie) une piste permanente d'entraînement et entendent défendre leur titre européen sur route en Suisse du 14 au 17 janvier.

Les hockeyeurs ne sont pas en reste. Si elle tient ses promesses, l'équipe junior qui est en cours de formation pourrait devenir championne du monde en 1983. L'équipe seniors pourrait alors envisager sa qualification en groupe B, voire A, pour les championnats du monde et les Jeux olympiques à partir de 1988. Le niveau du championnat de France ne cesse, pour sa part, de s'améliorer et pourrait devenir plus attractif avec l'accession en première division, la saison prochaine, de clubs de grande ville de la « plaine ». Enfin, les dirigeants de la F.F.S.G. sont intéressés à un projet qui permettrait à une équipe professionnelle de hockey d'évoluer dans une coupe européenne entre équipes des capitales occidentales, avec pour cadre le futur palais des sports de Bercy. Le principal obstacle à ce projet tient pour l'heure aux objections de la ligue internationale de hockey, qui ne tient pas à une implantation du professionnalisme en Europe.

D'un sport à l'autre...

BASKET-BALL. — L'équipe du Tours B.C. a battu le club Efes Istanbul 94 à 75, le 12 janvier, devant son public, pour le compte du troisième tour en quart de finale de la Coupe Korac (poule D).

HOCKEY SUR GLACE. — Trente mille spectateurs ont assisté, le 12 janvier, au stade Wankhede de Bombay, à la victoire, par 3 buts à 1, du Pakistan sur la R.F.A. en finale de la Coupe du monde. Le Pakistan avait déjà gagné en 1971 et en 1978 et avait été finaliste en 1975.

JEUX OLYMPIQUES. — François Mitterrand doit recevoir, vendredi 15 janvier à 18h30, M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (C.I.O.), qui doit participer aux cérémonies marquant le centenaire anniversaire du Racing Club de France et s'entretenir avec Mme Edouige Avio, ministre déléguée à la Jeunesse et aux sports.

SKI ALPIN. — Confirmant son succès dans le géant de Morzine, le Suédois Ingemar Stenmark s'est imposé le 12 janvier dans

le spécial de Bad Wiessee (R.F.A.), surclassant ses adversaires dans la seconde manche et précédant au total l'Autrichien Franz Gruber de soixante-trois centièmes de seconde et l'Américain Phil Mahre de quatre-vingts centièmes de seconde. Le meilleur français, sur les quatre à Paris, a été Michel Casse, classé dix-huitième.

La victoire de Stenmark renforce l'intérêt de la Coupe du monde de ski alpin : à la deuxième place du classement général avec 109 points il est redevenu un rival sérieux pour Mahre, premier avec 170 points pour avoir dominé la première partie de la saison.

La Canadienne Gerry Soerensen a gagné la descente de Crans-sur-Siège (Suisse), disputée le 13 janvier, devant la Française Marie-Cécile Gros-Gaudier et l'Américaine Cindy Nelson.

VOLLEY-BALL. — Les françaises du P.U.C. se sont inclinées trois sets à zéro, le 12 janvier à Paris, face aux Tchèques de Bratislava, au deuxième tour aller de la Coupe d'Europe féminine des clubs vainqueurs de Coupe.

FAITS DIVERS

Neige et inondations

LE MAUVAIS TEMPS CONTINUE DE PERTURBER LA CIRCULATION

Alors que plus de soixante quinze mille foyers restent encore, ce mercredi 13 janvier dans la nuit, privés d'électricité dans les départements des régions normandes, et qu'un froid vir et sec continuait de sévir sur les deux tiers de la France, les régions du sud et du sud-ouest, étant les seules épargnées, les préoccupations des pouvoirs publics — et des usagers — se tournent désormais vers les risques d'inondations.

Si le plan Orsec a pu être levé dans le sud-ouest, mardi 12 janvier dans l'après-midi, la Seine continue de grossir. Dans l'après-midi de mardi, le fleuve, sans cesser de monter, avait déjà dépassé de 1,30 mètre sa cote d'alerte, et l'eau affluait la pointe du faubourg sous le pont de l'Alma. La ligne du R.E.R. Versailles - Invalides - Ansermet, qui longe la Seine, a été neutralisée durant la nuit de mardi à mercredi, entre les stations « Boulevard Victor » et « Paris-Austerlitz ».

Une partie du quai de la Râpe à hauteur de la place Massé a été interdite à la circulation ce mercredi à 8 h 15. Dans les environs de la capitale, la situation reste toujours très délicate, notamment dans les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne, où il a fallu procéder à l'évacuation de nombreux pavillons menacés par les eaux. Si le trafic aérien a repris, dans l'après-midi du mardi 12, une physionomie normale, un grand nombre de routes, en revanche, restent difficilement praticables, lorsqu'elles ne sont pas totalement fermées à la circulation, comme la nationale 7, par exemple, toujours coupée sur 500 mètres au sud de Nemours.

RELIGION

● Monseigneur Martin Ngo Dinh Thuc, ancien archevêque de Huế, excommunié en 1976 pour avoir ordonné les membres d'une secte espagnole, aurait consacré, à Toukon, le Père Gérard des Lauriers, dominicain français, ainsi qu'un prêtre mexicain. La cérémonie a eu lieu dans la plus grande clandestinité, mais en présence de deux témoins laïcs. Les nouveaux évêques se sont soulevés ni par Mgr. Ducoux-Bourget ni par Mgr. Marcel Lefebvre (Édome), ni par l'abbé Louis Coache, ni par le Père Noël Barban.



TUBORG VERTE
LA BIÈRE DES SOIRS LÉGERS.

FAITS DIVERS

Sur glace

professionnelle
voluer à Paris

Les journalistes professionnels de la presse écrite ont décidé de boycotter la manifestation organisée par le mouvement "Le mauvais temps" contre la pollution de l'air à Paris. Ils ont jugé que cette manifestation était une "copie" de celle organisée par le mouvement "Le mauvais temps" contre la pollution de l'air à Paris.

et à l'autre...

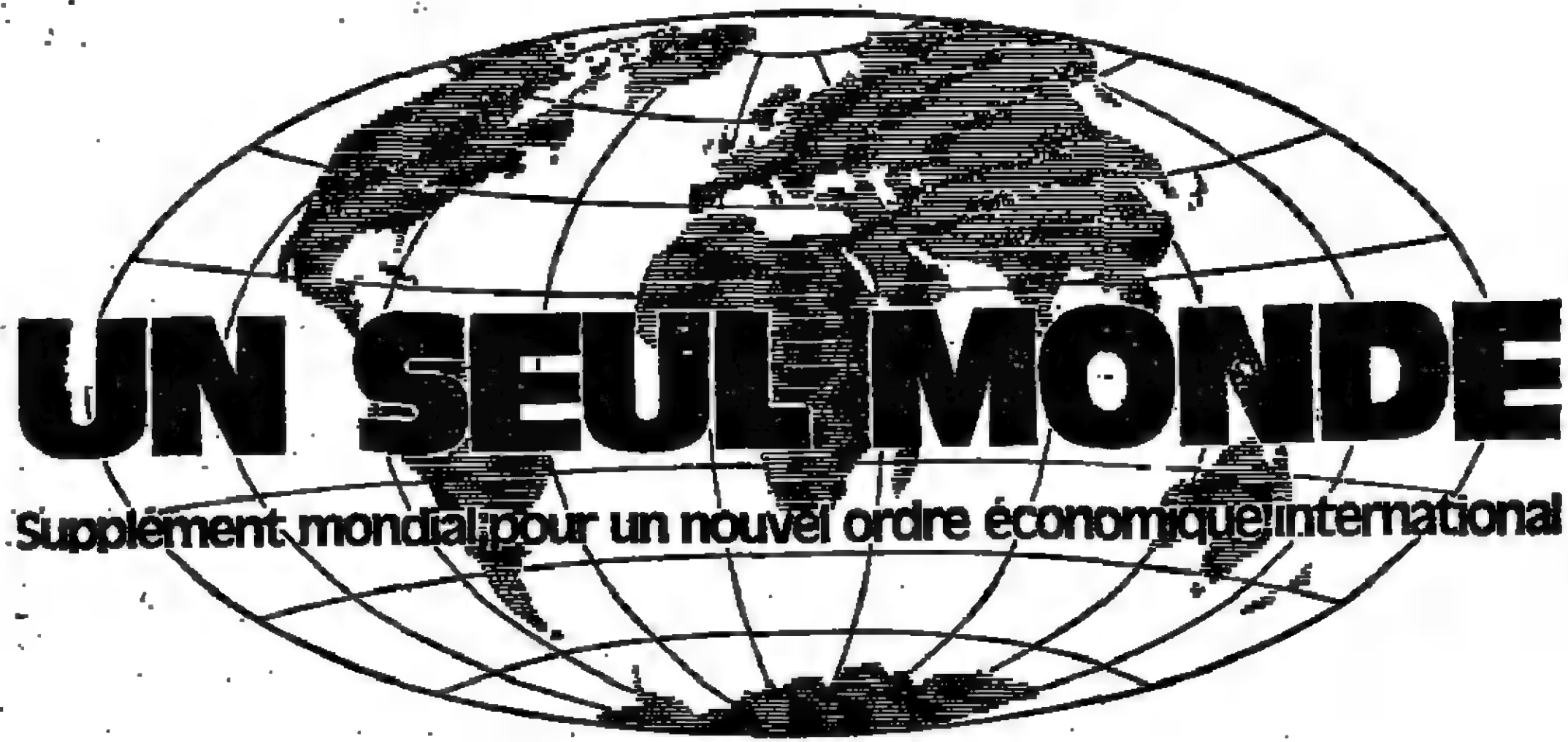
Le mouvement "Le mauvais temps" a organisé une manifestation contre la pollution de l'air à Paris. Les journalistes professionnels de la presse écrite ont décidé de boycotter cette manifestation. Ils ont jugé que cette manifestation était une "copie" de celle organisée par le mouvement "Le mauvais temps" contre la pollution de l'air à Paris.

RELIGION



DEVELOPPEMENT • ZYCIE WARSZAWY • EL MOUDJAHID • Magyar Nemzet • EL PAIS • JORNAL DO BRASIL •

FORUM



« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettant d'éliminer la faim croissante et de promouvoir le développement des pays en voie de développement... »

• LE SOIR • LA STAMPA • ПОЛІТІКА • EXCELSIOR • INDIAN EXPRESS • Le Monde • DAWN • le soleil •

La jungle monétaire

DANS les relations internationales, c'est la loi de la jungle qui règne en matière monétaire. La loi du plus fort. Malheur aux pays dont l'économie et la monnaie sont faibles ! Face aux ajustements monétaires auxquels procèdent les pays riches pour échapper aux conséquences de la crise économique mondiale et en rejeter les effets sur les autres, ils sont totalement désarmés.

Consacrée par les accords de Bretton Woods (1944), la prépondérance absolue qu'exerce depuis lors les États-Unis dans ce domaine, et dont le dollar a été à la fois le symbole et l'arme, avait eu au moins le mérite d'instaurer un certain ordre qui n'a pas pu contribuer à l'extraordinaire enrichissement qu'ont connu les pays industrialisés de l'Ouest au cours des dernières décennies. Tel n'est plus le cas depuis qu'en 1971 le dollar a été détaché de l'or et que le système des changes flottants s'est répandu un peu partout, notamment en Europe. Les pays comme l'Allemagne, le Japon et les grands pays pétroliers à capital excédentaire ont acquis une partie du pouvoir monétaire mondial. S'inspirant comme les États-Unis de préoccupations purement nationales leurs politiques dans ce domaine sont la plus souvent contradictoires.

Il en résulte une véritable anarchie monétaire. Et c'est en vain que, pour enrayer l'inflation qui ronge leurs économies, la plupart des pays riches ont recouru aux mesures monétaristes classiques, qu'aggrave tout particulièrement le maintien par les États-Unis d'un taux de l'argent démesuré. Les résultats d'une telle politique, au lieu de limiter l'inflation, ont conduit à une déflation qui a entraîné la perte de la confiance dans la monnaie internationale. A la fin, également, l'investissement catastrophique des pays en développement dans un grand nombre de projets, au bord de la faillite.

Il faut des contributions qui ont été versées à la F.M.I. (Fonds monétaire international) la CNUCED (Commission des Nations unies sur le développement) et l'UNEP (Organisation des Nations unies pour l'environnement) pour le développement industriel. A ce numéro que ces organisations accèdent sans cesse leur effort pour réduire les pays en développement dans la "jungle" monétaire, des efforts et des ressources communes, avec l'ampleur des besoins.

Il n'est pas surprenant que les journaux de ce numéro, les journaux de l'Est, les journaux de la "Soleil", (Dakar), l'Indian Express, (New Delhi),

« El Moudjahid » (Alger) — dénoncent le désordre monétaire actuel et les injustices qui en découlent. « Politika » (Belgrade) leur fait écho. L'« Excelsior » (Mexico) aussi, mais à sa manière.

Les journaux européens évoquent pour leur part des cas concrets qui les concernent. « La Stampa » (Turin) souligne l'intérêt du système monétaire européen et « El País » (Madrid), l'importance nécessaire d'une économie ouverte. Le « Magyar Nemzet » (Budapest) et « Zycie Warszawy » (factuellement interdit à Varsovie) évoquent de leur côté ce qu'ils attendent, l'un d'une convertibilité du forint, l'autre de l'éventuelle adhésion de la Pologne au F.M.I. Implicitement ces quatre journaux confirment la nécessité d'un ordre monétaire plus stable, plus ouvert et plus solidaire.

Quant au « Jornal do Brasil » (Rio-de-Janeiro) et « Dawn » (Karachi), ils réclament de nouvelles institutions financières internationales. « Asahi Shimbun » (Tokyo) se contente de proposer la revitalisation de celles qui existent, le F.M.I. et la Banque mondiale. A cet égard la conviction qui prédomine dans ce supplément est que l'endettement écrasant des pays en développement constitue désormais le problème numéro un du dialogue Nord-Sud et que ce problème ne saurait être résolu dans sa dimension monétaire sans une authentique libéralisation de ces institutions, libéralisation impliquant leur démocratisation.

Mais qui ne voit qu'on ne prend le chemin ni de l'une ni de l'autre. A l'évidence les pays industrialisés à monnaie forte restent hostiles à tout démocratisation de ces deux « standards » de l'ordre monétaire. Aucun d'eux n'est disposé à partager, en leur sein, un pouvoir monétaire dont « le Monde » montre dans ce supplément qu'il constitue une de leurs armes privilégiées.

La pression des réalités, démographiques notamment, ne permettra cependant pas que certaines échéances soient indéfiniment repoussées. M. Thörn, président de la Commission des Communautés européennes, vient ainsi de poser la « vraie question » : Combien de temps, a-t-il dit, l'Occident pourra-t-il demander au tiers-monde d'attendre le lendemain pour survivre et se développer ? Point n'est besoin d'un grand débat, a-t-il ajouté, pour comprendre que les pays pauvres en mourront avant que nous ayons vu le bout de la crise et que leur mort entrainera la nôtre.

JEAN SCHWOBER, Coordinateur

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

La prise de conscience du F.M.I.

LE Fonds monétaire international est une institution spécialisée des Nations unies créée en 1944 pour offrir en permanence le cadre monétaire international dans lequel les pays membres peuvent poursuivre de concert la coordination de leurs politiques économiques et financières. Le Fonds est concerné par les problèmes des divers pays membres, de même que par le fonctionnement du système monétaire international. Une importance particulière est attachée à l'évolution des politiques et des stratégies grâce auxquelles les pays membres peuvent coopérer pour instaurer un système financier mondial stable et une croissance économique durable. Le Fonds compte actuellement cent quarante-trois membres, qui représentent quatre cinquièmes de la production mondiale totale et 90 % du commerce mondial.

En devenant membres du Fonds, les pays s'engagent à respecter un code de conduite économique. Ils s'engagent aussi à coopérer avec le Fonds pour atteindre le bon fonctionnement du système des changes,

promouvoir la stabilité des taux de change et, en matière d'échanges commerciaux et de paiements, les restrictions qui seraient préjudiciables à la prospérité nationale et internationale.

Le respect d'un code de conduite peut contribuer à empêcher le recours à la politique du « chacun pour soi » dont l'économie mondiale a tant souffert au cours des années 30, mais il ne suffit pas à prévenir des déséquilibres de paiements. Le Fonds maintient donc une réserve considérable de monnaies avec lesquelles il aide les pays membres à financer leurs déséquilibres de paiements temporaires. En fournissant des ressources financières à l'appui de programmes d'ajustement, il permet aux pays membres de disposer d'assez de temps pour mener à bien les mesures destinées à réduire les déficits extérieurs et à remédier aux déséquilibres de paiements sans recourir à des restrictions, aux échanges et aux paiements que les pays membres se sont engagés à éviter, dans leur propre intérêt et dans celui des autres membres.

Des ressources renforcées

Plusieurs décisions ont renforcé l'aptitude du Fonds à fournir une assistance efficace aux pays membres qui sont aux prises avec des déséquilibres de paiements sans précédent.

Primo, l'accès aux ressources du Fonds a été élargi. Jusqu'à une date récente, le montant maximum qu'un membre pouvait emprunter pour soutenir l'exécution d'un programme d'ajustement prolongé représentait l'équivalent de 185 % de sa quote-part (ou souscription au capital). Actuellement, les pays qui font des efforts vigoureux pour corriger leurs déséquilibres de paiements peuvent tirer jusqu'à concurrence de 450 % de leur

quote-part au cours d'une période de trois ans. L'accès des membres aux ressources du Fonds a donc été rétabli, en valeur réelle, au niveau des années 50.

Les ressources financières du Fonds ont été renforcées par la septième révision générale des quotas-membres, effectuée vers la fin de 1980, qui a eu pour effet de relever de 50 % les ressources en capital du Fonds, et par l'ouverture de nouvelles lignes de crédit d'un montant considérable.

SUSAN IRVING.

(Lire la suite page 30.)

Le Monde (Paris)

Argent = pouvoir

On dit que l'argent tient le pouvoir. Ce lien, réversible d'ailleurs, qui marque le fonctionnement d'un pays, s'étend également dans les relations internationales. Les puissances dominantes ont les monnaies dominantes et les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes.

Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes.

Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes. Les monnaies dominantes ont les monnaies dominantes.

déjà, les États-Unis financent leur déficit des paiements par des émissions monétaires qui accélèrent l'inflation mondiale, elle-même une des causes, en du moins une des justifications, de la hausse des prix du pétrole.

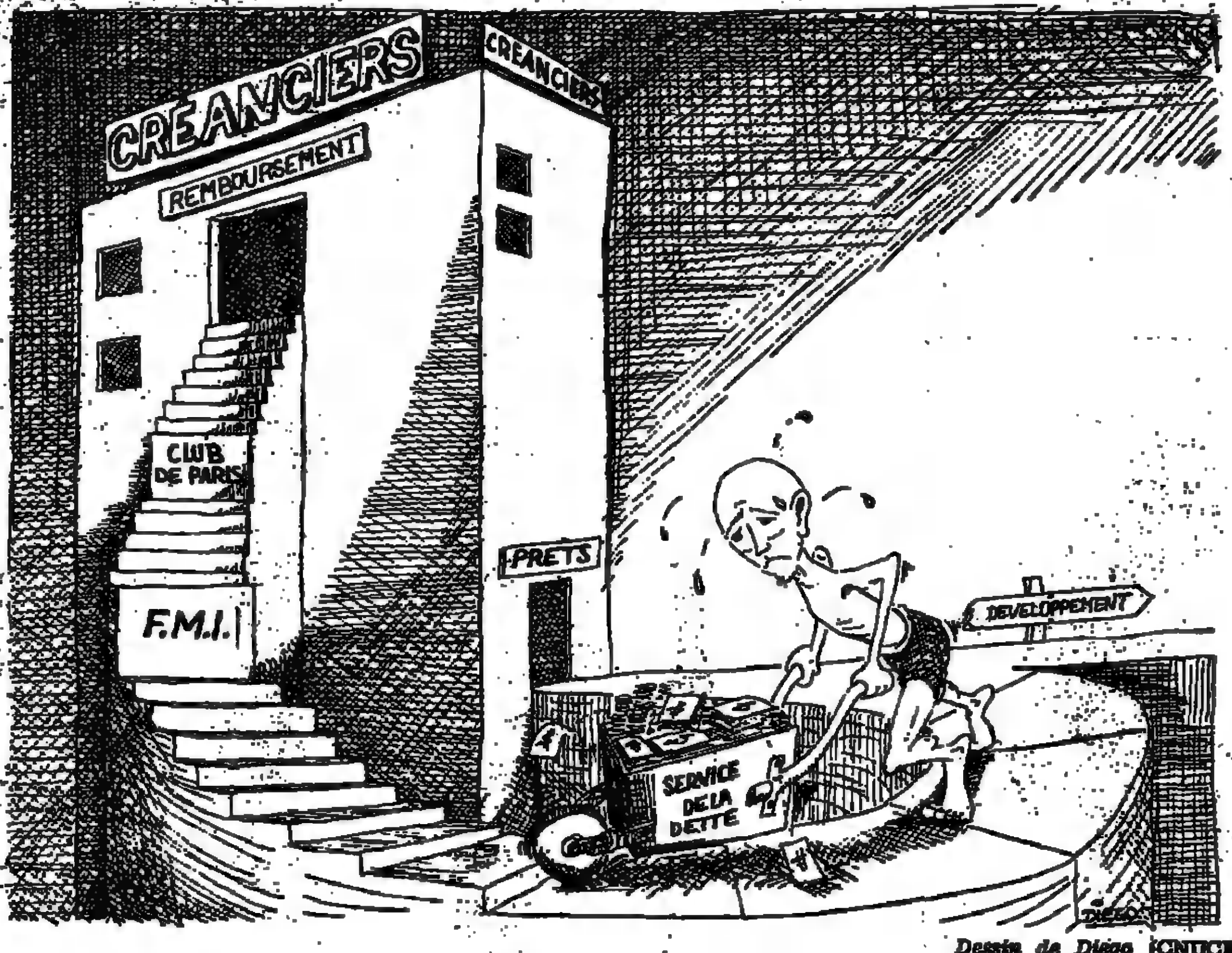
En tenaille

Face à cette montée des enchères, les pays démunis qui ne produisent pas d'or noir et manquent de devises se trouvent pris en tenaille, victimes à la fois de la double stratégie de l'OPES et des États industrialisés. Leur endettement, le cas de l'Algérie, dépasse les 500 milliards de dollars — soit pratiquement l'équivalent des dépenses militaires dans le monde en une année — et la charge de remboursement est telle qu'elle menace les fondements du système financier international.

Pour rembourser, et non plus seulement pour couvrir leurs déficits extérieurs, ces pays doivent emprunter, pratiquant une sorte de « cavalerie » à l'échelle mondiale.

MICHEL TOYER.

(Lire la suite page 30.)



TRIBUNE DE L'ONU

Vers une impasse

Le mécanisme international de réaménagement de la dette des pays en développement est-il adéquat ? L'augmentation du nombre de ces pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes conduit à se poser cette question avec une inquiétude croissante. Le montant de la dette des pays en développement s'élève en effet à plus de 520 milliards de dollars en 1981 contre 37 milliards en 1971. Durant la même période, le service de la dette bondissait de 11 à quelque 110 milliards de dollars, pour représenter 20 % des recettes d'exportation. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que, sur les trente réaménagements multilatéraux de dette intervenus depuis 1973, huit aient pris place en 1981. Qui plus est, il y aurait aujourd'hui vingt-cinq pays en retard dans les paiements concernant le service de leurs dettes.

Des principes non appliqués

Le problème est que, jusqu'à présent, ces principes directeurs, qui furent adoptés à l'unanimité par le conseil du commerce et du développement, ne semblent pas avoir été appliqués avec une vigueur suffisante. Le réaménagement de la dette est encore considéré comme une action extrême, comme quelque chose à utiliser au dernier moment, quand les crises de liquidité ont pris des proportions graves et quand la cessation de paiement est imminente. Un facteur notamment s'oppose à la promptitude de l'action, c'est la nécessité qu'a le débiteur, avant de s'adresser aux créanciers, de parvenir à négocier un accord de stand-by avec le F.M.I., ce qui est parfois très long.

La réponse des créanciers — la principale instance pour le réaménagement de la dette est le Club de Paris au sein duquel se réunissent les principaux créanciers du pays débiteur concerné — reflète leur volonté de réaménager la dette seulement dans une perspective à court terme, le premier souci étant d'éviter le défaut de paiement et de permettre au débiteur de continuer à assurer le service de ses dettes.

Dans une opération typique de réaménagement, la période de consolidation s'étend sur douze à trente mois. La consolidation porte sur 80 % à 90 % du montant du service de la dette tombant à l'échéance durant cette période. La partie consolidée doit être remboursée sur une période de sept à dix ans, incluant une période de grâce de deux à trois ans, et à des conditions liées à celles prévalant sur le marché.

Ces modalités sont caractérisées par l'absence d'élément de don, dans une approche qui laisse peu de liberté à l'emprunteur pour la mise en valeur de ses potentialités de développement.

La valeur nominale de l'allégement de la dette était estimée à 5,7 milliards de dollars, dont 3,5 milliards de dollars sous forme d'annulation ou d'ajustement rétroactif des conditions antérieures de l'aide, le reste consistant essentiellement en l'octroi de dons et prêts supplémentaires à des conditions libérales. Toutefois, ces mesures concernaient seulement une part relativement modeste de la dette en cours.

L'accord réalisé en 1980 sous les auspices de la CNUCED sur les principes directeurs à appliquer aux futurs réaménagements de dette a constitué une nouvelle étape. L'objectif de ces principes directeurs est de fournir un cadre dans lequel des problèmes d'endettement des pays en développement pourraient recevoir une réponse avant que ces problèmes n'atteignent un stade critique. Des principes maintenant formellement adoptés à la suite de discussions approfondies au sein de la CNUCED, on retiendra que l'allégement accordé doit intervenir rapidement et à temps, qu'il doit renforcer les perspectives de développement du pays débiteur, qu'il doit viser à restaurer la capacité du pays débiteur à assurer le service de sa dette, tant dans le court que dans le long terme, et qu'il doit protéger les intérêts des débiteurs comme ceux des créanciers.

Plutôt que d'aider à attaquer le problème duquel un pays se trouve confronté, les conditions de l'accord qui prend place au sein du Club des créanciers semblent souvent se proposer d'assurer la répétition d'opérations de réaménagement.

Il faut bien souligner d'ailleurs que ce n'est en aucun cas la totalité de la dette qui est en jeu, mais seulement celle au titre de l'A.P.D., bilatérale. Les dettes d'origine multilatérale, la dette commerciale à court terme n'entrent pas dans le champ du réaménagement envisagé par le Club des créanciers. Cependant, ce dernier reste l'instance la plus importante en matière de réaménagement de la dette et revêt une importance particulière pour les pays les plus pauvres, dont la dette est essentiellement constituée de prêts attribués au titre de l'A.P.D., faute de pouvoir disposer d'autres formes de financement.

Enfin, depuis 1973, et cela mérite d'être remarqué, la CNUCED a été admise à participer en tant qu'observateur aux réunions du Club de Paris et a également aidé certains pays débiteurs à mettre au point la présentation de leur cas.

La dernière conférence de la CNUCED, en 1982, fournira la principale occasion pour envisager la question de l'adéquation des accords multilatéraux existants. Si aucun changement significatif n'intervient d'ici là, certains pays en développement pourraient même, envisager d'opter pour l'idée d'établir un mécanisme indépendant, idée qu'ils avaient défendue lors des travaux du conseil du commerce et du développement, à l'époque où furent adoptés les principes directeurs.

CHANDRA K. PATEL,
Spécialiste des questions financières
internationales au secrétariat de la CNUCED.

Sept centres d'investissements pour le tiers-monde

La récession économique mondiale menace le développement du tiers-monde en provoquant une réduction de l'aide étrangère, alors que celle-ci est déjà en train de diminuer. Etant donné que l'assistance officielle s'élève à moins de 25 milliards de dollars pour l'année 1980 et que les banques commerciales accordent moins de prêts que jamais, les pays en développement cherchent de plus en plus à l'étranger des partenaires pour l'investissement industriel.

Pour surmonter ce problème, des Services de promotion de l'investissement (S.P.I.) mobilisent actuellement 1,3 milliard de dollars destinés à des projets industriels qui seront mis en œuvre cette année dans les pays en développement. A Bruxelles, à Cologne, New-York, à Paris, à Tokyo, à Vienne et à Zurich, les gouvernements soutiennent les efforts de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) tendant à constituer un ensemble de projets d'investissements évalués actuellement à plus de 14 milliards de dollars.

Depuis 1976, l'année de l'ouverture par l'ONUDI du premier S.P.I. à Bruxelles, le service assure directement le lien entre les entreprises des pays d'accueil et celles du tiers-monde. Il met en contact les promoteurs de projets industriels des secteurs public et privé des pays en développement et les sources d'investissement des pays industrialisés.

Grâce à l'action de ces services, soixante-dix-sept projets, portant sur des activités aussi diverses que l'obtention de fleurs comestibles, le rechapage de pneus et la fabrication de pompes à ciment, sont actuellement en cours dans trente-six pays.

A l'exception de quelques grandes entreprises dans les secteurs de la pétrochimie et des engrais, les projets sont de petite ou de moyenne envergure. Sur le total, vingt-quatre sont parrainés par les services publics et cinquante-trois relèvent du secteur privé. Pratiquement, tous les projets prévoient une assistance en matière de technologie, de gestion et de formation professionnelle.

La banque de données de l'ONUDI

Les S.P.I. font partie du programme de coopération en matière d'investissements de l'ONUDI, lequel partage, avec le programme de coopération de la Banque mondiale/ONUDI, la responsabilité de mener des activités de préinvestissement dans les pays en développement. A cet effet, le programme vise à obtenir des concours étrangers sous forme de capitaux, de connaissances techniques et de savoir-faire en matière de gestion pour appuyer les efforts nationaux d'investissement.

Les enquêtes sectorielles de l'ONUDI concernant l'industrie et les missions

Le personnel des S.P.I. est composé de ressortissants des pays d'accueil, qui connaissent bien la structure industrielle de celui-ci. Les S.P.I. observent les pratiques et principes commerciaux courants et offrent gracieusement leurs services aux établissements privés et publics, aux organismes de financement, aux entreprises industrielles et aux autres parties intéressées. Ils peuvent apporter leur assistance à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets. Tout S.P.I. offre également un programme de formation à l'intention du personnel du tiers-monde chargé de la promotion de l'investissement.

vient à définir des projets relatifs aux besoins du tiers-monde en matière d'investissement. On assure ensuite la promotion des investissements en recherchant, pour chaque projet, des partenaires potentiels et en organisant des réunions de promotion des investissements par secteur ou par zone géographique.

Afin de garder le contact avec les investisseurs potentiels dans les pays où il n'y a pas de S.P.I., l'ONUDI a constitué un fichier de plusieurs centaines de firmes qui sont disposées à participer à long terme à la réalisation de projets dans le tiers-monde. Ainsi, il arrive souvent que les nouvelles propositions de projet soient envoyées directement à un ou plusieurs de ces partenaires.

Il importe au plus haut point de disposer de renseignements à jour pour profiter des possibilités d'investissement : ainsi, l'ONUDI publie, d'autre part, quatre revues à l'intention des promoteurs des pays en développement et des partenaires des pays industrialisés afin qu'ils disposent de renseignements récents sur les possibilités d'investissement.

Pour compléter ces publications, l'ONUDI crée une banque de données sur ordinateur qui établit la liaison entre les possibilités d'investissement industriel et les partenaires potentiels. Ce système sera accessible aux bureaux des S.P.I. ainsi qu'aux services du siège de l'ONUDI, à Vienne.

ROBERT COX.



Dessin de Cognat (Le Monde).

Parallèlement aux informations données par l'ONUDI sur les investissements industriels dans le tiers-monde, l'Organisation des Nations unies publie une édition bimensuelle de *Forum du développement* — la *Business Edition* — spécialement conçue pour les milieux d'affaires. Elle traite de projets de développement d'une valeur annuelle de 20 milliards de dollars, financés par la Banque mondiale et autres banques de développement. Des renseignements sur cette publication peuvent être obtenus en s'adressant à l'ONU, à Genève.

Le Monde (Paris)

(Suite de la page 29.)

Inquiètes de cette fuite en avant, les banques étrangères peuvent être unies par un sentiment de prudence. La ratification de leurs prêts est susceptible de provoquer des banqueroutes nationales, elles-mêmes génératrices d'un krach généralisé. L'enchaînement n'est pas fatal, mais le danger existe.

Soumis à la loi du dollar et à la comptabilité des banques, les pays en

Argent = pouvoir

voie de développement ne pensent guère à se retourner vers le Fonds monétaire international, dont ils confondent les exigences. Ils soulignent volontiers la mauvaise adaptation des prêts de ces organismes à leurs réalités économiques, sociales et politiques, ce qui a d'ailleurs entraîné un affaiblissement de son rôle auprès du tiers-monde. Le F.M.I. conseille en fait un type de traitement qui privilégie l'excès de réajustement de l'équilibre extérieur, alors qu'il est opposé l'indivisibilité du déficit structurel, les schémas étant nécessaires pour assurer sinon le développement, du moins la croissance.

Les remèdes du F.M.I. apparaissent ainsi inspirés d'un monétarisme sommaire et péchant, en tout cas, par un manque de personnalisation, une trop

grande dureté et une relative inefficacité. Il est ainsi reproché au Fonds de prêcher la diminution des dépenses publiques, la compression des salaires, la levée des contrôles et la dévaluation, alors que ces recommandations peuvent entraîner le pays traité dans la récession sans le faire sortir de l'inflation.

Qui ne se souvient ainsi des émeutes entraînées en Égypte en 1976 et au Pérou en 1977 par la mise en œuvre des plans d'austérité conseillés par le F.M.I. ? Toutefois, un certain assouplissement de ces méthodes a été enregistré récemment. Ainsi la Fonds a, l'an dernier, accordé à la Guyane un prêt destiné au financement d'un barrage, alors que, traditionnellement, l'aide a pour objet de pallier des déficits de balance des paiements.

Disciplines

Cependant, maints pays du tiers-monde souhaitent l'établissement d'une autorité monétaire internationale qui serait gérée démocratiquement et émettrait des droits de tirage spéciaux, dégagés de toute intervention américaine. Allant plus loin, certains experts et responsables, au Sud comme d'ailleurs au Nord, préconisent l'instauration d'une nouvelle unité monétaire internationale qui pourrait être définie par référence à des valeurs réelles, comme un certain nombre de matières premières, dont l'or, et qui serait émise de façon automatique.

L'établissement d'une telle autorité est aussi difficile à naître que l'étalon-or fut long à mourir. Son établissement

suppose la mise en place de disciplines communes et de règles du jeu que les pays en développement aient bien que les nations industrialisées ont du mal à accepter. L'évidence, chacun défend ses intérêts politiques aux dépens de l'avenir des populations.

Bref, monnaie était le fait du prince. Les États-Unis entendent garder ce privilège corrompu, dont parlait jadis Charles de Gaulle. Mais aucune nation n'apparaît prête à se dessaisir d'une parcelle — souvent illusoire — de souveraineté, même au sein d'ensembles régionaux. Le monnaie est pouvoir.

MICHEL ROYER.

La prise de conscience du F.M.I.

(Suite de la page 29.)

Plus importante encore sera la huitième révision générale des quotes-parts actuellement en préparation.

L'expansion des activités du Fonds ressort clairement des chiffres. En 1980, les nouveaux engagements de prêts du Fonds ont atteint 1,3 milliards de D.T.S. (1 D.T.S. équivaut à 1,15 dollar des États-Unis environ), soit plus du double du niveau moyen des trois années précédentes. Au cours des huit premiers mois de 1981, 9,2 milliards de D.T.S. ont été engagés.

Deuxièmement, ces ressources accrues sont destinées à un financement subordonné à l'adoption de mesures de redressement par le pays emprunteur. Aujourd'hui il n'existe pas de solution facile. Dans un monde où les déséquilibres de paiements sont considérables, généralisés et non auto-réversibles, l'ajustement économique structurel est une nécessité. Au cours des deux dernières années, les trois quarts environ des nouveaux engagements de prêts du Fonds ont été assortis de programmes à forte conditionnalité, c'est-à-dire exigeant des mesures d'ajustement rigoureuses.

Dans les circonstances économiques actuelles, il a fallu que le Fonds élargisse le champ d'application de sa politique. Étant donnée la priorité accordée à la résolution des problèmes temporaires de balance de paiements, le Fonds, dans ses programmes, a mis traditionnellement l'accent sur les politiques budgétaires,

les politiques monétaires et les politiques de taux de change.

La régulation rigoureuse de la demande demeure importante et constitue un élément central de tous les programmes. Toutefois, les déficits auxquels un grand nombre de pays sont confrontés aujourd'hui ont essentiellement pour origine des problèmes structurels. Leur résolution exige des délais plus considérables et souvent un dosage de politiques plus variées. La politique d'aide élargie a donc été accompagnée par une prolongation des périodes des programmes et insiste davantage sur des mesures destinées à accroître la flexibilité au sein de l'économie, la productivité et, d'une façon générale, l'efficacité économique. Une collaboration plus étroite avec la Banque mondiale est destinée enfin à assurer que les programmes d'ajustement appuyés par le Fonds sont compatibles avec des politiques d'investissement saines.

Les programmes du Fonds ne sont pas tous couronnés de succès. Toutefois, il est manifeste que dans la plupart des pays l'aide du Fonds a contribué de manière significative à l'ajustement : par l'adoption de mesures fondamentales, plutôt qu'il ne leur a été imposé par la disparition subite de leurs ressources extérieures. L'aide du Fonds a aussi joué le rôle d'un catalyseur pour l'obtention d'aide financière et de capitaux auprès des sources privées.

SUSAN IRVING.

Spécialiste

Le Monde

POINTS DE VUE A L'EST ET AU SUD DE L'EUROPE

Magyar Nemzet (Budapest)

La convertibilité du forint pourrait être utile

Le 1^{er} octobre 1981, la Hongrie a instauré un taux de change uniforme de sa monnaie nationale, le forint. Cela représente un pas important dans la voie de la convertibilité. Spécialistes et profanes réfléchissent maintenant à la possibilité d'introduire une sorte de convertibilité du forint.

Notre économie se développe à un rythme moyen et l'économie mondiale traverse une période de récession prolongée : ainsi la Hongrie a-t-elle — comme tous les pays à économie ouverte qui dépendent de leurs importations d'énergie et de matières premières — le souci constant d'équilibrer sa balance commerciale. Nous pouvons donc difficilement envisager de faire du forint une monnaie convertible, autrement dit d'instaurer la libre convertibilité. Notre position dans le monde nous contraint à envisager des objectifs plus modestes.

La situation actuelle, en ce qui concerne l'importance de notre économie et l'effet probable de la mesure en question, nous permet d'envisager une convertibilité tout à fait limitée qui ne menace pas en soi d'affaiblir nos positions extérieures, mais qui risque au contraire de se révéler avantageuse pour notre économie nationale. Cela signifie que nous proposons à nos fournisseurs étrangers de les payer en forints, des forints

convertibles. Ils auraient trois possibilités de recouvrer les sommes dues en forints. Ils pourraient d'abord effectuer des achats en Hongrie, ce que nous verrions d'un fort bon œil, puisque nous avons économiquement intérêt à augmenter nos exportations. Ils pourraient, en second lieu, se faire payer les sommes dues dans l'importée quelle autre monnaie convertible, et cela — à condition que le ratio de nos exportations par rapport à nos importations ne se détériore pas — n'entraînerait pas notre pays à dépenser plus de devises qu'auparavant. Ils pourraient enfin nous faire crédit, c'est-à-dire que, en échange des marchandises fournies, nous les créditerions d'un certain montant en forints qu'ils pourraient utiliser plus tard soit en nous achetant des marchandises, soit en convertissant leurs forints dans la monnaie de leur choix. Voilà le bénéfice direct que la Hongrie retirerait de ce que l'on appelle la convertibilité externe.

On peut à bon droit se demander quel intérêt un fournisseur capitaliste aurait à conserver un avoir en forints au lieu de le convertir s'il n'a pas dans l'immédiat l'intention d'acheter en Hongrie. De toute évidence, il faut qu'il y trouve son compte. Cela suppose que la monnaie dans laquelle ses avoirs s'accumulent ne risque pas de se déprécier et qu'il perçoive un taux d'intérêt décent.

Contrecarrer les effets inflationnistes

Cependant la valeur de change de la monnaie et la possibilité d'offrir des taux d'intérêt acceptables et attractifs ne sont pas indépendants de la tendance de l'économie nationale telle qu'elle s'exprime dans l'évolution des prix. Jusqu'à présent, nous avons toujours systématiquement révalorisé le forint dans les échanges commerciaux, et nous avons instauré un taux de change uniforme à cet égard ; cette politique nous a permis de contrecarrer l'effet inflationniste dû à ce que les prix augmentent plus vite sur le marché mondial que sur le marché intérieur. En revanche, cela ne nous prémunit pas contre les effets de la déflation des termes de l'échange.

Si nous pouvons améliorer l'effica-

cité économique de nos exportations, et si nous restons capables de faire en sorte que la hausse des prix intérieurs soit inférieure au taux d'inflation observé sur le marché mondial, nous n'aurons pas non plus de raison de déprécier le forint. Nous créons au contraire la possibilité d'une nouvelle réévaluation, intéressante ainsi nos partenaires à augmenter leurs avoirs en forints.

Nous pouvons tenir le même raisonnement en ce qui concerne le prêt. Il nous serait effectivement difficile de pratiquer les taux d'intérêt actuels qui sont élevés, encore qu'ils varient d'un pays à l'autre. Mais si l'on prend en compte divers éléments dont le taux élevé de l'inflation, l'intérêt

ПОЛИТИКА (Belgrade)

A la recherche de l'autonomie monétaire

Les jeunes monnaies qui tentent pour leur autonomie, et leur propre affirmation contre le diktat des autres, des vieilles « étoiles » de la haute société du dollar continuent de braver, sont de plus en plus nombreuses dans les finances internationales. L'émergence d'une unité monétaire commune qui assumerait les fonctions assignées par le dollar n'est, dès lors, qu'une question de temps. Au reste, la décision prise par le dernier venu des cent quarante membres du Fonds monétaire international, par le gouvernement du Zimbabwe, prend à cet égard valeur d'un symbole. Devenu le « dollar Zimbabwe », l'ancien dollar rhodésien n'est plus lié au dollar américain. Son cours est déterminé désormais en fonction d'une corbeille de monnaies librement choisies.

La situation s'est radicalement modifiée en regard de celle du début

des années 60 lorsque la plupart des monnaies étaient liées au dollar, à la livre sterling britannique et au franc français, ce qui s'expliquait pour l'essentiel par la persistance des relations des pays nouvellement libérés avec les anciennes métropoles coloniales. Trente-huit pays seulement (dont quarante deux il y a trois ans) lient désormais le cours de leur monnaie au dollar américain. Mis à part quelques pays d'Asie et d'Afrique, et pour l'Europe la seule Roumanie, ce sont pour la plupart des Etats d'Amérique centrale. Le cours des monnaies de quarante pays de l'ancien empire français d'Afrique est défini en fonction du franc français. Le souvenir de la domination mondiale de la livre sterling ne persiste qu'en Gambie et celui de la peseta espagnole dans la seule Guinée-Equatoriale. Au Lesotho et dans le Swasi-

land enfin c'est le rand sud-africain qui règne.

D'autre part quatorze pays ont directement lié leurs monnaies aux droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international. Leur nombre progresse moins vite que prévu. Ce qui indique que le système des D.T.S., statique et immuable, comporte des éléments qui ne conviennent guère à plusieurs pays. Les membres de la Communauté européenne ont leur système monétaire, à l'exception de la Grande-Bretagne ; ils déterminent le cours de leurs monnaies nationales par référence à une « corbeille de monnaies ». Ce qui confère beaucoup de souplesse à cette détermination qui se fait au gré des intérêts de chacun comme d'ailleurs le cas pour le dollar américain et la livre anglaise.

L'affaiblissement général des monnaies

La Yougoslavie fait elle aussi partie de ceux qui ont opté pour les corbeilles de monnaies de leur choix. C'est par référence à une corbeille de ce genre qu'elle fixe le cours du dinar. Cette corbeille est constituée par les unités monétaires étrangères que le dinar yougoslave rencontre le plus fréquemment dans ses transactions commerciales et financières — trois francs suisses, français et belges, le mark allemand, le dollar, la livre sterling, le yen japonais, la couronne suédoise, la lire italienne, le florin hollandais et le schilling autrichien.

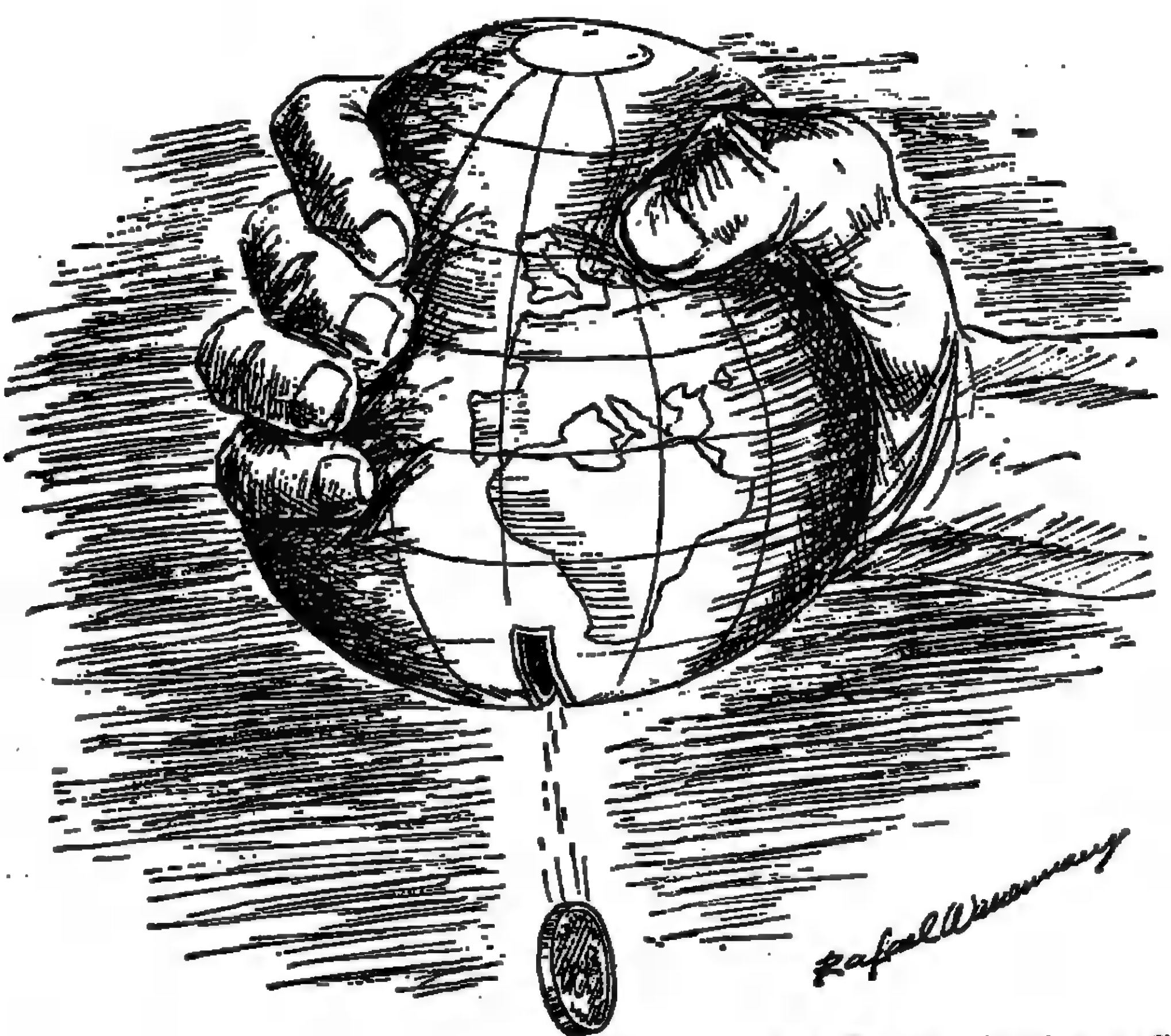
Dix ans d'expérience montrent toutefois que, s'il est plus dynamique, ce système comporte davantage de risques que celui qui consistait à lier le dinar au dollar. Pratiquer une politique de cours réel n'est pas chose aisée. C'est ce qu'indique notamment le fait qu'au cours de la dernière décennie la valeur du dinar a connu des baisses différentes par rapport à ces monnaies nettement plus fortes. C'est la valeur du franc suisse qui a le plus augmenté (quatre fois) viennent ensuite le mark, le yen, le florin et le schilling (trois fois), et en dernière position la lire italienne (0,4 fois). La caractéristique générale de la période considérée est la baisse du dinar.

La chute des cours des monnaies est en définitive le trait général de l'évo-

lution monétaire internationale. Si l'on excepte plusieurs pays exportateurs de pétrole et quelques Etats à économie fermée, toutes les monnaies ont connu un sort semblable : elles ont toutes eu plus ou moins le vertige.

Par rapport aux D.T.S. de 1971, année de l'établissement de la parité de cette unité et du dollar, c'est-à-dire en dix ans, le dollar américain a perdu de 10 à 25 % de sa valeur d'usage réelle, il a baissé d'un cinquième. Compte tenu de l'interdépendance de l'affaiblissement de leur monnaie et de celui de leur balance des paiements, il n'est guère difficile d'imaginer l'ampleur des difficultés que connaissent les pays en développement non exportateurs de pétrole. Il suffit de rappeler que, rien que l'an dernier, le déficit de leurs balances des paiements a progressé de 69,6 milliards de dollars, soit deux fois et demie de plus qu'en 1978. Certes, les jeunes monnaies n'ont pas la partie belle dans les affrontements avec les anciennes. Mais ce qui reste frappant c'est que les détenteurs de ces dernières se refusent à admettre que l'affaiblissement de la position économique des pays en développement rétrécisse le marché mondial, et réduise d'autant les chances des Etats développés de sortir de la crise, et de stimuler leur progrès.

MIRKO DIJKIC.



Dessin de Wassermann (Journal de Berlin).

WYBIECZ WARSZAWY (Varsovie)

L'indispensable réforme de l'économie polonaise

Le supplément « Un seul monde » a décidé de maintenir la publication de la contribution de « Wybiecz Warszawa », bien que celle-ci ait été rédigée avant les événements de Pologne, qui ont entraîné la suspension de ce journal. Cette décision n'a pas été prise seulement par amitié et solidarité à l'égard d'un confrère en difficulté, mais aussi en raison de l'intérêt des analyses et des conclusions que concerne sa contribution.

L'ECONOMIE polonaise traverse aujourd'hui l'une des plus grandes, voire même des plus singulières, crises dans l'histoire mondiale. Cette crise a ses sources dans les énormes imperfections du mécanisme économique qui, franchement, ne correspond pas aux particularités sociales de la Pologne ni au niveau de développement qu'elle a atteint. Cependant, il faut en chercher les causes directes avant tout dans les circonstances politiques.

Les chances pour que la Pologne sorte de la profonde crise actuelle dépendent de tout un éventail complexe de solutions politiques, sociales et économiques. Dans ce processus un grand rôle revient à la coopération avec d'autres pays. Sans fournitures régulières de combustibles, de matières premières, d'installations techniques et de denrées alimentaires d'autres pays, il ne peut être question de restaurer l'équilibre sur le marché et d'accroître sérieusement la production. Mais ce n'est pas une question simple. De 1971 à 1980, la balance commerciale de la Pologne a accusé un solde débiteur d'environ 16 milliards de dollars. Et bien que le solde des transferts monétaires et des services ait été positif et se soit chiffré pendant la période considérée à près de 3 milliards de dollars, la dette extérieure de la Pologne, si l'on ajoute le coût des crédits, se monte actuellement à plus de 24 milliards de dollars. Bien que le remboursement d'une bonne part des crédits contractés ait été remis à plus tard (jusqu'à la moitié de la décennie actuelle), la balance des comptes ne laisse pas d'être préoccupante. Dans cette situation, la

demande d'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international mérite l'attention. Si cette demande était acceptée, l'appartenance de la Pologne au F.M.I. entraînerait toute une suite d'effets économiques positifs, non seulement pour elle, mais aussi pour les pays qui, indépendamment de leur système, coopèrent avec elle. Les crédits du Fonds monétaire international peuvent, dans l'état actuel de l'économie polonaise, donner des effets plus substantiels et plus rapides que les crédits contractés pendant les années 70, et aussi bien les diverses expériences accumulées depuis par la Pologne que les capacités bien connues du fonds de facilités dans le domaine de la construction industrielle et pas toujours à bon escient. Aujourd'hui, l'utilisation des prêts devrait s'avérer dans un certain sens plus simple et plus efficace. Nombre d'établissements de travail n'exploitent pas entièrement leurs capacités de production vu le manque de matières premières et de matériaux, d'énergie et de pièces de rechange et vu aussi l'importance quasi nulle des investissements de modernisation. L'amélioration de la balance des comptes avec l'aide du F.M.I. pourrait donc permettre de mettre assez rapidement en œuvre les capacités existantes de production avec tous leurs effets cumulés.

A cela viennent s'ajouter encore d'autres circonstances spécifiques. Premièrement, les opinions émises par la F.M.I. peuvent être utiles dans la solution des controverses entre les conceptions économiques des différents forces sociales et politiques en Pologne. Ces opinions seront certainement traitées avec plus de confiance que les propositions avancées par les experts du gouvernement. Deuxièmement, alors que dans les années 70 marquées par un taux record des investissements et le manque de réserves de production — les crédits étrangers étaient absorbés lentement (manque de capacités dans le domaine de la construction industrielle) et pas toujours à bon escient. Aujourd'hui, l'utilisation des prêts devrait s'avérer dans un certain sens plus simple et plus efficace. Nombre d'établissements de travail n'exploitent pas entièrement leurs capacités de production vu le manque de matières premières et de matériaux, d'énergie et de pièces de rechange et vu aussi l'importance quasi nulle des investissements de modernisation. L'amélioration de la balance des comptes avec l'aide du F.M.I. pourrait donc permettre de mettre assez rapidement en œuvre les capacités existantes de production avec tous leurs effets cumulés.

Rompre entièrement avec l'ancienne gestion

Autre phénomène nouveau : la profonde réforme de l'ensemble du système économique à une échelle jusqu'ici sans précédent dans les pays de l'Est. Sa réalisation doit commencer inévitablement. Si les difficultés liées à la crise, et la résistance des forces intrinsèques à maintenir les solutions jusqu'ici irrationnelles mais commandées par certains milieux d'ouvriers et de fonctionnaires, n'entraînent pas la dissolution des tâches prévues, on peut s'attendre à une relance notable de l'économie polonaise. La coopération avec le F.M.I. dans la réalisation de la réforme serait certainement avantageuse pour les deux parties. La très grande autonomie reconnue aux entreprises, l'élimination des rouages bureaucratiques ainsi que la mise à profit des instruments du marché devraient permettre à la Pologne de rompre entièrement avec les anciennes méthodes de gestion. Toute autre alternative ne ferait que prolonger encore le marasme, l'irrationalité et la toujours trop faible compétitivité internationale de la Pologne.

La Pologne a un potentiel économique nullement négligeable. A cet égard elle se trouve à peu près à la quinzième place dans le monde. Son équipement technique est, en majeure partie, moderne ; elle possède des cadres bien formés (plus d'un million de Polonais ont une instruction supérieure) ; la plupart des ouvriers sont passés par l'école professionnelle. Il importe donc d'acquiescer cet appareil de production mal exploité sur une nouvelle voie. La crise a été le fait de décisions politiques. Ce sont donc des changements politiques qui sont à la genèse du processus des réformes actuelles. L'annonce de ce processus n'est pas étayée sans les protestations massives de l'année 1980. En ce sens, la démocratisation du pays empêche les comportements arbitraires des rouages incompétents du pouvoir et la meilleure garantie de l'irréversibilité de la réforme et aussi du renouvellement de la confiance des partenaires étrangers de l'économie polonaise. MICHAL DOBROCYNSKI.

LE MONDE diplomatique

Numéro de janvier

POLOGNE : LA LONGUE MARCHÉ VERS LA NORMALISATION (Igora Ramon)

L'Europe et le tiers-monde dans la bataille de l'information (Jörg Reich)

Le numéro 107
5, rue des Ballons,
75017 Paris Cedex 08

Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

d'investissements tiers-monde

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le banque de données de l'ONUDI

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

Le Fonds de ce service... (text continues)

LA BANQUE MONDIALE ET LE FONDS

DAWN (Karachi)

L'indispensable restructuration des institutions financières internationales

LORSQUE la Banque mondiale et le F.M.I. ont commencé leurs opérations, en 1947, ils comptaient respectivement 45 et 39 membres, dont aucun ne représentait les intérêts du tiers-monde. La Banque mondiale compte aujourd'hui 139 membres, le F.M.I. 142. Cette participation théorique des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance ne change rien, toutefois, au fait que ces deux institutions sont, dans le domaine monétaire, le clé de voûte d'une oligarchie internationale.

Ni leur esprit ni leur structure ne leur permettent de refléter les intérêts de la majorité. L'attribution des quotas par le F.M.I. introduit de fortes distorsions, les vingt pays industrialisés en détenant 62 %, les treize pays de l'OPEP 11 %, et 102 pays en développement 27 % seulement. Comme la plupart des décisions importantes doivent être prises à la majorité de 85 %, les Etats-Unis, qui détiennent 21 % des quotas-part, disposent à eux seuls d'un droit de veto. Le système de vote au F.M.I. et à la Banque mondiale ne répond ni aux réalités financières ni aux impératifs de l'équité internationale. La Grande-Bretagne, par exemple, conserve un pouvoir formel sans aucun rapport avec sa position financière actuelle. Il est compréhensible que les principaux détracteurs des accords monétaires — les pays de l'OPEP — ne soient pas prêts à fournir à la Banque mondiale et au F.M.I. les disponibilités qui leur font

cruellement défaut tant qu'un pouvoir de décision proportionnel à l'ampleur de leurs contributions ne leur est pas attribué. Certes, le nombre total des voix attribuées à l'Arabie Saoudite va être doublé, en vertu d'un accord aux termes duquel ce pays fournira 12 milliards de dollars au F.M.I. dans les trois années à venir. L'Arabie Saoudite n'en demeure pas moins le pays qui dispose du plus petit nombre de voix par rapport à sa souscription en dollars. Quant à la majorité des pays du tiers-monde, qui ne sont pas producteurs de pétrole, il faut qu'ils puissent participer aux votes d'une façon qui leur permette de jouer un rôle plus significatif.

Mais l'enjeu ne se limite pas à une réforme du processus de décision au F.M.I. ou à la Banque mondiale. Il s'agit aussi d'augmenter de façon substantielle les ressources financières multilatérales mises à la disposition des pays les plus démunis. L'urgence

de mesures de cet ordre ressort clairement des estimations selon lesquelles le déficit total des comptes courants des pays en développement devrait se monter, pour l'année 1981, à 100 milliards de dollars.

La Banque mondiale a élevé le niveau de ses prêts de 1 milliard de dollars exactement en 1968 à des engagements de 12,3 milliards de dollars. Toutefois, les conditions de la plupart d'entre eux sont rigoureuses : les prêts consentis par l'intermédiaire de l'A.I.D. plus favorables, n'atteignent que 3,5 milliards de dollars. Le F.M.I. a, lui aussi, augmenté ses engagements. Au cours du premier semestre de 1981, il a engagé plus de 9,9 milliards de dollars de D.T.S., soit près du triple des crédits consentis en 1978. Il est à noter, toutefois, que le taux d'intérêt des prêts du F.M.I. est le taux moyen d'intérêt d'un panier de cinq monnaies, soit 14 % actuellement.

L'approche monétariste du F.M.I.

Conformément à la doctrine qui prévaut dans les capitaux des pays économiquement les plus puissants, les directives générales du F.M.I. pour le tiers-monde sont fondées sur une approche monétariste. La commission Brandt, qui n'est pas opposée à la conditionnalité, a estimé en outre que les conditions mises à l'utilisation des ressources fournies par le F.M.I. étaient appliquées avec trop de sévé-

rité. Elle a fait valoir que le F.M.I., avec sa 1^{re} approche monétariste, ne tenait guère compte des objectifs sociaux, politiques et économiques des pays emprunteurs, ni de leurs difficultés de paiement. Elle a également considéré que les prescriptions du F.M.I. mettaient trop l'accent sur la dévaluation, qu'elles impliquaient une réglementation excessive de l'économie des pays emprunteurs et qu'elles

pénalisaient les couches les plus pauvres de leurs populations. Indépendamment de ces considérations, les déficits vertigineux de la balance des paiements de la plupart des pays en développement qu'entraîne un système d'échanges inéquitable attestent indéniablement que le système monétaire international ne sert pas ces pays. Le GATT a estimé que, sur le déficit global accumulé en 1979 par les pays en développement, 71 milliards de dollars sont imputables aux importations en provenance de pays riches, et 21 milliards à l'augmentation de la facture pétrolière.

Les pays en développement cherchent à combler le déficit de leurs comptes courants en augmentant le volume de leurs exportations. Mais si celui-ci n'est accru de 55 % entre 1973 et 1980, leur pouvoir d'achat n'a augmenté que de 40 % en raison de la dégradation des termes de l'échange. Ils font de plus en plus appel aux banques commerciales pour remédier temporairement à leurs difficultés de trésorerie, ce qui contribue aussi à appauvrir le tiers-monde. Des ressources multilatérales additionnelles doivent être dégagées pour aider à résoudre ce problème. Il est donc nécessaire d'assouplir les mécanismes du système financier international.

D'après la Banque mondiale, il faudrait que les actifs nets des pays les moins avancés (P.M.A.) passent de 70 milliards de dollars en 1980 à 185 milliards en 1990 pour leur per-

mettre de maintenir un taux de croissance raisonnable. Une aide d'une telle ampleur ne sera possible que si un certain nombre de dispositions sont prises. Le coefficient d'endettement (rapport entre les capitaux d'emprunt et les capitaux propres), qui est actuellement de 1/1, devra être au moins porté à 2/1. Même ainsi, il serait encore bien plus prudent que le ratio admis par n'importe quelle banque commerciale.

Certains P.M.A. ne pourront continuer à importer les produits dont ils ont besoin que si un volant de trésorerie est mis provisoirement à leur disposition. Il faut donc subventionner les prêts consentis à ceux d'entre eux qui n'ont pas les moyens d'emprunter des sommes substantielles aux banques commerciales. L'A.I.D. devrait devenir un grand organisme de prêt accordant des conditions favorables au tiers-monde. Les grands programmes nécessaires dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie ne pourront être mis en œuvre que si les pays occidentaux et ceux de l'OPEP contribuent à créer à ces fins des filiales de la Banque mondiale.

Seule une restructuration fondamentale permettra aux institutions financières internationales de répondre aux besoins urgents du tiers-monde, dont la survie et la prospérité économiques sont un enjeu vital pour les grands exportateurs nets que sont les pays avancés.

SYED MAHDI MUSTAFA.

INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

Les pays pauvres perdent à tous les coups

LES pays pauvres, ceux surtout qui n'ont pas de pétrole, sont perdants à tous les coups : que le dollar soit faible, comme c'était le cas jusque voici un an environ, ou fort comme c'est le cas depuis, ils subissent de plein fouet les chocs qui ébranlent le marché monétaire international. Le désordre monétaire international est pourtant, en fait, la résultante de forces qui échappent à leur contrôle. Les évolutions, autonomes ou non, qui interviennent dans les pays riches et les mécanismes élaborés pour y faire face ne prennent pas en compte l'impact qu'ils ont sur les pays en développement. Ceux-ci sont donc, pour reprendre les termes d'un ancien directeur général du F.M.I., M. Schwartz, « canotiers dans un tourbillon de spéculateurs impuissants et d'innocentes victimes ».

C'est au début des années 70 que le système monétaire international a commencé à s'effondrer. Parallèlement, l'or a perdu progressivement sa primauté. Ce n'est qu'alors que l'on a commencé à parler sérieusement de réforme. La question était considérée comme d'autant plus urgente que le dollar restait faible, que les « chocs pétroliers » successifs

infligés par les pays de l'OPEP ont plongé dans le désordre le plus total les comptes extérieurs de la quasi-totalité des pays et que les nations en développement demandaient avec insistance à participer à l'élaboration d'un système monétaire approprié (et équitable).

Le comité des « vingt » (au sein duquel neuf pays en développement étaient représentés) a été créé en 1973 pour étudier les réformes à apporter au système. Ses travaux ont abouti à l'accord de la Jamaïque, conclu en 1976, qui a plus ou moins légitimé, après coup, le régime des changes flottants (sans toutefois exclure, en théorie, la possibilité de réintroduire finalement des parités fixes). Il a suggéré, entre autres, d'augmenter de 33,5 % les quotas-part des pays membres (souscription aux ressources du F.M.I.). Fait significatif, le comité n'a pu parvenir à un accord unanime sur l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux (nouvel instrument de réserve et nouvel étalon monétaire, qui se substituent à l'or) et les fonds destinés au développement des pays pauvres.

Le désordre actuel du système monétaire international est nettement aggravé par les énormes excédents des pays exportateurs de pétrole. Si l'on excepte une courte période, à la fin des années 70, ces pays sont incapables d'utiliser leurs viles leurs excédents. Cet excédent de « pétrodollars » a certes accru la masse monétaire mondiale, mais ces liquidités sont inégalement réparties. Il n'est pas facile de recycler ces fonds dans les pays en développement, où ils font le plus cruellement défaut. Le F.M.I. et la Banque mondiale sont récemment parvenus à se prononcer à cette fin une parole de ces ressources, que le système bancaire commercial a du mal à mobiliser effectivement. Malgré les efforts déployés pour inciter un plus grand nombre de pays en développement à se tourner vers le marché monétaire commercial pour se procurer les ressources dont ils ont besoin — démarche qui vient, à certains points de vue, compenser la lassitude à l'égard de l'aide officielle — et bien qu'on parle de « confinement » par des institutions internationales, les perspectives d'un recyclage de ce type demeurent floues.

N. S. JAGANNATHAN.

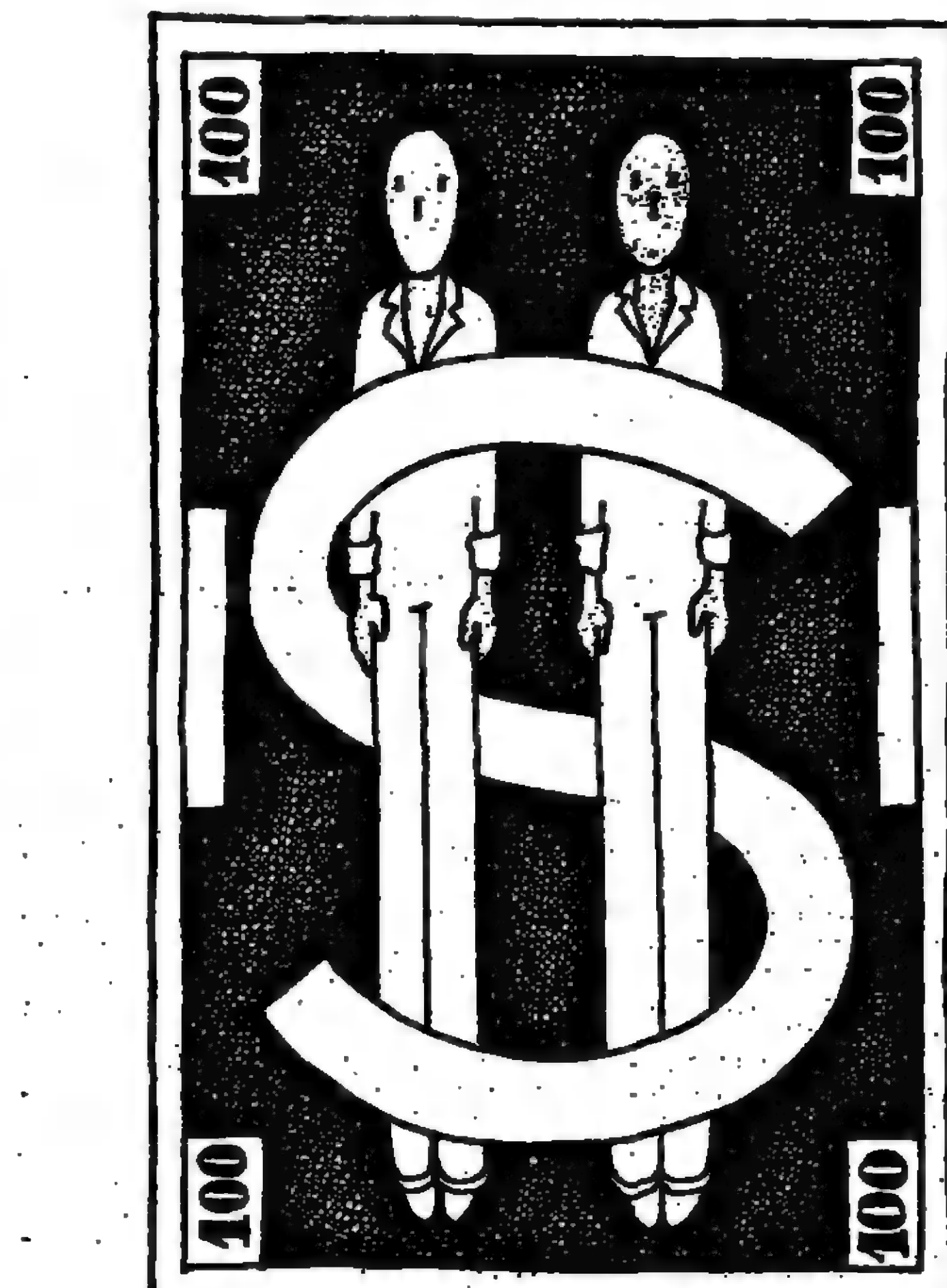
ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Nord et Sud sur la même galère

IL est on ne peut plus fâcheux que le récent sommet Nord-Sud de Cancun n'ait pu parvenir à un accord pour organiser d'urgence des négociations globales dans le cadre des Nations unies. C'est d'autant plus regrettable que les participants étaient unanimes à constater la gravité de la situation.

Le problème Nord-Sud a atteint un stade critique. L'économie mondiale, ébranlée par la série de chocs pétroliers qui se sont succédés, souffre de deux maux : elle s'appelle l'inflation et le ralentissement de la croissance. La situation déjà critique des pays en développement, et surtout des pays non producteurs de pétrole, s'est encore aggravée. En même temps, les nations avancées industrialisées, qui sont d'ailleurs harcelées par une immense armée de vingt-cinq millions de chômeurs, sont de moins en moins favorables à l'aide au développement.

On ne devrait pourtant pas rester sans réaction et laisser le fossé qui sépare les nations en développement des nations avancées se creuser davantage encore. Il est de plus en plus urgent de régulariser rapidement la circulation des matières premières et des produits manufacturés d'une part, l'utilisation mutuelle des capitaux disponibles d'autre part. Inscrit là, le déficit commercial des pays en développement s'expliquait largement par leurs échanges avec les nations avan-



Dessin de Plantu (Le Monde).

Le recyclage des pétro-dollars

Le régime des taux flottants présente certains avantages incontestables pour les pays en développement, surtout si leur monnaie n'est pas rattachée à une seule monnaie de référence et si les responsables de leur politique monétaire manipulent adroitement les taux de change à autre conformité à l'intérêt national. Des dévaluations de fait pratiquées à doses homéopathiques peuvent, par exemple, permettre d'éviter la dévaluation formelle d'une monnaie. C'est une option à ne pas négliger par les gouvernements et les autorités monétaires parce que le transactionisme et les retombées politiques d'une dévaluation formelle peuvent avoir des conséquences désastreuses dans ces pays, où la dévaluation est perçue par beaucoup comme une déformation de la monnaie, dont la responsabilité est souvent rejetée sur le F.M.I.

La part des pays en développement dans les transactions monétaires internationales est si faible qu'ils ne sont pas à même d'influer de manière significative sur son comportement en prenant des mesures et des initiatives qui leur soient propres. Leurs monnaies, qui sont rattachées à l'une des grandes monnaies (ou dont la valeur est déter-

minée par référence à un « panier de monnaies », comme c'est le cas de la roupie indienne) sont soumises aux mêmes pressions que les « monnaies de référence ». Les variations de monnaies comme le dollar, la livre sterling ou le franc français étant le résultat de décisions prises par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France pour tenter de faire face aux problèmes urgents qui se posent au niveau de leur économie ou de leur balance des paiements, les pays en développement qui ont « rattaché » leur monnaie à d'autres sont condamnés à subir les effets de ces décisions, bien qu'elles ne soient évidemment pas toujours conformes à leurs propres intérêts. Même les pays en développement comme l'Inde, où la valeur de change de la monnaie est déterminée par référence à « un panier de monnaies », en pâtissent aussi parce que les « pondérations » des différentes monnaies comprises dans le panier et le calcul de leur valeur moyenne, qui déterminent la valeur de change de la roupie indienne, peuvent avoir des répercussions variées sur les importateurs et les exportateurs, en fonction de la monnaie dans laquelle s'effectuent leurs transactions.

Une part faible des transactions

En revanche, les fluctuations quotidiennes des taux de change des monnaies sèches d'exportation, du coût des importations, du prix des marchandises, etc., constituent un sérieux facteur d'incertitude. La valeur des réserves monétaires des pays est également sujette à variations en raison de ces liens, ce qui crée des problèmes

au niveau de l'aménagement de la dette et des disponibilités monétaires internes. En outre, lorsqu'il s'agit d'un lien avec une monnaie déterminée, la structure des échanges a tendance à se figer, la diversification des produits d'exportation et de leur destination se heurtant à un sérieux obstacle monétaire.

Une banque si...
c'était rassur...

YASUSHI HARA.

الشرق الأوسط

MONÉTAIRE INTERNATIONAL SUR LA SELLETTE

JORNAL DO BRASIL (Rio-de-Janeiro)

Une nécessité : digérer l'endettement du tiers-monde

Le montant des dettes extérieures des pays du tiers-monde a atteint en 1980 le chiffre de 455 milliards de dollars (et 524 milliards selon les estimations pour 1981) (1). Si nous projetons ce chiffre sur la fin de cette décennie, et si nous faisons deux hypothèses optimistes — la première, que ces pays soient capables de maintenir l'équilibre de leurs balances commerciales, la deuxième, que le taux moyen de l'intérêt de leurs dettes ne dépasse pas 15 % l'an — ces dettes accumulées s'élèveront en 1990 à 1500 milliards de dollars.

Comment une telle accumulation de dettes est-elle devenue possible ? Ces dettes seront-elles payées ou établies au cours de cette décennie ? Peut-on compter indéfiniment sur l'expansion du crédit ?

La réponse à la première question est étroitement liée à l'instauration du désordre dans le système financier international au cours des années 70, désordre résultant particulièrement de la dévaluation du dollar en 1971, de sa libre fluctuation sur le marché des changes, et finalement de sa liquidité excessive dans les banques, les entreprises et dans les mains des particuliers hors des États-Unis.

Il convient d'ailleurs de noter que le montant considérable actuel des dettes extérieures des pays du tiers-monde ne correspond pas uniquement à des entrées de marchandises, mais en outre aux intérêts des dettes et autres « débits », plus importants que ceux du commerce et résultant des services et de la balance des capitaux. Le cas du Brésil en est un exemple.

Dans les années 80, la balance commerciale du Brésil (différence entre importations et exportations, en

dollars FOB) a eu un excédent de 2,1 milliards de dollars (15,9 milliards de dollars d'exportations contre 13,8 milliards de dollars d'importations). Au cours de la dernière décennie la balance a été déficitaire de 14,6 milliards de dollars (importations, 87,2 milliards de dollars ; exportations, 82,6 milliards de dollars). En 1980, la balance commerciale a présenté un déficit de 2,8 milliards de dollars, ce qui donne un total accumulé, jusqu'à la fin de l'année dernière, de 15,3 milliards de dollars. Quant à la dette

extérieure brésilienne, elle a atteint 55 milliards de dollars, environ trois fois et demi le montant du déficit commercial accumulé.

Cette différence entre le total de la dette extérieure et les déficits accumulés de la balance commerciale découle de l'écart entre les marchés financiers et commerciaux. C'est une conséquence de plus du désordre du système financier international. Les principaux créanciers ne sont pas les fournisseurs de marchandises et de services, ce sont les agents financiers.

Menace d'une crise mondiale de liquidités

La réponse à la deuxième question, à savoir si les dettes du tiers-monde pourraient être remboursées ou partiellement amorties, est négative. Pour les effacer, les pays du tiers-monde auraient dû accumuler des excédents dans leurs balances commerciales. Or la conjoncture mondiale de chômage et d'inflation a rendu impossibles de tels excédents. En conséquence il ne reste d'autre solution pour les pays du tiers-monde que d'accroître encore leurs dettes.

Mais est-ce possible ? La réponse est encore non. Les créanciers les plus importants du Brésil sont les grandes banques, qui cherchent à se procurer de nouvelles garanties pour leurs prêts, ce qui les amène à exclure la clientèle du tiers-monde. Tôt ou tard, d'ailleurs, ces banques risquent de voir s'épuiser leurs moyens à l'égard des pays demandeurs de crédits, ce qui déclencherait une crise mondiale de liquidités.

Bref, ce qui nous manque, et qu'on ne peut aujourd'hui espérer, c'est une institution mondiale capable d'assumer, au moins en partie, le rôle des grands banquiers et de financer une

partie des dettes des pays du tiers-monde. Le Fonds monétaire international n'a tout simplement pas les moyens pour cela.

Quelle est donc la situation des pays du tiers-monde ? Les voilà étreints entre les banquiers et les grandes entreprises, qui dominent le marché. Les banquiers, qui, dans le souci de percevoir du moins une partie des intérêts de leurs prêts, font pression sur les pays dévalorisés pour qu'ils augmentent les exportations tout en diminuant les importations, sans se soucier des sacrifices qu'ils imposent de la sorte à ces pays. Les grandes entreprises, qui contrôlent le marché mondial et qui poussent les pays pauvres à vendre peu et bon marché.

Il est fatal qu'on aboutisse à une impasse. Une seule issue reste : il faut que les gouvernements des pays industriels et les grandes banques trouvent un moyen de « digérer » les dettes des pays du tiers-monde.

SERGIO VALLADARES FONSECA, *Ingénieur, économiste, entrepreneur.*

(1) Chiffres et estimations O.C.D.E.

LA STAMPA (Turin)

Le S.M.E. : une bataille à ne pas perdre

DÉCLANCHÉES par la réévaluation du mark allemand et du florin hollandais (+ 5,5 %) et la dévaluation simultanée de la lire et du franc français (- 3 %), la nouvelle tempête monétaire du 4 octobre dernier a rallumé les polémiques sur la question de savoir si le S.M.E. (système monétaire européen) sera encore à quelque abais. Au soir de ce dimanche 4 octobre, juste après les décisions prises à Bruxelles, nombreux étaient ceux qui se demandaient s'il était bien utile de prolonger le « sauvetage » des monnaies faibles pour empêcher l'effondrement d'un système qui semble n'avantage que sa monnaie pilote, c'est-à-dire la monnaie allemande.

Experts et hommes politiques restent cependant persuadés de l'utilité du nouvel ordre monétaire européen, sûrs qu'ils sont qu'à la longue cet accord réussira à harmoniser au niveau le plus élevé les économies des divers partenaires européens. Le 13 mars 1979, quand le S.M.E. a été mis en marche, il démarrait dans une conjoncture difficile, parce que les conditions d'équilibre des pays participants étaient très divergentes : entre l'Italie et l'Allemagne, par exemple, la différence est de 15 à 18 points, alors que la monnaie italienne a droit à une marge de fluctuation plus importante (6 %) que celle accordée aux autres devises (2,25 %). Les adversaires du système avaient aussitôt affirmé que le S.M.E. ne résisterait pas et que les pertes, en termes de réserves et de reconversions à des objectifs nationaux, seraient incessantes et coûteuses.

Les tensions n'ont pas manqué, ni les menaces d'abandon, mais le système tient toujours. Ses partisans disent même que les ajustements monétaires au sein du « serpent » ont été relativement limités, surtout si on les compare aux réajustements « libérés » de la période précédente. La preuve, d'ailleurs, que le système est

solide, c'est que le marché a fini par accepter ces modifications avec moins d'émotion qu'autrefois, comme on l'a bien vu à l'occasion de la dévaluation de la lire du 22 mars et de celle qui a suivi en octobre dernier.

Ces réactions mesurées tendraient à confirmer que le processus de rapprochement des économies européennes est possible et doit se poursuivre. A la lumière de ces observations, l'éventuel réajustement des parités doit être considéré moins comme un remède contre un mal déjà déclaré que comme une mesure préventive. Les nouveaux taux de change — toujours selon les experts — reflètent de manière plus réaliste la force relative des partenaires du S.M.E. Pour affronter le dollar, l'Europe devrait pouvoir ainsi se présenter en meilleur « ordre de bataille ».

Il est certain que le S.M.E. a permis à beaucoup de pays de financer plus commodément le déficit de leur balance des paiements courants. Si l'Allemagne a exporté une certaine stabilité, c'est surtout parce qu'elle a assuré, d'une manière ou d'une autre, une plus grande stabilité des parités monétaires. Mais cela ne saurait être un jeu à sens unique, ni une situation qui se prolonge indéfiniment. La stabilité importée par le biais d'un taux de change favorable, pour être viable, doit être assortie d'une politique réellement anti-inflationniste, sinon les crises se reproduisent, stérilisant les avantages acquis au départ grâce aux termes de l'échange.

Le sens de ce message peut se résumer ainsi : les monnaies faibles, au sein du S.M.E., n'ont pas la vie facile, mais cela peut provoquer une accélération des programmes d'assainissement économique des pays concernés. Les sacrifices d'aujourd'hui ont pour but des avantages durables. C'est une bataille que l'Europe ne doit pas perdre.

EMILIO PUCCI.



Une banque spécialisée,
c'était rassurant.

C'est devenu indispensable.

Quand le marché de l'immobilier est désorienté, l'avenir est à la banque spécialisée. C'est ce qui fait le succès de la Banque de La Hénin : tous les conseillers que vous y rencontrerez sont de véritables experts en immobilier.

La Banque de La Hénin reste la grande banque dont l'immobilier est la première vocation. Elle a toujours été à la pointe en ce domaine. Elle est parmi les toutes premières banques distributrices de Prêts Conventionnés ; elle a su créer les barèmes progressifs, le Compte Epargne Résidence Secondaire et certains crédits immobiliers sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, vous trouverez toujours un partenaire qui sait à quel point son interlocuteur peut avoir besoin de conseils, de souplesse et de rapidité de décision.

Dans l'immobilier en 1982, il faudra réagir en spécialiste. A la Banque de La Hénin, ce n'est pas seulement une conviction. C'est une volonté.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

	large	large TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	large	large TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions


emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

FINANCIAL OPERATIONS

The World Bank, an international institution in the field of economic development, provides financial and technical assistance to developing countries. The Bank has two openings in its Financial Operations Department at its headquarters in Washington, D.C.

Management-Level Position: To direct one of three divisions in the Financial Operations Department responsible for carrying out the Bank's borrowing program. Reference No. 2-3-FRA0101

Financial Operations Officer: Responsible for initiating, implementing, and monitoring the Bank's borrowing activities (over \$6 billion equivalent in various currencies in the last fiscal year) in capital markets worldwide, including the negotiation of terms and conditions of borrowing transactions. Officers also do financial analysis of borrowing techniques and identification of sources of funds, and provide assessment of capital market trends and interest-rate developments. Reference No. 2-3-FRA0102

Candidates applying to either of these positions should have the following:

- Substantial experience in financial and capital markets, domestic and international, preferably with a commercial or investment banking background;
- University degree in Business Administration/Economics or equivalent experience;
- Excellent command of English; fluency in one or several other languages, for use in negotiations with counterparts in major financial and capital markets, is highly desirable;
- Strong interpersonal communication skills.

The Management-Level Position requires proven management capability.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. Please send a detailed resume, quoting the relevant reference number to:

The World Bank
Staffing and Planning Division
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Nord-Ouest

recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT pour l'U.R.S.S.

Il disposera d'une solide expérience dans le domaine des TÉLÉCOMMUNICATIONS.

- Déplacements fréquents;
- Contacts à haut niveau;
- Langues: anglais et russe indispensables (parlé et écrit).

Adresser curriculum vitae à Impact U.S. 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche

2 GEOLOGUES

spécialisés dans la surveillance de forages pétroliers.

2 SUPERVISEURS

forages pétroliers

- Expérience minimum exigée: 3 ans.
- Rémunération motivante.

Envoyer C.V., sous réf. 3996/JR à AMP 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

Important groupe français
recherche pour ses filiales
EN AFRIQUE

INGÉNIEURS ESC ou équivalent

Ayant expérience dans diffusion matériaux construction et/ou équipement de chantiers minimum 30 ans.

Avantages habituels d'expatriation.

Adresser C.V. et prétentions n° 20.380 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.


emplois régionaux
emplois régionaux
emplois régionaux

Société d'expertise comptable
recherche pour NOT
Collaborateur expérimenté
Adresser C.V. et prétentions à SAVAS
n° 1021, B.P. 304
75008 PARIS CEDEX.

S.E.V.M.E. Informatique, Z.I. les
Folies, 13400 AUBAGNE, Tél.: (69)
82-23-06, recherche
INGÉNIEURS COMMERCIAUX,
dont 1 pour région Paris, et 2
TECHICIENS SUP. dévoués,
expérimentés pour usine.

L'Association Maison Muséologique
recrute
UN ANIMATEUR PERMANENT
direction C.L.S.H. et administration
diverses.
Envoyer un dossier à M. le Président
de la Maison pour tout
3, rue de l'Église, 49000
ANGERS. Date de clôture: 22 janvier 1982.

Atelier de création audiovisuelle,
29237 SEZN, tél.: (69)
69-82-38, recrute animateur
travaux sociaux-culturels
(CAPASSE-DEFAI), expérience
prof. exigée et note à l'écrit
des actions de formation et de
relation audio-visuelle (photo-
MAV-SS). Expédier dossiers
avant le 23 janvier.

Synd. nat. prof. élevage agricole
rech. secrét. général tel. parl.
cour. angl. et autre europ., perf.
notions chimie de l'eau et l'hy-
draulique, notions santé, arg.
sens des relats. Travail Paris, dé-
plac. en prov. et à l'étranger.
Adresser C.V. et prétentions à
complet à: Cabinet LE MOAL,
8, rue du Plessis, 44000 Nantes.

VOUS ÊTES INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN OU MÉCANICIEN

Nos activités internationales centrées sur un secteur industriel de pointe, tournées vers le grand public, vous offrent des opportunités dans nos secteurs de RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT de produits électroniques: télévision, péritelvision, vidéo...

Hommes ou femmes d'études dans les domaines du traitement numérique du signal, des circuits analogiques, de l'opto-électronique ou de la micro-informatique, vous êtes également un cadre d'industrie.

Conscient et soucieux d'assurer la compétitivité de nos activités, votre capacité à concevoir nos produits futurs engage l'avenir de nos unités industrielles.

Nous attendons également les hommes forts de ces Unités Industrielles. Ingénieur de fabrication mécanicien ou/et automaticien, vous êtes homme de méthode et de rigueur. La fabrication robotisée de grande série vous passionne; vous êtes convaincu qu'elle est un outil de qualité et un moyen de performance.

Si vous vous sentez concernés par ces postes, vous devez savoir que la dimension internationale de notre groupe vous permettra rapidement d'évoluer mieux encore si vous parlez anglais et/ou allemand.

Ces postes sont aujourd'hui à pourvoir dans une des villes universitaires de bord de Loire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 20305 à CONTESSÉ-PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR DES TRAVAUX

Cette entreprise réalise annuellement environ 700 logements individuels et collectifs dans le secteur social.

L'Ingénieur en Chef que nous recherchons dépend directement du Directeur Général et prend en charge la responsabilité des chantiers sous tous les aspects: technique, économique et humain.

Ingénieur diplômé, c'est un homme de dialogue technique et un organisateur méthodique possédant des connaissances professionnelles étendues, notamment en second-œuvre. Patron, c'est un homme de caractère et aussi l'animateur de 200 personnes. Il gère un C.A. d'environ 50 millions et élabore la politique de sous-traitance. C'est donc un ingénieur ayant une dizaine d'années d'expérience en construction à usage d'habitation.

Merci d'écrire sous réf. Mo 5496 C à notre conseil, Guy Deschamps, qui vous assure d'une discrétion absolue.

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK GENEVE MONTREAL TORONTO

egor

LE CRÉDIT AGRICOLE DU CANTAL
RECHERCHE
UN HOMME COMPÉTENT
POUR UNE INFORMATIQUE
DE QUALITÉ:

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

NOUS RECHERCHONS:

- Un homme d'expérience ayant une solide formation de base (généraliste et informatique).
- Ayant déjà exercé des fonctions équiv. de management.
- Maîtrisant parfaitement la technologie liée à l'évolution des systèmes informatiques, notamment au niveau des méthodes d'analyse et de programmation.
- Qualités de négociateur et de conseil.
- Sens de l'efficacité et du service.

NOUS LUI CONFIERONS:

- La responsabilité des études informatiques et l'animation d'une équipe d'une vingtaine d'informaticiens.
- La mission de mise en place de méthode et standards, ainsi que d'outil d'amélioration de la productivité.
- La coordination des diff. projets du plan informatique.

L'ENVIRONNEMENT TECHNIQUE ET NOS PROJETS:

- IBM 370/148 évoluant vers 2 X 4341-2.
- Construction d'un nouveau centre d'informatique.
- DOS/VSE, CICS, DL/I avec évolution vers MVS.
- AXIAL, IPT, Librarian, Volle, Metacool, etc.
- Un réseau local de distribution de l'énergie informati- que à base de 3278 et 3279.
- Un réseau équipant les ag. en 1983 avec des 47XX.

NOUS OFFRONS:

- La qualité de la vie, dans le cadre naturel exceptionnel du Cantal, à 30 km des pistes de ski l'hiver, à proximité des plans d'eau l'été.
- La sécurité d'une entreprise solide en pleine évolution technologique.
- Des possibilités d'évolution de carrière motivantes. Nous confions ce recrutement à: Mme ROQUE, réf. 603, INFORMATIQUE ET ENTREPRISE, 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS. Téléphone: 766-03-22.

GRUPPE FRANÇAIS
d'excellente notoriété,
le Matériel d'Équipement destiné au Transport -
recherche

directeur d'usine

pour unité à taille humaine en forte expansion
MIDI-MEDITERRANEE

INGÉNIEUR de formation, homme d'expérience
35 ans min., venant de préférence de l'industrie
plastique ou mécanique.

Rémunération intéressante.
Très larges perspectives d'évolution.

Pour étude confidentielle de votre candidature,
adresses votre dossier sous référence 8687 à
AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75009 Paris,
qui transmettra.



Ingénieurs qualité

NORD - NORMANDIE

Le Groupe SOCOTEC (2.400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations une très grande notoriété dans les milieux de l'Industrie et du Bâtiment. Dans le cadre du développement de nos activités liées à l'organisation et à la gestion de la qualité, nous sommes amenés à vous proposer deux postes d'Ingénieurs Qualité:

- l'un à LILLE Réf. 82 - 05
- l'autre à SEVRES ou à BOURG Réf. 82 - 06

Ingénieur de formation (E.C.P. - E.N.S.A.M. - E.N.S.M. - I.N.S.A...) vous avez acquis par plus de 5 années d'activité professionnelle, une bonne maîtrise des problèmes de gestion industrielle et de production dans le secteur des industries mécaniques. Une première expérience en organisation de la qualité serait un atout supplémentaire. Après une période de formation à notre métier et à nos méthodes vous serez appelé à commercialiser et à développer nos activités auprès des industriels de la région Nord-Ouest. Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence indiquée à P. CANDRES - SOCOTEC 3, avenue du Centre 78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL INTERNATIONAL

recherche

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

A - Pour le CENTRE DE RECHERCHE DE PARIS:

Il s'agit de faire partie d'une équipe de recherches avancées pour la création et le développement de petits électromécanismes de série destinés à l'industrie automobile.

Ce poste convient à un jeune ingénieur créatif sortant d'une école du type ARTS ET MÉTIERS, ECAM, ICAM... ou micro-mécanique de Besançon, ayant, si possible, une première expérience de quelques années et souhaitant s'épanouir dans un bureau d'études à la pointe de la technique. (référence 2402)

B - Pour le B.E. de la PRINCIPALE UNITÉ DE PRODUCTION en PROVINCE:

C'est un poste au sein du bureau d'études appliquées qui comprend une solide équipe d'ingénieurs et de techniciens, travaille en relation étroite avec le Centre de recherche de Paris et procède notamment aux essais et à la mise au point finale pour la fabrication en grande série des mécanismes innovés ou améliorés.

Le candidat doit être diplômé d'une école d'ingénieurs du type ARTS ET MÉTIERS, ECAM, ICAM... ou micro-mécanique de Besançon, et avoir déjà prouvé sa créativité au cours d'une première expérience similaire. (référence 2403)

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR CEUX QUI RÉUSSIRONT À CES POSTES.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au département Recrutement du COMES, 19, r. de la Paix, 75002 PARIS, en rappelant la référence du poste.

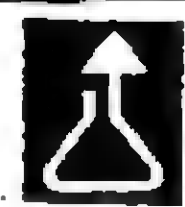
DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS



**ROHM AND HAAS
FRANCE S.A.**

Filiale de ROHM AND HAAS COMPANY
PHILADELPHIE
recrute pour son DEPARTEMENT
ADDITIFS pour PRODUITS PETROLIERS

un technico-commercial

FORMATION : Ingénieur Chimiste - H.E.C. - Sup de Co

EXPERIENCE : 2/3 ans dans la vente ou le marketing de produits industriels ou bien débutant

FONCTION : animation commerciale en France auprès des compagnies pétrolières et des professionnels des lubrifiants.

Par la suite les responsabilités pourront être étendues au niveau européen.

- Anglais parfait indispensable.
- Allemand souhaité.
- Déplacements fréquents environ 50% du temps.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. détaillé à la Direction du Personnel - ROHM AND HAAS FRANCE S.A. - Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75019 Paris Cedex 12

**INSTITUT FRANCAIS
DU PETROLE**
recherche

UN JEUNE INGENIEUR

Dégage des obligations militaires, aimant le travail en équipe et ayant le goût des montages expérimentaux et des mesures physiques pour supervision de travaux en laboratoire et participation à des expériences sur le terrain.

Formation souhaitée : études de mécanique ou de mécanique physique.

Envoyer C.V. et prêt, sous n° 20318 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.



sofiredex
Conseil en marketing international
émulation du C.F.C.E. de la COFACE, de l'IDF, de la B.N.P., du Crédit Lyonnais, recherche

3 INGENIEURS CONSULTANTS

pour prospection France Nord et Est
France Ouest
France grandes entreprises (diplôme grande école d'ingénieurs et business school)
Age min 30 ans, expérience vente et export.
Adr. C.V. photo, réf. : présentations à C. KOTTMANN 228, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris.

LABORATOIRES de MARCOUSSIS
CENTRE de RECH. de la C.G.E.
(REGION PARISIENNE)
recrute :

UN INGENIEUR

« TECHNOLOGIE
SEMI-CONDUCTEURS »

5 ANS D'EXPERIENCE MINIMUM
pour RESPONSABILITE D'UNE EQUIPE
DE RECHERCHES APPLIQUEES
sur circuits bipolaires rapides (SI)

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, sous la référence MIC/2 au Service du personnel, LABORATOIRES de MARCOUSSIS, route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.

DIRECTEUR D'USINE

46 ans

Ingénieur A.M. + Gestion I.G.C.
Expérience confirmée dans le domaine
« Relations sociales » de la fonction.
Disponible rapidement.

DIRECTION D'USINE ou DIRECTION GENERALE P.M.I.

Ecrire sous n° 6394 M. REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE 34 ans - Formation Ecole technique + CNAM.
Responsable méthodes outillage et fabrication constructions mécaniques et électriques, calculs de coûts et d'amortissements, industrialisation de produits, implantation d'usines, études de postes (MTM) pratique de l'assurance qualité machines automatiques, mécanique de précision, injection plastique (pièces et moules), connaissance de l'informatique.
RECHERCHE : situation semblable en région parisienne. Libre rapidement. (Section BCO/JCB 149).

CHEF DE PROJET GESTION - Bases de données et audit informatique. H. 42 ans, anglais courant. 17 ans expérience multinationale avec gros systèmes IBM DOS/VS, TOTAL et UNIVAC EXEC 8 et avec petits systèmes Burroughs, NER, PDP 8, NOVA 1200 et 4 Phase, langages : Cobol, Fortran, Basic, Bal et Gap II.
RECHERCHE : situation similaire dans toutes sociétés désinant développer département informatique, Paris, R.P. (Section BCO/JCB 150).

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE - 45 ans, licence en droit et CAPA, 10 ans juriste (avocat), 13 ans administration entreprise de plus de 1000 personnes : gestion du personnel et politique sociale, informatique de gestion, problèmes juridiques, assurances, droit immobilier, droit des sociétés.
RECHERCHE : même fonction secrétaire général ou direction admin. et juridique (Section BCO/JV 151).

CADRE SUPERIEUR - 48 ans, juriste confirmé, spécialiste du droit des assurances vie et IARD. Bonnes connaissances en droit de travail et formation professionnelle, contentieux immobilier, sens des contacts et des relations humaines.
RECHERCHE : poste à responsabilité dans C d'assurance ou entreprise du secteur tertiaire. (Section BCO/GP 152).



BORNE OU TELEPHONE :
12, rue Blanche, 75009 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

Importante entreprise
de travaux publics
présente dans 26 pays
recherche pour sa
Direction Financière
au Siège à

LA DEFENSE

un Cadre Financier débutant

Le candidat retenu sera soit diplômé d'une grande école de commerce : HEC, ESSEC, ESCP, soit titulaire d'un MBA et d'un diplôme juridique complémentaire. Il parlera couramment l'anglais, et sera disponible immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 9410 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

SFIM

**SOCIETE DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS DE MESURE**
recherche

Ingénieurs - Analystes-Programme

TEMPS REEL
POSITION I et II
Connaissances souhaitées : PDP 11 - MITRA - MICROPROCESSEURS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :
Direction des Affaires Sociales
B.P. 74 - 91301 MASSY

otène s.a.
H₂OOC-H

45% d'expansion en 1981 recherche pour son
Département TRAITEMENT DES EAUX

Assistants Techniques Commerciaux

Nous demandons :
Connaissances de la chimie ou dépannage adoucisseurs.

Déplacements Région Parisienne
Salaires selon capacités.

Adresser CV manuscrit et photo, à :
OTENE S.A.
11, rue des Bleuet - 95870 BEZONS.

Frédéric F. Kistner
et son équipe
souhaitent
une très bonne année
à leurs clients
et amis

SVPAS
37 rue du Général Foy, 75008 Paris
522.44.60 - SVP 11.11



Filiale de THOMSON CSF Informatique la CIMSA est
spécialisée dans l'informatique exploitée en environne-
ment « sévère ».

Dans le cadre du développement de nos Etudes
scientifiques réalisées en bureau d'Etudes, nous
recrutons un JEUNE INGENIEUR ayant une forma-
tion A. et M. ou équivalent.

Il aura pour mission :
- les études théoriques mécaniques de périphériques
de calculateurs.
- le suivi et la responsabilité de la fabrication et de la
mise au point de maquettes et de prototypes ainsi
que de leur industrialisation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite,
C.V., photo et souhaits de rémunération) en précisant
bien la référence IBE 82 à Edwige DACQUAY - Service
Emploi Formation - CIMSA - 10/12, avenue de
l'Europe, 78140 VELIZY.



Sté ALSTHOM ATLANTIQUE
DIVISION FERROVIAIRE, recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

pour négociation et coordination commerciale
d'affaires d'ensemble à l'exportation dans le
cadre d'un groupement international.

Formation grande école
Langues : anglais indispensable,
allemand apprécié.
Quelques années d'expérience en négociations à
haut niveau.

Niveau d'appointement
entre 150.000 et 180.000 annuel,
suivant expérience.

Adresser CV et prétentions à la
Sté ALSTHOM ATLANTIQUE
Direction Administrative de la Division Maté-
riels Ferroviaires - Tour Neptune - Cedex 20
92086 PARIS LA DEFENSE

**IMPORTANT
GROUPE D'ASSURANCES**
recherche

Informaticiens (même ingénieurs débutants)

pour participer à la conception, au
développement et à la mise en place
de systèmes informatiques de gestion
pour les agents généraux.

Les postes requièrent outre des
compétences techniques des
aptitudes à la formation et au conseil.

Des connaissances en comptabilité
seraient appréciées.

Lieu de travail : Paris - La Défense.
Déplacements de courte durée en
province à prévoir.

Adresser C.V. à Média-System,
104 rue Réaumur 75002 Paris,
sous réf. 8546.

STÉ D'ELECTRONIQUE
recherche

COMMERCIAUX
EN MATERIEL TELEPHONIQUE
pour Paris
Hauts salaires
salaire complet
Promotion assurée.

Tél. le matin 282-03-10.

INDUSTRIE AERONAUTIQUE
REGION PARISIENNE
recherche

**INGENIEUR
CONCEPTION
ET DESSIN**

Responsable du bureau
d'études, il dirige, contrôle les
projets. Expérience professionnelle
en mécanique aéronautique,
petite et moyenne série.
Connaissances en robotique
appréciées.

Formation : Ingénieur, anglais
soutenable.

180.000 F

Ecrire, sous réf. 302, à :
SVERSTIS, B.P. 286,
75424 PARIS CEDEX 09,
qui transmettra.

**LE CENTRE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE DU BATIMENT**
recherche

**INGENIEUR
GRANDE ECOLE**

2 à 3 années d'expérience ou dé-
butant avec FORMATION ECO-
NOMIQUE, niveau 3^e CYCLE,
pour participer à des études éco-
nomiques sur l'énergie dans le
bâtiment.

Adresser C.V. et prétentions à
M. URIER, chef de service,
C.S.T.B.,
4, av. du Recteur-Poincaré,
75016 PARIS.

MAJOR INTERNATIONAL
TRADING COMPANY
Importers of Far Eastern Goods
is searching for

AGENTS
well versed to French
and able to take care of all
French territories and French
speaking countries.

Please reply to DESSEN, 69, rue
de Provence, 75009 PARIS.
With reference 4193.

**UN INGENIEUR
GRANDE ECOLE**

45 ans min.
Expérience Génie Civil souhaitée.
Env. C.V., photo et pré-
tentions sous n° 8594 à L.T.P.,
31, boulevard Bonne-Nouvelle,
75003 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

Recrutons Paris-Provence
INGENIEURS LOGICIELS
dans ou hors du temps réel,
langages évolués, orientation
programmation structurée.
Tél. 568-17-27, 5, 254 ou 255.

Pour importante Société
INGENIEURS

- GENIE CHIMIQUE
- ELECTRONIQUE
Expérience exigée
S.O.D. - 30-48.
44, rue René-Boulanger, 10^e.

**IMPORTANT ORGANISME
DE RECHERCHES**
Recrute pour son établissement
connaissances en :

**UN JEUNE INGENIEUR
SYSTEME**

Ecole d'ingénieurs avec option
informatique indispensable.
Du nationalité française.
Sal. 6.500 F. à 8.000 F./mois
(+ avantages sociaux).
Ecrire avec C.V. et photo
sous n° 115382 M.
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

secrétaires

Société de distribution et d'études
proche banlieue OUEST
recherche

SECRÉTAIRE

à responsabilités

pour assister au code 46 :
- d'assurer la société,
- d'assurer des liaisons internes et exté-
rieures,
- de suivre gestion courante, secrétariat, cour-
rier, personnel.

Ce poste exige esprit d'initiative, autorité personnelle,
mais aussi diplomatie.

Convientrait à personne expérimentée aimant activités
variées, minimum 35 ans.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, à n° 20.687
CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,
75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

formation professionnelle

DEDRAMATISATION DU RECRUTEMENT

Vous postulez à un emploi

Mais vous appréhendez les tests, l'entretien
et les réunions de groupe.

Eloignez cette crainte en vous initiant
aux techniques de recrutement

PIERRE LICHOU

FORMATION
(cours privés)

Tél. : 297.44.89

PROFESSEUR DE MATH
expérimenté, parlant Français,
Anglais, Espagnol, Portugais.
Bon traducteur-correcteur
cherche emploi en rapport avec
ses connaissances.

Ecrire M. A. Maréchal,
1, rue Lavoisier, 93130
NOISY-LE-SEC.

Rech. remplacement minimum
3 mois petit SECRETARIAT
ADMINISTRATIF-BATIMENT
en COMMERCIAL.

J. F. 28 ans, réf. b. présent.
Région parisienne, 12 ans d'expérience de la vente
d'immobilier et chasseur de
détail et super marchés depuis
le 1^{er} février 1982.
Ecr. s/n° 6.235 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 33 ans, PSY et GRAPHI-
STE expérimenté recrutement.
Ouvrir 1 en 1/2 RESPONSABLE
RECRUTEMENT - FORMATION -
GESTION DE CAUSSES

(3.000 personnes) cherche poste
Paris ou sein de D.R.H. Libre rap-
pement suite déménagement.
Ecr. à n° 1052, Publications Rétros,
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Je suis une femme de 35 ans
l'ordre la vente et le sens des
responsabilités fait partie de
mon caractère.

Habituée à la prospection télé-
phonique et aux contacts à haut
niveau, j'ai une bonne expérience
en Agence de Publicité.

Je recherche un poste de
RESPONSABLE

de développement avec une
détermination professionnelle.
Ecrivez-moi s/n° 8283 à
PUBLICIS JUNIOR
13, rue Royale, Paris-8^e,
(qui transmettra).

JEUNE HOMME 21 ANS
dégagé des obligations militaires

CAP et NVEAU R.E.P.
TELECOMMUNICATIONS
COURANT FAIBLE

Charge emploi tél. 969-38-12.

**VRAI ADJOINT
POUR GRAND P.D.G.**

38 ans, apportant :
• Une formation supérieure
complète (droit, St. Pol.)
• Une expérience de directeur
P.M.E. + 50 personnes.
• Une connaissance pluridisci-
plinaire, gestion des affaires,
commerciale, publicitaire, marke-
ting, client, française et inter-
nationale, marchés étrangers.
• Un esprit de synthèse, créa-
teur et volontariste.

• Anglais - espagnol.
Connaissances allemand +
italien.

Situation d'adjoint à P.D.G. ou
D.G. ou poste de directeur dans
P.M.I.-P.M.E. ou grande société
française ou internationale.

Ecr. s/n° 6.233 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ECRIVAIN, connaissant Anglais
et Allemand, effectuait recu-
pération, mises au point littéraires et
corrections typographiques.
Tél. 262-42-64.

CADRE SUPERIEUR

- Ing. grande école 45 ans.
Bon chef serv. ultra pro-
fessionnel et exp. informatique.
- Etud. toutes propositions
Paris.

Ecr. s/n° 7.674 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F., secrétaire ardo-dactyle,
12 ans d'expérience, bonnes
notions anglaises. Libre de suite,
recherche toute école.
Tél. : 004-25-82.

SECRÉTAIRE DIRECTION

30 ans, 20 ans cabinet juridique
cherche place assistante ou
secrétaire Service commercial ou
marketing.

Paris, Ecole. Gère de Lyon.
Tél. : 046-44-96.

representation demandes

Age 67 ans représentant
25 ans d'expérience de la vente
d'immobilier et chasseur de
détail et super marchés depuis
le 1^{er} février 1982.

Ecr. s/n° 6.235 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

Pour connaître les emplois
offerts à l'étranger (Amérique,
Canada, Afrique, Amérique,
Asie) etc., la revue spécialisée
MIGRATIONS (L.M.), 3, rue Mon-
tigny, 75420 Paris Cedex 08.
(qui transmettra).

travail à domicile

DACTYLOGRAPHES, impor-
tance de vos thèses, mémoires sur
L.B.M. Rapide. Tél. 760-86-00.

animaux

Vente
CHAT PERSAN, noir, 7 mois.
Pédigree.
Prix à débiter.
578-45-21, après 20 h 30.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

LOTUS TALBOT. Etat neuf.
GARAGE NATION
240-09-71.

divers

PRIX ATTRACTIF
LANCIA B TREVI

1600 - 2000 l.e
du 4/1 au 24/1/82
336.38.35+

Ann

mobilier

Le Monde

256-15-01

Le Monde

économie

CONSOMMATION

Les agents de la répression des fraudes dénoncent la « gadgetisation » des opérations de contrôle

Les agents de l'ancien service de la répression des fraudes, qui est rattaché désormais au ministère de la consommation et non plus à celui de l'agriculture, ont été appelés à faire grève ce mercredi 13 janvier, par le syndicat F.O., qui est majoritaire. La but de ce mouvement est que Mme Lalumière, ministre de la consommation, prenne en compte leurs revendications : avant l'administration des agents qui n'ont pas été associés à la préparation des nouvelles structures du ministère, rôle de leur service dans « une véritable politique de la consommation », problèmes catégoriels (rétributions et paiement des indemnités). Dans une lettre adressée le 5 janvier à leur nouveau ministre, le syndicat F.O. dénonce notamment la « gadgetisation » des opérations de contrôle (rentrée des classes, jouets, vacances de neige), « dont les tâches sont dispersées, sans aucune logique », et qui ne permettent pas de lutter efficacement contre la concurrence déloyale et la fraude.

Devant l'Association des journalistes de la consommation, qui avait invité Mme Lalumière à déjeuner, mardi 12 janvier, le ministre est convenu que la rémunération de ces personnes « n'est pas à la mesure des tâches qu'on leur demande », et a réaffirmé que les lourdes tâches administratives et budgétaires ne lui aient pas permis de leur donner satisfaction dès janvier.

Des centres d'information sur les prix

Mme Catherine Lalumière a, d'autre part, annoncé que la première tâche dont elle chargera la mission d'étude et de coordination (groupe de travail à vocation interministérielle) qu'elle vient de créer est de son ministère, sera de préparer la mise en place de centres d'information sur les prix. La création de ces centres, selon le ministre, a pour objectif d'aider à la lutte

contre l'inflation et de répondre à la question : que peuvent faire les consommateurs pour peser sur les prix ? L'idée de départ, à la mission devra précéder et animer en œuvre est de créer des instances, les plus décentralisées possible, capables, pour un échantillonnage de produits de grande consommation et à partir de prix constatés au niveau du commerce de gros, de fournir localement la fourchette des prix de détail. L'initiative desquels ont dû pouvoir trouver ces produits. Ce « prix normal » serait établi en appliquant à chaque article choisis les coefficients en usage dans la profession. Mme Lalumière souhaite qu'on évite les indices globaux qui ne sont guère utiles et que l'établissement de ces « fourchettes de prix » soit rigoureux afin que les chiffres publiés ne puissent être contestés. Il s'agit en fait de mettre en place des agences d'information sur les prix comme il en existe en Suède.

Ce travail devrait prendre plusieurs mois aux membres de la mission qui seront chargés ultérieurement d'étudier la mise en place d'une sorte de banque de données sur les accidents domestiques et leurs causes (ce qui correspond à un souhait depuis longtemps formulé au niveau européen) et de réfléchir à la manière de sensibiliser les consommateurs français à la nécessité d'acheter des produits français.

Sur ce dernier point, Mme Lalumière, qui ne croit pas aux conseils coordonnés, souhaite que l'on demande à des fabricants français une amélioration de leurs produits dans le sens souhaité par les consommateurs, ce qui serait une occasion de mettre en relation producteurs et consommateurs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à 100 + base	à 100 + base	à 100 + base	à 100 + base
\$ E.-U.	5,7890	5,7920	5,7920	5,7920
£ G.B.	2,5980	2,5915	2,5915	2,5915
Yen (100)	2,5980	2,5915	2,5915	2,5915
D.M.	2,5970	2,5940	2,5940	2,5940
France	2,5970	2,5940	2,5940	2,5940
F.B. (100)	14,9980	14,9130	14,9130	14,9130
F.S. (100)	14,9980	14,9130	14,9130	14,9130
L. (1 000)	4,7370	4,7415	4,7415	4,7415
E. (1 000)	10,8220	10,8740	10,8740	10,8740

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/1	12/2	12/3	12/4	12/5	12/6	12/7	12/8	12/9	12/10	12/11	12/12	12/13	12/14	12/15	12/16	12/17	12/18	12/19	12/20	12/21	12/22	12/23	12/24	12/25	12/26	12/27	12/28	12/29	12/30	12/31
\$ E.-U.	5,7890	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920	5,7920
£ G.B.	2,5980	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915
Yen (100)	2,5980	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915	2,5915
D.M.	2,5970	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940
France	2,5970	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940	2,5940
F.B. (100)	14,9980	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130
F.S. (100)	14,9980	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130	14,9130
L. (1 000)	4,7370	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415	4,7415
E. (1 000)	10,8220	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740	10,8740

Mme Lalumière a, d'autre part, annoncé que la première tâche dont elle chargera la mission d'étude et de coordination (groupe de travail à vocation interministérielle) qu'elle vient de créer est de son ministère, sera de préparer la mise en place de centres d'information sur les prix. La création de ces centres, selon le ministre, a pour objectif d'aider à la lutte

SOCIAL

La C.G.T. met en doute « la volonté réelle de relance » des Charbonnages

M. Augustin Dufresne, secrétaire général de la Fédération des mineurs C.G.T., a, mardi 12 janvier, dénoncé la « volonté réelle de relance » des Charbonnages. Il s'en est pris très violemment à la direction des Charbonnages mais également au ministère de l'énergie, et a annoncé l'organisation d'une journée nationale d'actions revendicatives le vendredi 5 février.

Selon M. Dufresne, un certain nombre de problèmes importants se posent actuellement dans les charbonnages : « Cela freine, cela bloque, et il y a le changement radical que les mineurs étaient en droit d'attendre après le scrutin du 10 mai est loin d'être entré en application. » Selon le leader cégétiste, le plan de production de 1982, adopté par la direction d'administration des Char-

F.O. DOIT SE PRONONCER SUR LE COMPORTEMENT DES COMMUNISTES

Le comité confédéral national (C.C.N.) de la Force ouvrière — la plus haute instance de l'organisation entre les congrès — qui se réunira les 13, 14 et 15 janvier à Paris, traitera de la situation économique et sociale, mais aussi du « comportement des communistes » dans l'appareil d'Etat, sans pour autant faire de ce thème un cheval de bataille prioritaire.

Le C.C.N. devrait adopter une résolution sur ce sujet, qui aura été au préalable discutée par les responsables de F.O. directement concernés dans leur domaine : l'action des ministères communistes, notamment ceux du secteur public, précise-t-on à F.O.

La centrale de M. André Bergeron reproche notamment à ces ministères de permettre, par des artifices juridiques, à la C.G.T. de s'intégrer au processus de négociations sans pour autant accepter trop visiblement des concessions qu'elle refuse de faire, notamment le précédent pouvoir.

M. Bergeron a toutefois précisé, dans une interview au *Quotidien de Paris* du 11 janvier, que le texte du C.C.N. « n'aura rien de sensationnel » et qu'il ne s'agit pas de « dresser une liste noire ». F.O. apprend-on par ailleurs, reconnaît même un mérite à la politique appliquée dans le secteur public : le pouvoir d'achat, qui a été loin d'être le cas, selon elle, dans de nombreuses entreprises du secteur privé.

Les instances F.O. doivent aussi se prononcer sur certains projets de loi gouvernementaux qui visent, notamment, les projets de loi sur les droits des travailleurs.

Le C.C.N. doit enfin élire deux nouveaux membres, MM. Claude Pitou (Fédération des P.T.T.) et Bernard Mouragues (métallurgie), au bureau confédéral (le « gouvernement » de F.O.). L'autre syndicaliste M. Jacques Maire (région parisienne), à la commission exécutive (le « parlement » de la centrale). Ces nominations préparent un renouvellement et un rapprochement important des cadres de la centrale lors du prochain congrès, qui se tiendra en mai ou juin 1983.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Les associés de la Société civile à capital variable des rédacteurs du « Monde » ont convoqué en assemblée générale ordinaire, réunie extraordinairement, pour le mercredi 13 janvier, à 15 h, à Paris, l'ordre du jour est le suivant : 1. état des lieux ; 2. proposition de loi sur les propositions de loi de la S.R.M. en vue de la succession de Jacques Favet ; 3. questions diverses.

Cinq responsables de syndicats autonomes lancent un appel à l'unité

Cinq responsables syndicaux ont lancé mardi, à titre individuel, un appel aux travailleurs à militer dans les syndicats existants pour faire avancer l'unité syndicale (1). Ils soulignent ainsi « créer un défilé » pour que les salariés « encouragés par les divisions retrouvent leur place dans le mouvement ouvrier ».

C'est ce qu'a annoncé M. Guy Georges (secrétaire général du Syndicat national des instituteurs) au cours d'une conférence de presse donnée en commun avec M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police ; de M. Daniel Gentot, secrétaire national du Syndicat national des journalistes ; de M. Gérard Gourgechon, secrétaire national du Syndicat national des impôts, et des secrétaires généraux adjoints de la Fédération générale des syndicats d'organismes agricoles.

Ces militants ont lancé des syndicats, souvent appelés « autonomes » parce que non rattachés à une des quatre grandes centrales ouvrières et créés pour échapper « au faux choix entre l'Etat et l'Ouest dans les années 1947-1948 ».

L'initiative, qualifiée de « lucide et modeste » par M. Georges, vise à resyndicaliser les salariés français, dont seulement 20 % adhèrent actuellement à un syndicat, et à « faire progresser les tendances unitaires des travailleurs au détriment des tendances sectaires qui prévalent dans les appareils des confédérations ».

« Ce », selon eux, un mouvement syndical puissant peut être le contre-pouvoir dont le pouvoir a constamment besoin pour progresser.

La création de cinquante mille à cent mille emplois

(Suite de la première page.)

Tout en mettant une barre plus haute à la représentativité du ou des syndicats qui s'opposeraient à tel ou tel accord, cette disposition, qui donne la possibilité du droit de veto à un seul syndicat, parait favoriser la C.G.T., qui réunit plus de la moitié des salariés français. Elle ne s'applique qu'aux entreprises de plus de 50 salariés.

En revanche — ce en compensation — la C.G.T. qui était tout à fait hostile au fait que le personnel d'encadrement aurait pu être soumis à une décision prise par un autre collège. L'ordonnance stipule : « Lorsque l'accord ne concerne qu'une catégorie professionnelle déterminée relevant du deuxième ou du troisième collège (...), les organisations de salariés de ce collège ne sont pas tenues de s'opposer à son adoption si elles ont obtenu plus de 50 % des voix des électeurs inscrits dans le ou lesdits collèges ».

Après consultation du Conseil d'Etat, une modification technique a été introduite dans les dispositions relatives au travail du « week-end ». Il ne sera pas obligatoire que celui-ci soit régi à la fois par une convention collective et par un accord d'entreprise. En cas d'absence de convention collective, un décret donnera pouvoir à l'inspection du travail pour autoriser, après accord d'entreprise, le travail du « week-end ».

MICHEL CASTAING.

Les documents d'ordre syndical, la C.G.T. et la C.F.D.T. et à F.O. ont convenu, le 12 janvier, un mouvement d'application stricte des règles — même au site et au site de travail — pour une semaine. Ils ont annoncé une grève générale pour les 27 et 28 janvier afin d'obtenir la réduction du temps de travail, le respect des libertés syndicales et la révolution des « primes d'exportation ».

Décines 1980 - Villeurbanais 1981, pour quand un Seveso lyonnais

Le 28 octobre 1980, au Centre de recherches de Décines de Rhône-Poulenc Industries (Rhône-Poulenc), deux morts, deux blessés graves, venant à nouveau endeuiller le monde des travailleurs. Une violente réaction s'était produite dans un appareil de 3 000 litres et son contenu s'était échappé et s'était répandu sur les victimes.

Dans le même temps, un nuage de produits toxiques se répandait dans le Centre de recherches, touchant une bonne partie des 700 salariés, et finissant au cours de la nuit de réfection de l'école voisine où des enfants jouaient.

Cette installation était considérée comme la poubelle du Centre de recherches et installée dans une fosse dangereusement exigüe de 20 m² et de plus de 2 mètres de profondeur qui constituait en fait une véritable sorcellerie dans laquelle ont été murées les quatre victimes. Le réacteur dans lequel s'effectuait tous les jours des réactions chimiques :

— ne possédait aucune mesure de température ;
— n'avait aucune possibilité de refroidissement ;
— le personnel affecté à l'installation possédait aucune formation de chimie, aucune formation à la sécurité.

On peut s'étonner qu'une telle installation ait pu fonctionner depuis 1980 dans un établissement à haut risque tant pour le personnel que pour la population environnante, en dépit des critiques du service des mines, organisme officiel du ministère de l'Industrie chargé de contrôler l'application des réglementations qui régissent au France l'outil industriel.

POUR PROTÉGER LES TRAVAILLEURS ET LEUR ENVIRONNEMENT DES LOIS ET DES DÉCRETS ONT EN EFFET ÉTÉ PROMULGUÉS

La législation issue de la loi du 19 décembre 1977, qui avait instauré un contrôle administratif sur les établissements industriels, a été renforcée en 1978 et remplacée par la loi du 10 juillet 1978.

Celle-ci soumet désormais l'exploitation de toute installation d'un même établissement, dans laquelle est exercée une activité réputée dangereuse ou polluante et répertoriée dans une nomenclature officielle, à un régime d'autorisation (pour les activités les plus dangereuses) ou de déclaration préalable.

L'autorisation est délivrée par arrêté préfectoral, qui impose à l'industriel les prescriptions relatives à la protection des intérêts visés par la loi : santé, sécurité, salubrité publique, environnement, commodité du voisinage.

Si les prescriptions initiales se révèlent insuffisantes, le Préfet peut les modifier plus contraignantes et même ordonner la fermeture de l'installation.

À dix ans, on est en droit de penser qu'une installation autorisée n'est pas susceptible de présenter de graves dangers pour la santé et la sécurité de l'environnement.

(Publicité)

UNE INSTALLATION CLASSÉE... AUTORIZÉE !!!

Il faut rappeler ici qu'en janvier 1980, les caractéristiques de l'installation étaient les suivantes :

— un réacteur de 3 000 l. situé dans une fosse en bois (1) recouvert d'un stockage aérien de 17 m² situés à moins de 5 mètres ;

— il y avait un moyen de connaître la température au moyen de rebroussement ;

— les manipulations de produits chimiques se faisaient manuellement au sein ou à la louche ;

— la fosse n'était pas ventilée, et pourtant les déchets manipulés pouvaient contenir du benzène, des amines aromatiques, puis produits très toxiques dont plusieurs hautement cancérigènes et soumis à réglementation.

EN 1980, CE TYPE D'INSTALLATION NE POSE DE PROBLÈMES A PERSONNE... I SAUF AU C.H.S. QUI L'A DIT ET REDIT TRÈS OFFICIELLEMENT A PLUSIEURS REPRISES SANS RÉSULTAT.

Songez que si ce jour-là, dans le mélangeur, s'était trouvé un des déchets habituels du Centre de Recherches : le pentachlorophénol, le nuage toxique qui s'est échappé sur l'école voisine aurait pu contenir des dioxines, comme à SEVESO.

C'EST POURQUOI IL FALLAIT S'INTÉRESSER A LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE CETTE INSTALLATION

Les textes sur les installations classées ont été faits pour que la sécurité soit la meilleure possible. Or, cette installation était en fait à la sécurité :

— les textes légaux étaient-ils appliqués ?
— des modifications auraient-elles permis que le drame que nous

NOTRE SANTÉ NOUS APPARTIEN, LUTTONS POUR TRAVAILLER ET VIVRE EN SÉCURITÉ

Les industriels ont le devoir d'assurer l'intégrité physique des personnes et de leur offrir un cadre de vie sûr.

Le législateur a le devoir d'élaborer des textes garantissant une protection efficace, sans possibilité d'être tournée.

Sur ce point, il serait urgent que parmi les instances spécialisées, protégées figurent la santé et la sécurité des travailleurs, principaux intéressés.

L'administration compétente a le devoir d'assurer la stricte application de la réglementation.

C'est pour rappeler ces principes essentiels et éviter de nouveaux accidents de travail que le Comité d'établissement s'est rendu public sur ces affaires et a décidé d'engager ses fonds.

TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DANGEREUSES, RIVERAINS DE CES SITES INDUSTRIELS, ÉLUS,

Sachez que la seule existence de la loi sur les établissements classés ne vous protège pas.

— parce que les motivations des industriels sont plus proches du profit que de la sécurité ;

— parce que l'administration compétente qui a le devoir d'en assurer l'application, après 22 ans de pouvoir des grands patronats, est de fait au service de celui-ci et non plus au service des citoyens.

TRAVAILLEURS, RIVERAINS, ÉLUS,

vous devez prendre en main votre sécurité, votre qualité de vie. Exigez auprès des préfets la stricte application de la législation, et en cas de besoin, l'imposition de prescriptions supplémentaires.

Ces textes administratifs et la justice, bien qu'ils aient le charge, ne le feront à votre place !

Comité d'établissement de Rhône-Poulenc
Centre de Recherches de Décines
24, avenue Jean-Jaures, 69130 Décines

CEGIR

SOCIAL

Comment concilier le réalisme et l'utopie

(Suite de la première page)

Le projet socialiste repose sur deux notions. Selon la première, la gestion économique et sociale procède de la négociation permanente entre les acteurs directement concernés. C'est le gage d'une véritable mobilisation des énergies. Selon la seconde, la solidarité constitue la contrepartie de la justice. Elle exprime l'adhésion de chacun à un objectif collectif reconnu comme supérieur aux objectifs particuliers.

La droite politique qualifie ces affirmations d'utopiques. A l'évidence, elles le sont, puisqu'elles signifient qu'on peut briser la résignation du plus grand nombre et

l'égoïsme catégoriel. Mais les élections de mai-juin derniers ont montré que ces utopies correspondent à une aspiration profonde des citoyens de ce pays.

Pourquoi des négociations généralisées sont-elles de nature à faciliter le règlement des problèmes économiques et sociaux ?

La vie de l'entreprise couvre le premier champ d'exercice des négociations. Que le pouvoir de décision ultime appartienne au chef d'entreprise, rien que de très normal. Que l'homme seul ou un petit nombre l'est moins. Tous les salariés connaissent ou pressentent les difficultés ; et mieux encore les causes qui résultent d'une mauvaise organisation de la production ou d'équipements vétustes. Associer les salariés à la recherche des solutions est donc économiquement fécond. Ne pas le faire, c'est à la fois stériliser les capacités d'amélioration et s'exposer au refus de solutions dont la légitimité technique n'apparaît pas clairement.

Ce problème de la légitimité de l'expertise est essentiel. La situation actuelle procède de mécanismes d'appropriation au profit des détenteurs du pouvoir économique ou des possesseurs d'un savoir d'autant plus suspect qu'il est souvent consanguin à ce pouvoir. La critique de cette situation est donc politique et technique. Un pouvoir non contrôlé, un savoir non critiqué, portent en eux les germes de leur propre négation.

Le second champ de la négociation est celui de la productivité. Il suffit d'observer que la productivité du travail est d'abord la rencontre d'un travailleur caractérisé par sa qualification, son âge, son sexe, ses qualités physiques et intellectuelles et sa liberté, avec un processus de production caractérisé lui aussi par de multiples facteurs. L'adéquation de l'un à l'autre n'est pas une opération mécanique ; c'est plutôt une certaine forme d'adhésion. Dès lors, les conséquences d'une faible adhésion — illustrées par le turn-over, l'absentéisme, les accidents du travail, le coulage, les conflits — la déterminent fortement. Certains syndicalistes hésitent à s'engager dans une telle problématique, car les uns y voient la consolidation d'une société encore plus productiviste ; d'autres, l'entrée du syndicalisme dans une sorte de gestion inavouée.

Aux premiers, on pourra apporter une réponse issue d'un nouveau partage du pouvoir et d'une négociation réelle sur l'affectation des gains de la productivité. Aux seconds, on objectera que le sort des salariés n'est pas indépendant de celui des entreprises et que, à trop se cantonner dans des revendications catégorielles, le syndicalisme stérilise les capacités et les aspirations des salariés.

Le champ de la solidarité est immense également. Il repose sur une notion simple : le sort de chacun dépend de celui de tous dans l'exercice de différences multiples qui ne soient pas des injustices. La lutte des classes existe, mais la justice au grand jour. On verra bien alors sur quelles positions campent les adversaires et quelle valeur ont leurs arguments. Morale et politique sont distinctes certes mais certaines politiques — et le socialisme veut l'illustrer — passent par une moralisation des situations.

La solidarité, c'est d'abord ne pas vouloir à la fois « le beurre et l'argent du beurre ». On ne peut avoir plus de temps libre et plus de revenus monétaires. C'est tromper les Français que de le prétendre. Mais la conclusion est alors immédiate : c'est la priorité accordée à une remise en ordre des revenus et des salaires. Plutôt que de réclamer d'abord la compensation intégrale des réductions horaires, il serait plus responsable de part et d'autre, d'engager immédiatement une négociation sur les « bas salaires » qui eux, bien sûr, doivent voir s'accroître leur pouvoir d'achat.

Privilégier le facteur main-d'œuvre

La solidarité, c'est aussi accepter de remettre en cause les avantages acquis. Dans certains cas, ils s'avèrent scandaleux. Il faut avoir le courage de reconnaître que les avantages de certains sont financés soit par les consommateurs, soit par les contribuables.

La solidarité, c'est encore l'acceptation du financement d'un système de protection sociale fondé sur la redistribution. C'est traquer les mécanismes qui pervertissent cette redistribution et provoquent les gaspillages. C'est choisir aussi la pondération entre des prélèvements assis sur les revenus des bénéficiaires et des prélèvements pesant sur le coût du travail et donc sur l'emploi.

La solidarité, c'est enfin reconnaître que nous sommes un pays riche et que cette richesse doit être partagée avec ceux qui n'ont rien. Il ne s'agit de morale ; il s'agit aussi d'économie. Les échanges internationaux sont générateurs de richesses s'ils sont équilibrés. Tout en luttant contre les formes d'exploitation sur lesquelles se sont bâties des

puissances alimentées par le capitalisme international, il faut accepter de distraire une part significative de notre revenu national pour faciliter le développement de ceux qui n'ont pas encore atteint le stade de la consommation marchande.

On peut présenter de multiples façons une politique économique et sociale, même si son objectif premier est de restaurer la situation de l'emploi. Du point de vue d'un ministre du travail, celle qui s'impose consiste à privilégier le facteur « main-d'œuvre ». Cette approche se justifie d'autant plus que l'économie est à la fois au service des hommes et faite par eux. De la valorisation de l'ensemble de leurs possibilités dépendront le rythme et la nature du développement dont ils bénéficieront.

Le premier axe de cette stratégie est celui de la politique industrielle. L'existence d'un vaste marché concurrentiel et l'ouverture aux échanges internationaux ne sont pas exclusives — bien au contraire — de la mise en œuvre d'un projet national pour l'appareil productif. Depuis près de quarante ans, les entreprises nationales ont structuré et dynamisé l'investissement privé en France. Celles qui intervenaient sur le marché concurrentiel ont su montrer que des objectifs, non réduits au seul dégelage du profit, étaient conciliables avec la compétitivité internationale.

La politique industrielle doit anticiper les difficultés avec quatre objectifs : repérer les « créneaux productifs » accessibles aux compétences et équipements existants ; faciliter les reconversions sans rompre les contrats de travail ; régler des difficultés financières temporaires ; intensifier les efforts de recherche. Certes, des licenciements économiques sont souvent inévitables. Mais ceux qui perdent leur emploi doivent pouvoir être insérés dans une phase de préparation à une activité nouvelle dont la création ou le développement auront été prévus.

Il ne s'agit pas là d'économie dirigée. Le profit est toujours le signe de réussite et de compétitivité. Il le déterminera. Mais son affectation sera négociée pour qu'une part importante soit consacrée à la politique d'investissement. La politique industrielle concertée avec tous ceux qui apportent leur contribution au processus productif est au cœur de la planification démocratique. Elle est la réponse au souci de concilier l'adaptation du système de production avec la diminution du chômage. La réforme des droits des salariés et la relance de la négociation constituent les moyens et la légitimité d'une telle politique.

Le second axe est la transformation des conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Avant 1973, la baisse de la durée du travail a souvent été payée par l'inflation. Il faut maintenant choisir entre partager le travail ou poursuivre une tendance qui accroît le chômage et le coût de son indemnisation. Sortir du cercle diabolique des années passées suppose donc que les gains de productivité soient consacrés davantage à la réduction du temps de travail et moins à la croissance du pouvoir d'achat de la masse salariale. La difficulté consiste à obtenir à la fois une modification de l'éventail des rémunérations au profit des plus défavorisés et d'une maîtrise de la masse salariale. Il est clair qu'un tel effort passe par une réforme fiscale pour assurer une contribution identique selon les catégories socio-professionnelles — salariés et non-salariés — à l'effort collectif.

Certains comparent un peu vite le projet socialiste à celui de 1936. Ils devraient affûter leur perspicacité sur trois points. La réduction des horaires est concomitante à un assouplissement du temps de travail, première étape vers le temps choisi. Cette souplesse indispensable à la production sera d'autant plus grande qu'elle sera négociée. Les contrats de solidarité faciliteront cette évolution.

Le troisième grand axe de la stratégie pour l'emploi est celui de l'amélioration du marché du travail. Le discours traditionnel de la droite attribue une grande importance dans la montée du chômage à l'insuffisante mobilité géographique, à l'inadéquation entre les demandes et les offres d'emploi et à l'importance de l'indemnisation du chômage. C'est oublier un peu vite que, s'il y a chômage, c'est d'abord parce qu'il y a insuffisance d'emplois par rapport à la croissance démographique.

Le service public de l'emploi n'a pas vocation d'assister le demandeur. Celui-ci doit lui-même se prendre en charge. Mais pour cela, il faut que la collectivité publique lui offre des conseils et des services d'orientation. Cela lui permettra de construire lui-même son projet professionnel. Sa réalisation passe souvent par l'acquisition d'un surcroît de formation. C'est pour cela que l'A.N.P.E., l'A.F.P.A. et les services extérieurs de mon ministère doivent se rapprocher et travailler en étroite coopération ainsi qu'avec les organismes publics et privés concernés.

Mais il faut aussi que la lutte contre le chômage soit l'affaire de tous : syndicats, entreprises, élus territoriaux. C'est dans ce souci que j'ai engagé les partenaires sociaux qui participent à la gestion de

l'A.N.P.E. et de l'A.F.P.A à me proposer un plan de décentralisation progressive permettant aux élus de s'associer à la définition et à la mise en œuvre des politiques régionales. C'est dans le cadre de cette amélioration du service public de l'emploi que pourront être envisagées des mesures destinées à contrôler la réalité de la recherche d'emploi chez les demandeurs et, par voie de conséquence, à s'assurer que les mécanismes d'indemnisation ne sont pas détournés de leur but.

Ces réflexions n'épuisent pas les instruments de la politique de l'emploi. J'ai voulu faire ressortir les choix politiques permettant de comprendre les actions entreprises. J'ai voulu, en outre, rappeler les programmes essentiels autour desquels s'organise le plan socialiste pour l'emploi. Concilier le réalisme et l'utopie dans la justice et la liberté, telle est la mission que le gouvernement entend accomplir avec détermination.

JEAN AUROUX.

CONTRE LE FROID ET LE BRUIT
DOUBLEZ VOS VITRAGES EN GLACE PLANILUX SAINT-GOBAIN
(déductible des impôts)



Comptez 800 F le m² TTC. Posé en glace de 8 mm, avec joint de calfeutrement au silicone compris.
10 ANS DE GARANTIE
Crédit gratuit en 3 versements
Pose PARIS et BANLIEUE
Sté PARIS ISOLATION PROTECTION
55, rue de la Madeleine 75015 PARIS
Tél. : 566-85-20 et 306-35-12
DEVIS GRATUIT
DEJÀ PLUS DE 15 000 SURVITRAGES POSÉS

(Publicité)
CALIFORNIE (U.S.A.) : PLACEMENTS EN VIGNOBLES ET TERRAINS A ÉDIFIER
Capital minimum 200 000 \$
Revenu plus de 20 %
Possibilité d'hypothèque tous frais 12 %
Pour renseignements écrire à :
L. WURM, 5/555 ARABIANE LASSER
8109 MUNICH 31 - WEST GERMANY

(Publicité)
ESSEC
ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE
Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être directement admis en seconde année.
L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.
● Prochaine session pour la rentrée 1982 : 9-11 mars 1982 à Cergy ;
● Date limite de dépôt des dossiers : 1^{er} février 1982.
● Documentation et dossier d'inscription : ESSEC Admission, B.P. 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex. Tél. 030-40-57
ESSEC. Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat.

COURS INTENSIFS DE REMISE A JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS
● DATES : 1 semaine : 25-1 - 8-2 - 22-2 - 23-2 - 5-4-82
2 semaines : 15-1 - 1-2 - 15-2 - 23-2 - 15-3-30-3-82
● DUREE : 6 h. par jour du lundi au vendredi
350, rue Saint-Henri, 75001 PARIS
● CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit) Groupe de 3 à 6 personnes 2 500 F T.T. par personne et par semaine et 150 F d'inscription.
Nous organisons également des cours semi-intensifs à raison de 3 heures par jour pendant 4 semaines.
Pour tous renseignements et inscriptions :
LANGUAGE STUDIES
238, rue St-Henri - 75001 PARIS Tél. : 260-53-70

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.2162

République Populaire du Congo
Premier projet de transport fluvial
Appel d'offres internationaux
Équipements informatiques
Le Gouvernement de la République Populaire du Congo a obtenu un accord de principe de l'Association Internationale de Développement pour un crédit destiné à financer un projet de transport fluvial afin d'augmenter la capacité, moderniser les équipements et les installations fluviales et améliorer les outils de gestion de l'Agence Transcongolaise des Communications.
Les dossiers d'appel d'offres se rapportant aux aspects prioritaires de la modernisation des équipements informatiques sont disponibles dès maintenant. Ils concernent la fourniture, l'installation et l'entretien des équipements informatiques ainsi que les logiciels de base et de développement nécessaires par ces équipements.
Les soumissionnaires intéressés pourront obtenir les dossiers d'appel d'offres contre la somme de 500 francs français et des informations supplémentaires à la direction générale de l'Agence Transcongolaise des Communications, ou au bureau du consultant aux adresses ci-dessous.
Agence Transcongolaise des Communications
Direction générale B.P. 670
Pointe Noire
République Populaire du Congo
CEGIR INC.
2, Complexe Desjardins
Bureau 2301
Montréal (Québec), Canada
H5B 1B3

SUP DE CO NANTES
une grande école de gestion
cela commence à se savoir...
groupe E.S.C. Nantes
15, rue de Bourg
1002 Lausanne/Suisse
Tel. 021 20 36 31

EN EXCLUSIVITÉ TRAIN SPÉCIAL
sur la prestigieuse ligne du **TRANSIBÉRIEN**
16 au 30 juin et
15 au 29 septembre 1982
8531 km, entre KHABAROVSK et MOSCOU à bord d'un train entier spécialement affecté. 7 voitures-lits très confortables (compartiments doubles et individuels), 2 voitures-restaurants et 1 voiture salon-bar, à disposition de 80 personnes. Prix forfaitaire francs français 14500.- tout compris, avec vols de ligne Paris-Moscou-Khabarovsk et Moscou-Paris. Visite de Moscou, Khabarovsk, Irkoutsk et Novosibirsk. Autres variantes avec Asie centrale, Leningrad et le Japon.
Avec la même composition, nous effectuons du 29 septembre au 15 octobre le CAUCASE-CRIMÉE-EXPRESS, de la mer Noire à la Caspienne.
Demandez-nous le programme détaillé qui comprend également d'autres voyages avec les **GRANDS TRAINS EXPRESS DE LUXE DU MONDE**, dont le fameux «Nostalgie-Orient-Express»
LAVANCHY VOYAGES
15, rue de Bourg
1002 Lausanne/Suisse
Tel. 021 20 36 31

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- LA « NORMALISATION » EN POLOGNE ET SES RÉPÉRICULS**
2. IDÉES : « La sabbat et le sang », par Daniel Singer ; « La lèche », par Jacques Ellul ; « Espagne 1936, Pologne 1982 ? », par Jean Brabant.
3. M. Rakowski espère que l'état de siège sera prochainement levé.
4. Après la mise au point de l'élysée.
- 5. ASIE**
- CHINE : Pékin veut que « l'ensemble de la question des ventes d'armes américaines à Taïwan » soit examiné.
- 6. EUROPE**
- 5. PROCHE-ORIENT**
- 6. AMÉRIQUES**
- ÉTATS-UNIS : M. Reagan souhaite que Porto-Rico devienne le cinquante et unième État.
- HAÏTI : un second groupe d'opposants a débarqué dans l'île de la Tortue.
- 7. AFRIQUE**
- ALGÉRIE : le président Chadli Bendjedid a procédé à un remaniement ministériel restreint.

POLITIQUE

8. La réunion du comité central du P.C.F.
9. Les élections législatives partielles : 12^e circonscription de Paris : « Pour la France » ou « Pour la France qui bouge ».
10. Les travaux de l'Assemblée nationale et de la Sénat.

SOCIÉTÉ

11. La mort de « Farid », l'autisme.
- MÉDECINE : le débat sur la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics.
- DÉFENSE : « Dépenses militaires : un effort continu », point de vue de Marie-Thérèse Fretet.
- ÉDUCATION
12. AÉRONAUTIQUE
- JUSTICE : l'inculpation à Lyon d'un chimiste tunisien.
28. SPORTS

ÉQUIPEMENT

13. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : vers un éclatement de la région Rhône-Alpes ?
- TRANSPORTS

ARTS ET SPECTACLES

15. « Les lendemains de l'architecte », un documentaire, par Frédéric Edelmann ; Tout feu, tout flamme, de Jean-Paul Rappeneau, par Jean de Barentin.
- 16-17. Fontamara, de Carlo Lizzani, par Louis Marcellin ; « Mister Jekey roll », par Lucien Molsen ; Faust à Saint-Etienne, par Matthieu de la Barbenne ; « Portraits à Gènes et à Venise », par Hervé Guilbert.
18. SÉLECTION
- 23 à 26. PROGRAMMES SPECTACLES
- 19 à 22. SUPPLÉMENT RADIO - TÉLÉVISION
- VU : « Le prix de la viande », par Claude Sarruste ; « Mémoires de la mine », par Georges Sœur.

ÉCONOMIE

- 38-39. SOCIAL : cinq responsables de syndicats autonomes lancent un appel à l'unité, le C.G.T. met en doute « la volonté réelle de renouer » des Charbonnages.
- CONSOMMATION : les agents de la répression des fraudes démontrent la gogolisation de six opérations de contrôle.
40. AFFAIRES : « Les commerçants pourraient bénéficier de prêts parcellaires », annonce M. Deldis.
- AGRICULTURE
- ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (22)
INFORMATIONS
« SERVICES » (27) : La maison ; Mots croisés ; Météorologie ; Journal officiel.

— Annonces classées (34 à 37) ; Carnet (28) ; Programmes spectacle (33 à 36) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde », daté 13 janvier 1982 a été tiré à 551 368 exemplaires.

JACQUES DEBRAY
SOLDES
du 5 au 26 Janvier
COSTUMES 2 pièces 1490-1000F
VESTES 990-700F
PANTALONS 490-250F
31 BD MALESHERBES

A B C D F G H

La préparation aux élections législatives partielles

Soutiens et retraits dans la 2^e circonscription de Paris

Dans la deuxième circonscription de Paris, M. Jacques Dominati, candidat « République d'union » de l'opposition, a reçu le soutien des soixante-deux députés membres du groupe U.D.F. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, proteste, dans une question écrite au premier ministre, contre les « agressions graves et répétées » dont auraient été victimes les militants de M. Dominati de la part des militants de M. Dabedout qui « utilisent des arguments qui sont en opposition totale avec l'image de force tranquille que veut donner le pouvoir ».

Le Parti des forces nouvelles (extrême droite) a décidé de retirer son candidat, M. Guy Pluvierge, « afin qu'aucune voix

ne manque pour valider la coalition socialiste-communiste incarnée par M. Dabedout. Il invite à voter pour M. Dominati. M. Abel Thomas, qui fut suppléant de M. Dominati à l'Assemblée nationale de 1978 à 1981, vient de prendre position en faveur de M. Dabedout, candidat gaulliste de gauche soutenu par le P.S. et le P.C. M. Thomas qui avait rejoint en octobre 1979 le parti radical socialiste (composante de l'U.D.F.) estime que « son soutien à Pierre Dabedout est moins étonnant et contraire à la nature que le soutien de Jacques Chirac à Jacques Dominati ».

M. Abel Thomas, qui avait appartenu à la S.P.I.O., avait rompu avec le P.S. en raison de son opposition au programme commun de la gauche.

• La fédération d'Île-de-France du Comité de liaison pour l'action locale et régionale (CLAR) apportera, dans la deuxième circonscription de Paris, son soutien à Mme Catherine Bonnet (Roc 82) et dans la deuxième circonscription, à M. Patrick Meyer (sans étiquette), directeur de R.F.M.

• La Nouvelle Action royaliste (NAR), qu'anime M. Bertrand Renouvin, « estime que M. Dominati et ses représentants parmi les élus ne représentent pas la défense politique giscardienne et qu'ils défendent à l'Assemblée des idées particulièrement néfastes », appelle ses militants à « faire barrage à ces candidats ».

• Dans la troisième circonscription de la Marne, le candidat R.P.R., M. Bruno Bourg-Broc a reçu le soutien de M. Jacques Chaban-Delmas.

A Orange

UN COMMANDO PATRONAL S'EN PREND A UNE ENTREPRISE QUI AVAIT DÉPOSÉ SON BILAN.

Avignon. — Quatre P.-D.G. d'entreprises avignonnaises s'en sont pris, le 12 janvier, à réaliser un véritable coup de commando contre la société anonyme Concoct, installée à Orange dans le quartier Fourchevillais. Cette société de travaux publics, employant une vingtaine de personnes et ne faisant plus ses affaires depuis quelque temps, a déposé son bilan le 28 décembre 1981. De ce fait, les fournisseurs de l'entreprise Concoct ne pouvaient plus être payés.

C'est en quel a conduit les quatre P.-D.G. d'Orange et d'Avignon à attaquer, avec le concours musclé d'une trentaine de personnes employées dans leurs entreprises, les locaux de la société dans le quartier Fourchevillais. En un tour de main, les assaillants ont fait main basse sur une importante quantité de matériel, qu'ils ont emporté, sans coup férir. M. Concoct estime le préjudice subi à 1 million de francs, une somme représentant, selon lui, le double des dettes qu'il n'avait pu honorer. Il a porté plainte auprès des services de police pour vol aggravé, dégradation de propriété et violence.

(Publié)

15 calculatrices programmables aux

POUR bien choisir une calculatrice, il faut demander conseil à un spécialiste qui connaît toutes les marques, tous les modèles, toutes les performances aux meilleurs prix : à Duriez, qui n'est orienté par aucun fabricant.

Prix Duriez

Remarquables • Casio fx 502 P : 258 pas + 22 mém Prix Duriez 544 F • Texas Instruments TI 58 C : 480 pas de mémoire permanente avec module de base, prix Duriez 750 F • Sharp PC 1211 : 1424 pas en base, prix Duriez 1 080 F • Texas Instruments TI 59 : Prix Duriez 1 550 F • Hewlett Packard HP 41 C : la plus puissante, 1 780 F etc.

Garantie un an pièces et main-d'œuvre. Satisfait sous huit jours ou remboursé. Duriez, 232 bd Saint-Germain, Métro : Odéon.

LA VISITE DE M. HAIG EN ÉGYPTE

Le Caire souhaite que Washington joue un « rôle dynamique » dans les négociations sur l'autonomie palestinienne

Correspondance

Le Caire. — Les négociations sur l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza ont été au centre de la première journée de la visite du secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, en Égypte. Dès son arrivée à l'aéroport du Caire, M. Haig a été accueilli par le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamel Hassan Ali, de voir « les États-Unis jouer un rôle plus positif en ce qui concerne les négociations sur l'autonomie ».

M. Haig a assuré que Le Caire et Washington sont déjà parvenus à un certain nombre de « vues communes » et réaffirmé « la volonté des États-Unis de jouer un rôle dans la promotion du processus de négociations sur l'autonomie ».

La délégation égyptienne, qui comprenait, outre M. Ali, le général Abou Ghazala, ministre de la défense, et M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, s'est félicitée des propos de M. Haig, soulignant « le désir des États-Unis de jouer un rôle dynamique au cours de la prochaine période ».

En effet, la diplomatie égyptienne estime que les cent jours qui précèdent le retrait israélien du Sinaï, le 25 avril prochain, seront extrêmement critiques et souhaitent que les États-Unis participent à l'opération d'une manière active. Pour l'Égypte, cet apport devra se faire sous forme de pressions directes ou indirectes, afin de déboucher les négociations qui plâtrant depuis deux ans et de garantir le retrait de la péninsule.

En ce qui concerne la position égyptienne, elle demeure inchangée et on note même un certain durcissement d'autant à la loi israélienne sur l'annexion du Golan qu'aux perspectives de rétablissement des ponts avec les pays arabes après la récupération du Sinaï. M. Kamel Hassan Ali a réaffirmé, à deux reprises, mardi, devant M. Haig « la nécessité de parvenir à un accord de principe ayant laval des Palestiniens ». On estime, au Caire, très improbable que les négociations tripartites puissent déboucher sur un accord cadre avant le retrait du Sinaï.

En France

LE P.S. AFFIRME SON SOUTIEN A LA RÉSISTANCE AFGHANE

Le parti socialiste « mettra les moyens qu'il peut déployer à la disposition de la résistance afghane », a indiqué, mardi 12 janvier, à Paris, M. Jacques Humeau, secrétaire national, adjoint du P.S. chargé des relations internationales. « Mais, a-t-il ajouté, au cours d'une conférence de presse, l'aide matérielle financière et humaine est du ressort de plusieurs organisations ou administrations », et, pour sa part, « le P.S. n'a ni munitions ni hélicoptères ».

Tanzanie : trente-huit victimes au moins dans un naufrage. — L'agence de presse tanzanienne a annoncé le 13 janvier qu'au moins trente-huit personnes étaient portées disparues après le naufrage d'un ferry sur le lac Victoria. L'accident a eu lieu près de la ville de Musoma. Le bateau qui était autorisé à transporter vingt-cinq personnes avait cinquante personnes à bord au moment du naufrage. — (A.P.).

M. Humeau a en outre indiqué qu'il avait demandé au ministre des relations extérieures que soient réaffirmés clairement « les principes qui guident la politique du gouvernement français » face à la crise afghane.

Le P.S. participera à la manifestation de soutien à la résistance afghane organisée le 20 janvier à Paris par différentes formations ou syndicats (radicaux de gauche, P.S.U., C.F.D.T., F.E.N., F.O.), pour exprimer « le lien indissoluble entre combat pour la démocratie et combat pour la liberté ». Le P.S. réaffirme le « caractère inacceptable de l'occupation de l'Afghanistan » et « appelle son refus d'une quelconque conception d'un socialisme qui avancerait au rythme des chars d'assaut ».

« Ce n'est pas au Nicaragua, c'est aux résistants afghans que le P.S. doit adresser ses vœux », a estimé mardi 12 janvier M. Jean-Marie Daillet, député U.D.F. de la Manche, qui a ajouté : « Comment peut-on se déclarer solidaire du peuple polonais, comment peut-on tant parler des droits de l'homme et vendre des bateaux de guerre et des missiles à destination de la police, donc à la répression, au communisme international ? »

(Publié)

TELEVISIONS
PRIX FABULEUX
• Magnifiques TV N.B. 3 ch. à partir de 139 F
• Magnifiques TV couleur RADICOM ou THOMSON à partir de 850 F
Reprise des anciens téléviseurs
Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois
Tél. : 681-48-92 - 681-90-49

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
ES 30, rue des Dames Paris 7^e

Grâce à Seiko

JAZ SE LANCE SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Les accords de coopération signés en avril 1981 entre Matsushita et le groupe japonais Seiko (marque Seiko) entrent dans leur phase constructive. Grâce aux réseaux commerciaux de son partenaire japonais, Jaz, une des firmes appartenant à la division horlogère de Matsushita, va pouvoir, dès le mois de juin prochain, lancer ses produits (montres et réveils à quartz) sur le marché américain (États-Unis et Canada). L'annonce vient d'en être simultanément faite à Tokyo et à Paris.

Les prévisions de ventes portent, dans un premier temps, sur trois cent mille montres et cinquante mille réveils, mais, d'après une étude de marché faite par Seiko, Jaz devrait parvenir à vendre outre-Atlantique entre quatre cent mille et cinq cent mille réveils par an et un peu plus d'un million de montres, l'objectif étant de capter de 1 % à 2 % du marché des États-Unis. Tous ces produits seront équipés de modules électroniques fournis par Seiko.

Cette opération commerciale est d'une importance considérable pour Jaz, dont la production s'est littéralement effondrée en 1981 (six cent mille pièces seulement ont été fabriquées contre un million trois cent mille, dont quatre cent cinquante mille montres) avec un très lourd déficit de 35 millions de francs à la clé.

Le plan de restructuration de l'entreprise suit son cours. L'année 1982 sera un exercice transitoire, les dirigeants de Jaz ne prévoyant pas de véritable redressement avant 1983.

• L'évolution des ventes dans le grand commerce est redevenue positive en 1981, au terme d'un mois de décembre qui a confirmé une progression modérée du volume des ventes. Indique mardi 12 janvier un communiqué du centre d'observation économique (C.O.E.) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, le champ comparable de l'évolution, pour l'ensemble de l'année 1981, s'est établi à + 0,8 % contre - 0,4 % en 1980.

Les hypermarchés ont poursuivi leur progression à un rythme ralenti : + 1,5 % en 1981 contre + 2,5 % en 1980. Les grands magasins (0 % contre - 3,4 % en 1980) et les magasins populaires (- 0,5 % contre - 1,4 %) se sont stabilisés. La croissance de la vente par correspondance peut être estimée à + 7,0 % en 1981 après + 5,5 % l'année précédente.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 1.250 F
3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

SOLDES PRÊT-A-PORTER Hommes et Dames

LEGRAND Tailleur
27, r. d'Alsace, Paris Opéra
Tél. : 442-76-61
du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

HERMINE
COUTURE & FOURNITURES
solde ses collections
Montres Cashmere 2200F 1000F
Montres Vison 1900F 1000F
dans la limite des stocks disponibles
211, rue Saint-Honoré - Paris 1^{er}

PIERRE CARDIN
victor hugo
solde ses collections
27, avenue Victor Hugo PARIS

les soldes Tunmer

vêtements de week-end
automne-hiver.

vêtements de sport :
golf, chasse, équitation, ski et après-ski,
tennis, jogging.

Tunmer
La mode pour le sport
5, place Saint-Augustin - Paris 8^e